



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

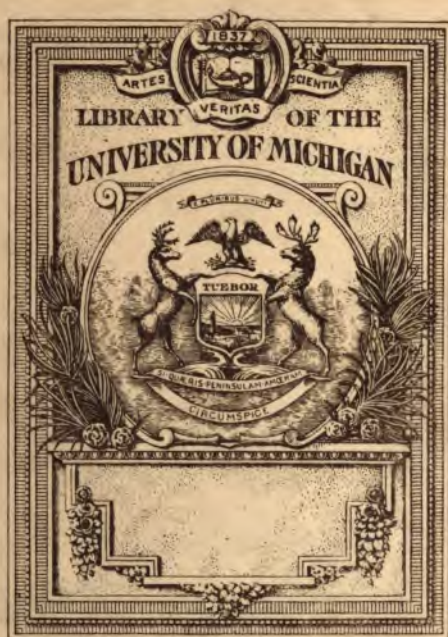
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

A 440028



II. 10-29



JF
32
D3
17

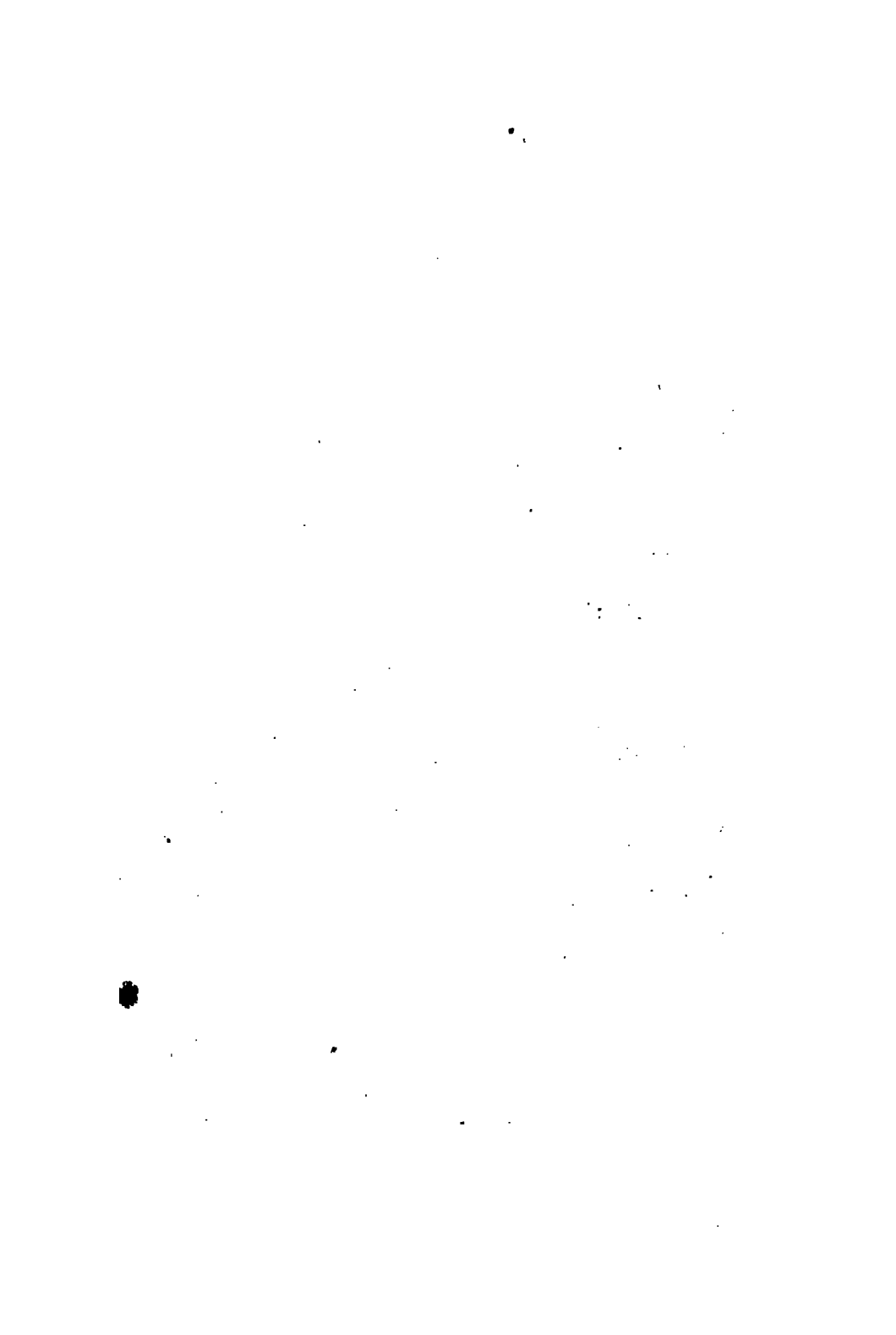


CONSTITUTIC

DES

PRINCIPAUX ÉTA
DE L'EUROPE
ET DES ÉTATS-U
DE L'AMÉRIQU

TOME PREMIER



CONSTITUTIONS

DES

PRINCIPAUX ÉTATS

DE L'EUROPE

ET DES ÉTATS-UNIS

DE L'AMÉRIQUE,

PAR M. DE LA CROIX,

Professeur de Droit public au Lycée.

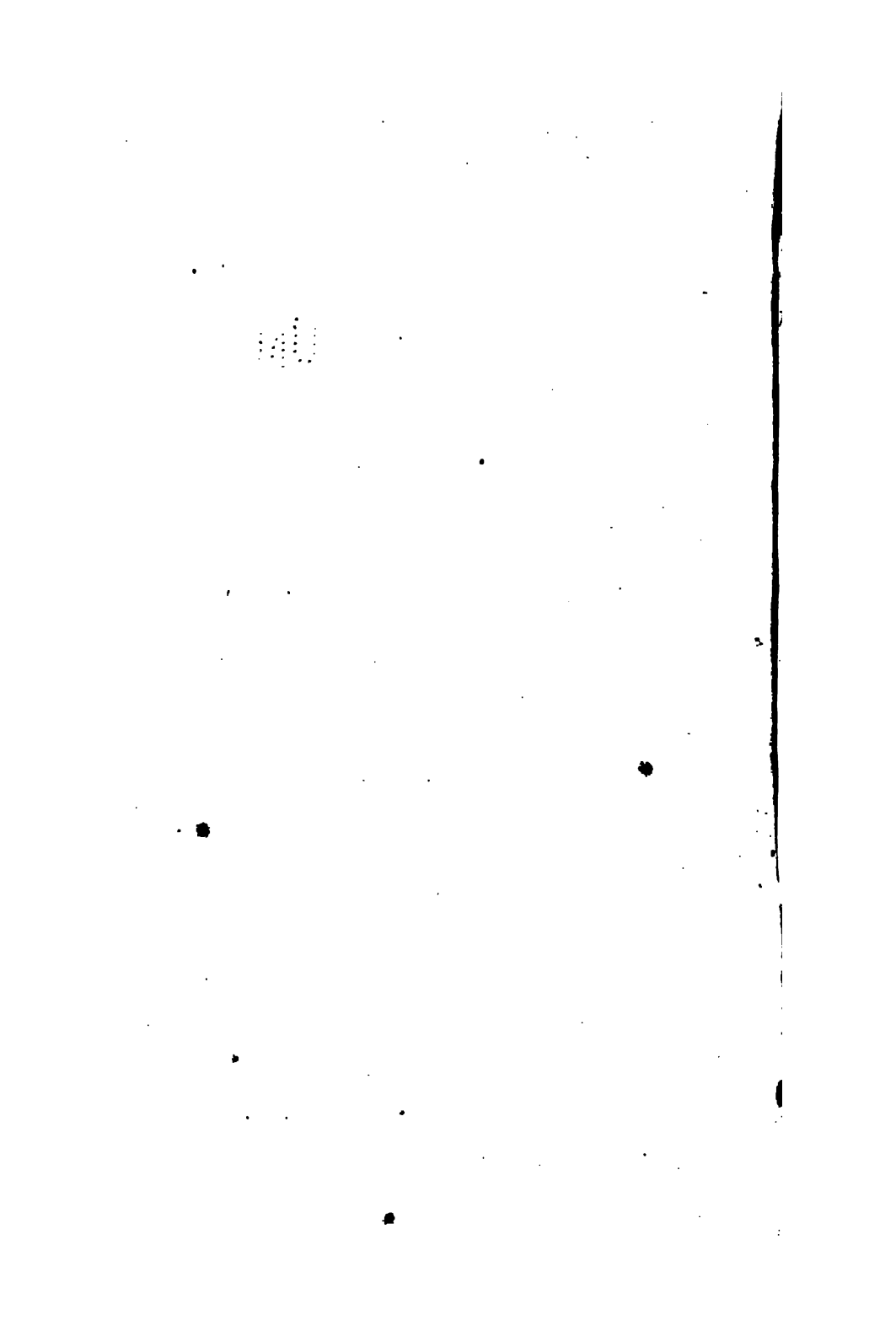
SECONDE ÉDITION.

TOME PREMIER.

A PARIS,

Chez BUISSON, Imprimeur - Libraire, rue
Hautefeuille, n°. 20.

1791.



AVERTISSEMENT.

EN donnant cette seconde édition , j'aurois pu me parer de plusieurs idées que je n'ai pas eues , en retrancher quelques-unes qui semblent ne pas s'élever à la hauteur de celles qui ont été adoptées , mais j'ai cru plus loyal de laisser ces discours tels que je les ai prononcés dans le cours de l'année 1790. Je ne veux paroître ni patriote plus exalté , ni publiciste plus savant que je l'étois alors. Que l'on me juge sur cet ouvrage , que l'on apprécie mes intentions d'après lui , j'y consens.

J'ose le dire , je n'ai pas attendu la révolution pour aimer la liberté , pour détester l'oppression , pour servir l'humanité. Long-tems avant que les mots de démocrates & d'aristocrates eussent frappé les oreilles du peuple je m'étois montré l'un de ses plus zélés défenseurs , je m'étois exposé pour lui au ressentiment des grands d'alors , à la per-

envi-
: peîn
sont per-
au moins
uples , f.
ce assurée ,
a plus eu
entrant l'ami
ant hautement
jouillent notre
à ce nouveau
lettre aux pari-
neutre illégal de
rer de ne plus se
urope , par un abus
ette liberté qu'ils ve-

mes efforts au succès
en dévancant quelque-
es législateurs , je n'ai
rations , ni les moyens
que l'édifice du bonheur

AVERTISSEMENT. ii

l'État ne devoit s'élever qu'à la lueur de la raison & avec les instrumens de la sagesse. Pendant le cours de cet ouvrage, j'ai marché à travers deux écueils, la passion de tout conserver & celle de tout détruire. Aussi, après l'avoir publié, m'attendois-je qu'il ne plairait à aucun des partis qui divisent la nation. Cependant les bons citoyens, ceux qui sont véritablement dans le sens de la constitution, qui ne cherchent ni à perpétuer l'anarchie ni à faire revivre les anciens abus, ont applaudi à mon travail, & m'ont encouragé à le continuer.

Je présenterai, dans un troisième volume, la nouvelle constitution de Pologne, celle des Suisses & Grisons, celles des Etats du roi de Sardaigne, de Naples, de l'Espagne & du Portugal. Enfin un quatrième volume sera uniquement consacré au développement de celle qui nous suscite tant de haines, qui enfante tant de projets de vengeance, & & sort, pour ainsi dire, du sein d'une mer

iv A V E R T I S S E M E N T.

agitée. Je remplirai cette tâche avec l'impartialité d'un citoyen qui n'a d'autre desir que d'exposer la vérité, qui n'a point cherché à se placer sur les ruines des autorités renversées, & qui ne s'est réservé que le droit de ne jamais dissimuler sa pensée.

DISCOURS

PRÉLIMINAIRE.

MALGRÉ la rapidité avec laquelle ces discours ont été composés, malgré les erreurs qui s'y sont nécessairement glissées, j'ai cru devoir répondre au desir que plusieurs personnes devant lesquelles ils ont été prononcés, m'ont témoigné de les voir imprimés. Avant d'arriver à la constitution des différens gouvernemens que j'ai parcourus, j'ai exposé dans mes deux premiers discours, mon opinion sur l'origine de la société; & quoique ce sujet ait été traité par des mains plus habiles, je n'en hasarderai pas moins de faire reparoître ici mes idées, telles que je les avois déjà présentées dans un ouvrage sur notre ancienne législation.

L'homme est né pour vivre sous l'empire, & à l'aide des conventions sociales.

Cette vérité tant de fois répétée, devient

plus sensible à mesure que l'on réfléchit sur notre organisation, sur la longueur de notre croissance, & du développement de nos forces.

Dix ans s'écoulent depuis l'instant où l'enfant voit le jour, jusqu'à celui où, même dans l'état de nature, il peut se passer de secours, & exister par ses seules facultés.

Si donc il étoit abandonné par celle qui lui a donné la vie, à l'époque où la nature n'impose plus à la mère la nécessité & le besoin de l'allaiter, il périroit victime de sa faiblesse ou de la voracité des autres animaux.

Mais cette mère pourroit-elle suffire à son existence & à celle de tous les enfans qu'elle produiroit, pourvoir à la nourriture, à la défense de ces êtres qui se traîneroient à sa suite, si elle n'étoit pas aidée dans ses soins maternels ?

Sa condition seroit la pire de toutes.

La nature, en refusant à l'homme la force & l'agilité qu'elle a accordées à d'autres animaux, l'en a dédommagé.

S'il est moins fort que les grands carni-

P R É L I M I N A I R E. vij

vores, il a la ressource de vivre de grains, de fruits & de poissons; il peut se porter à la cime des arbres, y atteindre les fruits qui y sont suspendus, & se plonger au fond des fleuves pour y saisir l'habitant des eaux.

Il a un odorat moins subtil, mais le toucher est un sens de plus attaché à sa stature.

S'il est nu, ses mains industrieuses le mettent à même de se construire des huttes, de se former des vêtemens qu'il peut prendre & quitter à volonté. Privé de l'aplomb des quadrupèdes & de leurs dents meurtrières, il est doué de la faculté d'employer un instrument qui lui sert tout à la fois d'appui & d'arme offensive & défensive.

Il peut lancer des pierres, atteindre l'animal qui fuit devant lui, ou s'élève dans l'air.

Malheureusement la terre ne porte pas toujours des fruits. Les animaux qu'il peut saisir & dévorer, se dispersent ou deviennent plus rares : le besoin de se nourrir est toujours le même. Comment appaisera-t-il cet ennemi qui vient sans cesse l'assaillir ?

Après avoir vécu l'hiver de l'écorce des arbres & de quelques racines, la misère viendra éclairer sa raison, & le rendra prévoyant.

L'un parviendra à rassembler, à captiver des animaux moins sauvages ; il en formera un troupeau qui vivra sous son empire, qui le nourrira de son lait, de sa chair, & le couvrira de sa toison.

Un autre qui n'a point encore appris à rendre la terre plus féconde, s'appliquera à en recueillir, à en conserver les fruits.

Cependant le pasteur qui se croyoit si riche avec les animaux paisibles qu'il mène au pâturage, les voit tout à coup épouvantés, dispersés, ravis par d'impitoyables chasseurs qui viennent de fondre sur eux.

Ces fruits que l'agriculteur avoit cueillis, conservés avec tant de soin, ont été découverts. De retour dans sa cabane, il ne retrouve plus sa richesse & son espérance.

Comment remédier à un malheur aussi inattendu ? S'il redemande à la terre, par son travail, de nouveaux dons, qui le garantira de la même perte que celle dont il

est affligé? Cette juste crainte apporte un degré de lumière de plus à sa raison. Ne pouvant tout à la fois veiller sur ses fruits , & les aller cueillir, il s'associe à un autre de son espèce qui a des fruits aussi, par conséquent le même danger à courir ; ils rapprochent , tous deux, leurs trésors : tandis que l'un travaille à les grossir, l'autre les garde avec soin.

Sur la fin d'un beau jour, l'un de ceux que je nomme *agriculteur*, revient épuisé de fatigues, accablé sous le poids des richesses qu'il va déposer dans le souterrain creusé par lui. Quelle est sa surprise ! il voit des graines éparfes sur la terre, des fruits foulés aux pieds, il s'avance. O douleur ! tout est dévasté. . . ; il lève les mains au ciel, il cherche des yeux ce gardien dans lequel il avoit mis toute sa confiance ; il l'accuse de trahison, il court, il l'appelle, revient sur ses pas ; il suit différentes routes ; il aperçoit un être semblable à lui, qui se traîne douloureusement : il s'en approche, il a peine à le reconnoître ; son visage est meurtri & sanglant : effet funeste

de la propriété ; elle a déjà armé l'homme contre l'homme , & répandu son sang ! Hélas , un jour , elle ramènera de bien plus grands maux !

Mais aussi un sentiment jusqu'alors inconnu vient de pénétrer le cœur de cet homme à peine sorti de l'état sauvage ; déjà la sensibilité le presse ; l'air défait de son malheureux compagnon , sa démarche pénible , son extérieur souffrant le troublent , l'affectent ; il cherche à en savoir la cause , il le soutient , il examine ses mains tremblantes. Est-ce un animal féroce qui s'est jeté sur lui ? Où étoit-il pour le défendre ?

L'éloquence des signes se développe. Ce premier idiôme de la nature s'enrichit de nouvelles expressions sous le sentiment de la pitié. Avec de tels gestes l'être qui en est l'objet , fait percevoir ce qui lui est arrivé ! Comme il trouve le moyen de présenter ces chasseurs qui sont entrés dans la cabane confiée à sa garde , sans seulement soupçonner qu'elle pût avoir un maître ! Avec quelle justesse , cet homme , qui ne savoit encore pousser que les cris de la douleur &

de la joie , exprime l'ardeur dont ces ravisseurs étoient animés , lorsqu'ils se sont précipités sur le trésor qu'ils ont découvert ; leur joie frémissante , la réunion de leurs forces & sa défense courageuse !

Ce n'est donc point assez pour assurer sa subsistance , que d'avoir en propriété un troupeau , il faut le défendre contre ceux qui n'en ont pas. Il ne suffit donc pas , pour se garantir de la famine , de rendre la terre plus féconde , & d'en conserver les fruits , il faut encore les préserver de l'approche de ceux qui les dévorent , comme si leur travail les eût fait naître : ce n'est pas assez d'un gardien de deux gardiens. Comment repousseroient-ils ces hardis vagabonds qui marchent en troupe , qui sont accoutumés à livrer la guerre aux animaux les plus féroces ?

Les pasteurs se réuniront en aussi grand nombre qu'ils le pourront ; ils feront cause commune , & défendront de concert leurs troupeaux rassemblés.

Les agriculteurs rapprocheront leurs cabanes ; ils en rendront l'entrée plus difficile ,

& se promettrent de repousser, d'un commun accord, l'étranger qui osera y pénétrer.

Comme il y a plus d'analogie entre la vie paisible du pasteur & celle du laborieux cultivateur, qu'il n'y en a entre la leur & celle du chasseur, les premiers, après avoir eu quelques différends, concilieront leurs intérêts, feront réciproquement des sacrifices pour conserver leurs propriétés, & finiront bientôt par ne plus former qu'une société.

De ces idées simples, je vois, d'un côté, la population naître & s'accroître parmi les individus réunis & attachés, pour ainsi dire, à une partie du sol; &, de l'autre, l'espèce humaine qui s'est le moins éloignée de la nature, diminuer, s'appauvrir, forcée de s'écarter de celle qui s'est civilisée. A l'une il faut des cabanes; les forêts sont la demeure de l'autre. La première remonte insensiblement à sa noble origine; la seconde n'a par-dessus le quadrupède, que l'avantage de sa stature & les ressources de son organisation.

A cette portion d'hommes qui fuit devant

les sociétés, à cette troupe d'hommes que son imprévoyance, que ses habitudes rendent sauvage, il ne faut point de loix, parce qu'elle n'a rien à conserver, & tout à prendre. La force est son droit, sa foiblesse est son tort : tout ce que la nature produit appartient au sauvage ; la terre & les fleuves sont à lui ; mais l'homme qui est obligé de semer avant de recueillir, ne semera plus, s'il n'a pas l'espoir de la récolte ; celui qui nourrit des animaux, ne les mènera plus au pâturage, si un autre peut les lui ravir. Comment assurera-t-on à l'un la récompense de son travail, à l'autre celle de ses soins ?

En convenant, 1^o. que l'homme qui défriche, qui cultive un champ, a un droit exclusif sur les fruits de ce champ, de même que celui qui a su captiver des animaux, & qui les nourrit, peut seul en disposer :

2^o. Que tous les propriétaires se réuniront contre l'être injuste qui osera porter atteinte à la richesse personnelle d'un autre.

Ainsi la première, la plus solennelle des loix, fut faite en faveur des propriétaires.

Rousseau a eu raison d'écrire que le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisa de dire, *ceci est à moi*, fut le vrai fondateur de la société civile.

Mais il ne méritoit pas le nom d'*imposeur*, s'il a dit : « Cette terre qui ne produit » rien sans culture, je vais ouvrir son sein » pour la rendre fertile ; je l'arroserai de » mes sueurs ; j'y planterai des arbres dont » j'appuyeraï la foiblesse, & leurs fruits seront à moi ».

Cet homme ne portoit point atteinte à la propriété universelle ; & loin d'être un usurpateur, il rendoit sa consommation moins onéreuse à la société. Tout ce que son travail produisoit étoit autant de remise qu'il faisoit à tous les êtres vivans, sur sa part de la richesse commune.

La raison nous force donc de nous rendre à cette grande vérité qui est que, malgré que la terre appartienne en général à tout ce qui respire, celui qui en rend une portion plus fertile, a un droit exclusif sur les fruits de cette portion, parce que le résultat de son travail n'appartient qu'à lui ; parce que

le terrain qu'il s'approprie, non-seulement n'est pas un vol qu'il fait à la société, mais la fertilité qui n'est due qu'à ses soins, est un don que cette société en reçoit.

Le premier délit fut donc le trouble qu'éprouva le cultivateur dans la jouissance du champ qu'il avoit défriché; & il fut d'une nécessité indispensable d'arrêter cet attentat, car il est, par sa nature, opposé à toute société, & destructeur de toutes les productions du travail & de l'industrie.

Ce premier délit nous conduit à la première loi générale.

Si le travail a triplé les dons de la nature, si la plus ancienne des conventions sociales garantit à l'homme sa propriété, il est parvenu à un grand point, celui d'écarter pour jamais la famine : mais que de nouveaux besoins vont naître de cette sécurité!

Il en existe un plein de douceurs & de charmes que l'homme éprouvoit à peine lorsqu'il étoit errant, & qui semble s'être attaché à lui depuis qu'il mène une vie sédentaire.

Maintenant qu'il repose mollement sur

ses gerbes amoncelées , ou , qu'étendu sur le gazon , il fuit de l'œil son troupeau qui erre dans la prairie , une révolution insensible a changé tout son être ; ses sens se développent & se perfectionnent ; déjà il entend mieux le chant des oiseaux , son oreille est attentive au murmure des fontaines , l'éclat des fleurs charme ses yeux , & il se plaît davantage à respirer l'odeur qu'elles exhalent.

Cette créature semblable à lui , qui a moins de force , mais plus de graces , qui fuit sans crainte , & s'éloigne pour être poursuivie , celle enfin que la nature a voulu , sur-tout , rendre aimable , n'avoit pas toujours le pouvoir de l'attirer. Aujourd'hui , si ses sens ne la desirent pas , son cœur en a besoin , ses yeux plus languissans la cherchent où elle n'est pas.

Lorsqu'il l'aperçoit , il ne court plus à elle avec une espèce de fureur ; il s'en approche doucement , & semble vouloir la rassurer ; ses mains trouvent du plaisir à la toucher , & ses regards aiment à la parcourir ; il craint qu'elle ne s'éloigne , il lui fait une chaîne
de

de ses bras; il dirige ainsi ses pas vers sa cabane qu'il lui montre, & dont il va lui offrir les richesses qu'elle renferme. O amour! il n'y a point de propriété devant toi, tout t'appartient, ce que tu nous laisses est un don!

Que manque-t-il maintenant à l'homme? Que lui faut-il de plus pour son bonheur? Depuis qu'il a une compagne à nourrir, le travail ne lui coûte plus rien; lorsque l'hiver couvrira le ciel d'un triste voile, lorsque les vents disperferont les habitans des airs, & changeront leurs chants en un cri rare & plaintif, lorsque l'homme n'entendra plus que les aquilons & le bruit des arbres agités, lorsque la nature n'offrira plus à ses regards que la blancheur de la neige & l'immobilité des glaçons, il ne fera plus seul, & il attendra, sans ennui, le retour du printemps.

Mais quel nouvel ennemi vois-je fondre sur la société naissante? Il est précédé de la méfiance & des noirs soucis; la discorde, la fureur l'accompagnent, & la mort le suit.

A cet affreux cortège, je reconnois la jalousie. Hélas ! l'homme ne peut pas faire un pas vers le bonheur, qu'il n'approche en même-tems de l'ancre obscur des chagrins & des crimes. Tant qu'il n'eut que les forêts pour habitations, les fruits sauvages pour nourriture, ses jouissances furent aussi innocentes que passagères. Mais lorsqu'un sentiment plus tendre, plus exquis, l'unissant plus étroitement à la femme, l'a mise sous sa garde ; lorsqu'il s'engagea à la nourrir, à la défendre, à partager avec elle la sollicitude maternelle, elle devint son bien, sa propriété, & elle dut être également sacrée pour l'étranger qui n'eut plus de droit sur elle.

Voilà donc deux propriétés nouvelles pour l'homme social : elles enfanteront deux crimes inconnus aux sauvages, le vol & l'adultère.

De ces deux crimes sont nées les deux premières loix prohibitives qui, après s'être établies par la force, se sont consolidées par la raison ; elles ont encouragé les défrichemens, augmenté la population, & changé peu-à-peu l'aspect de la terre.

Au lieu de ces épaisses forêts qui l'ombrageoient, & y entretenoient une funeste humidité, elle a présenté une surface rianté & aérée.

Le sauvage, en quittant ses bois, a découvert de fertiles campagnes que parcourroient d'heureux habitans. Ce spectacle nouveau a excité sa curiosité, & bientôt son envie : il s'en est approché ; mais les richesses étalées à ses yeux, étoient pour sa bouche affamée, l'eau limpide qui baignoit les lèvres de *Tantale*.

S'il osoit avancer une main téméraire, il étoit menacé, poursuivi par une troupe armée, devant laquelle il ne sentoît plus que sa foiblesse.

Enfoncé dans ses sombres retraites, il alloit peindre à d'autres sauvages ce qu'il avoit vu ; il les attiroit sur les limites des forêts pour les convaincre de la vérité de ses images.

Ceux-ci s'approchoient, d'abord en petit nombre, & fuyoient au premier cri : ils n'osoient pas encore franchir les haies, les fossés, ils se contentoient de les observer ;

mais la faim les rendit bientôt plus hardis : profitant des ténèbres , ils enlevèrent dans la nuit ce que le jour leur avoit découvert.

Ces ravages nocturnes jetèrent l'alarme dans la société. Le péril commun fixa long-tems sous les armes , des gardiens attentifs ; ceux - ci se lassèrent enfin de cette guerre défensive , & résolurent de chasser , de détruire les ennemis de leur repos ; ils ne firent plus de différence entre l'homme sauvage & les sangliers qui dévastoient leurs champs , ou les loups qui dévoroient leurs troupeaux.

C'est ici que commence la chaîne des calamités humaines : chaîne effrayante qui va bientôt s'étendre d'une extrémité du globe à l'autre.

C'est ici l'origine des combats meurtriers , & des chefs impitoyables qui bientôt ne voudront plus mettre bas les armes , & re-devenir agriculteurs. C'est ici l'époque de l'oppression , de l'esclavage , du dédain pour la vie champêtre , de la construction des forts & des cités.

La guerre va perfectionner ses instrumens

destructeurs, inventer de nouveaux moyens de donner la mort.

L'insatiable cupidité précédée de la violence, va étendre l'injustice & le deuil sur la terre. La discorde est venu se placer parmi les hommes, & elle ne s'abreuvera plus que de leur sang.

Que vont devenir ces deux premières loix si simples, & qui auroient peut-être suffi aux hommes, s'ils eussent été tous à la fois civilisés? elles seront étouffées sous l'orgueil indomptable.

Mais un jour, cette force impérieuse sera elle-même obligée de les faire revivre, de les invoquer, & d'en environner sa puissance : elle en créera d'autres qui auront la plus grande influence sur le sort des empires, & ce sera de leur perfection que dépendra la stabilité des dominations.

Ce sera à cette perfection que l'Égypte devra sa longue & imposante supériorité.

Ce sera elle qui renversera les trônes appuyés sur l'injustice & la tyrannie, & soumettra à de petites républiques ces immenses contrées éclairées par les mages.

Ce sera par la même cause, que Rome, méprisable dans son origine, semblable au gland que le voyageur foule aux pieds, & qui, au bout d'un siècle, est un vaste chêne que la force humaine ne peut plus ébranler, jettera de profondes racines, dévorera la substance de tout ce qui l'environnera, & finira par ombrager l'univers.

En remontant à cette cause primitive, on ne sera pas étonné de la faiblesse, de la dépopulation de ce royaume immense qui n'est plus que le trésor de l'europe.

On trouvera la raison de cette force défensive qui assure la liberté d'un peuple, dont l'alliance est recherchée de toutes les puissances, quoiqu'il n'ait pour lui que son courage & sa vertu.

Telle est l'idée que je me suis formée de l'origine de la société. Peut-être n'est-elle qu'une chimère, mais au moins nous conduit-elle à un résultat plus certain que celle qui est sortie si brillante d'éloquence, de l'imagination du philosophe de Genève.

L'incertitude qui règne sur l'origine de la civilisation, s'étend sur la première

forme de gouvernement adoptée par les hommes.

Pour en choisir un qui conservât à tous les individus les droits de la nature, que de connoissances ne leur auroit-il pas fallu ?

Ils avoient des sentimens, mais à peine avoient-ils des idées. La dignité de leur être n'étoit rien à leurs yeux. Fiers dans la victoire, humbles dans les défaites, ils ne favoient qu'obéir ou commander.

La force, la valeur durent d'abord avoir les premiers droits à leur confiance. Celui qui les aida à triompher d'une horde voisine qui les avoit attaqués & vaincus, n'eut pas de peine à s'en faire suivre par-tout où il les conduisit.... Pour peu qu'il fût doué de quelque éloquence, il leur fit adopter toutes les règles qu'il leur prescrivit pour la conservation de leurs propriétés, pour réprimer les injustices.

Ils transféroient leurs camps, conduisoient leurs familles à son gré, s'établissoient dans les lieux qu'il leur indiquoit ; & comme il ne leur donnoit d'abord que des conseils conformes à l'intérêt de la

multitude, les uns s'habitèrent à obéir, & l'autre contracta l'usage de commander.

Bientôt les avis devinrent des ordres, & la résistance parut un crime.

La première peine fut d'être expulsé de la horde à laquelle on tenoit, & d'être condamné à aller mener une vie errante & solitaire, au risque d'être traité en ennemi par la troupe qui viendrait s'emparer de l'exilé, ou du fugitif.

Mais comme de l'autorité suprême à l'abus du pouvoir il n'y a qu'un pas, les hommes se lassèrent d'un joug qui devenoit trop pesant. L'injustice qui les révolta les conduisit à une résistance combinée, & ils convinrent de partager entre les plus expérimentés le pouvoir qui avoit été réuni sur la tête d'un seul.

Ainsi la civilisation commença par enfanter le despotisme : celui-ci créa l'aristocratie qui ne tarda pas à donner le jour à la démocratie.

Si, à cette époque, les hommes eussent perfectionné leur raison, il y a apparence qu'ils se seroient maintenus sous cette forme

•

de gouvernement; mais c'est celui de tous qui exige une justice plus éclairée, une vertu plus universelle, une connoissance plus étendue des droits & des devoirs respectifs.

Comment cette harmonie, ce bel accord de sentimens pour la chose publique, auroient-ils pu s'établir, se prolonger au sein des passions fougueuses & de l'ignorance?

La société naissante tournant dans un cercle vicieux, a dû retomber sous le despotisme, tantôt emporté par l'ascendant du courage, tantôt égaré par les prestiges de l'erreur & du fanatisme.

La première découverte utile attiroit à son auteur des hommages; & comme on n'avoit pas eu le même avantage que lui, on étoit disposé à le croire d'une nature supérieure.

S'il étoit capable de profiter de cet aveuglement, bientôt il se créoit un empire plus solide que celui de la valeur : des idées religieuses se mêloient au respect qu'on lui portoit; on n'approchoit de lui qu'en tremblant; on le croyoit en rapport avec les

puissances célestes : l'offenser , ç'eût été offenser le ciel même ; on lui faisoit des offrandes pour se le rendre favorable ; on alloit le consulter dans tous les dangers dont on étoit menacé.

Sa vie contemplative, sa longue expérience lui donnoient nécessairement des lumières que les autres hommes n'avoient pas encore. Ainsi se perpétuoit la cause de la vénération qu'on lui portoit.

A sa conservation sembloit être attachée la destinée de ceux qui s'étoient volontairement soumis à ses loix.

Du plus ou moins de raison, de vertu, d'équité de ces fourbes dominateurs, a dépendu le sort des états dont ils ont été les premiers législateurs.

Ce sont eux qui ont semé sur la terre les erreurs, les superstitions : malheureusement elles y ont poussé de profondes racines !

Que de peuples y sont encore fortement attachés, & donneroient la mort à ceux qui oseroient les éclairer !

Dans un second discours, je présentai sur le même sujet des idées qui sont si loin de nos pensées actuelles, que j'ose à peine les faire reparoître.

En considérant que l'homme, par un privilège particulier à son espèce, est susceptible d'habiter toute la surface du globe, qu'il existe également & sous la zone brûlante, & sous la zone glaciale, nous devons croire que la société ayant toujours eu pour cause l'intérêt & la chaîne du besoin, elle s'est modifiée diversément, en raison de la différence de cet intérêt & de ces besoins. Ainsi elle a rassemblé les hommes, vers les bords de la mer, sur les lieux où la terre, presque toujours couverte de glaces, n'offre pas à ceux qui ont eu le malheur d'y recevoir le jour, d'autre moyen d'exister que celui de la pêche. Le partage entre tous ceux qui avoient eu part au travail commun, & au même danger, a dû être dans ces horribles contrées la première & presque la seule loi.

Dans ces vastes régions que le soleil éclaire & échauffe des mêmes feux, les hommes ont dû vivre plus long-tems indépendans,

que dans ceux où il change plusieurs fois l'aspect de la nature.

Ces grandes variations produites par le retour des saisons, ont dû, dans les climats tempérés, porter plutôt l'homme à la réflexion, & accélérer sa prévoyance.

L'hiver a été pour lui un tems de méditation; le printems, celui des desirs; l'été, celui des jouissances; & l'automne, le tems du travail. Les loix naturelles n'ont pas pu être les mêmes pour les Hottentots que pour les eskimaux. Ce qui auroit été un crime atroce chez une nation agricole, n'a dû paroître qu'une action naturelle chez une autre qui ne vivoit que de chasse, & qui pouvoit conserver d'esclaves.

Les premières conventions étant fondées sur les besoins, des ressources & des facultés des hommes, peut-être trouveroit-on dans ces mêmes besoins, dans ces mêmes facultés, l'origine des gouvernemens. Par exemple, l'homme qui avoit besoin de protection, a dû se donner un chef, & l'homme qui avoit de la force & de l'industrie, a dû en être le souverain de sa famille.

que ses enfans ont acquis de la vigueur, sa puissance s'est accrue, ses entreprises ont été plus hardies, ses possessions se sont agrandies, & il s'est trouvé en état d'imposer la loi à celui qui étoit réduit à ses seules forces & à son seul courage : peut-être est-ce là le principe de la monarchie.

D'autres chefs de famille, après s'être fait la guerre, font convenus de se rapprocher, de se prêter un secours mutuel, de pourvoir, d'un commun accord, à leurs besoins, de surveiller la jeunesse, de la contenir, de l'éclairer de leurs conseils, & de-là sera née l'aristocratie.

Après la mort de quelques-uns de ces chefs, la jeunesse parvenue à l'âge de se conduire par ses propres lumières, de se défendre par ses propres forces, s'est lassée d'obéir à des vieillards qui n'avoient plus sur elle l'empire de la nature ; elle se sera ligüée contr'eux, & aura résolu de ne se plus soumettre qu'à la volonté générale : de cette résolution, sera émanée la démocratie.

C'est ainsi qu'en s'enfonçant dans le vague de l'antiquité la plus reculée, on peut

parlant de ce droit, ne sont pas sortis du cercle des idées acquises par une civilisation uniforme. Ils ont jugé la nature sur l'aspect qu'elle offroit à leurs yeux, & les inclinations des hommes sur les penchans de ceux avec lesquels ils vivoient.

Le Cannibal dit : « Je mange mon es-
» clave, parce que, si j'avois été le sien, il
» m'auroit mangé : j'en agis donc avec
» lui, comme il en auroit agi avec moi.
» Où est l'injustice » ? Si vous lui répondez :
» « Malheureux, cet être que tu as la cruauté
» de dévorer, il est ton semblable, tu es
» plus féroce que les autres animaux ». Il
vous repliquera : « D'après vos maximes, il
» faut que je lui rende la liberté, ou que
» je lui donne la mort ; si je le laisse échap-
» per, il reviendra, il profitera de mon ab-
» sence pour emmener ma femme, mes
» enfans ; il les conduira à ses compagnons
» qui, à cette vue, frémiront de joie, &
» se partageront ce que j'ai de plus cher
» au monde ».

Si vous lui observez qu'il seroit moins
cruel de tuer son ennemi, & de s'en éloigner,
il

il vous dira : « Qu'après lui avoir donné la
 » mort, il lui importe peu qu'il s'en nour-
 » risse, ou qu'il l'abandonne aux animaux
 » qui le dévoreront ».

Si donc il existe des contrées où l'acte le plus révoltant paroît fondé sur le droit de réciprocité, il faut convenir que cette réciprocité qui est de droit naturel, peut nous conduire à des conséquences inhumaines, & que le cannibal s'écarte encore moins de la nature, que les peuples civilisés qui ont long-tems immolé aux dieux des victimes humaines, parce que la nature ne peut nous conduire à faire hommage de la mort au principe de la vie.

Pour ne pas m'égarer dans de fausses conjectures, j'ai cru devoir commencer par m'arrêter à la loi fondamentale de toute société. J'ai prouvé que la propriété étoit la base de toute culture, de toutes productions ajoutées à la richesse commune, par l'effet du travail & de l'industrie.

J'ai fait sentir que l'homme, en contractant vis-à-vis de la femme, l'obligation de la nourrir, de la défendre, de partager les

soins de la maternité , avoit acquis le droit de posséder exclusivement sa compagne ; que , de ce moment , celle qui , par sa grace , & l'attrait que la nature avoit mis en elle , sembloit être destinée au bonheur de tous , n'avoit plus dû faire que le bonheur d'un seul.

Je n'ai pas pu dissimuler que les deux propriétés les plus légitimes avoient produit les injustices , les violences , les fureurs qui ont trop long - tems jeté le trouble parmi les hommes , & fourni le prétexte à l'esprit de domination , de prolonger les guerres , de perpétuer l'esclavage , & de répandre sur la terre toutes ces calamités qui ont fait regretter à quelques philosophes , que l'homme fût sorti des forêts , pour se réunir en société , & induit le fameux Hobbes à croire que l'état de nature étoit pour nous *un état de guerre contre tous*.

Dans ce même discours , je fis l'analyse de la république de Platon , & voici à quelles réflexions cette belle chimère me conduisit.

Je regarde la puissance militaire comme

le rempart de toute constitution , si elle est liée à son existence ; ou comme son fléau , si elle lui est étrangère.

Vos soldats ne sont-ils que des hommes qui ont mis un prix à leur sang ? Tremblez que ces armes que vous leur avez confiées pour la défense de votre liberté , ne se convertissent en chaînes qui vous fixeront dans la servitude. Vous aurez en vain créé les plus sages réglemens pour maintenir vos privilèges , protéger vos propriétés , vous mettre à l'abri d'une autorité arbitraire , cette milice qui n'a plus de liberté , puisqu'elle s'est vouée à une obéissance aveugle ; qui n'a d'autre propriété que son courage ; qui a placé toute sa gloire dans des triomphes , reviendra sur vous , renverfera vos barrières , foudroyera vos cités , exterminera vos concitoyens , si vous ne l'intéressez pas à la chose publique.

Toutes les fois que les soldats se disent *serviteurs du prince* , ils ne sont plus les serviteurs de la patrie.

Mais , pour bien servir un maître , il faut le connoître , il faut en être aimé , il faut en espérer récompense & protection.

Commencez donc par faire sentir à vos soldats qu'il existe une patrie ; montrez-là leur par son empire, par sa justice, par sa magnificence ; qu'ils soient fiers de servir un tel maître ; qu'ils redoutent son dédain, ses reproches sévères ; qu'ils brûlent de mériter ses faveurs.

L'esprit de conquête a d'abord conduit les hommes à l'injustice, & les a entraînés ensuite sous le joug du despotisme. Un peuple paisible n'est point injuste, parce qu'il a besoin à chaque instant de la justice. Un peuple qui n'a jamais voulu conquérir ; ne peut avoir de despote, à moins qu'il n'ait volontairement revêtu son prince d'une autorité absolue, ou qu'il n'ait passé sous la loi d'un vainqueur. Un peuple qui n'a rien usurpé, n'a pas entretenu de grandes armées, par quels moyens un tyran auroit-il pu étendre sur lui son sceptre de fer ?

Reconnoissons donc, pour vérité constante, que la guerre est l'origine du despotisme. Eh ! y a-t-il rien de plus redoutable qu'un chef d'armée ? que celui qui a sous ses ordres une troupe d'hommes détachés

de la vie, qui attend tout de lui, à laquelle il dit : prenez, & qui prend ; brûlez, & qui brûle ; tuez, & qui donne la mort. Plus ce général prolonge la guerre, plus il perpétue son empire, plus il plie à l'obéissance tout ce qui est sous ses ordres. •A-t-il toujours été couronné par la victoire ? c'est un héros, c'est un dieu auquel on ne doit que respect & soumission. Revient-il affaibli par des défaites ? l'armée qu'il traîne à sa suite, n'en a que plus de besoins ; &, pour l'attacher à sa destinée, il fait de son propre pays un pays de conquêtes. C'est au citoyen timide à dédommager le soldat malheureux. Que sont les propriétés devant l'indigence armée ! Quelle force a la justice en présence de la cupidité enhardie par le sentiment de sa supériorité !

Le cultivateur abandonne son champ, & s'enfuit avec sa famille dans les cités.

L'habitant des villes menacé de la faim, du pillage, offre tout au chef pour qu'il contienne le soldat, & le chef promet la sécurité, & l'abondance, à la condition qu'on obéira à ses ordres. Ainsi s'établit ce

pouvoir qui a commencé sur les guerriers, & qui s'étend sur tous les citoyens qui ne sont plus que des sujets.

Dès-lors plus d'autres loix, plus d'autres réglemens que ceux qui émaneront de la volonté du despote ; &, pour leur donner une exécution plus prompte, ses compagnons d'armes en deviendront les ministres ; les uns seront placés aux frontières de son empire sous le titre de commandans, de gouverneurs ; un grand nombre environnera sa personne, & lui servira de cortége.

Toutes les faveurs, toutes les distinctions seront répandues sur cette milice armée. Comme elle ne pourra rien obtenir que par son zèle & son dévouement aux ordres de son unique bienfaiteur, elle comptera pour rien toutes les réclamations, tous les murmures des hommes qui ne sont pas enrôlés sous les drapeaux du despote. Elle finira par dédaigner toutes autres professions que la sienne, parce qu'elles ne la conduiroient pas aux mêmes honneurs.

Si le tyran a l'art de mesurer ses bienfaits sur les facultés de son peuple, d'exciter son

industrie pour en tirer un produit plus fort; si, entretenant sa milice dans une discipline sévère, il en adoucit la rigueur par des distinctions justement accordées; s'il attire sur lui toutes les affections du soldat par des dehors affables, & ses respects, par la contenance du courage; s'il leur montre jusque dans sa vieillesse leur antique idole, sous la majesté des années, il en obtiendra la couronne pour son fils; ils jureront tous, sur leurs épées, d'obéir à l'enfant de leur souverain, & d'exterminer jusqu'au dernier des rebelles : ainsi se prolongera l'empire du despotisme.

La patrie ne sera plus que le domaine d'un seul homme. Le magistrat, jadis l'organe de la loi, ne sera plus que le ministre de l'injustice & de la vengeance; le pontife fortifiera la tyrannie par des maximes impies; selon lui, le trône sera un autel, le prince une émanation de la divinité, & les sujets ne seront que des victimes.

Les générations, en naissant dans l'oubli de leur origine, s'accoutumeront aux erreurs les plus outrageantes à la nature

humaine : ces erreurs deviendront un culte. Ceux qui oseroient l'affoiblir, périront sous le glaive du fanatisme, d'un stupide orgueil, ou de l'intérêt. Il en coûtera plus de peine & de sang pour briser les fers de la multitude, & la rendre à sa liberté, qu'il n'en aura été versé pour la réduire à l'esclavage ; à moins qu'une grande masse de lumières répandues sur la nation, n'ait éclairé tous les esprits, & qu'en se séparant, comme de concert, des agens de la tyrannie, elle ne les laisse effrayés de leur isolement & de leur foiblesse.

Que doit donc faire un peuple, s'il veut se garantir à jamais de sa dégradation ? s'affurer de ses défenseurs, éclairer leur bravoure, les identifier à la liberté publique, en faire sortir leur gloire & leur bonheur.

Si j'étois appelé à être législateur d'un grand empire, je commencerois par constituer dans chacune de ses divisions un état militaire. Ce seroit une profession de plus que j'y établirois ; & , pour qu'elle fût dignement remplie, j'y attacherois ce qui détermine les hommes à choisir celles qu'ils

embrassent , la certitude d'une existence heureuse & l'espoir d'un avenir plus heureux encore. Bien assuré de ne plus manquer d'aspirans , j'exigerois , pour leur admission , toutes les qualités précieuses chez un soldat. Une jeunesse vigoureuse , un libre dévouement à la profession des armes , une grande docilité à la discipline militaire , une sobriété continue , un grand respect pour les mœurs , les deux premiers moyens d'instruction , & l'aptitude à acquérir les connoissances relatives à l'art de la guerre.

Je ferois construire dans chaque département différentes casernes , où les villes se feroient honneur d'envoyer de jeunes élèves qui seroient soumis à des examens , à des épreuves , avant d'être enrôlés sous leurs drapeaux. Là , d'anciens & vertueux officiers les animeroient d'une ardeur guerrière , les formeroient aux exercices militaires , leur inspireroient le desir de surpasser leurs émules , & d'honorer leurs provinces. Les grades , jusqu'à celui de capitaine , seroient la récompense de l'ancienneté & de l'exactitude au service. Les

grades supérieurs feroient le prix d'une valeur distinguée, & d'un mérite éprouvé dans l'art de l'attaque, de la défense & dans la science de commander. Les fautes de négligence feroient punies par le retranchement de quelques mois de service; de sorte que la crainte de se voir précédé par celui qui feroit à sa suite, deviendrait un stimulant pour tous. Celui qui feroit une fois surpris dans l'égarement de l'ivresse, perdrait pour un an l'espoir d'avancer; & s'il retomboit dans la même faute, il ne pourroit jamais commander. Celui qui, de son propre mouvement, auroit fait usage de ses armes contr'un de ses compagnons, feroit dégradé; & s'il les avoit tournées contr'un simple citoyen, il feroit expulsé & livré à la sévérité de la loi. On n'admettroit dans chaque caserne que des individus originaires de la province où elles feroient situées. Ce feroit d'elles que l'on tireroit les hommes préposés à la sûreté publique. Comme ceux-ci feroient revêtus du caractère de ministres de la loi, on accorderoit successivement leurs emplois aux soldats

P R É L I M I N A I R E. xliij

qui se feroient particulièrement appliqués à l'étude des ordonnances , au régime des municipalités , & à la connoissance des lieux qu'ils auroient à parcourir.

Il y auroit au moins une fois par an des exercices publics auxquels seroient invités les officiers municipaux des villes qui distribueroient des prix en livres, en instrumens à ceux qui auroient obtenu de leurs chefs le rapport le plus favorable.

Chaque département assigneroit un fonds pour l'entretien de sa milice qui porteroit son nom, dont les enseignes seroient à ses armes.

Si , à l'extérieur des villes principales , je trouvois des monastères dépeuplés , je ramènerois l'existence dans ces lieux déserts. Je ferois succéder une profession active à l'ancienne oisiveté , l'exercice militaire à des pratiques minutieuses , un dévouement patriotique à une abnégation stérile , une obéissance généreuse à une soumission servile.

Là , les soldats , les officiers auroient une retraite assurée ; ils recevraient les soins

que méritent la vieillesse ou de glorieuses blessures.

S'ils préféreroient d'achever leurs jours dans le sein de leur famille, on leur accorderoit en retraite l'épargne de leur dépense.

Chaque département ayant toujours à sa disposition des hommes forts & robustes pour l'entretien de ses chemins, pour la garde de ses forêts, pour l'entreprise de ses canaux, pour la levée de ses contributions, pour la sûreté de ses routes, pour l'expédition de ses messages, trouveroit un ample dédommagement des fonds qu'il assigneroit à l'entretien d'une milice si importante à sa prospérité.

La guerre viendrait-elle à se déclarer ? ces divers corps de troupes fortiroient de leurs casernes bien équipés, bien armés, & promettroient d'y rapporter les preuves de leur valeur ; ils y laisseroient une jeunesse trop faible pour les suivre, & des vieillards qui regretteroient de ne pouvoir plus partager leurs succès.

Les principaux officiers des villes les accompagneroient jusqu'aux limites du départ-

tement, en leur recommandant son honneur.

Lorsqu'ils reviendroient, s'ils avoient été triomphans, le peuple iroit au-devant d'eux avec des branches de lauriers; ils trouveroient sans cesse sur leurs passages des témoignages d'estime & d'intérêt.

Les riches se disputeroient l'avantage de leur offrir une hospitalité généreuse, jusqu'à ce qu'ils eussent atteint leur dernier asyle où les soins les plus touchans leur feroient prodigués.

Pendant leur absence, leurs terres auroient été cultivées; les vieillards, les jeunes gens s'empresseroient au-tour d'eux pour entendre leurs récits glorieux, & leur feroient redire ce que le soldat trouve tant de plaisir à raconter.

Je le demande, seroit-il un jour facile à un monarque de détacher de semblables défenseurs de l'amour de la patrie? d'éteindre en eux les sentimens de la reconnoissance? de diriger leurs armes contre les citoyens? de les rendre sourds à la loi, & d'en former des instrumens de despotisme?

Que l'on compare ces soldats patriotes aux mercenaires que la débauche & l'avarice du travail conduisoient sous nos étendards ; qui, par principes, étoient étrangers à l'humanité, qui étoient toujours prêts à répandre le sang au premier ordre qu'ils recevoient, qui n'avoient nulle affection pour aucune partie du royaume, qui ne voyoient dans le présent que servitude & châtimens, dans l'avenir que misère & abandon.

Mais je n'aurois encore rempli qu'une partie de mon plan, après avoir constitué ces milices nationales. Ce n'est pas assez que d'avoir mis les départemens à l'abri de la puissance militaire, il faut encore veiller à la sûreté du chef de la nation. Le monarque revêtu du pouvoir exécutif, doit être garanti des effets de la sédition, de la vengeance. Par cela seul qu'il est le chef de l'empire, qu'on lui a juré respect, amour & fidélité, il faut que sa personne soit environnée d'une garde qui en écarte tous les dangers, qui se dévoue à sa conservation.

La nation formera de l'élite de ses guerriers une troupe brillante & courageuse, &

elle lui dira : « Nous remettons sous l'égide
 » de votre valeur le monarque que nous
 » chérissions ; jurez de le défendre, d'envi-
 » ronner sa personne auguste, de périr jus-
 » qu'au dernier , avant qu'aucun ennemi
 » de l'ordre public arrive jusqu'à lui. Vous
 » accompagnerez ses pas par-tout où sa
 » volonté le conduira ; comme vous rem-
 » plirez spécialement un emploi que tous
 » les citoyens s'honoreroient de partager
 » avec vous, c'est à eux à vous assurer un
 » traitement qui répondra à la noblesse de
 » votre mission ».

Un roi n'appartient-il pas plus à sa na-
 tion qu'à lui-même ? Plus elle a de motifs
 pour l'aimer, plus elle doit s'efforcer de con-
 server ses jours. Ce n'est point à lui à se
 garder contr'elle, c'est à elle à le garder
 contre les ennemis de sa domination.

Combien, sous ce point de vue, le soin
 de sa garde confié à de braves militaires,
 est relevé ! Combien il est glorieux à des
 citoyens de se dire : Ce que la patrie a de
 plus cher, c'est son prince ; ce qu'elle craint
 le plus de perdre, c'est le protecteur de sa

constitution , l'auguste dépositaire de sa volonté ; elle nous a confié la garde de cet objet de sa vénération & de son amour ; si elle en eût connu de plus fideles , de plus courageux que nous , elle les eût chargés de cet emploi si important ; montrons-nous dignes du choix qui nous honore ; craignons sur-tout que la colère de la nation ne retombe sur nous tous , si en négligeant nos devoirs , nous venions à tromper sa confiance.

Lorsque les gardes du monarque se considéreront comme les délégués du peuple , des idées patriotiques animeront leur zèle ; la constitution de leurs corps reposant sur celle de l'empire , jamais la personne du roi n'aura été plus en sûreté , & jamais la nation n'en aura moins à craindre.

Puisqu'il faut , à l'exemple de Solon , adapter les loix , & au caractère des peuples , & à leurs habitudes , j'ai encore de nouvelles idées à présenter sur ce sujet.

Si dans l'état où je serois appelé à établir une constitution militaire , je trouvois des troupes étrangères , essentielles à conserver,

ver, pour affermir une alliance utile, ou maintenir une neutralité importante, j'exigerois que ces troupes demeurassent attachées à la nation en vertu d'un traité passé entre les représentans des puissances respectives.

Je voudrois que ce fût des villes mêmes, où ces milices auxiliaires seroient établies, qu'elles reçussent le prix de leurs services. Alors elles ne se regarderoient plus comme appartenantes au monarque, mais aux provinces, dont la défense leur seroit confiée.

Elles ne seroient plus les instrumens aveugles d'une autorité arbitraire, mais les appuis d'un peuple généreux; elles verroient dans le citoyen une partie de la souveraineté qui les paye; leur courage seroit toujours en sa faveur, & leur fureur ne se tourneroit que contre ses ennemis.

Ce ne seroit qu'après avoir consolidé, suivant ces principes, la force militaire dans une monarchie, que je serois rassuré contre cette tendance au despotisme, dont les plus justes monarques ont peine à se dé-

fendre , & qui, pesant sans cesse sur la meilleure constitution, commence par l'affaiblir, & finit par la rompre.

Ces idées sont sorties de la république de Platon.

Voyons si ce qu'il avoit imaginé sur la formation de sa troisième classe, celle des magistrats, ne pourroit pas nous conduire à d'autres vérités.

Autant l'impétuosité de la jeunesse & l'ardeur de la gloire paroissent à Platon devoir animer sa milice guerrière, autant le calme des passions & le froid de la sagesse lui sembloient essentiels à l'exercice des fonctions de la magistrature.

Avant de les élever à ce ministère auguste, que de vertus, que de connoissances, que de rares qualités n'exigeoit-il pas !

Leur première éducation avoit été semblable à celle des guerriers : c'étoit de leur sein même qu'il tiroit les défenseurs de la loi.

Parvenus à l'âge de trente ans, s'ils avoient plus de disposition à remonter au

principe de toute justice , à se détacher de toutes idées terrestres ; à ne voir l'image de toute beauté que dans la perfection de l'ordre , il les initioit à la science de la méditation , à cette dialectique sublime , qui , suivant lui , devoit avoir moins pour objet de connoître l'existence , que l'essence des choses.

Il les habitoit à se remplir de l'idée de ce bien suprême , qui , source de toutes vérités & de toute justice , doit animer le souverain magistrat , & le rendre inébranlable dans l'exercice de ses devoirs. Il les fixoit dans cet état d'étude , de vertu , de triomphe , sur toutes les affections humaines , jusqu'à l'âge de cinquante ans ; & , après cette longue épreuve de sagesse & de lumières , il les plaçoit à la tête de la république ; il leur confioit le dépôt des loix , & leur conféroit le pouvoir de les faire exécuter.

Avouons que ces idées de perfection sont bien loin de nous , & que si l'on eût dit à Platon : il existera un jour un peuple qui se croira le plus éclairé de la terre ; ce peuple

aura vu naître tant de loix bizarres & contradictoires, qu'elles se feront affoiblies, étouffées successivement. Comme il ne tiendra plus aux premières, & que les nouvelles ne feront pour lui que des liens éphémères, il n'attachera aucune importance ni à leur origine, ni à leur exécution, ni à leur durée.

Les ministres de ces loix pourront les modifier, les abolir, les faire revivre à leur gré; ils auront acquis ce droit important, non par de grandes preuves de lumière, de pureté de mœurs, d'un sublime amour de la justice, encore moins d'une longue expérience.

Le premier titre que l'on exigera pour s'élever à une aussi grande puissance, ce sera de prouver qu'on descend de ceux qui en ont exercé une semblable;

Le second, que l'on a assez de fortune pour avoir eu la faculté de le payer;

Le troisième, de laisser entrevoir qu'on est capable de supporter dans ses égaux l'injustice & la cupidité.

Eh! comment, auroit interrompu Platon,

P R É L I M I N A I R E. liij

pourroit-il exister un peuple assez aveugle sur ses intérêts, pour confier le dépôt de ses loix à des hommes si peu éclairés, si faciles à tromper, & si près de la corruption?

Son étonnement auroit bien redoublé, si on lui eût ajouté : « Ces magistrats législateurs ne seront point élus par le peuple ; ils ne le seront pas même par le monarque ; ils le feront par eux-mêmes. En vain l'homme le plus vertueux, le plus intègre, le plus versé dans l'étude des loix, seroit-il désigné par le suffrage public, pour être revêtu de la dignité de juge, il ne pourroit y être élevé, s'il n'avoit pas les titres dont nous venons de parler. Le prince, avec toute son autorité, ne pourroit pas lui-même le faire asseoir dans les tribunaux où la justice se rend en son nom, s'il n'avoit pas été agréé par ceux qui y ont établi leur empire ».

A ces mots, le philosophe de l'antiquité n'auroit répondu que par le sourire du dédain, & il auroit cru qu'on vouloit opposer

une laide chimère à celle qu'il venoit d'embellir des graces de l'éloquence & parer des charmes de la vertu.

En reconnoissant que Platon a exagéré les qualités nécessaires aux magistrats, convenons du moins, qu'avant de leur confier un emploi aussi sacré que celui d'organes de la loi, il faudroit avoir la certitude qu'ils n'abuseront jamais du glaive de la justice, qu'ils tiendront toujours d'une main sûre sa balance.

Moins nous voudrons les rendre responsables des erreurs de l'esprit humain, plus nous devons exiger qu'ils aient un sens droit, une raison éclairée, une pureté d'intentions reconnue, & une intégrité à toute épreuve.

Les Romains avoient mis le feu sacré sous la garde de vierges pures, renfermées dans une enceinte, dont nul profane n'osoit approcher. Y a-t-il rien de plus sacré pour nous que la loi? La justice n'est-elle pas plus sûrement descendue du ciel que ne l'étoit ce feu conservé avec tant de soin? Entre-t-il dans la nature des hommes de

n'attacher d'importance qu'aux choses matérielles? Ah! s'il étoit possible de faire de la magistrature un véritable sacerdoce, de l'amour de la loi un culte religieux, du tribunal suprême un temple, combien la justice acquerrait de grandeur & de dignité!

Il existeroit alors une sainte émulation entre les ministres des loix & ceux de la religion; ils se disputeroient nos hommages & notre confiance par leurs vertus. Avant de les élever à leur auguste ministère, nous exigerions des premiers une longue retraite, des études relatives à l'exercice de leurs fonctions.

Ce seroit peut-être à eux seuls qu'il faudroit prescrire le célibat pour les rendre inaccessibles à des séductions intérieures; nous leur interdirions l'approche des femmes, parce qu'en disposant l'homme à trop de sensibilité, elles le conduisent à opiner plus souvent avec son cœur qu'avec sa raison; nourris, entretenus aux frais de tous les citoyens, ils se devroient également à tous. Un père ne seroit jamais exposé à condam-

ner son fils, ou à s'abstenir de ses fonctions.

¶ Une grande austérité de mœurs se confondant avec une grande austérité de principes, produiroit cette rigide équité qui ne permet jamais d'exceptions.

Renfermés dans l'enceinte de leurs temples, ils seroient inaccessibles à toutes sollicitations; ils liroient eux-mêmes tous les titres sur lesquels porteroient les demandes & les défenses des plaideurs, & ils rendroient ensuite leurs oracles en présence du peuple admis à les entendre, & à honorer leur justice en silence.

Ce seroit dans ces asyles de l'équité que de jeunes aspirans, après avoir subi un examen sur les droits & les devoirs du citoyen, honorés du suffrage public, pourroient être admis à l'étude des loix, & se rendre dignes de remplacer ceux qui abdiqueroient leurs fonctions; car ils n'auroient pas d'autres liens que l'amour de la justice, que le desir de la rendre, & ils seroient toujours libres de redescendre dans la classe des autres citoyens; mais ils ne pourroient plus remonter à la placè qu'ils auroient volontai-

rement quittée. La partie leur manifesterait son estime , & sa reconnoissance en raison des années qu'ils lui auroient consacrées , & ce seroit alors un beau titre à porter que celui d'ancien magistrat.

Le regret de s'être détaché de toutes les affections de l'ame , n'empoisonneroit pas le plus honorable des devoirs. Le citoyen qui s'y seroit dévoué , ne jeteroit point un regard d'envie sur la société. Maître d'en venir goûter les charmes , il auroit toujours à choisir entre l'austérité de sa retraite & les attrails de la vie publique.

Après avoir exercé l'autorité qu'il auroit tenue de la loi , il pourroit encore prétendre à celle que donne la nature ; ses amis , ses proches viendroient le consulter , & il leur apprendroit ce qu'ils auroient à craindre ou à espérer de ses anciens collègues ; il préviendrait par ses conseils , bien des demandes téméraires , & termineroit des différends domestiques.

Descendu de son tribunal , il s'en élèveroit un autre pour lui , appuyé sur l'empire de l'expérience & de la vertu.

Dans un moment où l'on ne parle que de régénération, n'est-il pas permis de se livrer à des idées de perfection, & de perdre de vue des institutions vicieuses ?

L'architecte qui veut construire un édifice régulier, commence par applanir le terrain, par raser tous les bâtimens qui contrarient son plan ; il pose des fondemens solides, & n'offre ensuite que des formes pures, capables de résister au ravage des tems.

Malheureusement nous avons eu jusqu'à présent des idées fausses sur l'administration de la justice. Nous l'avons regardée comme un attribut de la souveraineté, lorsque nous ne devons la considérer que comme une de ses charges.

Les rois n'accordent point la justice, ils la doivent : elle est la première dette de la puissance qui gouverne.

Tout prince, tout monarque qui souffre que l'on vende la justice dans ses états, fait payer à ses sujets ce qui leur appartient.

Comment concevoir, d'après ces vérités, que des souverains aient pu imaginer de

transformer la justice qu'ils devoient à leur peuple, en une ferme, d'en vendre les fonctions, de mettre un impôt sur la nécessité de l'obtenir? Ah! combien ils se sont éloignés de ce digne monarque, qui, assis modestement au pied d'un chêne, y établissoit son tribunal, n'avoit pour dais que la cime de l'arbre qui le couvroit de son ombre; pour escorte que l'amour & le respect de ses sujets; pour conseillers que la droiture de sa raison & la bonté de son cœur, dont l'auditoire étoit toute sa nation qui venoit applaudir à l'équité de ses jugemens!

Si ces fiers barons, si ces grands propriétaires de fiefs avoient, dans leurs terres, imité un si bel exemple; s'ils avoient su s'y créer un véritable tribunal de justice, ils s'y feroient maintenus pendant toute la durée de la monarchie, parce qu'il n'est aucune puissance sur la terre capable d'arracher à la vertu son empire, & de faire perdre à la bonne foi éclairée l'ascendant de ses lumières; mais aveuglés par l'intérêt, ils ont préféré de suivre la dégradation de l'autorité suprême; au lieu de compter la justice

IX DISCOURS PRÉLIMINAIRE.

pour un de leurs devoirs, ils l'ont mise
au nombre de leurs redevances, & ils l'ont
perdue ainsi que tant d'autres qu'ils avoient
usurpées.

DE

DE LA CONSTITUTION

DES

PRINCIPAUX ETATS

DE L'EUROPE.

I^{er} DISCOURS.

DES Gouvernemens , suivant Aristote.

LORSQU'ON a recueilli tout ce qu'Aristote a écrit sur les différens gouvernemens , on est étonné de voir combien les anciens étoient avancés dans l'art de combiner les pouvoirs , & de garantir la liberté des atteintes de la tyrannie ; on regrette que des connoissances si précieuses , & transmises aux hommes , depuis tant de siècles , aient été si long-tems stériles pour la postérité.

L'habitude semble avoir encore plus d'empire sur les hommes que le despotisme ; elle les retient liés , enchaînés à leurs anciennes institutions , quelque vicieuses qu'elles puissent être.

Un des plus grands efforts dont une nation soit capable , c'est que , fatiguée d'injustices , rassasiée

Des Gouvernemens ,

d'affronts , accablée de vexations , elle arrête tout à coup son attention sur la cause de ses malheurs , sur les moyens qui sont dans sa puissance , pour faire tête à l'oppression , & briser le joug sous lequel elle enduroit l'humiliation & les souffrances.

Souvent aussi c'est au moment où les oppresseurs se croyoient le plus assurés de leur autorité , qu'elle leur échappe. La sécurité dans laquelle ils se repo-
soient , donne à la sourde indignation l'avantage de les surprendre sans défense , & de s'en délivrer pour jamais.

C'est peut-être une des consolations attachées à la victime de l'esclavage , de penser que , pour qu'elle souffre toujours , il faut que celui qui l'opprime , veille sans cesse ; que s'il n'est point de bonheur pour elle , il n'est point de repos pour lui.

Cette grande vérité devoit dégoûter du despotisme tout souverain qui y aspire , & le convaincre qu'il n'y a pas de plus sûr empire que celui de la justice & de la félicité publique.

Aristote n'admettoit que deux sortes de gouvernement , celui où l'utilité publique étoit comptée pour tout , & celui où elle n'étoit comptée pour rien.

Peu lui importoit le nom que l'on donnoit à ces gouvernemens , il trouvoit les mêmes résultats dans la monarchique , dans l'aristocratique & dans le républicain. « La constitution , disoit-il , peut être

» excellente, soit que la puissance exécutrice se
» trouve dans les mains d'un seul, soit qu'elle se
» trouve dans les mains de plusieurs, soit qu'elle
» réside dans celle du peuple; mais elle lui de-
» vient funeste, si la monarchie dégénère en ty-
» rannie, si l'aristocratie tourne en oligarchie, ou
» si l'autorité de la démocratie retombant dans les
» dernières classes du peuple, n'offre plus que le
» trouble de l'anarchie ».

Il est doux pour des François de voir un philosophe, un républicain tel qu'Aristote, placer à la tête des excellentes constitutions le gouvernement monarchique, tant il est vrai qu'un bon esprit suit, par la force de sa raison & la justesse de ses lumières, s'élever au-dessus de toutes préventions, & rendre à des constitutions qui lui sont étrangères l'hommage qui leur est dû.

Écoutons ce philosophe, & voyons lui définir le pouvoir de la royauté.

« Le souverain, dit-il, jouit de l'autorité su-
» prême, & veille sur toutes les parties de l'ad-
» ministration, ainsi que sur la tranquillité de
» l'état.

» C'est à lui de faire exécuter les loix; & comme,
» d'un côté, il ne peut les maintenir contre ceux
» qui les violent, s'il n'a pas un corps de troupes
» à sa disposition, & que, d'un autre côté, il
» pourroit abuser de ce moyen, nous établirons

» pour règle, qu'il doit avoir assez de force pour
» réprimer les particuliers , & point assez pour op-
» primer la nation ».

D'après cette définition , le législateur ne fait rien perdre de sa dignité au chef de l'empire.

Cette autorité suprême dont il l'a revêtu, c'est le droit de commander la soumission à la loi , de la faire respecter de tous ceux qui existent sous sa domination.

Nous ne pouvons pas malheureusement nous le dissimuler , par-tout où la puissance exécutrice est sans force, il faut s'attendre aux injustices, aux insurrections ; les propriétés seront violées , les taxes ne seront pas acquittées , les tribunaux seront affaillis par l'animosité & l'esprit de vengeance; l'innocence accusée aura à redouter & l'erreur de ses juges, & la partialité de ses ennemis , & les vœux d'une multitude jalouse & altérée de sang.

Ah ! si l'empire de la raison étoit assez puissant pour gouverner les hommes , pour faire endurer tranquillement au malheureux son indigence & l'exciter au travail , pour réprimer la licence de la débauche , pour rendre la foiblesse respectable aux yeux de la force , pour détourner le méchant de ses projets meurtriers , pour soumettre la cupidité aux décrets de la loi , il seroit superflu de donner à la puissance exécutrice d'autres armes que celles du blâme , d'autre stimulant que le suffrage public.

Mais dans une monarchie accessible à tous les étrangers, où il existe des cités habitées par tant d'individus qui n'ont d'autres propriétés que celles de l'industrie, & que l'idée de l'impunité conduiroit à tous les crimes; dans un état où les productions de la terre n'ont pour défense que la foi publique; où le commerce doit faire circuler avec sécurité ses richesses sous les regards de la misère; où chaque citoyen, s'isolant, cherche à se soustraire à l'impôt, & à en rejeter la charge sur un autre; où la désertion est un crime; où le brigand armé peut se rendre maître de la vie du voyageur paisible, si la puissance exécutrice n'a pas une force supérieure à celle de l'injustice éparse dans les villes & dans les campagnes, les plus belles loix seront vaines, les plus sages réglemens seront stériles; le monarque auquel vous en aurez confié l'exécution, demeurera immobile sur son trône: il y gémira & de son impuissance & de vos malheurs. Le désespoir des riches & le trouble de tous lui rendront plus de pouvoir que vous n'aurez voulu lui en ravir.

Voilà la juste idée qui s'étoit offerte à la sagesse d'Aristote; voilà la raison pour laquelle ce républicain vouloit que le monarque eût un corps d'armée à ses ordres; mais il ne vouloit pas qu'il fût trop redoutable.

Lorsqu'une troupe marche pour faire exécuter

un décret légal, elle est toujours assez puissante ; parce qu'elle est fortifiée par le vœu de tous les bons citoyens , & que les rebelles sont affoiblis par la crainte d'être accablés sous une force supérieure , s'ils venoient à triompher de la première.

Cependant si , sous le prétexte d'exercer dans toute sa plénitude ce pouvoir exécutif , le souverain a un corps de troupes non-seulement capable d'imposer à la rébellion , mais encore en état de surmonter une résistance légitime à la saine partie de la nation , alors il peut en abuser , & arriver au despotisme , qui est l'écueil du gouvernement monarchique.

Le législateur a bien posé une règle générale , pour prévenir ce danger ; mais est-il toujours facile de la suivre ?

Si la guerre survient , comment limiter le nombre des troupes , & s'opposer à ce que cette armée trop foible , dans son origine , pour opprimer la nation n'arrive à un degré de puissance irrésistible ?

Qui auroit osé représenter à Louis XIV que ses armées étoient trop nombreuses , lorsqu'il avoit à combattre contre toute l'europe , & exiger qu'il en licenciât une partie , dans la crainte qu'après avoir triomphé de ses ennemis , il ne triomphât aussi des loix qui restreignoient sa puissance ?

Un sénat auroit-il été bien reçu , s'il étoit venu dire à Frédéric , qu'en faisant de chaque sujet un

soldat, il ne laissoit plus de citoyens dans ses états ?

Il est donc bien important de commencer par faire de chaque sujet un citoyen, afin que si le prince en fait un jour un soldat, ce soldat demeure citoyen.

« Le prince, continue Aristote, pourra statuer
» sur les cas que les loix n'ont pas prévus.

» Le soin de rendre la justice & de punir les
» coupables, sera confié à des magistrats.

» Ne pouvant tout voir, ni tout régler par lui-
» même, il aura un conseil qui l'éclairera de ses
» lumières, & le soulagera dans les détails de l'ad-
» ministration.

» Les impôts ne seront établis qu'à l'occasion
» d'une guerre, ou de quelque autre besoin de
» l'état; il n'insultera point à la misère des peuples,
» en prodiguant leurs biens à des étrangers, à des
» courtisans, à des histrions..... ».

Voici sous quels traits Aristote nous représente un prince digne de commander.

« Il faut que, méditant sur la nature du pouvoir
» dont il est revêtu, il se rende accessible à ses su-
» jets, & vive au milieu d'eux comme un père au
» milieu de ses enfans.

» Il faut qu'il soit plus occupé de leur intérêt
» que des siens; que l'éclat qui l'environne inspire
» le respect & non la terreur; que l'honneur soit
» le mobile de toutes ses entreprises, & que

» l'amour de son peuple en soit le prix ; qu'il dé-
 » cerne les récompenses au mérite ; & que , sous
 » son empire , les riches maintenus dans la posses-
 » sion de leurs biens , & les pauvres protégés
 » contre les entreprises des riches , apprennent à
 » s'estimer eux-mêmes , & à chérir une des belles
 » constitutions établies parmi les hommes. »

Convenons que celui qui savoit ainsi tracer les devoirs d'un Roi , étoit digne de devenir l'instituteur d'un grand prince. Malheureusement son élève fut Alexandre. Que pouvoit faire la voix d'un sage sur une ame brûlante de l'amour des conquêtes !

Le héros applaudit aux leçons du philosophe ; mais il n'en quitta pas moins ses états pour courir à la victoire.

Cependant , continue Aristote , « comme la
 » constitution monarchique dépend de la modé-
 » ration du prince , il est visible que la sûreté & la
 » liberté des sujets doivent en dépendre aussi , &
 » c'est ce qui fait que , dans les villes de la Grèce
 » les citoyens s'estimant tous égaux , & pouvant
 » tous participer à l'autorité suprême , sont plus
 » frappés des inconvéniens que des avantages d'un
 » gouvernement qui peut tour à tour faire le bon-
 » heur ou le malheur d'un peuple ».

En nous présentant les dangers attachés au pouvoir de la royauté , Aristote ne prévoyoit pas que

les hommes acquerroient un jour assez de lumières en législation, pour rendre la sûreté & la liberté du peuple indépendantes du caractère du monarque, par une constitution qui seroit tout à la fois le plus ferme appui du trône, & le plus puissant rempart de la liberté publique.

Il est peut-être indifférent à des hommes qui ont adopté, pour forme de gouvernement, la constitution monarchique, de connoître les avantages ou les inconvéniens des gouvernemens aristocratiques & républicains.

Cependant, comme on n'est heureux que par la comparaison que l'on se plaît à faire de son existence avec celle des autres, il est bon d'avoir des motifs de plus de s'applaudir de sa constitution, en reconnoissant que le bonheur public s'y adapte plus facilement.

Nous avons vu qu'Aristote donne la préférence à la constitution monarchique, pourvu toutefois que le souverain se trouve dans l'heureuse impuissance d'opprimer sa nation, & de s'élever au despotisme.

Quelle étoit la raison de cette préférence? C'est parce qu'environné de républiques, il connoissoit la propension qu'ont les hommes à abuser du pouvoir qu'ils exercent en commun, & qu'il avoit vu les discensions, les injustices, résulter de leurs rivalités.

Sous le gouvernement monarchique , le bonheur du peuple est attaché à la vertu d'un seul. Sous le gouvernement aristocratique , il est uni à la vertu de plusieurs. Sous le gouvernement démocratique , il dépend de la vertu de tous ; or , comme il est plus aisé de trouver un homme décoré du titre de roi , qui sache unir sa gloire à la félicité de son peuple , sa puissance à l'exécution de la loi , que de rassembler plusieurs individus dont le sentiment dominant soit l'amour du bien public , qui arrivent à l'autorité suprême sans intrigue , & par le vœu éclairé de leurs concitoyens , une parfaite aristocratie doit s'offrir plus rarement aux hommes qu'une bonne monarchie.

Mais ce qu'il doit y avoir de plus difficile , pour ne pas dire impossible à créer , sur-tout dans un grand état , c'est une constitution démocratique qui soit à l'abri des troubles & du désordre de l'anarchie.

La véritable aristocratie , dit Aristote , seroit
« celle où l'autorité se trouveroit entre les mains
» d'un certain nombre de magistrats éclairés &
» vertueux.

» Pour assurer cette constitution , il faudroit
» la tempérer de manière que les principaux
» citoyens y trouvassent les avantages de l'oligarchie , & le peuple ceux de la démocratie. Deux
» loix contribueroient à produire ce double effet ;

» L'une, qui dérive du principe de ce gouverne-
» ment, conférerait les magistratures supérieures
» aux qualités personnelles, sans avoir égard aux
» fortunes ; l'autre, pour empêcher que les ma-
» gistrats ne pussent s'enrichir dans leurs emplois,
» les obligerait de rendre compte au public de
» l'administration des finances.

» La constitution, continue Aristote, est en
» danger, dans l'aristocratie, lorsque les intérêts
» des principaux citoyens ne sont pas assez bien
» combinés avec ceux du peuple, pour que cha-
» cune de ces classes n'en ait pas un très-grand
» à s'emparer de l'autorité ; lorsque les loix per-
» mettent que toutes les richesses passent insensi-
» blement entre les mains de quelques particu-
» liers ; lorsqu'on ferme les yeux sur les premières
» innovations qui attaquent la constitution ; lors-
» que les magistrats jaloux persécutent des citoyens
» illustres, ou les excluent des magistratures, & les
» laissent devenir assez puissans pour asservir leur
» patrie ».

Où ce beau Gouvernement s'est-il soutenu dans
toute sa pureté ? Ce n'est pas même à Sparte où
les éphores qui furent institués longtems après
l'établissement de la république, pour protéger le
peuple contre la prépondérance des deux Rois, &
des sénateurs, poussèrent l'abus de l'autorité au
point de se permettre d'ajouter un treizième mois

à l'année , pour augmenter d'un treizième l'impôt qui se payoit tous les mois ; d'oser , par la plus sacrilège iniquité , faire étrangler sans jugement le roi Agis , dont le seul crime étoit d'avoir voulu faire revivre les loix de Licurgue dans toute leur pureté.

Ce n'est pas à Carthage où les citoyens devoient faire plus preuve de richesses que de vertus , pour être élevés aux places de magistrature , & gouverner la république ; où leur jalousie faisoit avorter , par d'injustes refus , les projets d'un grand général , & l'arrachoit du sein de la victoire :

Où le peuple , en s'enrichissant par des concussions , finit par usurper l'autorité , & ensevelir la république sous ses ruines.

Ce n'étoit point à Rome où l'autorité du sénat ; toujours en lutte avec celle du peuple , plioit tantôt devant l'ascendant des tribuns , tantôt s'élevant à un pouvoir despotique , faisoit périr tous ceux qui tentoient de faire revivre les anciens décrets de la république ; où il frappoit de terreur tous les citoyens par l'image d'un dictateur ; où les fourberies d'un augure rompoient une assemblée ; où l'on osoit se permettre de dérober les urnes dans lesquelles les citoyens devoient jeter leurs suffrages.

Ne nous en flattons pas : l'aristocratie ne se soutiendra jamais dans sa perfection ; elle dégènera en *oligarchie* , parce que les richesses finiront

par conduire aux places de magistrature une seule classe de citoyens, en état d'acheter les suffrages, & qui s'y maintiendront par une confédération qui s'établira entr'eux. Leurs emplois se perpétueront dans leurs familles & deviendront presqu'héréditaires.

Alors le peuple, au lieu d'un tyran, en aura dix; en aura cent.

Ses tentatives, pour arriver aux places, qui ne devoient d'abord être que la récompense du mérite & de l'expérience, seront des crimes; il sera repoussé, tantôt par l'orgueil, tantôt par une basse jalousie : il demeurera dans cet état d'humiliation jusqu'à ce qu'il ait renversé l'édifice de l'usurpation & de la vanité.

Sous un monarque, il n'avoit à redouter que le ressentiment d'un seul; sous les aristocrates, il aura à craindre les haines de plusieurs.

Dans une monarchie, il étoit placé à une si grande distance du trône, que celui qui y étoit assis ne songeoit pas même à l'en écarter; sous l'aristocratie, comme il est plus rapproché de l'autorité, tous les efforts de ceux qui en sont revêtus se réuniront pour l'en éloigner.

Sous la domination royale, la personne du prince impose par sa seule dignité, par sa représentation, par le respect que l'on porte à l'unique chef d'un empire.

Dans l'aristocratie, les magistrats qui ne peuvent avoir, ni les mêmes attributs, ni le même cortège ni prétendre au même respect, affecteront une gravité, une morgue insultante pour se rehausser aux yeux de la multitude.

Sous la monarchie, un grand général, un orateur célèbre, un homme de génie, seront honorés, encouragés, parce que le monarque n'a pas besoin, pour régner avec gloire, de commander les armées en personne, d'être doué d'une grande éloquence, de faire des découvertes dans les sciences; ces grands talens, loin d'offusquer ses qualités personnelles, ajoutent à la splendeur de sa domination ; plus ils sont multipliés dans ses états, plus son règne acquiert de lustre.

Sous l'aristocratie, le mérite éclatant trouble, importune les dépositaires de l'autorité, parce qu'il attire, à ceux qui en sont doués, les hommages du peuple, & leur donne de nouveaux concurrents ; aussi s'efforcent-ils de concentrer parmi eux tous les emplois qui peuvent faire ressortir les grandes qualités ; les ambassades, le commandement des armées, la législation : ils limitent l'éloquence, ils arrêtent les élans du génie, ils retardent la marche des sciences, & les forcent de se traîner sur d'anciens systèmes.

Dans un état monarchique, les fêtes, les largesses données au peuple, plaisent au souverain,

parce qu'elles divisent les richesses, animent les arts, & répandent le plaisir.

Dans l'aristocratie, tout ce qui tend à attirer la faveur populaire excite la jalousie des magistrats; ils craignent toujours que la reconnoissance du peuple n'aille trop loin, & ne place dans leur sein des hommes qu'ils ne voudroient point y appeler.

Celui qui a eu le malheur d'offenser un roi, peut espérer sa grace de l'élévation & de la générosité du prince.

Mais s'il a blessé dans une aristocratie les dépositaires de l'autorité, il doit s'attendre à la plus grande sévérité. Toute la rigueur des loix se déployera sur sa tête. Jamais les sénateurs ne paroîtront plus attachés aux formes; enveloppés du manteau de l'hypocrisie, ils s'armeront du glaive de la justice, & en poigneront, avec une joie secrète, leur ennemi.

Nous aurons un jour occasion de nous convaincre de ces différences, en examinant de plus près quelques constitutions existantes en europe.

Puisque la pente naturelle de la meilleure aristocratie l'entraîne à l'oligarchie, qui est la souveraineté des riches; écoutons Aristote sur cette forme de gouvernement.

« Pour constituer, dit-il, une bonne oligarchie, il faut que le cens qui fixe la classe des premiers citoyens ne soit pas trop fort; car plus

» cette classe est nombreuse, plus on doit pré-
» mer que ce sont les loix qui gouvernent & non
» pas les hommes.

» Il ne faut pas que plusieurs magistratures
» tombent dans la même famille, parce qu'elle
» deviendrait trop puissante.

» Il faut, pour éviter que les fortunes soient
» trop inégalement distribuées, que l'on ne puisse
» disposer de la sienne au préjudice des héritiers
» légitimes, & que d'un autre côté, deux héré-
» dités ne puissent s'accumuler sur la même tête.

» Il faut que le peuple soit immédiatement
» sous la protection du gouvernement, qu'il soit
» plus favorisé que les riches dans la poursuite des
» insultes qu'il éprouve, & que nulle loi, nul
» crédit, ne mette obstacle à sa subsistance ou à
» sa fortune. Peu jaloux des dignités qui ne pro-
» curent que l'honneur de servir la patrie, il les
» verra passer avec plaisir en d'autres mains, si
» l'on n'arrache pas des siennes le fruit de ses
» travaux.

» Pour l'attacher de plus en plus au gouver-
» nement, il faut lui conférer un certain nombre
» de petits emplois lucratifs, & lui laisser même
» l'espérance de pouvoir, à force de mérite,
» s'élever à certaines magistratures importantes.

» La loi, continue Aristote, qui dans plusieurs
» oligarchies, interdit le commerce aux magis-

» trats,

» trats, produit deux excellens effets; elle les
» empêche de sacrifier à l'intérêt de leur fortune
» des momens qu'ils doivent à l'état, & d'exer-
» cer un monopole qui ruineroit les autres com-
» merçans.

» Si le cens qui fixe la classe des citoyens des-
» tinés à gouverner est trop fort, cette classe est
» trop peu nombreuse; bientôt ceux qui, par leur
» intrigue ou par leurs talens, se seront mis à la
» tête des affaires, chercheront à s'y maintenir
» par les mêmes voies, on les verra étendre insen-
» siblement leurs droits, se faire autoriser à se
» choisir des associés, supprimer, enfin, toutes
» les formes & substituer leurs volontés aux loix,
» alors le gouvernement se trouvera au dernier
» degré de la corruption, & l'oligarchie sera dans
» l'oligarchie. Cependant comme le peuple est
» également dangereux, soit qu'il rampe devant
» les autres, soit qu'on rampe devant lui, il ne
» faut pas qu'il possède exclusivement le droit de
» juger, & qu'il confère toutes les magistratures,
» car alors la classe des gens riches étant obligée
» de mandier baslement ses suffrages, il ne tar-
» dera pas à se convaincre qu'il lui est aussi facile
» de retenir l'autorité que d'en disposer ».

Je n'ai pas besoin de faire remarquer com-
bien il y a de sagesse, de profondeur & de dis-
cernement dans ces principes & dans ces ad-voites

combinaifons de l'autorité qui gouverne avec la puissance qui obéit.

Quelque chose que l'on fasse, cette puissance sera toujours dans le peuple. Pour qu'il ne la tourne point contre les Loix, il n'y a pas d'autre moyen pour l'y attacher que d'y placer son bonheur. Voilà pourquoi le législateur le dédommage, dans l'oligarchie, de la privation des premières magistratures, par la liberté de s'adonner aux professions lucratives, en attachant aux places, qu'il pourroit ambitionner, des privations & des dépenses qui lui en font perdre le désir ; enfin, en lui conservant la faculté & l'espoir de s'y élever, à force de mérite, il ne blesse pas son orgueil par une exclusion absolue.

De modernes législateurs ont bien perdu de vue ces idées de sagesse. A force d'accumuler les humiliations sur la classe la plus nombreuse, ils ont fini par perdre leurs distinctions ; en voulant être tout, ils se sont exposés à cesser d'être quelque chose.

Passons maintenant à la démocratie, & voyons ce qu'en pensoit Aristote ; né dans un état républicain, son opinion sur ce gouvernement doit être pour nous d'un grand poids.

« La liberté, dit-il, suivant les partisans du » pouvoir populaire, ne peut se trouver que dans » la démocratie. Elle est le principe de ce gou-

» vernement, elle donne à chaque citoyen la
 » volonté d'obéir, le pouvoir de commander,
 » elle le rend maître de lui-même, égal aux
 » autres & précieux à l'état dont il fait partie.

» Cette forme de gouvernement est sujette aux
 » mêmes révolutions que l'aristocratie, elle est
 » tempérée dans les lieux où, pour écarter une
 » populace ignorante & inquiète, on exige un
 » cens modique de la part de ceux qui veulent
 » participer à l'administration; dans les lieux où
 » par de sages réglemens la première classe des
 » citoyens n'est pas victime de la haine & de la
 » jalousie des dernières classes; dans tous les
 » lieux, enfin, où, au milieu des mouvemens les
 » plus tumultueux, les loix ont la force de parler
 » & de se faire entendre; mais elle est tyrannique
 » par-tout où les pauvres influent trop dans les
 » délibérations publiques ».

Il en faut convenir, le plus terrible despotisme est celui de la populace indigente. Trop ignorante pour connoître les principes de justice, trop emportée pour mettre de l'ordre dans ses décisions, trop avide pour limiter ses demandes & respecter les propriétés, trop imprévoyante pour calculer les suites de ses vengeances, les faveurs qu'elle accorde ne sont pas plus justes que les châtimens qu'elle inflige.

Aristote attribuoit l'excès du pouvoir du peuple

dans Athènes à la suppression du cens, suivant lequel devoit se régler la distribution des charges ; à la gratification accordée aux pauvres qui portoient leurs suffrages, soit dans les assemblées générales , soit dans les tribunaux de justice ; à l'empire que les orateurs de l'état s'étoient acquis sur la multitude.

« Elle étoit, dit-il, autrefois conduite par des » militaires qui abusèrent plus d'une fois de sa » confiance pour la subjuguer, & comme son » destin est d'être asservie, il s'est élevé dans ces » derniers tems des hommes ambitieux qui » employèrent leurs talens à flatter ses passions & » ses vices , à l'enivrer de l'opinion de son pouvoir & de sa gloire, à ranimer sa haine contre » les riches , son mépris pour les règles , son » amour de l'indépendance. Leur triomphe est » celui de l'éloquence, qui semble ne s'être perfectionnée de nos jours que pour introduire le » despotisme dans le sein de la liberté même.

» Les républiques sagement administrées ne » se livrent point à ces hommes dangereux ; » mais par-tout où ils ont du crédit, le gouvernement parvient avec rapidité au plus haut » point de la corruption, & le peuple contracte » les vices & la férocité des tyrans ».

En entendant Aristote s'élever avec force contre cette espèce d'orateurs connus sous le nom

de *Demagogues*, il ne faut pas croire qu'il mit dans la classe des orateurs dangereux ceux qui, comme Démosthènes, s'efforçoient de ranimer du feu de l'éloquence l'amour de la patrie, & les grandes vertus qui s'éteignoient dans l'ame de leurs concitoyens; il entendoit désigner ces faux patriotes qui, en exagérant des maux qu'ils ne sentent pas, des abus dont ils voudroient profiter, en feignant une affection qu'ils n'éprouvent pas, abusent de la crédulité & de l'ignorance du peuple, soulèvent ses passions, dirigent ses haines à leur gré, & s'en servent comme d'un instrument pour écarter leurs rivaux & se faire porter aux honneurs qu'ils ambitionnent.

Voilà les orateurs vraiment dangereux, non-seulement dans les républiques, mais même dans les monarchies. L'éloquence sans vertus étoit peut-être moins à craindre à Athènes, où les citoyens de toutes les classes avoient assez de lumières & de finesse dans l'esprit pour démêler les mouvemens secrets de l'orateur, qu'elle ne le seroit dans une grande ville peuplée d'artisans, de mercenaires peu habitués à entendre de véritables orateurs, & malheureusement toujours disposés à recevoir les premières impressions que la méchanceté & la fourberie veulent lui donner.

« Dans une démocratie, suivant Aristote ;
» toutes les magistratures, ou du moins la plu-

» part doivent être conférées par la voie du sort;
 » Il est essentiel que les emplois, à l'exception
 » des militaires, soient accordés très-rarement à
 » celui qui les a déjà remplis une fois; que tous
 » les citoyens soient alternativement distribués
 » dans les cours de justice; qu'on établisse un
 » sénat pour préparer les affaires qui doivent se
 » terminer dans l'Assemblée Nationale & souve-
 » raine, où tous les citoyens puissent assister;
 » qu'on accorde un droit de présence à ceux qui
 » se rendent assidus à cette assemblée, ainsi qu'au
 » sénat & aux tribunaux de justice ».

Si telle doit être la constitution d'une bonne démocratie, convenons qu'il est impossible de l'appliquer à un état qui embrasse plusieurs provinces, & qu'elle ne peut être adaptée qu'à une simple cité, telle qu'Athènes.

Gardons-nous surtout d'envier une constitution où les juges doivent être pris dans toutes les classes de citoyens, & élus par le sort. Rappelons-nous que ce sont de semblables juges qui condamnèrent *Miltiade*, le fauteur de la république, à être précipité dans la fosse où périssoient les malfaiteurs, & commuèrent sa peine en une prison, où il mourut de ses blessures; qui bannirent *Aristide*, parce que le surnom de Juste qu'il avoit si bien mérité, importunoit l'un de ses juges; enfin qui firent boire à *Socrate* la ciguë, & frappèrent de terreur ses sages disciples.

Après avoir vu de quelle manière Aristote dé-
finir les constitutions aristocratique & démocra-
tique, jetons un coup-d'œil sur celle de Lacé-
démone qui étoit une aristocratie.

A Sparte, le trône étoit occupé par deux rois,
issus de deux maisons différentes.

Si l'un d'eux venoit à mourir, son fils aîné lui
succédoit; & l'enfant de cet aîné avoit la préférence
sur ses oncles.

Si le roi mouroit sans laisser ni enfant ni frère,
sa couronne appartenoit au plus proche parent,
mais jamais elle ne pouvoit être déférée à ceux de
l'autre maison royale.

Ce n'étoit pas assez que d'avoir contrebalancé
l'autorité des deux rois par des intérêts opposés,
Lycurgue avoit voulu qu'elle fût encore contenue
& éclairée par vingt-huit vieillards que les suffra-
ges du peuple avoient élus.

Comme il falloit avoir soixante ans pour être
élevé à la place de ces sénateurs, le législateur
n'avoit pas cru devoir mettre d'autre terme que la
mort à la durée de leur magistrature.

Les rois ne pouvoient rien ordonner, rien dé-
créter, sans le concours de ces sénateurs; ils pro-
posoient au sénat le sujet de la délibération, & leurs
avis comptoient, chacun, pour deux suffrages.

Les rois ne pouvoient jamais s'absenter de la
république pendant la paix; si l'on étoit en guerre,

un seul prenoit le commandement de l'armée, & l'autre restoit au milieu des citoyens.

Lorsqu'un des sénateurs avoit terminé sa carrière, l'élection de son successeur se faisoit dans la place publique. Chaque prétendant paroissoit dans un ordre assigné par le sort ; il parcourait l'enceinte en silence, & les yeux baissés, sa marche étoit honorée de cris d'approbation plus ou moins nombreux, plus ou moins fréquens. Ces bruits étoient recueillis par des hommes cachés dans une maison, d'où ils ne pouvoient voir les aspirans, & ils venoient déclarer qu'à telle reprise, les cris s'étoient manifestés d'une manière plus vive & plus soutenue ; & sur ce rapport, auquel on ajoutoit foi, le vœu du peuple étoit confirmé.

Dans cette lutte honorable, dit un écrivain moderne, la vertu ne pouvoit être vaincue que par la vertu.

Long-tems la république de Sparte s'est soutenue sous la seule autorité de ses deux rois & de ses ving-huit sénateurs. On y ajouta depuis cinq *éphores* qui étoient à Lacédémone ce que furent depuis les tribuns à Rome ; ils remplissoient les fonctions de censeurs : on les renouveloit tous les ans.

Comme ils étoient choisis dans toutes les classes de citoyens, le peuple voyant en eux ses véritables représentans, & ayant un espoir plus prochain de

succéder à leur autorité, il l'étendit aux dépens de celle des rois & des sénateurs : eux seuls restoiēt assis sur leur tribunal, lorsque les rois paroissoient, & venoient y prendre séance.

Si un roi étoit accusé d'avoir violé les loix, ou trahi les intérêts de l'état, il étoit jugé par son collègue, par les ving-huit sénateurs & par les cinq éphores qui le condamnoient à une amende, & quelquefois à être destitué : il n'avoit d'autre recours contre ce jugement, que l'appel au peuple assemblé.

Les éphores pouvoient sommer un des rois de comparoître à leur tribunal, & il étoit tenu d'obéir à la troisième sommation.

Tous les mois, les Spartiates se rendoient à une assemblée générale. Là, on portoit les affaires qui intéressoient la république, telles que celles de régler la succession au trône, d'élire ou de déposer des magistrats, de prononcer sur des délits publics, de statuer sur les grands objets de la législation ou de la religion.

Chacun des assistans avoit le droit d'opiner, pourvu qu'il eût atteint l'âge de trente ans, & qu'il fût de mœurs irréprochables. On pouvoit, à cet égard, la rigidité si loin, qu'un citoyen très-éloquent ayant donné un avis que l'assemblée alloit adopter, un sénateur s'éleva avec indignation contre l'orateur mal famé, & fit proposer le même

avis par un citoyen vertueux , pour que la république n'eût pas à rougir d'avoir suivi l'opinion d'un homme méprisable.

Je me permettrai une réflexion sur cet acte d'une vertu si sévère. Comment un citoyen, assez vil pour ne pouvoir donner même un bon conseil à sa république, y étoit-il souffert? Le despotisme auroit-il pu pousser plus loin l'abus de l'autorité, qu'en condamnant au silence un orateur habile, & en lui ravissant l'honneur d'un sage avis, lorsqu'on l'adoptoit ?

Quand la matière mise en délibération, étoit suffisamment éclaircie, mille voix s'élevoient ou pour la négative, ou pour l'affirmative; & lorsqu'après plusieurs essais, il étoit impossible de distinguer la majorité, un des éphores s'en assuroit, en comptant ceux des deux partis, qu'il séparoit & faisoit passer d'un côté opposé.

Par la création des éphores, la constitution que Lycurgue avoit donnée à Sparte, changea. Les rois finirent par n'être plus que des simulacres de royaume : les sénateurs tremblèrent devant la puissance de ces nouveaux magistrats.

Le peuple, en opposant une autorité illimitée au pouvoir éclairé des deux rois & des vingt-huit vieillards, crut qu'il seroit plus libre, il ne devint que plus soumis à l'arbitraire.

Il ne pouvoit y avoir de rivalité entre les deux

souverains & les membres du sénat. C'étoit à celui qui vouloit faire triompher son avis, à proposer le meilleur, pour obtenir la majorité des suffrages qui faisoit la loi suprême. Mais lorsqu'il y eut cinq éphores mis en opposition à cette auguste puissance, se sentant trop foibles pour dominer par leurs suffrages, ceux-ci se fortifièrent sans cesse de l'appui du peuple, en proposant des loix contraires au bien public, mais favorables au penchant de la multitude.

Ils établirent l'aristocratie dans l'aristocratie.

Ainsi s'effaça insensiblement la sage institution de Licurgue; le gouvernement de Sparte, qui ne devoit pas porter sur une constitution mixte, commença par s'ébranler & finit par se détruire.

Il est, en matière de gouvernement, une vérité que les législateurs ne doivent pas perdre de vue, toutes les fois que les principes d'une constitution s'altèrent; il faut, ou la ramener par des moyens violens à son antique origine, ou en créer une nouvelle plus adaptée aux mœurs & au tems.

Toutes les parties d'un bon gouvernement doivent être liées & d'accord entr'elles. La moindre disparité le vicie, le disjoint & y laisse pénétrer les abus qui le minent & occasionnent sa ruine entière. Il peut, à l'aide des circonstances & de son ancien aplomb, se soutenir quelque tems, mais sa chute n'en est que plus violente.

La même cause, suivant Aristote, devoient entraîner la perte de Carthage, dont il avoit prévu la ruine, avec cet esprit de sagesse qui, en voyant les altérations s'introduire dans un gouvernement, en calcule la résistance & la durée.

Carthage avoit, comme Sparte, deux chefs, auxquels les Grecs donnoient improprement le titre de rois. Leur empire étoit annuel. Ils pouvoient être choisis dans différentes maisons, pourvu qu'elles fussent riches & anciennes.

Un sénat nombreux formoit le conseil de ces deux premiers magistrats. Là se discutoient les affaires importantes de l'état.

Un autre corps de magistrats, au nombre de cent quatre, étoit chargé d'y soutenir les intérêts du peuple.

La nation, dans ses assemblées générales, sanctionnoit ou annulloit les décrets du sénat, sur le rapport qui lui étoit fait par les deux chefs & les sénateurs.

Toutes les magistratures étoient conférées par la voie du sort à ceux qui, d'après leur ancienneté, ou leurs richesses étoient susceptibles de les remplir : les loix en limitoient l'autorité.

Le général d'armée avoit seul, à la tête des troupes, un pouvoir sans bornes; mais à son retour, il étoit tenu de rendre un compte exact de ses opérations devant les sénateurs, dont les

jugemens n'étoient souvent que trop sévères.

C'est par la distribution combinée de ces pouvoirs, que Carthage, aussi fière de sa liberté que de son opulence, a toujours repoussé la tyrannie, a sçu résister aux efforts de la Grèce animée contr'elle par la vengeance, a long-tems balancé sa puissance avec toute celle des Romains.

Comme nous l'avons déjà dit, sa constitution avoit plusieurs défauts. La vertu, le mérite sans richesses, ne pouvoient s'y élever aux magistratures, par la raison que, pour y prétendre, il falloit payer un cens plus ou moins fort, en raison de leur prééminence.

Le même citoyen avoit la faculté de réunir plusieurs magistratures différentes, ce qui circonserivoit le pouvoir & confondoit souvent les autorités opposées dans les mêmes mains.

Le commerce n'étoit point interdit aux magistrats, ce qui leur faisoit souvent sacrifier l'intérêt public à leur intérêt particulier.

Le peuple n'ayant, ni les magistratures, ni les grands moyens de commerce pour étendre ses idées, demouroit dans un état d'avilissement qui bornoit ses facultés & rétrécissoit ses pensées.

Lorsqu'il parvint à obtenir quelques commissions lucratives, il disputa les dignités aux anciennes maisons de sénateurs; mais comme il n'apportoît que des sentimens de vanité & un intérêt

personnel , il fouilla les magistratures dont il croyoit se décorer.

Les premiers sénateurs avoient du moins l'élévation que donne l'instruction & l'habitude de gouverner , les autres n'avoient qu'une ignorance arrogante & le désir d'humilier leurs collègues , en s'attirant les suffrages du peuple , toujours disposé à favoriser ceux dont il est le plus rapproché.

Ainsi , en établissant les magistratures sur les richesses , au lieu de leur donner pour base l'expérience , le savoir & la vertu , & faute d'avoir su du moins restreindre ces richesses dans une certaine classe habituée à bien gouverner , l'autorité vint se placer sur des hommes qui l'avoient attirée par le hasard & les fraudes du commerce. De-là ce vil attachement pour l'or qui flétrit tous les cœurs , & ces lâches lamentations dont Annibal s'efforçoit de faire honte à ses concitoyens , lorsqu'il leur reprochoit d'avoir , sans regret , sacrifié aux Romains leurs armes , leurs vaisseaux , & de gémir sur la perte de leur argent , de leurs bijoux , qui étoient à leurs yeux d'un plus grand prix que les moyens de recouvrer leur honneur.

Combien , en remontant aux causes de la prospérité & de la chute de ces fameuses républiques , nous devons sentir l'importance d'une bonne constitution , la nécessité de l'asseoir sur les principes

de justice, de l'éclairer dans toutes ses parties, de la fortifier par de bonnes mœurs, de l'investir de l'esprit public & d'y étendre par-tout l'empire de la vertu ?

Je n'abandonnerai point l'antiquité pour redescendre aux constitutions qui existent en europe, sans vous avoir entretenus des deux fameuses républiques d'Athènes & de Rome, sans vous découvrir les beautés & les imperfections de leur gouvernement, sans vous avoir convaincus que leur décadence & leur anéantissement n'ont pas eu d'autres causes que l'altération de leur constitution, tandis que d'autres empires, appuyés sur une législation moins parfaite, tel que celui de la Chine, ont résisté au torrent des siècles, par le respect que les peuples n'ont cessé de porter aux institutions de leur premier législateur.

Concluons de ce que nous venons de voir, que si Aristote pensoit que le gouvernement monarchique étoit celui qui convenoit le plus aux hommes réunis en société, il auroit été encore plus pénétré de cette vérité, s'il eût pu prévoir qu'un jour une puissante monarchie, fatiguée par de longues injustices, s'élèveroit du sein des lumières à une sublime raison, calculeroit, dans sa sagesse, les droits de tous les citoyens, briseroit d'une main vigoureuse les entraves dans lesquelles l'esprit de domination arrêtoit ses nobles

32 *Dés Gouvernemens , suivant Aristote :*

élans , substituerait des règles fixes à l'arbitraire ; mettroit les propriétés sous la sauve - garde des loix , s'éleveroit à la hauteur de la puissance exécutive par l'imposante représentation de la souveraineté , contiendrait les conseillers perfides & les agens ambitieux de la tyrannie , par la crainte d'un tribunal protecteur des intérêts de la nation ; fauroit , sans rien faire perdre au monarque de la splendeur du trône & de la dignité de la couronne , ne lui laisser que l'heureuse faculté de repandre les bienfaits , de faire régner la justice , d'intimider les méchans & de recueillir , au milieu de la prospérité publique , des témoignages d'amour , de fidélité , d'autant plus touchans , qu'ils émaneroient de la liberté.

II^e DISCOURS.

*Des Gouvernemens d'Athènes & des Loix
de Solon.*

Nous avons vu ce que c'étoit qu'une véritable aristocratie, & combien peu elle s'est soutenue dans toute sa pureté, même à Lacédémone.

Si le peuple le plus sage de la terre ne put s'habituer à vivre sous l'empire de deux rois, dont les pouvoirs contrebalancés n'avoient de force qu'en tendant, d'un commun accord, au bien de la république; si, malgré qu'il eût lui-même choisi les vingt-huit sénateurs que leur âge, leurs vertus étoient à l'autorité suprême; si, quoiqu'il conservât la faculté d'annuller, dans ses assemblées générales, les décrets du sénat, il ne se trouva pas encore gouverné par une autorité assez tempérée, il faut l'avouer, la meilleure aristocratie ne peut convenir aux hommes agités du sentiment de la liberté.

Nous avons remarqué dans la constitution de Carthage une aristocratie d'une nature bien inférieure à celle de Sparte, & qui avoit fini par y dégrader toutes les ames, parce qu'elle portoit sur une base vicieuse, celle de la supériorité des richesses. Nous en avons conclu que, toutes les fois

que les hommes, au lieu de confier le soin de leur prospérité & le maintien des loix à des citoyens vertueux, le déposent exclusivement dans les mains de ceux qui payent à la république le cens le plus fort, ils s'exposent à être un jour gouvernés par des magistrats plus attachés à la fortune, source de leur élévation, qu'à la gloire de leurs concitoyens.

En arrêtant votre attention sur ce qui constitue l'aristocratie, j'aurois dû peut-être vous faire sentir combien, dans nos troubles récents, nous avons mal appliqué ce mot d'*aristocrate* qui ne convient ni au courtisan, ni au militaire, ni même au clergé.

Ne prenons point le change, & distinguons l'ambition, l'égoïsme qui sont malheureusement des défauts trop naturels aux hommes, d'avec cet esprit suivi de domination, qui caractérise les aristocrates.

La véritable aristocratie n'existe que dans les corps investis de la puissance publique : elle est respectable, si ces membres ne sont que les organes de la volonté générale, que les défenseurs de la loi ; elle est monstrueuse, s'ils mettent leurs passions à la place de cette même volonté, de cette même loi ; s'ils la font servir d'instrument à leur cupidité, à leur vengeance ; s'ils immolent les intérêts du citoyen aux projets du despotisme ; si, pour aggrandir leur pouvoir, ils se rendent les

complices de la tyrannie, au risque de faire retomber le peuple dans la servitude. Il n'y a plus de courage à attaquer ceux dont l'aristocratie formoit un joug humiliant pour la nation. Que notre sagesse nous préserve de celle qui pourroit s'élever sur les ruines de l'ancienne! mais n'obscurcisons point un avenir qui doit être heureux, par de tristes pressentimens : relevons nos regards de dessus l'ouvrage actuel du tems; & en nous reportant dans l'antiquité, voyons si la démocratie a été plus favorable aux peuples de la Grèce, que l'aristocratie.

Le gouvernement populaire n'a jamais existé plus pleinement que dans Athènes : il avoit commencé par la monarchie; sous les premiers *archontes*, il devint aristocratique. *Solon* lui donna la meilleure forme démocratique; il régla que la puissance suprême résideroit dans les assemblées où tous les citoyens auroient droit d'assister, & qu'on y statueroit sur tous les grands intérêts de l'état.

Solon connoissoit trop l'esprit de tous les peuples, pour croire que les Athéniens fussent capables d'apporter le calme & la sagesse de la discussion dans ces grandes assemblées. Il établit un sénat composé de quatre cents personnes tirées des quatre tribus qui comprenoient tous les citoyens de l'Attique. Ces quatre cents étoient les représentans de la nation; c'étoit à eux qu'on devoit d'abord proposer toutes les affaires sur

lesquelles le peuple avoit à prononcer. Ils les examinoient avec attention, & en faisoient ensuite le rapport à l'assemblée générale. Aussi une des loix fondamentales de la république, étoit que toute décision du peuple *seroit précédée d'un décret du Sénat.*

Pour que la multitude d'opinans, que l'on peut comparer dans ses mouvemens & la fluctuation de ses idées, à la mer que le moindre aquilon agite & soulève, ne fût pas entraînée par une jeunesse impétueuse dans des partis violens, ou dans des opinions insensées, il fut réglé que les premiers opinans seroient au moins âgés de cinquante ans.

Solon n'ignoroit pas l'ascendant de la parole & ses funestes effets, lorsqu'elle n'est pas dirigée par une raison éclairée, par une ame vertueuse. Il soumit les orateurs à une épreuve qui auroit pu fermer bien des bouches éloquentes. Il ordonna que nul orateur ne se mêleroit des affaires publiques, avant d'avoir subi un examen qui parcourroit sa conduite ; & l'on permit à tout citoyen de poursuivre en justice l'orateur qui auroit trouvé le secret de dérober l'irrégularité de ses mœurs à la sévérité de cet examen.

Pour avoir le droit de donner son suffrage, il falloit, comme à Sparte, avoir atteint l'âge de trente ans.

On décidoit d'abord si l'affaire devoit être mise en délibération. Le peuple étoit le maître de rejeter purement & simplement le décret du Sénat, ou d'en ordonner l'exécution après l'avoir examiné. C'est ce qui fit dire à un étranger : *ici les sages délibèrent, & les foux décident.*

Ce n'est pas assez que d'avoir obtenu de justes décrets de la multitude, il faut encore que l'exécution en soit confiée à de bons magistrats.

Si leur exercice est limité, & si leur nomination est élective, comment être sûr d'un bon choix, tant qu'il dépendra d'une multitude qui ne fait ni discerner le mérite, ni se garantir de la séduction de l'intrigue, qui n'est pas même assez éclairée pour voir que son bonheur est attaché à la probité de ceux qui la gouvernent ?

Il fallut bien mettre un frein à l'ambition de l'ignorance, & rompre cette égalité dont le peuple est si jaloux, sur-tout dans les démocraties.

Le législateur avoir, comme nous l'avons déjà dit, divisé les citoyens en quatre classes; la première étoit composée de ceux qui recueilloient cinq cents mesures de blé ou d'huile de leur héritage; la seconde, de ceux qui en recueilloient trois cents; la troisième, de ceux qui n'en retiroient que deux cents. Les autres citoyens, plus pauvres, formoient la quatrième classe. Cette

coup-d'œil; mais si l'on considère combien une démarche uniforme de la part de tous les bons citoyens, impose à la multitude, on sent que ce doit être un contre-poids nécessaire dans une république pour balancer & ramener la foule égarée.

Le peuple ne tarde pas à sentir qu'il a tort lorsqu'il n'a dans ses émotions, pour agents, pour complices, que des hommes d'une classe obscure & ignorante. Il revient bien vite se ranger dans le parti opposé, s'il y voit tous les citoyens qu'il est dans l'habitude de respecter. Un exemple récent nous a convaincus de cette vérité.

Si dans nos derniers troubles, les citoyens honnêtes se fussent, à la vue des séditieux & des brigands, abstenus de prendre le parti que prescrivoient l'honneur & la sûreté publique, qui sait jusqu'à quels excès se seroit portée une populace effrénée qui n'auroit eu pour guide que des incendiaires, qui, dans sa fureur & dans son ivresse, n'auroit rencontré que l'épouvante & le silence de la terreur!

Solon imagina, pour arrêter le citoyen qui seroit tenté de s'élever à l'autorité suprême, un moyen qui caractérise le génie; ce fut d'isoler le tyran sur son trône, en anéantissant tous les pouvoirs autour de lui.

Un décret portoit que dans le cas où un autre gouvernement s'élèveroit sur les ruines de la dé-

mocratie, tous les magistrats seroient tenus de se démettre de leurs emplois ; & permettoit à chaque citoyen d'arracher la vie , non-seulement au tyran & à ses complices , mais encore au magistrat qui conserveroit ses fonctions après la destruction du gouvernement populaire.

Hélas ! que sont les décrets des sages contre l'ambition , lorsqu'elle fait se couvrir des voiles de l'intérêt public , & se parer des formes qui séduisent le peuple ! Les loix de Solon avoient été reçues avec reconnoissance , & sanctionnées par le vœu public ; Athènes devoit son bonheur au législateur qu'elle avoit choisi ; il avoit effacé le code sanguinaire de *Dracon* , & substitué des peines modérées à celles qui frappaient de mort indistinctement tous les coupables. Les riches lui étoient redevables de la conservation de leurs propriétés ; les pauvres se trouvoient par lui affranchis de leurs anciens engagemens , & délivrés de la poursuite de leurs créanciers ; à peine se fut-il éloigné de la république , à laquelle il ne demandoit , pour prix de ses contradictions & de ses travaux , que de respecter ces mêmes loix qu'elle venoit d'adopter , que le trouble & les dissensions s'y répandirent.

La dernière classe du peuple se croyant méprisée s'arma contre les riches. Un citoyen d'une naissance illustre , mais qui , sous des dehors popu-

laïres, cachoit le desir de dominer, prit les intérêts de la multitude, la captiva par son éloquence, par ses largesses, par sa fausse sensibilité. Il se montra un jour à elle défiguré par de légères blessures : « voilà, lui dit-il, ce que m'a attiré le » zèle qui m'anime en votre faveur; il faut que » je m'éloigne, si je veux dérober ma tête à vos » ennemis ».

Il n'en fallut pas davantage pour égarer le peuple ému par cet artifice. On décrète de donner des gardes à Pisistrate; en vain, Solon qui est revenu dans sa patrie, veut-il s'opposer à cet acte du délire, il n'est point écouté; on accorde à l'ambitieux des satellites, c'est-à-dire, la faculté d'intimider ses rivaux & de contenir ses protecteurs. Maître de la citadelle, il devient plus puissant que les loix.

Malheureusement pour les Athéniens, il sut rendre son autorité si douce, qu'ils s'aperçurent à peine qu'il leur avoit ravi la liberté.

Ainsi, ce beau gouvernement institué par Solon, ne subsista pas même dix ans, & le législateur eut la douleur de voir l'édifice de sa sagesse renversé par un seul citoyen.

Si les deux fils de Pisistrate, qui succéderent à son autorité, s'étoient conduits avec autant de modération que leur père, la démocratie d'Athènes auroit été de si courte durée, que la trace

de ce gouvernement y auroit été entièrement effacée.

Après la mort de ces deux tyrans, peut-être n'étoit-il plus possible de ramener le peuple à la première constitution de Solon : comment lauroit-on fait renoncer à l'égalité qu'il avoit goûtée sous Pisistrare ? On ne pouvoit plus lui offrir en dédommagement la remise de ses dettes. Sous Pisistrare, il étoit l'auteur de la servitude générale, celui qu'il avoit porté à la puissance suprême, lui devoit, pour prix du service qu'il lui avoit rendu, de l'admettre à toutes les charges, à toutes les distinctions dont les riches étoient en possession. Sous *Clisthène* il avoit contribué à la mort du dernier tyran, &c. rendu la liberté à la république ; la république lui devoit donc de le faire jouir de tous les privilèges attachés à cette liberté ?

Ce sont-là de ces changemens de position qui font la loi au législateur même. En vain, diroit-il au peuple assemblé, « vous pouvez tous être » soldats, matelots, laboureurs, artisans ; mais » vous ne pouvez pas plus être également ma- » gistrats, généraux, pontifes, que médecins, » que peintres, qu'astronomes, que rhéteurs, si » vous ne vous êtes pas d'abord appliqués aux » études qui rendent capable d'exercer ces professions » ; mille voix s'écrieront à l'instant, » nous sommes tous égaux, nous ne voulons

» point de distinctions , nous entendons aspirer
» à tous les emplois , à toutes les charges de la
» république ».

Le nouveau législateur fut forcé de rendre le gouvernement d'Athènes plus populaire encore qu'il ne l'avoit été sous Solon. Tous les habitans de l'Attique furent divisés en dix tribus , dont on tira de chacune cinquante sénateurs.

Ces dix tribus , comme autant de petites républiques , eurent leur président , leurs officiers de police , leurs tribunaux , leurs assemblées.

La dernière classe du peuple prit alors un grand ascendant sur les autres ; c'étoit elle qui , par la majorité de ses suffrages , nommoit les receveurs des deniers publics ; elle s'éleva aux premières places de magistrature , désigna les généraux , vendit sa faveur aux ambitieux , qui la payèrent , tantôt par des largesses , tantôt par des projets de décrets favorables à sa vanité ou à ses plaisirs.

Attachée sous Solon à ses occupations journalières , son intérêt personnel la détournoit de venir consommer son temps aux assemblées générales ; on ne lui eut pas plutôt accordé un droit de présence , qu'elle y accourut en foule , écarta avec insolence les riches qui osoient lui disputer sa place ; tous les citoyens distingués s'éloignèrent , en voyant que leur zèle ne servoit qu'à les exposer à des humiliations & à des violences.

Périclès, en lui accordant gratuitement son entrée au spectacle, acheva de la dégoûter du travail & de l'enivrer de plaisirs; il versa sur elle les richesses du trésor public, il épuisa tout à la fois les ressources de la république. Athènes n'eut bientôt plus ni argent ni soldats, mais elle eut à la place de beaux monumens, une multitude de citoyens discoureurs qui, confondant en eux tous les pouvoirs, accusoient, prononçoient & faisoient exécuter leurs jugemens.

Les généraux, les orateurs, en rappelant sans cesse au souvenir du peuple les victoires de *Marathon*, de *Salamine*, de *Platée*, enflaient sa vanité, sans accroître son courage.

Les Athéniens devinrent les plus aimables, les plus voluptueux, les plus éclairés de la Grèce; la magnificence, la recherche & le goût excelloient dans leurs fêtes & y attiroient les étrangers. S'ils n'emportoient pas, en quittant Athènes, le sentiment de sa force, ils lui accorderoient la supériorité des talens.

Sparte sembloit être le temple sombre & religieux de la Grèce; Athènes en étoit le cirque & le lycée.

Pour devenir magistrat, général, il fallut s'humilier devant ceux auxquels on devoit commander.

Le tribunal de l'Aréopage condamné au silence

s'écroula. Pour maintenir le peuple, il fallut attirer sur sa tête des dangers, & créer la guerre au dehors pour ramener la paix au sein de la république.

Elle se fût plutôt anéantie, sous l'invasion des Perses, si elle eût été moins malheureuse. La destruction de sa cité, le ravage de ses terres pendant la longue guerre du Péloponèse, ses défaites en Sicile la soutinrent longtemps sur le bord de l'abîme où l'anarchie devoit la précipiter.

C'est au milieu des périls que la classe inférieure du peuple rend justice au mérite, qu'elle a recours à celui qui peut réparer ses défaites, qu'elle écoute les conseils de ceux qu'elle avoit méprisés dans sa prospérité; autant elle se croit égale en lumières à tout ce qui la commande lorsqu'elle n'a rien à redouter, autant dans ses dangers elle est disposée à se soumettre à celui qu'elle juge capable de la sauver du malheur qui la menace.

O hommes! s'il faut que vous soyez toujours injustes ou souffrants, arrogans ou opprimés, ingrats ou serviles, vos vertus sont trop chères; il vaut encore mieux vous voir heureux & dans le délire.

L'affervissement d'Athènes me paroît avoir eu la même cause que celle que nous avons remar-

quée dans la destruction de Sparte & de Carthage.

La liberté est le plus beau présent qu'un législateur puisse faire à un peuple, mais il faut le préparer à le recevoir ; s'il y porte une main impure, il le fouille & le corrompt.

L'Aréopage, dans le plan de Solon, devoit, en purifiant les mœurs publiques, produire cette heureuse disposition. La dernière tribu du peuple, exclue d'abord des premières magistratures, pouvoit, en s'adonnant au travail, augmenter son revenu & s'élever à la tribu supérieure ; en suivant de temps à d'autres les assemblées générales, en écoutant le rapport des magistrats, en se formant à la discussion des affaires, elle se seroit habituée à rendre de bons décrets ; plusieurs d'entr'elles, doués de quelques talens, seroient montés à la tribune, se seroient élevés contre des jugemens opposés aux loix & à l'équité. Les magistrats, contenus par la surveillance de ce juge suprême, auroient redouté sa censure, & tous ses décrets auroient eu le caractère de la sagesse.

Les généraux, ne pouvant espérer de recouvrer le commandement, qu'à la faveur de leurs succès, n'auroient rien négligé pour étendre leurs connoissances dans l'art de la guerre.

Le trésor public, sacré pour tous les citoyens, se seroit grossi des dépouilles de l'ennemi. Comme

il n'eût point été une source de plaisirs & de richesses pour l'oisiveté, le peuple eût été moins injuste & moins avide de conquêtes.

Les arts n'auroient été consacrés qu'à éterniser les actions mémorables; les théâtres n'auroient servi qu'à exalter les ames par des tableaux héroïques ou des maximes vertueuses.

L'amour de la liberté se fortifiant dans tous les cœurs, Démosthènes n'auroit pas eu besoin de tant d'efforts pour arrêter l'ambition de Philippe, & les successeurs d'Alexandre auroient trouvé dans Athènes une force de résistance qui eût maintenu sa constitution & la liberté de ses citoyens.

Revenons à la vérité : le gouvernement populaire est, comme je l'ai déjà dit, le plus difficile à maintenir, & cette difficulté s'accroîtra en raison de l'étendue qu'acquerra l'état où l'on aura voulu l'établir.

Plus il y a de citoyens dans une démocratie, plus il y a de pauvres, d'ignorans, d'hommes sans mœurs & sans principes. Cependant si vous soumettez l'ordre de la justice, l'administration des finances, les grands intérêts publics, à la pluralité des suffrages sans distinction; si l'opinion d'un mercenaire a le même poids que celle d'un sénateur, comment se garantir de la prévention, de la dissipation, des entreprises téméraires? Comment recueillir le vœu général dans une grande population?

population ? Comment concilier la sagesse , la discrétion , la retenue avec le tumulte , l'éclat & l'impétuosité d'une assemblée immense ? Si vous divisez l'état en plusieurs républiques , où l'on prendra l'avis de chaque tribu , vous ne ferez qu'affoiblir le tout , sans rétablir l'accord dans ses parties.

Ne présentons pas au peuple une égalité chimérique ; quoiqu'originellement il soit la source de tout pouvoir , il est fait pour obéir , & non pour commander ; mais il ne doit obéir qu'à la raison , qu'à l'équité : établissons ces deux grandes puissances dans les empires ; fortifions - les de toute notre énergie ; que toute autorité fléchisse devant elles ; qu'elles dominent & sur le monarque & sur le magistrat , & sur l'homme de guerre & sur le citoyen. L'empire d'une bonne constitution , voilà la liberté ; le droit de la plier à sa volonté , voilà la dangereuse aristocratie ; la faculté de la rendre muette , voilà le despotisme ; le pouvoir de la troubler & de la confondre , voilà l'anarchie.

Nous avons vu la constitution de Solon détruite aussitôt que formée : examinons si sa législation étoit bien adaptée à son plan de gouvernement.

La constitution est l'édifice public ; la législation est le régime de ceux qui l'habitent , Qu'importe que vous ayez donné une belle habitation à une

grande famille, si elle n'y trouve pas la paix & la sécurité ?

Par les loix de Solon, tout citoyen qui avoit reçu un outrage, pouvoit en demander la réparation authentique ; mais, pour mettre un frein à la calomnie, l'accusateur étoit obligé de déposer une somme qui étoit le gage de l'accusé, dans le cas où celui-ci venoit à se justifier.

Le pauvre, l'enfant, la femme, l'esclave étoient sous la protection de tous les citoyens qui étoient autorisés à poursuivre l'agresseur. Solon appuyoit cette loi d'une belle maxime : *il n'y auroit point, disoit-il d'injustices dans une ville, si tous les citoyens en étoient aussi révoltés que ceux qui les éprouvent.*

La liberté, suivant lui, étoit un bien dont l'homme ne pouvoit pas plus disposer que de sa vie : ainsi il ne lui étoit jamais permis de l'engager ni pour dette, ni sous quelque prétexte que ce fût.

Une pareille loi parmi nous seroit peut-être plus utile que nuisible, même au commerce. Ou le débiteur qui refuse de payer est de mauvaise foi, ou il est malheureux. S'il est de mauvaise foi, il faut le flétrir ; s'il est dans le malheur, pourquoi ajouter à sa misère celle de la captivité ? Celui qui a prêté a-t-il dû spéculer sur l'amour de la liberté ?

Si la confiance est l'ame du commerce, ce n'est pas la crainte de la prison qui la fera renaître.

Que le nom du débiteur infidelle soit inscrit dans les auditoires, dans les places publiques, qu'il soit privé de tous honneurs, de toutes fonctions municipales; qu'il soit séparé du commerce; mais qu'on ne l'arrache point à sa femme; à son domicile, à moins qu'il n'ait encouru la sévérité de la loi par une fraude insigne.

Je voudrois moins encore voir dans les fers le père de famille qui n'habite le séjour du crime que parce qu'il n'a pas pu payer le lait qui nourrit son enfant; s'il eût voulu oublier qu'il étoit père, & déposer les fruits de son hymen dans le sein de la charité publique, il seroit libre, parce qu'il auroit été dénaturé.

Que la loi accorde à la nourrice un privilège sur les meubles du père, mais qu'elle ne l'autorise pas à aggraver son indigence en lui enlevant jusqu'à la faculté de travailler pour acquitter la dette la plus sacrée & nourrir les autres enfans.

Solon avoit imaginé une loi bien sage. L'offensé vouloit-il ne pas livrer le citoyen dont il avoit à se plaindre, à toute la sévérité de la loi? il se présentoit comme simple particulier, & restreignoit sa demande à la réparation du tort qu'il avoit éprouvé.

S'il le dénonçoit, au contraire, comme citoyen; alors l'accusation devenoit publique, & le crime étoit puni suivant toute la rigueur de la loi.

Plusieurs fois nous avons sollicité une semblable

distinction & contre le vol domestique & contre l'enfant qui ose lever la main sur les auteurs de ses jours ; & contre le ravisseur qui a encouru une peine capitale , pour ne pas placer l'offensé entre la nécessité de laisser le crime impuni , ou celle de livrer le coupable à un châtiment trop rigoureux *.

Pour perpétuer les familles , Solon avoit autorisé l'adoption ; mais afin de ne pas ravir cet étranger à ses parens , il lui étoit permis de retourner parmi eux , après avoir laissé un fils dans la famille qui l'avoit adopté.

Le sage législateur ne crut pas devoir condamner une jeune épouse à demeurer toute sa vie sous l'empire d'un mari qui se rendroit odieux par son humeur , par ses vices , par ses persécutions ; il lui accorda un moyen de rompre une chaîne qui devenoit trop pesante ; mais elle n'obtenoit son divorce qu'après avoir présenté , elle-même , sa requête aux juges qui , s'ils approuvoient ses motifs , l'affranchissoient de son joug.

Le mari ne pouvoit répudier sa femme sans lui restituer sa dot , ou s'il n'en avoit pas reçu , sans lui faire une pension alimentaire ; & en effet , il n'étoit pas juste qu'elle sortît des bras de l'in-

* Voyez l'ouvrage qui a reçu le prix d'utilité , en 1787 , sur les moyens de ramener l'ordre & la sécurité dans la société.

constance plus pauvre qu'elle n'y étoit entrée , & que ne pouvant plus offrir à un nouvel époux la fleur qui ajoutoit un prix à sa personne , elle ne lui apportât pas au moins le dédommagement du veuvage.

Pour ne pas réduire le citoyen à vivre dans l'oisiveté , ou à traîner une vie trop misérable , il ne lui étoit pas permis de vendre le terrain qu'il cultivoit , à moins qu'une nécessité absolue ne l'y contraignît.

Cette loi qui paroît d'abord porter atteinte à la propriété & à la libre faculté d'en disposer , pouvoit avoir des effets très-heureux. Elle prévenoit la trop grande inégalité des richesses territoriales. En attachant le pauvre à la culture de son héritage , elle le détournoit de venir prendre part aux affaires publiques , où il n'apportoient souvent que de l'ignorance & du tumulte.

Un Athénien qui avoit des enfans , ne pouvoit disposer de ses biens qu'en leur faveur ; s'il n'avoit pas d'enfant , il étoit le maître de se choisir un héritier dans une autre famille.

S'il laissoit une fille unique , le plus proche parent avoit le droit de l'épouser , & ce droit lui étoit acquis si incontestablement , qu'il pouvoit faire casser le mariage de cette fille , lorsqu'elle venoit à recueillir la succession de son père , mort sans enfans mâles.

Tout notre respect pour la profonde sagesse de Solon, ne pourroit nous faire adopter une pareille loi.

S'il y a quelque chose de libre dans la vie, c'est l'acte du mariage : si jamais une fille ne doit être forcée de donner sa main contre le gré de son cœur, elle doit bien moins encore être contrainte de quitter le lit de l'époux qu'elle a choisi, pour suivre le plus proche parent, qui ne la reclame que parce qu'elle est devenue unique héritière.

Solon, en donnant cette loi, avoit tellement en vue de concentrer les fortunes dans les mêmes familles, que cette victime de l'intérêt avoit le droit de répudier son nouvel époux, si elle n'en avoit pas d'enfant, & d'aller chercher la maternité dans les bras du parent le plus proche de celui qui avoit trompé son espérance.

De pareils réglemens, sur quelques motifs politiques qu'ils portent, sont trop opposés à la nature, pour être légitimes.

Une loi plus sage, dans une démocratie surtout, où chaque membre d'une même famille se doit un secours réciproque, c'étoit celle qui permettoit à une orpheline ou à une fille qui n'avoit pas de bien, de requérir de son plus proche parent qu'il l'épousât, ou qu'il lui assignât une dot.

Solon voulant bannir de la république l'oisiveté, flétrissoit d'infamie cette industrie, qui consiste à vivre aux dépens de la bonne-foi ou du travail des autres.

L'Aréopage étoit chargé de rechercher de quelle manière chaque particulier pourvoyoit à sa subsistance.

Si une pareille loi existoit parmi nous, combien d'individus, alarmés d'une semblable inquisition, crieroient à la tyrannie & feroient forcés d'aller chercher ailleurs ce qu'ils appellent la liberté!

Le législateur d'Athènes avoit voulu par dessus tout, y faire régner les mœurs; des écoles publiques y étoient ouvertes à la jeunesse, des instituteurs, dont la vertu & le respect pour l'innocence avoient été mis à l'épreuve, dirigeoient les études de l'enfance. Solon, qui avoit sans doute été déjà révolté, à la vue des erreurs de la nature & des irrégularités de son penchant, dans un pays où le pur amour a été trop souvent offensé, s'arma de la plus grande sévérité contre ses lâches ennemis. Il condamna à la mort tout étranger qui s'introduiroit dans ces azyles consacrés à l'instruction & au silence de l'étude.

La débauche, la dépravation étoient pour tous les citoyens des titres d'exclusion du sacerdoce & de la magistrature.

Un archonte qui auroit osé paroître en public;

avec les marques de sa dignité, dans un état d'ivresse, encouroit la peine de mort. Cette extrême rigidité, lorsqu'elle prend sa source dans un grand respect pour les mœurs, a quelque chose d'imposant ; il semble que l'on soit plus porté à honorer la mémoire de Solon, lorsqu'on le voit adoucir les peines prononcées par Dracon contre les crimes privés, & n'en réserver la sévérité que contre ceux qui peuvent flétrir la jeunesse ou dégrader la dignité de magistrat.

Un fils étoit tenu de nourrir dans leur vieillesse ceux dont il avoit reçu le jour : s'il étoit né d'une courtisane, il ne devoit rien à celui qui avoit obscurci sa naissance de la honte d'une pareille alliance.

Les enfans de ceux qui étoient morts les armes à la main, devoient être élevés aux dépens de la république. Nous avons voulu imiter cette belle institution ; mais nous mettons tant de faste & si peu de suite dans nos établissemens, que les plus sages s'écroulent sous le poids de leur magnificence, les abus s'y introduisent à leur naissance : ce qui étoit accordé à la bravoure indigente, devient le partage de l'intrigue, de la faveur ; & quand l'asyle du pauvre est détruit, il n'y a que le riche qui perde & qui gémissé.

Suivant les loix de Solon, la lâcheté qui se manifestoit, soit par le refus du service militaire, soit

par une action indigne, devoit être punie, non seulement du mépris général, mais encore par une accusation publique.

Le citoyen qui se déroboit à la république par le suicide, étoit enterré, séparé de sa main, comme si on avoit voulu éloigner le mort de l'homicide ; & cette séparation étoit une flétrissure.

En voilà assez pour faire connoître dans quel esprit la législation de Solon avoit été conçue ; elle ne pouvoit subsister dans toute sa pureté qu'autant que son plan de gouvernement se feroit soutenir. L'un & l'autre étoient faits pour se prêter un appui réciproque. Une fois que la constitution fut altérée, les loix civiles devoient changer. D'après celles de Solon, *Alcibiade* n'auroit pas pu se montrer couvert tout à la fois de myrtes & de lauriers ; *Aspasie* n'auroit pas réuni, par les grâces de son esprit & le charme de ses attraits, les hommages de tant d'adorateurs. Le peuple d'Athènes nous auroit présenté moins de faillies & de talens ; mais une sagesse plus soutenue, plus éclairée, l'auroit préservé du malheur de ne briller que trois siècles sur la terre, & d'être ensuite enseveli dans l'opprobre & la servitude.

J'aurois pu, avant d'abandonner la Grèce, parcourir encore différentes démocraties, telles que celle de la république de Syracuse qui causa tant de mal aux Athéniens, & périt par la même cause.

38 *Des Gouvern. d'Athènes & des Loix de Solon.*

Mais je ne ferois qu'établir plus longuement la vérité d'un principe certain qui est que la trop grande autorité du peuple détruit le gouvernement qui sembleroit le plus propre à son bonheur. Il faut qu'il ait le courage de sacrifier une partie de ses droits pour conserver l'autre. *La témérité & la licence des assemblées populaires*, dit Cicéron ; *ont perdu les républiques de la Grèce.* Le nom de cet orateur me rappelle qu'il est de mon sujet de faire connoître ce qu'il nous a laissé & sur le droit de la nature , & sur le gouvernement , & sur les loix. Mais , avant de me montrer enrichi de ses idées, je m'arrêterai un instant sur la constitution de cette souveraineté du monde , qui , après avoir commencé par l'état monarchique , a passé à l'aristocratie , s'est égarée sous le gouvernement populaire , & a été se perdre dans l'abîme du despotisme.

III^e DISCOURS.

*De la Constitution des Romains , des
Opinions de Cicéron sur les loix & les
Augures.*

ME renfermant dans les bornes de mon travail , je ne ferai que tirer des différentes périodes de l'empire romain , la preuve des vérités que j'ai exposées dans les discours précédens.

Ce peuple si jaloux de sa liberté , commença par être soumis au pouvoir monarchique. Tarquin prit la couronne , & ne la reçut ni du sénat , ni du peuple. Sous lui , le pouvoir étoit devenu héréditaire , il le rendit absolu.

Son fils *Sextus* seroit demeuré sur le trône , & auroit également transmis sa puissance à son héritier , s'il n'eût averti le peuple de sa servitude, par l'abus de l'autorité le plus révoltant.

« Un peuple, dit Montesquieu , peut aisément souffrir qu'on exige de lui de nouveaux tributs ; il ne fait pas s'il ne retirera point quelque utilité de l'emploi de l'argent qu'on lui demande ; mais quand on lui fait un affront

» il ne sent plus que son malheur , & il y ajoute
 » l'idée de tous les maux qui sont possibles ».

A cette réflexion , qui est d'une profonde sagesse , nous en ajouterons une autre. Si la tyrannie est l'écueil de la monarchie , l'indignation du peuple est l'écueil du despotisme.

Une histoire véritablement à l'usage des souverains , feroit celle qui leur présenteroit , en caractères frappans , la fin honteuse ou tragique de tous les mauvais rois. Ils verroient , les uns se faire justice & transformer leurs palais en une prison inaccessible ; d'autres , expulsés de leurs états lutter en vain contre un peuple révolté ; quelques-uns s'abaisser à demander grace à ceux auxquels ils avoient refusé justice ; plusieurs , privés de leur liberté , & n'ayant pas même dans leur dégradation , l'indépendance de l'exil.

Si Tarquin eût su que l'impunité n'existoit pas même pour les rois , il ne se feroit point exposé à mendier des secours chez un prince étranger , qui , en triomphant des Romains ne put triompher de leur haine pour le tyran.

« Il devoit arriver , dit encore Montesquieu ;
 » de deux choses l'une , ou que Rome changeroit
 » son gouvernement , ou qu'elle resteroit une
 » petite & pauvre monarchie ».

J'ai peine à concevoir pourquoi Rome n'auroit pas pu devenir , sous une suite de rois

guerriers, ce qu'elle fut sous des consuls, sous des généraux dont le commandement expiroit souvent avant la fin d'une campagne.

Après l'expulsion des rois, l'aristocratie se trouva toute formée chez les Romains par l'ordre des sénateurs & des chevaliers. Ce furent eux qui administrèrent alternativement & en corps, la république. Ce peuple avoit secoué le joug de la tyrannie royale; mais il ne tarda pas à subir celui de la tyrannie aristocratique.

La crainte de voir rentrer dans ses murs le tyran qu'il en avoit chassé, le plia à l'obéissance, il ne vit dans ses consuls, dans ses sénateurs, que les protecteurs d'une liberté dont le nom le charmoit; dans ses généraux, que des bienfaiteurs qui grossissoient le trésor public. Il recevoit avec respect les décrets qui émanoient du sénat, parcequ'ils avoient d'abord l'apparence de l'équité; mais il n'avoit encore aucune idée de ce qui caractérise la loi. Il ne savoit pas discerner les pouvoirs qui concourent à sa création, à sa sanction & à son exécution. Il s'en falloit de beaucoup qu'il fût aussi avancé dans la connoissance du droit public & de la législation, que l'étoient les peuples de la Grèce.

Les agitations de la guerre dans lesquelles on avoit l'adresse de l'entretenir, ne lui permettoient pas d'avoir d'autre pensée que celle de vaincre,

peuple guerrier qui sembloit dire à des citoyens :
 « Ce que vous voudrez , nous le voudrons ; ce
 » que vous déclarerez être juste , nous l'exécute-
 » rons ; nous abdiquons dans ce moment notre
 » souveraineté devant vous , & nous n'en repren-
 » drons que ce que vous nous en accorderez ».

Si les décemvirs se fussent rendu dignes de cette puissance illimitée , de cette confiance honorable , ils auroient pu long - tems gouverner la république ; & leur autorité appuyée sur de bonnes loix , auroit ramené le peuple sous l'empire d'une souveraineté absolue.

Le même crime qui fit perdre à Tarquin son pouvoir , enleva le leur aux décemvirs ; le peuple rentra dans la liberté par deux violences qui ne se pardonnent jamais , parce que toute société étant composée d'époux & de pères , elle ne peut endurer une injure qui est commune à tous.

Rien n'a sur la multitude un effet plus violent & plus rapide que le spectacle d'une injustice qui frappe ses regards ; la vue du corps sanglant de Lucrece fit prendre aux Romains la royauté en horreur ; le débiteur qui parut sur la place , couvert de plaies , fit changer la forme de la république , la vue de Virginie fit chasser les décemvirs ; la robe teinte du sang de César fit répandre des larmes sur sa mort ; & le peuple auquel

auquel on venoit de rendre la liberté regretta le tyran qui la lui avoit enlevée.

Si un des esclaves du despotisme, après avoir creusé son souterrain s'étoit traîné avec ses chaînes au milieu d'une de nos places publiques, & se fût écrié d'une voix lamentable : « je gémis de
» puis trente ans dans un cachot, pour avoir alarmé
» une fameuse courtisaine, & avoir reproché,
» avec amertume, à un de vos magistrats sa
» cruauté ; » peut-être l'indignation du peuple eut-elle accéléré la destruction de ces tours menaçantes qui étoient devenues l'effroi des François.

L'injustice, dans tous les pays, chez tous les peuples, un terme qu'elle ne devoit jamais franchir, si elle vouloit se perpétuer ; heureusement, aussi aveugle dans ses haines que dans ses vengeances, elle finit par se trahir, & le peuple qu'elle a longtems fait gémir l'immole à sa juste fureur.

Les Romains faits pour gouverner l'univers, ne furent jamais se gouverner eux-mêmes. Ils passèrent successivement d'une obéissance servile à une autorité arbitraire. Esclaves sous les dictateurs, audacieux sous leurs tribuns, ils accordèrent trop de pouvoir aux uns, & n'eurent pas même le courage de défendre les autres. Les Gracques périrent victimes de leur amour pour le peuple. Il servit tour-à-tour *Marius & Sylla*

dans leurs odieuses proscriptions. Le père de la patrie fut immolé par le lâche Antoine, qui reçut la tête de son ennemi, sans qu'aucun citoyen osât frapper la sienne. Tantôt ce peuple devenu esclave fit trembler les empereurs, tantôt il frémit d'épouvante sous leur puissance.

La constitution romaine étoit, pour ainsi dire, une constitution toute guerrière; elle avoit pour fondement la victoire. Lorsqu'elle n'eut plus à vaincre elle s'écroula. Elle devoit être ensevelie, ou sous ses défaites, ou sous ses triomphes.

Si Rome eût eu une bonne aristocratie, son sénat auroit eu assez de pouvoir pour contenir ses généraux & les séparer de l'armée.

Si elle eût eu une bonne démocratie, elle n'auroit jamais eu de dictateur, & Sylla ne l'auroit pas préparée à la servitude, en frayant à ses successeurs la route du despotisme.

Plus jalouse de son privilège de citoyen, elle n'auroit pas reçu dans son sein cette multitude d'étrangers qui y apportèrent leurs vices, leurs barbaries, & furent toujours prêts à se vendre à celui qui vouloit les armer de poignards, & les transformer en assassins.

Sous les beaux siècles de la république, lorsque Rome ne renfermoit que de véritables Romains, le peuple se vengeoit avec dignité de l'orgueil des patriciens. Il se retiroit sur le mont

sacré, & laissoit les souverains sans sujets. Il refusoit d'aller à la guerre, il annulloit les décrets du sénat dans ses comices; s'élevant tout-à-coup au-dessus de toutes superstitions, il demouroit assemblé malgré les vains mensonges des augures, des aruspices. C'étoit la lutte généreuse de la liberté contre la vertu tyrannique. Mais lorsque les étrangers, sans distinction, furent admis à l'honneur de se dire *citoyens Romains*, le peuple devint lâche & féroce dans sa résistance. Sa loyauté se corrompit comme l'onde pure qui se mêle à des eaux fangeuses.

Ce beau système de s'incorporer les nations vaincues pour être en état d'en vaincre d'autres, a aussi son danger, surtout dans les gouvernemens populaires. Ce n'est pas assez que de donner à un étranger le titre de citoyen, il faudroit pouvoir lui en communiquer l'esprit. L'amour pour une patrie ne s'inspire pas à volonté, il naît, il croît, il se fortifie par les liens, par les rapports qu'on a avec elle, par les biens que l'on en reçoit.

A chaque révolution de gouvernement dans un empire, il faut de nouvelles loix; si celles de Numa étoient bonnes sous la royauté, elles ne valoient plus rien sous la domination du sénat. Si celles du sénat étoient bonnes pour le tems où il gouvernoit la république, elles cessèrent de l'être au tems où le peuple reprit l'autorité abso-

lue. Enfin, les décrets du peuple ne furent plus que nuisibles sous la domination des empereurs.

En faisant remarquer cette véritable cause des agitations continuelles de la république romaine & de sa destruction, je n'ai point entendu réfuter l'auteur *des causes de la grandeur & de la décadence des Romains*. Quoiqu'il résulte de ce système qu'une seule cause, le défaut d'une constitution fixe & sagement adaptée à chaque nature de gouvernement, ait suffi pour entraîner la ruine de Rome, il ne s'ensuit pas que d'autres causes n'aient point contribué à son élévation & à son abaissement.

Je ne m'arrêterai pas plus longtems sur cette république qui a subi le sort de tous les empires. Je me rendrai plus utile en m'attachant aux pensées du premier de ses orateurs sur l'origine des loix.

Tant d'institutions barbares, tant de réglemens injustes n'ont existé dans les états qui se sont élevés sur les débris de Rome, que parce que la science du droit public a été trop longtems méconnue ou négligée. On a commencé par construire, & ensuite discerté vaguement sur les règles & sur les proportions. Comme l'édifice étoit achevé, les critiques qu'on se permettoit d'en faire paroissoient superflues & même dangereuses. Il falloit trouver beau ce qu'on ne vouloit pas recommencer.

En vain, le philosophe disoit : « les gouver-
» nemens devroient être institués pour le bonheur
» du plus grand nombre, & cependant ils ne sont
» avantageux qu'à quelques individus privilégiés,
» donc ces gouvernemens sont opposés au but de
» leur institution. »

S'il ajoutoit : « voilà des réglemens qui assujet-
» tissent les mercénaires à travailler pour la chose
» publique, parcequ'elle périroit sans leur tra-
» vail ; & cependant la chose publique leur rend
» moins qu'à ceux qui ne font rien pour elle ;
» donc ces réglemens ne sont pas justes : » on ne
pouvoit pas contester ses principes & ses consé-
quences, mais on ne se donnoit pas la peine de
lui répondre. Le gouvernement étoit ainsi insti-
tué, les réglemens s'exécutoient sous cette forme
depuis des siècles, & trop de gens puissans avoient
intérêt à ce que les inconséquences & les injus-
tices se perpétuassent, pour qu'elles fussent ré-
formées.

Les hommes naissent dans les gouvernemens
comme sous les climats. Heureux ceux qui reçoivent
le jour sous de bonnes loix, ainsi que ceux
qui arrivent à la vie sous un beau ciel.

Avant qu'une masse de lumières se répande
tout-à-coup sur les esprits & les éclaire comme de
concert, combien de traits de vérité partent, iso-
lés, du foyer de la raison, brillent un instant

& vont se perdre dans la nuit de l'ignorance , ou se briser contre la force de nos habitudes !

Presque tous ceux qui auroient pu éclairer les hommes sur leurs véritables droits , sur ce que la société leur doit , ont écrit , ont parlé à quelques distances les uns des autres. Ils étoient sans autorité , & n'avoient d'autre mission que celle que donne la raison , à tous les sages , de dire la vérité. Rarement ils étoient entendus de la multitude. *Socrate , Platon , Pitagore* , ne dévoient leurs pensées qu'à des disciples dont ils avoient éprouvé la discrétion. *Cicéron* n'eût jamais osé dire , dans la tribune aux harangues , ce qu'il écrivoit sur les loix , sur les dieux & sur la république.

Si l'imprimerie a multiplié l'organe de la voix & dispersé les pensées , son art merveilleux n'a opéré ses prodiges que longtems après que les préjugés & l'ascendant du pouvoir eurent élevé un rempart formidable contre tout esprit d'innovation. L'ambition , l'intérêt , l'injustice , se sont servi du même moyen que lui opposoit la raison , & avant que l'ignorance sût démêler les caractères tracés sur le papier , il y avoit déjà plus d'erreurs imprimées que de vérités.

Si les gouvernemens fondoient des chaires & autorisoient des professeurs à parler sur les loix , sur la souveraineté , sur les intérêts des princes ,

c'étoit sous la condition qu'ils se borneroient à faire connoître la loi existante, qu'ils en développeroient le sens & la feroient toujours respecter. On leur permettoit d'être longs, diffus, obscurs, pourvu qu'ils n'attaquassent pas l'édifice de la législation, & ne tentassent pas de préparer leurs auditeurs à en adopter une nouvelle.

Ainsi, ceux qui auroient dû répandre l'instruction, ne faisoient qu'épaissir l'erreur, les hommes qui auroient dû élever les esprits, les fixoient sous le joug de nos anciennes institutions. La véritable science n'étoit pas de connoître ce qui devoit être pour le bien de tous, mais ce que les hommes puissans avoient établi pour leur bien personnel.

Affranchis de ces funestes entraves, nous remonterons au principe des choses, & pour mieux apprécier ce qui est, nous nous éclairerons à la lumière du droit naturel, à cette lumière qui a précédé toutes les institutions humaines.

« L'homme dit Cicéron dans son ouvrage, »
(que nous appelons improprement les *Offices*)
» ne peut avoir été mis sur la terre pour la même
» fin que les animaux. L'entendement & la raison
» son d'où résultent la connoissance du bien &
» du mal, ne tiennent point à la nature physique,
» que, qui ne tend qu'à se conserver soi & les
» siens, & à se multiplier : ils appartiennent à
» une nature plus élevée.

» Tous les devoirs de l'homme prennent leur
 » source dans la connoissance du juste & de l'in-
 » juste, & dans l'utilité commune de la société,
 » à laquelle l'homme est porté par l'instinct de
 » sa nature.

» La recherche de la vérité est la première
 » cause qui conduit l'homme à la connoissance
 » de ses devoirs, dont la réunion & la consé-
 » quence sont liées & forment la morale.

» La société doit sa première origine à la pro-
 » priété, parce que l'homme a jugé qu'il ne pou-
 » voit conserver tout seul une propriété qui
 » seroit continuellement exposée aux attaques &
 » à la violence des autres; mais le soin de se
 » conserver est aussi une des causes de la société.
 » L'homme isolé est exposé à se voir attaqué
 » dans sa personne.

» La nécessité d'être conservé & de conserver
 » sa propriété, a fait reconnoître à l'homme qu'il
 » ne pouvoit remplir cet objet, qu'autant qu'il
 » s'obligerait de ne point attaquer les autres, ni
 » en leurs propriétés, ni en leur personne; qu'il
 » ne pouvoit exiger la protection de sa société,
 » qu'autant qu'il se soumettroit lui-même à
 » contribuer à repousser les attaques qui seroient
 » faites aux membres de la société.

» C'est dans cette combinaison de devoirs &
 » cet échange de secours que consiste la justice.

des Opîn. de Cicéron sur les Loix & les Augures. 73

» La justice est le fondement & le soutien de
» toute société humaine.

» Dans toute société l'utilité commune est la
» base de tous les principes.

» L'injustice consiste à attaquer la personne ou
» la propriété d'un autre , à ne pas défendre celui
» qui est attaqué.

» La société est une convention tacite , elle est
» dictée par la nature comme un état plus heu-
» reux pour l'homme qui tend sans cesse à son
» bien & à sa tranquillité.

» L'injustice entraîne la perte de la société ,
» ainsi la société la plus heureuse & la mieux
» affermie doit être celle où il y a le plus d'éga-
» lité , parce que ce seroit celle où il y auroit le
» moins de tentatives & d'attaques contre les
» personnes & contre les propriétés.

» La fidélité à garder sa parole est du droit
» de la nature, elle est le fondement de la
» justice.

» Un homme ne peut exiger la promesse d'un
» autre , sans se reconnoître obligé de tenir la
» sienne. Le soin de se conserver & de s'entendre
» est l'origine de la fidélité ».

C'est vraiment de ces pensées que l'on est tenté
de dire *cela est beau & pur comme l'antique* ; je
craindrois de les altérer si j'y mêlois des réflexions.

» L'amour de la patrie , suivant ce grand pu-

» bliciste, l'emporte sur les autres obligations; la
 » conservation de la société est plus chère que
 » la conservation d'une famille.

» Par le droit naturel de toute société, l'homme
 » se doit à la patrie avant de se devoir à ses
 » proches ».

Toutes vraies que puissent être ces maximes, elles tiennent à des idées d'une morale différente que les premières; ce n'est point la nature qui les inspire, c'est une sublime réflexion sur l'importance de la société.

Il a dû s'écouler bien des siècles avant que l'homme sentît ce que c'étoit qu'une patrie & les droits qu'elle avoit sur son cœur.

Selon Cicéron, « tous les devoirs de la société,
 » toutes les loix, toute la morale, doivent consis-
 » ter dans l'honnête & l'utile, la différence que
 » l'on veut mettre entre l'honnête & l'utile a
 » enfanté tous les crimes d'hommes à hommes,
 » de nations à nations; elle conduit l'homme à
 » l'usurpation du pouvoir, & à la tyrannie envers
 » la république.

» L'honnête & l'utile sont l'essence du droit
 » naturel. Le droit des gens & le droit civil
 » qui en dérivent, sont fondés sur ce même
 » principe.

» La société qui est l'état le plus conforme à
 » la nature, se trouveroit anéantie si l'on pouvoit

'des Opin. de Cicéron sur les Loix & les Augures. 73

» préférer quelque chose à la justice sur laquelle
» elle est fondée ». De ce principe rigoureux
en vérité, Cicéron en tire une conséquence plus
rigoureuse en morale, c'est que l'homme prêt
à mourir de faim, ne peut pas se permettre d'at-
taquer la propriété d'un autre, ou de faire aucune
violence pour sauver sa vie. Si c'est-là une exa-
gération, c'est du moins celle de la vertu.

Suivant le même écrivain, « l'assurance du
» droit de propriété ne peut souffrir aucune
» exception », c'est ce qui nous prouve que dans
aucun cas, & sous aucun prétexte, des loix
agraires ne pourroient être établies sans ren-
verser les fondemens de la société, sans
violer le pacte, le contrat sur lequel elle est
établie.

« La loi agraire, dit Cicéron, seroit un véritable
» larcin, les débiteurs deviendroient propriétaires
» des terres de leurs créanciers, celui qui auroit
» acquis des héritages & qui les auroit payés,
s'en verroit dépouillé.

« Si la bonne foi n'est gardée, si la justice est
» violée par les loix mêmes, nulle république
» ne peut se conserver; elle tendroit au contraire
» à sa dissolution ».

Il n'est pas inutile de répéter ces grandes vérités
dans un moment comme celui-ci, où quelques
esprits égarés, par un vrai délire d'humanité, ont

78 *De la Constitution des Romains ;*

Arrêté le peuple des campagnes d'un nouveau partage des terres , qui seroit le comble de l'injustice & le renversement de toute propriété.

Des devoirs de la société particulière , Cicéron passe à ceux de la société générale.

« Il n'est pas plus permis , dit-il , d'enfreindre
» les loix de la justice envers un étranger , qu'en-
» vers un membre de la république , parce que
» ce seroit également violer la bonne foi sous la-
» quelle les différentes sociétés ont des rapports
» les unes aux autres , font la paix & la guerre ;
» ce seroit détruire la société générale du genre
» humain , qui s'est établie par la voie de la
» nature. Ce philosophe ajoute : & par la vo-
» lonté des dieux. »

Combien il y a de sagesse dans ce que je viens d'analyser ! Le droit de la nature , le droit positif des sociétés particulières , celui des gens , semblent y être fondus. Les publicistes ont écrit plus de mots ; mais n'ont pas dit plus de choses.

L'ouvrage duquel j'emprunte ces idées publiques renferme d'autres vérités qu'il est important de connoître. En voici une sur les loix pénales , qui a servi de base au système de *Beccaria* , dans son traité des délits & des peines.

« Rien ne peut être utile dans la société qu'au-
» tant que cela est juste , & s'il n'étoit pas juste ,
» de punir un coupable , afin d'empêcher le

» mal en donnant un exemple par la peine &
» le suplice, *il ne seroit pas utile de le faire;*
» & la loi devroit se contenter de redresser le
» tort, & de réduire le coupable au repentir.

» La vengeance des loix envers les particuliers;
» a le même but envers les autres états, d'où il
» résulte évidemment que les loix de la guerre
» ne peuvent jamais se réduire qu'à un système
» vraiment défensif. S'il étoit offensif, il viole-
» roit la justice & les droits qu'elle établit de
» société à société : comme d'un membre d'une
» société à un autre ».

Qui auroit cru qu'une pareille maxime sortiroit
de l'ame d'un Romain, d'un consul de cette
république, qui a presque toujours fait des
guerres offensives ? tant il est vrai que la raison
nous élève au-dessus de toutes les opinions natio-
nales, que la philosophie nous donne pour pre-
mière patrie le monde entier ; pour première
loi, la justice ; pour première impulsion, la vertu

« Les loix de la guerre sont fondées sur le droit
» naturel de venger son injure, de repousser la
» violence, de terminer sa querelle par la force.
» La raison donnée à l'homme, continue Cicé-
» ron, est le guide de ses actions, ainsi, il ne
» doit recourir à la force qu'autant que la discus-
» sion de ses droits & la raison ne peuvent pas
» lui suffire.

donnée d'y revenir , ils avoient manqué à leur serment.

Cicéron , en vantant la bonne-foi des Romains dans leurs traités , se montre plus Romain que philosophe. Cette bonne-foi avoit passé avec leurs vertus.

Regulus retournant volontairement à Carthage pour y subir une mort affreuse , pouvoit combien la promesse qu'il avoit faite d'y revenir , s'il n'amenoit ses concitoyens à la paix , avoit d'empire sur lui ; mais c'étoit là plutôt la vertu de Régulus , que celle de sa république.

Consultons Montesquieu sur la manière dont les Romains faisoient leurs traités , & , sans blâmer Cicéron d'avoir dissimulé ce qu'on pouvoit reprocher à sa patrie , nous saurons du moins à quoi nous en tenir à cet égard.

« Comme les Romains , dit Montesquieu , ne
 » faisoient jamais la paix de bonne foi , & que ,
 » dans le dessein d'envahir tout , leurs traités
 » n'étoient proprement que des suspensions de
 » guerre , ils y mettoient toujours des condi-
 » tions qui commençoient la ruine de l'état qui
 » les acceptoit.

» Quelquefois ils abusoient de la subtilité des
 » termes de leur langue ; ils détruisirent Carthage ,
 » disant qu'ils avoient promis de conserver la
 » Cité , & non pas la ville. Ils trompèrent in-
 » dignement

des *Opin. de Cicéron sur les Loix & les Augures.* 81

» dignement les Égoliens qui s'étoient abandonnés
» à leur foi , en disant que la signification de ces
» mots emportoit la perte de toutes sortes de
» choses , des personnes , des terres , des villes ,
» des temples & des sépultures.

» « .Lorsqu'un de leurs généraux faisoit la paix
» pour sauver son armée prête à périr , le sénat
» qui ne la ratifioit pas , profitoit de cette paix ;
» & continuoit la guerre. Ainsi , quand Jugurtha
» eut enfermé une armée romaine , & qu'il l'eut
» laissé aller sous la foi d'un traité ; on se servit
» contre lui des troupes mêmes qu'il avoit sau-
» vées. Lorsque les *Numantins* eurent réduit
» vingt mille Romains prêts à mourir de faim ,
» à demander la paix , cette paix qui avoit sauvé
» tant de citoyens fut rompue à Rome , & l'on
» éluda la foi publique en renvoyant le consul
» qui l'avoit signée ».

Cicéron avoue même que sa république fut
aviliée par le sénat , en extorquant des tributs
dont *Sylla* avoit fait remise à des villes , moyen-
nant une somme qu'elles avoient payée pour
s'en affranchir.

Concluons de cet aveu & de l'opinion de Mon-
tesquieu que les Romains avoient besoin , sinon
pour leur aggrandissement , du moins pour leur
gloire , de se pénétrer des maximes de Cicéron
sur la bonne foi qui doit être l'ame des traités.

On pourroit aussi appliquer aux engagements de nation à nation ce qu'il dit des engagements privés qui, suivant lui, *souffrent des exceptions, lorsque contraires à toute justice, ils n'ont été souscrits que par la crainte, ou arrachés par la violence.* Ainsi, dans le cas où un ennemi abusant de sa victoire & de la terreur du peuple vaincu, lui imposeroit, pour conditions de paix, de changer son culte religieux; non-seulement de livrer ses armes, mais encore de n'en plus avoir; de ne plus reconnoître pour roi celui auquel la volonté générale & la loi a conféré ce titre, le traité qui renfermeroit de semblables conditions n'obligeroit pas le peuple vaincu, parce qu'il seroit contraire aux premières règles de la justice.

Le culte religieux tient à l'opinion de l'homme. Lorsqu'une nation en a adopté un qu'elle croit le meilleur, le plus digne de la divinité, nulle puissance sur la terre n'a le droit de lui en prescrire un autre.

La défense est de droit naturel. Exiger d'un peuple qu'il renonce à se fabriquer des armes ou à s'en procurer pour conserver ses possessions, c'est lui imposer une loi injuste, & s'il a été forcé d'y souscrire par la crainte d'être anéanti, il peut, sans manquer à la foi, rentrer dans le libre exercice des facultés & des droits de l'homme; ce n'est pas le vaincu qui a tort en

enfreignant le traité , c'est le vainqueur ; pour y avoir inféré un article opposé à l'équité naturelle.

Enfin , le peuple qui a choisi un roi , qui l'a porté sur-le trône , qui lui a juré fidélité , est lié par son premier serment , & le vainqueur ne peut ni l'en délier , ni lui imposer pour loi de se soumettre à un autre monarque qui n'a point été élu librement.

Voici , suivant Cicéron , l'origine des rois & des loix écrites : « les hommes réunis en société » ont reconnu qu'il falloit un droit égal pour tous. » La partie pauvre s'étant trouvée exposée aux » oppressions des riches , elle eut recours à quel- » qu'homme distingué par sa vertu , pour faire » observer la justice. La sagesse des premiers rois , » ainsi choisis , tenoient lieu de loix ; mais les » hommes reconnoissant qu'un bon roi pouvoit » leur manquer , ils ont écrit des loix , pour fixer » d'une manière invariable les droits de tous les » citoyens. »

Après avoir ainsi extrait des *offices* de Cicéron tout ce qui est relatif au droit naturel & au droit des gens , il me reste à faire connoître ce qui tient au même sujet dans son traité des loix.

Malheureusement une grande partie de cet ouvrage n'est pas parvenue jusqu'à nous , & ce n'est pas un des moindres larcins que nous aient fait l'ignorance & l'invasion des barbares. Des hommes

qui ne connoissoient point d'autre droit que celui de leur épée , point d'autre loi que celle du vainqueur , n'ont pas dû attacher un grand prix aux distinctions d'un philosophe sur le juste & l'injuste.

C'est une arme si foible que celle du droit & de la raison , contre la cupidité d'une troupe guerrière à laquelle son chef a promis de riches dépouilles ! Il faut l'avouer, les Romains étoient moins autorisés que toute autre nation à donner des leçons aux vainqueurs , & à vouloir les arrêter par les loix de la justice , & les limites de la propriété , eux qui n'avoient point mis de bornes à leurs projets de conquêtes.

« Cicéron pense que la justice des loix sociales n'est point arbitraire , qu'elle ne dépend que
 » de sa propre essence. Les loix écrites par les
 » hommes , dit-il , peuvent s'en écarter ; mais
 » elles ne sont pas de véritables loix ; on ne devoit
 » pas même leur en donner le nom ».

» Si , continue-t-il , la volonté des peuples , les
 » ordonnances du sénat , les jugemens des magistrats suffisoient pour établir ce qui est juste , il
 » ne seroit question que de gagner des suffrages &
 » de s'assurer des voix du plus grand nombre pour
 » que le brigandage , le vol , l'adultère , la supposition des testamens devinssent légitimes.

» Nous n'avons pas , poursuit-il , d'autre règle
 » pour distinguer une bonne loi d'une mauvaise ,

» que la nature. Le sens dont nous sommes tous
» doués nous met en état de discerner ce qui
» est juste d'avec ce qui ne l'est pas , ce qui est
» honnête d'avec ce qui est honteux » .

Il résulte de cette vérité, que tout législateur doit, avant de rédiger une loi, consulter la nature & peser si ce qu'il va ordonner s'accorde avec ce sentiment de justice qui est dans toutes les âmes.

Ne trouvât-on, dans l'ouvrage que j'analyse, que cette maxime importante, elle est si belle, si lumineuse, qu'elle suffiroit pour lui donner le plus grand prix.

Cicéron étoit d'avis que la loi devoit être précédée de l'exposition des motifs qui l'inspirent, & en cela Sénèque diffère beaucoup de lui. Je veux, disoit Sénèque, « qu'une loi soit courte, afin que
» tout le monde puisse la retenir, qu'elle me
» frappe subitement, comme pourroit faire une
» voix du ciel, qu'elle commande & non pas
» qu'elle discute ».

Comme les circonstances dans lesquelles les hommes écrivent influent sur leurs pensées !

L'opinion de Cicéron est celle d'un républicain qui compte pour beaucoup le consentement intérieur du peuple auquel la loi s'adresse. L'opinion de Sénèque est celle d'un écrivain dont l'âme est déjà flétrie par la servitude; il voit dans l'empereur qui ordonne, l'image d'un dieu qui com-

mande à des mortels. Retenir la loi & y obéir ; voilà , suivant lui , le droit & le devoir du peuple.

En parcourant le livre des loix , on voit que si Sénèque n'a pu défendre sa raison de l'ascendant du despotisme , Cicéron n'a pu garantir la sienne de l'influence de sa dignité d'augure ; il a la foiblesse d'exalter le ministère des augures & des aruspices.

Il faudroit , peut-être , le louer de sa dissimulation , s'il se fût contenté de feindre un respect religieux pour d'anciennes cérémonies que la superstition avoit multipliées , parce qu'elles attachoient le peuple à ses temples , à ses pontifes , & ajoutoient à l'empire de la morale celui de la crainte des dieux.

Mais qu'un philosophe dégrade sa sagesse jusqu'à recommander , *sous peine de mort* , une aveugle déférence pour les décisions de ces imposteurs privilégiés qui s'élevoient au-dessus de la loi , qui déconcertoient la prudence d'un général , qui rompoient une assemblée publique , qui arrêtoient un sage décret du sénat , en se jouant indignement de la crédulité du peuple ! Que Cicéron s'efforce de démontrer la certitude de leurs présages , par les fables de l'antiquité , voilà ce qui comprime tout-à-coup l'admiration qui croissoit en sa faveur , à la lecture de son traité des loix. L'écrivain dont on contempnoit la sa-

des Opin. de Cicéron sur les Loix & les Augures. 87
gesse, ne ressemble plus alors qu'à ces statues antiques, dont les formes gracieuses & presque divines se terminoient d'une manière qui annonçoit une origine honteuse.

Ce que Cicéron dit dans le troisième livre des Loix, est étranger à notre objet. Il nous importe peu de savoir qu'elle devoit être la durée des emplois des édiles, dont les fonctions se rapprochoient de celles de nos magistrats de police.

Les leçons que Cicéron donne aux censeurs, sont perdues pour les peuples qui se sont élevés au-dessus de la censure;

Son opinion sur l'utilité des tribuns honore le sénateur qui eut souvent sujet de se plaindre de leur prépondérance;

Et nous aussi, nous pourrions en avoir des tribuns pour prévenir les troubles, les séditions, & diriger le peuple vers un but légitime; mais il ne faudroit pas qu'il fût le maître de les choisir dans toutes les classes;

Il faudroit que, revêtus du ministère public, ces nouveaux tribuns ne fussent ni les gens du roi, ni ceux des magistrats, ni ceux des municipalités, mais les hommes du peuple, pour veiller à l'exécution des décrets de la nation, des réglemens de police, pour accélérer la justice dans les tribunaux, pour inspecter les prisons, les hôpitaux, pour garantir le foible de toute injustice & de toute oppression.

Cicéron s'élève avec raison dans ce troisième livre des Loix, contre les *scrutins* établis d'abord à Rome pour les élections, & que l'on avoit ensuite étendus à l'admission des loix, & au jugement des crimes capitaux.

Ce moyen, dit-il, qui semble donner plus de liberté à l'opinion, a été inventé par les ennemis du bien public. Il laisse un champ libre à l'intrigue, à la cabale. Les grands peuvent acheter des voix avec d'autant plus de facilité, qu'il est impossible de connoître ceux qui ont vendu leurs suffrages.

Cette vérité a été sentie par nos représentans, lorsqu'ils ont préféré l'appel nominal à la voie du scrutin. Il faut l'espérer, cette noble franchise sera imitée dans nos tribunaux; tout magistrat est comptable de son opinion au public. Si elle est juste, il ne peut la manifester trop hautement; si elle est inique, il faut que la honte en retombe sur lui. N'a-t-il pas le courage de résister à la séduction, ou à l'avis qui domine? Qu'il abandonne ses fonctions; mais qu'il ne cache pas sa perversité dans l'ombre du mystère; que s'enveloppant de la multitude de ses collègues, & ajoutant le mensonge à l'iniquité, il n'ait pas la ressource de dire: *Si l'arrêt qui vient d'être rendu est injuste, ce n'est pas ma faute, j'étois d'un avis contraire.*

IV^e DISCOURS.

Constitution Germanique.

DE toutes les constitutions qui existent aujourd'hui, la plus compliquée, mais la plus essentielle à suivre dans tous ses rapports, parce qu'elle est le centre auquel se réunissent les intérêts des principaux états de l'europe, c'est la constitution germanique.

L'assemblage & l'organisation de ses parties n'ont point eu de modèle dans l'antiquité.

Imposante par sa force, étonnante par l'accord de ses puissances, on peut la comparer à ces machines dont les roues, d'un diamètre différent, tournent de concert, & font mouvoir plusieurs leviers qui entraînent une action & une réaction continuelle. En l'examinant de près, on sent que l'on pourroit la simplifier & en produire une meilleure à moins de frais; mais qui osera même donner l'idée d'une réforme contrariée par les plus fortes passions humaines?

Quant à nous, nous ne nous proposons que d'en détailler les parties constituantes, & d'en décrire les mouvemens.

Jusqu'à présent nous n'avons vu, pour chefs des sociétés, que des rois, que des sénateurs; pour défenseurs des privilèges du peuple, que des éphores, que des tribuns, que des orateurs.

Nous allons maintenant découvrir la souveraineté dans un plus grand éclat. Mais ce qu'elle gagnera en pompe, elle le perdra en puissance; si elle n'attache pas à son titre des dominations étrangères, elle sera environnée des créateurs de sa dignité, qui, après s'être humiliés un instant devant l'ouvrage de leur choix, se relèveront avec orgueil & se montreront ses rivaux.

Nous apercevrons, placés à une plus grande distance, une multitude de princes enivrés de leurs titres, & dont la réunion offre une bigarrure si singulière, que l'observateur qui en est le témoin, ne fait s'il doit plus en rougir que s'en amuser, & en effet, qu'y a-t-il de plus bizarre qu'un collège de petits souverains; les uns sous le costume de chevaliers, les autres, sous celui de prélats; plusieurs sous celui de moines, d'autres sous les vêtements d'abbesses?

De combien de sentimens l'ame n'est-elle pas assaillie, lorsqu'en voyant ce cortège on se dit: voilà les princes de l'empire, voilà les chefs de la partie de l'univers la plus habitée.

Si, après avoir gémi sur ce spectacle de vanité, on pénètre dans cette diète éternelle, qui n'a

pour objet que de régler des rangs , des préséances , qui ne se prolonge tant d'années que pour ne pas statuer sur des prétentions , minutieuses , & pour les suspendre à l'espérance , combien la raison souffre en voyant de graves personnages attacher tant d'importance aux chimères , & si peu aux réalités !

Il faudra pourtant me traîner sur ces détails puérils , puisqu'ils font partie de la constitution que j'ai à décrire.

Avant d'examiner ses loix fondamentales , voyons quelle a été l'origine de cet empire dont le trône est élevé sur le sol même qui a produit les destructeurs de l'empire romain.

L'Allemagne étoit partagée d'abord en six principaux peuples , connus sous les noms de *Souabes* , de *Bavarois* , de *Turingiens* , de *Saxons* , de *Frisès* , & de *Francs*. Ces peuples avoient chacun , pour souverains , des chefs qui se qualifioient du titre de *ducs* : ils s'étoient réunis , pour repousser , de concert , ces hommes du nord , qui sembloient refluer d'une des extrémités du globe , pour venir chercher des climats plus heureux & une terre plus fertile.

Les *Francs* , animés de l'esprit de domination , déclarèrent la guerre à leurs alliés & les subjuguèrent ; ils leur laissèrent néanmoins leurs loix & leurs chefs.

Charlemagne, à la tête de ces mêmes Francs, sortit des Gaules, comme un torrent qui se déborde, & réunit ces nations sous sa puissance. Jaloux de l'autorité des ducs, il les destitua, & mit à leurs places des comtes qui étoient ses lieutenans.

Sous ce grand monarque, l'empire n'offroit rien de sa constitution actuelle; il devint héréditaire. Les ducs abaissés par l'ascendant du conquérant, ne tentèrent pas de se relever de l'humiliation où il les avoit plongés; ils ne s'opposèrent point à ce qu'il designât son fils pour son successeur; mais la foiblesse de ce fils les enhardit à faire revivre leurs droits.

Jusqu'alors il n'y avoit eu à cette grande monarchie d'autre titre que celui de la victoire.

Le traité de Verdun, de 843, est le premier qui, en fixant la réunion des vastes états de Charlemagne, en établit le partage entre les enfans de Louis le Débonnaire. L'Allemagne échut à Louis le Germanique, & il fut empereur, non à titre d'élection, mais à titre de succession. Ce ne fut qu'après l'extinction de ses descendans, en 911, que le titre d'empereur devint électif.

Les états le déférèrent à *Conrad*, & après sa mort, à *Henride* Saxe.

Les heureuses expéditions d'*Othon*, en Italie, produisirent la réunion des deux empires, &

furent en même tems la première cause des troubles qui se répandirent dans l'Allemagne ; il s'éleva entre les empereurs & les papes, une rivalité de puissance qui obscurcit l'histoire d'un voile d'ignorance & de superstition : on voit d'un côté, sous Henri III, un empereur déposer trois papes ; l'empereur Henri IV frappé à son tour par une excommunication, qui est suivie de sa destitution ; Henri V conclut en 1122, un traité, par lequel il renonce à l'investiture des dignités ecclésiastiques.

Dans cette lutte de la couronne impériale contre la tiare, celle-ci, aidée de ses armes célestes, parvient à affranchir Rome de la souveraineté de l'empereur, à s'emparer de la succession de *Mathilde*, & voit, sous le règne de Frédéric II, toute l'autorité des empereurs d'Allemagne, s'éteindre en Italie & disparaître.

La mort de Guillaume, comte de Holland, qui avoit été élu par les états, fut suivie de ce long interrègne si funeste aux peuples d'Allemagne ; ils sentirent à cette époque, que ce qui peut arriver de plus malheureux à des sujets, c'est qu'une autorité éloignée, qui prétend tirer tout son pouvoir du ciel, se mêle des choses de la terre, domine sur les trônes, veuille y placer les princes qu'elle croit les plus favorables à ses projets, entretienne chez les nations étrangères une milice enro-

Charlemagne , à la tête de ce qui parut les en-
fortir des Gaules , comme un seul les sentes , mal
borde , & réunir ces nations , n'ont-elles pas été
Jaloux de l'autorité des ducs : les pas ont repaire ,
mit à leurs places des gens , & sans ceint d'Oc-
lieu-mans.

Si les papes
Si ce grand roi , voulant les peuples sur leurs
rien de si comble , & ne voulant pas voir les mûr-
tant , les ducs , & les autres d'autre domination
que lui , en le regardant , il , en élevant leur chaire
le , & les trônes , ils n'eussent sa
de mieux voir gouverner tous
de mieux faire entendre pour
la justice , & d'interposer une me-
dans leurs différens ; il , sim-
les vertus dont ils se disoient les inter-
ils n'eussent présenté que des consola-
aux malheureux , des espérances aux op-
si leur cédre eût toujours été sainte ,
qui justice toujours équitable , quelle au-
ne de auraient transmise à leurs successeurs ,
pour de couronnes véritables ils eussent accumu-
sur leurs têtes ! ils auroient été les pères
de tous les peuples , les princes de tous les
princes. Qui auroit osé leur disputer l'empire
de la vertu ?

Malheureusement , de sujets des rois qu'ils
avient été , ils ne se contentèrent pas d'en être
les

*Les rivaux, ils voulurent encore en être les dominateurs. Forts de la foiblesse des peuples, ils élevèrent ou abaissèrent les souverains à leur gré; l'Allemagne, plus que toute autre partie de la chrétienté, se ressentit de l'influence de leurs ambitieux projets.

Enfin, l'élection de *Rodolphe de Habsbourg*, faite en 1273, par un compromis des électeurs, tira cette vaste contrée du chaos & de l'épuisement où l'avoit jeté le long interrègne. Cet empereur est la foudre de tous les princes de la maison d'Autriche.

Le long interrègne n'avoit pas moins favorisé en Italie qu'en Allemagne, la liberté de plusieurs villes qui dépendoient de l'empire. Rodolphe, trop faible pour les ramener sous ses loix, préféra de confirmer leur indépendance moyennant quelques sommes d'argent.

Adolphe, comte de Nassau, fut déposé par les princes d'Allemagne, après avoir été élu par un compromis de l'électeur de Mayence. Albert d'Autriche, élu à la place du comte de Nassau, soutint son élection, & contre son rival qu'il tua à la bataille de Spire, & contre le pape, qui après l'avoir fait sommer de comparoître devant lui pour se purger de l'excommunication, l'appela humblement à son secours contre Philippe-le-Bel; le reconnut non-seulement pour

empereur, mais lui donna encore, à ce titre ; le royaume de France, qui, disoit-il, faisoit partie de l'empire, sans doute parce que l'empire d'Allemagne avoit fait partie de la souveraineté du roi des François sous Charlemagne ; car l'ambition & l'injustice ne sont pas plus conséquentes dans leurs vengeances.

L'Italie sembloit se détacher de plus en plus de l'Allemagne. Quatre empereurs ne s'étoient point fait couronner, & avoient négligé d'aller offrir à Rome le successeur des Césars. Henri VII eut malheureusement le desir de se faire reconnoître pour roi des Romains ; il passa en Italie pour y recevoir la couronne ; il entre à Rome moins en souverain qu'en conquérant ; il disperse tout ce qui s'oppose à son passage, répand l'épouvante dans le sein du sacré collège, & est couronné par trois cardinaux.

Pour signaler sa souveraineté, il établit un gouverneur à Rome ; il impose un tribut annuel sur toutes les villes, & veut même y assujettir le royaume de Naples.

Il alloit soutenir de si hautes prétentions par les armes, humilier d'un même coup & le pape qui se disoit suzerain de Naples, & son vassal, lorsqu'une de ces morts subites que sont plus fréquentes en Italie qu'ailleurs, mit fin à ses projets. Sous son successeur Louis de Bavière, l'empire rentra dans les bornes de l'Allemagne. Charles IV.

pétit-fils de Henri VII, après avoir été élu par le suffrage unanime des électeurs, alla à Rome recevoir la couronne des mains des cardinaux. Jamais cérémonie ne fut plus pompeuse, & jamais souverain n'eut moins de puissance dans le lieu de son couronnement; il n'eut pas même le droit de passer la nuit dans la ville qui avoit été le témoin de tous ses honneurs; le souvenir de l'entrée de Henri VII & de la puissance qu'il avoit exercée, avoit tellement épouvanté le pape *Clément VI*, qu'il fit jurer à Charles, avant son élection, que, s'il venoit se faire couronner à Rome, il n'y resteroit que le jour même de la cérémonie.

Ces détails qui, au premier coup-d'œil, semblent n'être qu'historiques, entrent pour beaucoup dans la constitution de l'Allemagne, & nous préparent à nous pénétrer de l'esprit de ses loix.

Ce fut sous ce même Charles IV que fut publiée la fameuse bulle d'or qui tire sa dénomination du grand sceau d'or aux armes impériales, qui y est attaché. Cette bulle est la première loi fondamentale de la constitution de l'Allemagne; elle règle la manière d'élire l'empereur, de le couronner; elle fixe les droits des électeurs, elle limite leur nombre.

Les intérêts du peuple paroissent entrer pour peu de chose dans cette loi. Cependant les prétentions au droit de le dominer lui sont si funestes, lors-

qu'elles sont combattues, elles l'exposent à des scènes si sanglantes, à des ravages si horribles, que c'est déjà faire beaucoup pour lui, que de fixer, d'une manière invariable, la création de son souverain.

La bulle d'or, quoique loi fondamentale de l'Allemagne, est rédigée en latin. Plusieurs de ses dispositions sont abolies, telles que celle qui règle les défits; d'autres n'ont pas reçu d'exécution; ainsi le comte Palatin n'a jamais exercé le droit de juger les causes criminelles de l'empereur, quoique la bulle d'or lui en attribue le jugement; d'autres ont été changées; par exemple, celle qui accordoit à l'empereur seul le droit de nommer aux électorats vacans. Le nombre des électeurs qu'elle fixoit à sept, a été, depuis sa publication, porté à neuf; enfin ils ne sont point réduits au pain & à l'eau lorsqu'ils négligent d'élire un roi des Romains dans l'espace de trente jours, quoique cette loi les condamne à une diète si sévère pour des souverains. Malgré ces altérations, elle n'en est pas moins consultée, & elle n'en fait pas moins loi pour tous les cas où il n'y a pas eu une dérogation expresse & consentie par les états.

La seconde loi fondamentale est celle qui est connue sous le titre de *Paix publique*; elle eut pour objet principal de détruire ce droit *manuaire* qui continuoit de porter le trouble dans toutes les parties de l'Allemagne.

Les principales dispositions de cette loi

publiée du consentement des états, en 1495, à la diète de Wormes : 1°. « nul membre de l'empire » ne déclarera la guerre à un autre, ne l'attaquera, » ne le pillera, ne le fera prisonnier, ne le dépos- » fédera de ses domaines : chacun se soumettra » aux décisions de la justice ».

Qu'étoit-ce donc qu'un peuple qui, après tant de siècles de civilisation, avoit besoin qu'on publiât une pareille loi ? Comme la barbarie efface de l'esprit & du cœur des hommes les premiers principes de la justice naturelle !

« Chacun accordera un passage libre, sur son » territoire, aux sujets des autres ; nul n'exercera » de violences contr'eux ;

» Personne ne séduira les sujets d'autrui, ne » les soulèvera contre leurs seigneurs, ne proté- » gera ceux qui se sont enfuis pour crime ;

» Les états arrêteront les vagabonds & les gens » sans aveu ;

» Personne n'aidera les infraçteurs de la loi pu- » blique ; mais, au contraire, chaque état sera » tenu de prêter main-forte pour faire exécuter » contr'eux les sentences prononcées ;

» Les infraçteurs de la loi publique seront mis » au ban de l'empire, ou condamnés en une » amende de deux mille marcs d'or ».

Les dispositions de cette loi paroissent avoir été particulièrement dirigées contre ou en faveur des

grands propriétaires ; mais, quoiqu'elle fut dictée dans de bonnes intentions , elle se sent encore de la barbarie & de l'ignorance du tems où elle fut publiée. Dans un siècle éclairé, seroit-il nécessaire de prescrire aux seigneurs de laisser passer librement sur leurs terres, le vassal d'un autre, lorsque ses affaires ou sa volonté le déterminent à voyager ?

Cette alternative de citer au ban de l'empire , ou de condamner en une amende de deux mille marcs d'or l'infraacteur de la paix publique , est trop vague. Celui qui ne prête pas main-forte pour faire exécuter une sentence , ne doit pas être condamné à une amende aussi énorme que celui qui attaque les propriétés d'un autre. Celui qui donne l'asyle à un coupable , l'est moins que celui qui l'a excité à la rébellion contre son seigneur. Mais comment auroit-on exigé une gradation sage, une proportion équitable , dans les peines avec les délits, des législateurs du quatorzième siècle, lorsque dans le dix-huitième, nous n'avons pas pu encore obtenir cette mesure de justice de ceux qui s'étoient rendu les arbitres de nos destinées ?

La troisième loi fondamentale de l'Allemagne est celle qui est connue sous le nom de *la Paix de la Religion*.

On voudroit voir toujours ces deux mots réunis. Cependant la paix de la religion n'arrive qu'après la guerre de religion ; & c'est une scène bien affli-

geante que celle qui nous présente des hommes armés les uns contre les autres pour des idées religieuses !

Voici à quelle occasion cette fameuse loi fut publiée. Comme elle tient essentiellement à la constitution actuelle de l'Allemagne , il est nécessaire de remonter à son origine.

Luther avoit commencé par contester la validité des indulgences dont la cour de Rome faisoit un commerce honteux. C'étoit un impôt qu'elle levait audacieusement sur l'aveuglement de tous les peuples qui se disoient éclairés par la foi. Encouragé par ses premiers succès , Luther osa attaquer la religion catholique sur des points capitaux , & entraîna dans sa secte des princes & des villes de l'Allemagne.

Le pape qui avoit craint de compromettre sa puissance en l'excommuniant, pour avoir discrédité ses indulgences, saisit cette occasion de s'en venger ; il lança sur lui ses foudres , & le déclara hérétique. La diète de Wormes le proscrivit, en 1521 , avec ses adhérens , & défendit la lecture de ses livres.

Charles-Quint étoit alors sur le trône impérial ; il avoit à lutter contre les forces de l'empire Ottoman , secondé de l'alliance de *François 1^{er}*.

Pour soutenir cette guerre , il avoit besoin des secours des princes de l'Allemagne , & afin de ramener ceux que la diète de Wormes avoit prof-

crits, il en convoqua une à *Spire* moins sévère que la première; elle défendit seulement, « de rien » innover ni déterminer dans la foi & dans les » cérémonies de l'église. Elle ordonna, qu'en » attendant la tenue d'un concile ou d'une assem- » blée nationale, chacun se conduisît de manière » à pouvoir rendre compte de ses actions à Dieu » & à l'empereur ».

On peut devoir compte à Dieu de ses actions, & même de ses pensées; mais à un empereur on ne lui doit compte de ses actions que lorsqu'on est son sujet. Cette décision produisit le calme que l'on vouloit répandre, & donna l'espérance d'un concile. Mais une nouvelle diète de *Spire* plus intolérante que la première, défendit aux états de l'empire de recevoir les dogmes de *Luther*, & de rien innover au cérémonial de l'église.

L'électeur de Saxe, le margrave de Brandebourg, le duc de Lunebourg, les princes de Hesse & d'Anhalt, qui avoient adopté les principes de *Luther*, protestèrent contre cette décision. Ce fut-là l'origine du nom des *protestans*, qui depuis a désigné leur parti.

A la diète d'*Ausbourg*, en 1530, les protestans présentèrent les articles de leur croyance, connus sous le nom de *Confession d'Ausbourg*. La diète les réfuta & ordonna la restitution des biens ecclésiastiques que les princes protestans avoient saisis.

¶ L'électeur de Saxe & ses adhérens, protestèrent de nouveau, & formèrent entr'eux une fameuse confédération, dans laquelle *François I^{er}* entra, ainsi que le roi d'Angleterre, quoique tous deux catholiques, parce qu'ils étoient plus jaloux de la grandeur de l'empereur, que de soutenir l'autorité de l'église. Ces forces réunies & la terreur que Soliman répandoit dans toute l'Europe, forcèrent Charles-Quint de traiter plus favorablement les confédérés. Il défendit à la diète de *Nuremberg* de troubler qui que ce fût pour fait de religion, jusqu'à la tenue du premier concile.

Cette défense ne produisit pas l'effet que l'empereur en avoit attendu. Les confédérés n'en consolidèrent pas moins leur alliance avec les rois de France & de la Grande-Bretagne. Charles n'ayant pu rompre cette confédération, déclara Frédéric de Saxe & Philippe de Hesse ennemis de l'empire; de-là cette guerre terrible qui répandit tant de sang & de trouble dans l'Allemagne, & qui devint si funeste aux confédérés. Après l'emprisonnement de Hesse, & la destitution de Frédéric, mis au ban de l'empire, & dont l'électorat fut donné à Maurice son frère, celui-ci, plus ambitieux que reconnoissant, fit une alliance avec Henri II, roi de France, en faveur des protestans, osa attaquer Charles, & vit fuir devant lui cet empereur, dont le nom seul épouvantoit toutes les puissances.

& reçue des deux parties opposées , que toute guerre de religion étoit éteinte pour jamais , que le flambeau de la discorde ne se rallumeroit plus au feu qui brûle dans les temples !

Hélas ! les hommes ne se rapprochent de la raison que par la contrainte ; il semble qu'elle soit pour eux un élément étranger , & dans lequel ils ne peuvent pas vivre.

En 1583 , un archevêque de Cologne , fatigué du célibat , commença par embrasser le protestantisme , & épousa ensuite la comtesse *Mansfeld*. Il voulut conserver son archevêché & sa femme ; son chapitre & la cour de Rome ne s'opposèrent ni à son hérésie , ni à son mariage ; mais ils ne voulurent pas que les fruits de son archevêché servissent à alimenter les fruits de son hymen. Quoiqu'il fût soutenue par les protestans dans sa prétention , il succomba , & sa destitution fut un germe de dissension que la succession du duc de Juliers fit éclore.

Les protestans conclurent la fameuse union ; les catholiques leur opposèrent la ligue.

L'empereur Rodolphe , plus occupé de chimie que de prévenir les troubles de l'état , prouva combien un prince qui néglige la science de gouverner , pour s'adonner à d'autres qui sont étrangères au bonheur des peuples , occasionne de malheurs ; il aliéna les protestans en refusant de

prendre en considération les griefs qu'ils propo-
soient contre le conseil aulique & la chambre im-
périale. Il avoit accordé à ceux de Bohême des
lettres qui leur permettoient le libre exercice de
leur religion , le clergé les viola en faisant abattre
plusieurs temples de protestans.

Cet acte d'intolérance est un des plus dan-
gereux de ceux auxquels le faux zèle puisse nous
conduire. On pardonne la destruction , l'incen-
die de ses maisons , mais la démolition d'un
temple est une offense qui semble faite à l'être
suprême qu'on y invoque. Tous les adorateurs
sont prêts à s'armer des pierres de l'édifice sacré
dont ils contemplent les ruines avec horreur. Leur
raison égarée semble voir la divinité. sans asyle.
Les insensés ignorent-ils que le temple du vrai
dieu est aussi inaltérable , aussi éternel que lui ?
que la voûte des cieux est celle de cet édifice
immense , seul digne de la majesté de son au-
teur ? que s'il daigne entendre leurs vœux dans
ces demeures aussi fragiles que les mains qui les
ont construites , c'est pour condescendre à la foi-
blesse des hommes , & qu'ils s'agrandiront tous ,
le jour où , animés d'un même esprit , d'un même
sentiment , leurs chants d'amour & de reconnois-
sance s'élèveront , sans obstacle , vers le lieu
qu'ils regardent comme le séjour du père de la
nature ?

Une première injustice conduit toujours à une plus grande. Les sujets de l'empereur Ferdinand II, secoururent, dans la Bohême, le joug de leur souverain, & ils élurent à sa place Frédéric V, électeur Palatin. Existait-il jamais un roi assez supérieur à la couronne, pour se dire à lui même : « Je régnois sur un peuple qui » m'avoir adopté pour son souverain ; mon premier titre étoit son consentement ; mon second, l'intention où j'étois de le rendre heureux par la justice & les loix ; aujourd'hui, il » le reprend ce premier titre que je tenois de » lui ; il espère trouver dans un autre monarque, à un plus haut degré, ce desir que » j'avois de contribuer à son bonheur ; eh bien ! » qu'il en jouisse de cette faculté dont il est » si jaloux ! Peut-être son repentir & son espérance trompée me vengeront-ils de l'offense » que j'en reçois ; en cessant d'être roi, j'en serai moins puissant, mais je n'en serai que » plus grand, puisque j'aurai dédaigné la vengeance, & que j'aurai su être homme après » avoir été souverain » ?

L'empereur Ferdinand ne s'éleva point à ce degré de sagesse : il suivit la route ordinaire ; il fit la guerre à ses sujets ; il vainquit Frédéric, le traita en ennemi de l'empire, & le poursuivit, sans consulter les états, parce que la vengeance

l'aveugla, & lui fit transgresser sa capitulation.

Fier de ses succès, il voulut anéantir, d'un seul coup, le parti protestant, & commença par publier un édit juste au fond; mais injuste dans sa forme, parce qu'il n'étoit point revêtu du consentement des états. Cet édit ordonnoit la restitution de tous les biens ecclésiastiques dont les protestans s'étoient emparés depuis 1555.

Nous voici au milieu de cette guerre que l'on a nommé depuis *la guerre de trente ans*. Gustave Adolphe, roi de Suède, en venant au secours des protestans y figura avec éclat; mais après avoir remporté une grande victoire à Leipfick, il reçut la mort à Lutzen. Ce fut une perte immense pour le parti qu'il protégeoit. Son successeur se fortifiant de l'alliance de la France, continua la guerre avec acharnement.

C'est une chose digne de remarque que les protestans, toujours si persécutés dans le sein de la France, l'ont toujours eu pour appui au dehors, tant il est vrai que la persécution & le fanatisme de la religion ont un caractère de démen-
ce.

Cette longue guerre fut mêlée de défaites & de victoires, comme si celui au nom duquel elle se faisoit, & que les deux partis invoquoient, eût voulu leur faire connoître qu'il n'y prenoit point de part; qu'il les abandonnoit à leur délire,

& qu'ils méritoient d'être humiliés tour à tour :

Eclairés par leurs malheurs, les catholiques & les protestans s'occupèrent d'y mettre fin. Des préliminaires furent arrêtés à Hambourg, en 1641 ; les conférences s'ouvrirent en 1644, & la paix ne fut publiée qu'en 1648.

Ce sont les articles de cette paix qui forment la quatrième loi fondamentale de l'Allemagne. Ainsi nous sommes arrivés aux grandes bases du droit public à travers l'histoire, c'est le plus sûr moyen de ne pas s'égarer & de marcher sûrement.

La paix de Westphalie est composée de deux traités ; le premier fut conclu avec la France à *Munster* ; le second avec la Suède à *Osnabruck*.

La France étoit entrée dans cette guerre contre les catholiques, sous le ministère du cardinal de Richelieu ; elle la termina heureusement sous le cardinal Mazarin. Ce dernier ministre se montra dans cette occasion supérieur à son prédécesseur.

Le cardinal de Richelieu, en y entraînant la France, n'avoit vu que l'occasion favorable à son système d'humilier la maison d'Autriche ; mais il faisoit mal le moment de remplir ce dessein. Si, comme le remarque très-judicieusement l'abbé de Mably, « Richelieu, au lieu de se contenter » de payer d'abord des subsides à la Suède, » eût déclaré la guerre à l'empereur, dans le » tems où Gustave répandoit la terreur dans l'Allemagne,

» l'Allemagne, ou que du moins il n'eût pas
» attendu, pour prendre les armes, que la bataille
» de *Nortlingue* eût presque entièrement ruiné les
» affaires des Suédois; les Impériaux ne trou-
» vant aucun allié après leur défaite, auroient
» été obligés de recevoir la loi du vainqueur.

» Mais la perte d'une seule bataille avoit enlevé
» aux Suédois tous leurs avantages, rendu le
» courage aux alliés de l'empereur; & lorsque la
» France se présenta, elle n'eut plus qu'un allié
» abbattu, & trouva un ennemi victorieux à
» combattre ».

Ce sont-là de ces fautes en politique qui affoi-
blissent la haute estime que l'on portoit à de
grands ministres, & retombent malheureusement
sur la nation dont on a compromis & le sang &
l'honneur sans la consulter. Presque toutes les puis-
sances de l'europe eurent part au traité de West-
phalie; l'Allemagne, la Suède, la Prusse, la
Hollande, l'Espagne & la France, y stipulèrent
leurs intérêts & y fixèrent leurs droits.

Nous ne nous attacherons, dans ce moment-
ci, qu'à ce qui regarde l'Allemagne. Voici la
partie du traité qui est relative à la religion.

« Il fut arrêté qu'on n'admettroit dans l'em-
» pire que trois religions, la catholique, la
» luthérienne & la réformée; que le réserva-
» ecclésiastique seroit réciproque, c'est-à-dire que

„ si un bénéficié catholique embrassoit une autre
 „ religion, les bénéfices demeureroient vacans ;
 „ que de même si un bénéficié protestant ren-
 „ troit dans le sein de l'église, il perdrait ses
 „ dignités & les fruits qui y étoient attachés. Par
 „ ce traité, le pouvoir de l'ordinaire & sa jurif-
 „ diction ecclésiastique sont suspendus, à l'égard
 „ de ceux de la confession d'Ausbourg, & chaque
 „ état peut l'exercer dans son territoire ».

On fixe, pour la restitution des biens ecclé-
 siastiques, le 2 Janvier 1624, & le traité porte
 „ que celui qui en avoit la possession audit jour,
 „ quoiqu'il l'eût perdue depuis, y sera rétabli,
 „ sans qu'il soit besoin d'aucun titre ».

Quant à l'exercice de la religion, il est per-
 mis aux états « d'embrasser celle des trois qu'ils
 „ jugeront à propos, & les sujets médiats peu-
 „ vent professer librement celles qu'ils suivoient,
 „ pendant une partie quelconque de l'année 1624,
 „ sinon ils ont le droit d'émigration en payant un
 „ dédommagement à leur seigneur, au cas qu'il
 „ ne voulût pas les tolérer.

„ Dans les assemblées ordinaires, ainsi que
 „ dans les diètes générales, le nombre des dépu-
 „ tés de l'une & l'autre religion sera égal.

„ Quand une affaire exigera des commissaires
 „ extraordinaires, ils seront pris parmi les pro-
 „ testans, s'il s'agit d'état ou de personnes qui
 „ professent la confession d'Ausbourg.

« Si le différend regarde des canoniques, les
 « communaux seront canoniques; s'il est entre
 « entre des canoniques & des protestans, les com-
 « munaux seront des deux religions en nombre
 « égal ».

Tous ces articles ont été passés avec une
 un grand esprit de modération & d'indifférence.
 Jusqu'à présent le tout pour peu d'attention,
 & il y a lieu de croire que les articles qui con-
 cernent de point en point sur la liberté de conscience,
 préserveront les peuples de l'embrasement de ces
 différends religieux qui ont été souvent agités.

Voici maintenant le projet de loi sur
 en matière de Wittenberg, relative aux protestans,
 princes & aux seigneurs.

« Ne auront droit de suffrage aux votes et
 « délibérations : sans eux, on ne pourra ni voter
 « de nouvelles lois, ni révoquer ni changer
 « les anciennes.

« Leur consentement sera nécessaire pour se
 « déclarer la guerre, faire la paix, conclure des
 « alliances, établir des armées, lever des troupes,
 « & faire de nouvelles concessions de terres au
 « public, sur le territoire de l'empire.

« Les villes auront aussi un vote dans les
 « choses particulières & générales de l'empire
 « de tous ceux qui ont voix.

» Les électeurs princes pourront faire des
» alliances entr'eux & avec les étrangers, pourvu
» que ces alliances ne soient point contre l'em-
» pire, ni contre les clauses des traités de
» Westphalie ».

Il fut réglé que l'empereur ne pourroit mettre au ban de l'empire, aucun prince, ni aucun état, sans le consentement des électeurs.

Les états & les princes se plaignirent de ce qu'on n'avoit pas ajouté & *sans leur consentement*. La satisfaction qu'ils n'obtinrent pas alors, malgré leurs écrits & leurs réclamations, leur fut accordée à l'avènement de Charles VI au trône impérial. Sa capitulation porte qu'il ne pourra prononcer le ban *sans le su & consentement des électeurs, princes & états de l'empire*.

Cet acte de la souveraineté impériale est trop important pour que je ne rende pas compte des formes sous lesquelles il s'exerce, d'après une clause de la capitulation de Charles VI, insérée dans les capitulations de ses successeurs.

» Lorsqu'on ira conclure le procès, les actes
» en seront portés à la diète générale, & y seront
» pris en délibération & examinés par quelques-
» uns d'entre les états députés des trois collé-
» ges de l'empire; & ils feront des deux religions
» en nombre égal, & obligés exprès à cette affaire
» par serment. Leur opinion sera rapportée aux

« Électeurs princes & états assemblés, qui pro-
« nonceront là-dessus la conclusion finale.

« La sentence, après avoir été confirmée par
« nous empereur, ou par notre commissaire, sera
« publiée en notre nom, & l'exécution ne sera
« autrement achevée & accomplie que selon la
« teneur des réglemens de l'exécution, & par le
« même cercle où appartenait le proscrit, &
« où il avait son domicile. Nous ne garderons
« rien de tout ce qui lui sera pris & ôté, ni pour
« nous-mêmes, ni pour notre maison, mais le
« tout sera incorporé à l'empire, & avant toutes
« choses, le parti lésé en sera satisfait ».

Je voudrais pouvoir épargner l'ennui attaché
à la lecture de ces extraits de traités, de capitula-
tion; mais quelque arides qu'ils paroissent, il faut
les connoître, s'en pénétrer, pour avoir une juste
idée du droit public.

J'ajouterai donc, pour achever de faire connoître
les loix fondamentales de l'Allemagne, qu'elles
existent encore dans les capitulations impériales. Ces
capitulations sont un accord que les électeurs font
souscrire à l'empereur, à l'instant de son élec-
tion. Il s'oblige alors par serment de gouverner
l'empire selon les règles & les maximes qui lui
sont prescrites. Les princes & les états envient
aux électeurs cette prérogative importante : pour
colorer de l'esprit du bien public le dépit se-

ble d'arrêter les efforts de l'ambition , & de contenir la puissance qui a le sentiment de la supériorité de ses armes.

Puisque les constitutions ne peuvent maintenant s'établir solidement dans les empires qu'à la suite des calamités, des dissensions, cessons de gémir sur les maux qui nous ont agités depuis si long-tems , c'est à eux que nous devons cette constitution qui croît & s'élève , dans ce moment sous nos yeux. Que de troubles & de douleurs ont présidé à sa naissance ! Elle va, n'en doutons plus , réunir tous ceux qu'elle avoit divisés. Elle vient de recevoir un hommage si solennel ! Qui oseroit aujourd'hui parler de sacrifices , lorsque le monarque lui-même en fait de si étendus à la félicité publique ! Qui osera se parer des titres du hasard , lorsque celui de citoyen est devenu le premier de tous ! Qui se permettra de réclamer la supériorité de son rang , lorsqu'il n'en doit plus exister d'autre que celle des vertus & des talens !

V^e DISCOURS.*SUITE de la Constitution Germanique.*

Nous avons vu, dans le discours précédent, quelles étoient les loix fondamentales de l'Allemagne; mais nous sommes encore loin de connoître sa constitution : tout est règle, cérémonial dans cet empire. Après avoir été long-tems sans loix, il est devenu l'esclave des plus légères formalités. L'élection & le couronnement de son empereur sont les points auxquels le souverain & les états attachent le plus d'importance. Autrefois l'empereur plaçoit toute sa gloire à voir Rome sous sa dépendance : aujourd'hui il la met à être indépendante de son pontife.

Depuis la bulle d'or, les électeurs sont seuls l'élection de l'empereur, au nom de tout l'empire. *Non*, disent les publicistes, *en vertu d'un pouvoir qui leur soit délégué, mais en vertu d'un droit qui leur est propre, & qui est attaché à leur électorat.*

Tout contraire que soit ce droit à celui de la nation, il est à désirer qu'il ne soit jamais contesté. Il seroit, sans doute, plus immuable, si tous les états assemblés, & consultés sur la forme de l'élec-

tion, eussent, par une loi fondamentale, déferé aux seuls électeurs la faculté de leur choisir un chef, mais les simples sujets de l'empire n'ont été convoqués ni à *Nuremberg*, ni à *Metz*, avant la publication des trente articles qui composent la bulle d'or; elle n'a donc point ce consentement du peuple qui semble indispensable pour l'élection du chef, auquel il doit ensuite respect & fidélité. Néanmoins, puisqu'il n'y a point eu de réclamation contre ce droit, dont les électeurs sont en possession depuis 1356, on peut le considérer comme revêtu du consentement général.

Le lieu de l'élection n'étoit pas anciennement déterminé; mais il est désigné à *Francfort*, par la bulle d'or, à moins que, par des obstacles & des raisons supérieures, les électeurs ne conviennent de se réunir dans une autre ville.

Avant que les électeurs se soient rendus à *Francfort* pour l'élection, le maréchal héréditaire de l'empire, conjointement avec le magistrat de la ville, prépare les logemens, & convient du prix des denrées. Les électeurs peuvent comparoître en personne, ou envoyer des ambassadeurs munis d'un plein pouvoir qu'ils présentent à l'électeur de Mayence pour en faire la vérification.

Avant l'élection, le magistrat, la bourgeoisie & la garnison de *Francfort* promettent, par serment, de ne point troubler; ensuite les électeurs déli-

bèrent & arrêtent les articles de la capitulation, que l'empereur doit souscrire & jurer d'exécuter. Le jour de l'élection, les électeurs, revêtus des habits qui désignent leurs dignités, montent à cheval, ayant à leurs côtés leurs maréchaux héréditaires qui portent l'épée électorale dans le fourreau, pour marquer qu'il vous remplir une fonction paisible; ils se rendent avec cette pompe à l'église où l'on célèbre une messe, après laquelle les électeurs font serment de donner leur suffrage *sans pacte, salaire ni récompense*, & ensuite ils entrent au conclave pour procéder à l'élection.

Ce serment par lequel des Rois, des princes souverains s'engagent à donner leurs suffrages *sans salaire*, n'est pas très-noble; mais les hommes en élevant leurs pensées, n'épurent pas toujours en même tems leurs expressions.

Lorsque leur orgueil se complait dans des formalités antiques, ils y attachent tant d'importance qu'ils n'osent pas en corriger ce que l'ignorance y a introduit de vil & de dégradant pour eux.

L'électeur de Mayence recueille les suffrages & remet le sien à l'électeur de Saxe.

L'empereur est élu à la pluralité des voix.

Il n'existe point de loix qui spécifient formellement les qualités requises pour être élu. La bulle d'or n'exige que celles-ci : un *homme bon, juste & utile*.

324 *Suite de la Constitution Germanique*

Il y a peut-être plus de sagesse qu'on ne pense dans cette désignation. Eh que faut-il de plus au bonheur d'un empire, qu'un souverain qui ait de la bonté, de la justice, & qui sache se rendre utile à l'état qu'il gouverne !

Les protestans peuvent être élus empereurs depuis le traité de Westphalie, puisqu'il leur attribue tous les droits dont jouissent les états catholiques.

C'est donc à tort que quelques politiques modernes ont prétendu qu'un des électeurs le plus en état d'opposer une puissance redoutable à l'empereur, se proposoit de faire élever un de ses fils dans la religion catholique, pour le rendre susceptible de la dignité impériale.

Quoique beaucoup d'autres soutiennent qu'il faille être Allemand pour être élu, cette opinion n'est appuyée sur aucune loi, & certainement un roi de France qui réuniroit le vœu des électeurs, pourroit monter sur le trône impérial, occupé autrefois par Charlemagne & par ses descendans. La politique sera le plus puissant obstacle au desir que pourroit avoir tout prince étranger d'ajouter cet honneur à sa domination.

Les loix publiques ne décident point à quel âge on peut être élu empereur. L'histoire prouve que ce titre a été conféré à des mineurs, même à des pupilles : la capitulation de l'empereur Joseph

porte qu'il ne se mêlera point du gouvernement avant qu'il ait atteint l'âge de dix-huit ans.

Lorsque l'élection est faite, deux notaires en dressent acte en présence de témoins. Si l'empereur est présent, on lui propose la capitulation qui a été rédigée par les électeurs, & il jure de l'observer. On le ramène à l'église; & au pied de l'autel, il est présenté au peuple, & proclamé empereur. S'il est absent, les électeurs lui députent un prince de l'empire pour lui apprendre son élection, & le prier de l'agréer.

On annonçoit autrefois la nouvelle élection au pape, & on lui demandoit le couronnement & la consécration de l'empereur nouvellement élu; mais, depuis Maximilien I^{er}, les empereurs se contentent de porter le nom d'*empereur élu*.

Les successeurs de Maximilien II n'envoient plus au pape des ambassadeurs d'obédience; leurs ambassadeurs n'ont d'autre mission que celle de promettre à l'église *leur protection & leur révérence filiale*.

On voit combien, depuis le premier traité de Passaw, l'empire a pris d'ascendant sur la cour de Rome, & a su se relever de la dépendance à laquelle il s'étoit abaissé.

Si les dogmes de Luther ont été funestes à l'Allemagne, en y semant l'hérésie, ils ont servi beaucoup aux princes, & sur-tout au chef de l'em-

pire, en établissant dans son sein une puissance sur laquelle les fondres du varican viennent s'éteindre & s'anéantir. Un pape qui s'éloigneroit assez de la politique romaine, pour vouloir aujourd'hui faire revivre ses anciennes prétentions, ne feroit qu'affoiblir le parti catholique, & grossir le parti protestant. L'empereur excommunié trouveroit chez les électeurs séparés de l'église, un appui qui manquoit autrefois à ceux que Rome intimidait de ses menaces.

On ne verra plus un empereur renouveler le spectacle scandaleux de Henri IV, d'abord déposé par un pape, puis forcé par la superstition de ses sujets, d'aller se dégrader devant son ennemi, de souffrir qu'on le dépouille de ses habits, qu'on le revêtisse d'un cilice, qu'on le condamne à demeurer isolé & pieds nus dans une cour où il est prisonnier, à jeûner trois jours avant de paroître tout à-la-fois & comme un captif & comme un pénitent devant un pontife qui jouit de son humiliation, & croit lui faire grace en l'admettant à l'honneur de lui baiser les pieds.

Le pape n'a le droit ni de confirmer ni de contester l'élection de l'empereur; il ne lui fait plus donner la couronne : elle lui est imposée par les trois électeurs ecclésiastiques; celui de Cologne, qui avoit autrefois le privilège de le consacrer, partage cette prérogative avec l'électeur de Mayence.

Ce qui peut-être sembleroit s'opposer à ce qu'un prince protestant fût porté sur le trône impérial, seroit le serment que l'empereur fait à son couronnement, *de demeurer soumis à l'église catholique & au pontife de Rome* : mais il est empereur avant d'être couronné; & le seul point essentiel à son élection, c'est son adhésion à la capitulation que lui présentent les électeurs.

Des écrivains qui se plaisent à imaginer de nouveaux systèmes de gouvernement, prétendent qu'il pourroit arriver que l'empire se persuadant que son chef est pour ainsi dire un objet de luxe, cessât de revêtir un individu de la dignité impériale. Un pareil système, s'il pouvoit être adopté, seroit d'une très-mauvaise politique. Les princes de l'Allemagne peuvent être comparés aux différentes pierres qui entrent dans la formation d'une voûte, & dont l'empereur est la clef; s'il domine sur les autres, il en fait la solidité.

Suivant un des articles de la capitulation de Charles V & de ses successeurs, les empereurs doivent résider en Allemagne, à moins que des circonstances supérieures n'exigent qu'ils ne s'en éloignent.

Les électeurs peuvent nommer, du vivant de l'empereur, un roi des Romains, & lui désigner ainsi un successeur. C'est à l'empereur, qui desireroit faire passer sa couronne sur la tête de son plus

proche héritier, d'obtenir cette faveur des électeurs, pendant qu'il a sur eux l'ascendant d'une puissante souveraineté. Le roi des Romains, ainsi élu, & couronné comme l'empereur, ne reçoit aucun pouvoir, & jure de ne point aspirer au gouvernement, avant la mort du chef de l'empire.

Si le trône impérial vient à vaquer, le gouvernement de l'Allemagne appartient aux vicaires de l'empire. Les deux vicaires désignés par la bulle d'or, sont : l'électeur Palatin & l'électeur de Saxe. Les troubles & les calamités du long interrègne ont éclairé les législateurs sur la nécessité de prévenir les désordres de l'anarchie. Ces deux vicaires ont le droit, pendant l'exercice de leurs fonctions, d'administrer la justice, de présenter aux bénéfices ecclésiastiques, de percevoir les revenus de l'empire, de donner l'investiture des fiefs, de recevoir provisoirement le serment de fidélité ; mais ils ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, aliéner ou engager les biens de l'empire. L'administration de l'électeur Palatin s'étend sur les parties du Rhin, de la Souabe & de la Franconie : celle de l'électeur de Saxe comprend toutes les provinces qui suivent le droit saxon.

En parcourant tous les points de cette constitution, je voudrois pouvoir vivifier ces détails languissans, par des réflexions piquantes ; mais nous marchons

marchons au milieu des loix positives: il ne s'agit pas de savoir ce qui doit être, mais ce qui est.

J'ai rapidement tracé les constitutions des états qui n'existent plus, parce qu'on ne s'arrête pas longtemps sur des ruines. L'empire d'Allemagne est dans toute sa force; c'est un colosse de puissance au milieu de l'europe. Il est donc essentiel d'en observer toutes les parties pour apprécier ce que l'on peut en craindre ou en attendre.

On a vu quelles sont les loix fondamentales de l'Allemagne, de quelle manière & sous quelles conditions on parvient à en être le chef. Il me reste à faire connoître ce qui compose ses états, quels sont les privilèges de ses princes, comment elle est divisée, à quoi l'on évalue sa population. Nous n'avons pas encore vu ses diètes se former, & délibérer gravement sur toutes les questions qu'on ne cesse de lui présenter.

Il ne faut pas comparer ces états à ceux qui sont réunis dans ce moment, pour régénérer la France, & réintégrer ses habitans dans leurs droits primitifs. Ceux-ci sont composés de citoyens élus librement par le seul vœu de leurs concitoyens. Les seuls titres qu'on a dû exiger d'eux, sont l'amour du bien général, la haine de l'injustice, & de l'abus du pouvoir; c'est ce zèle de l'honneur qui fait tout sacrifier à l'ordre, à l'encouragement des vertus patriotiques, à l'acquittement de la dette

publique & à la restauration de la grandeur nationale.

Les états de l'empire, pour jouir du droit de séance & de suffrage à ses assemblées, sont soumis aux conditions suivantes : les princes, comtes & seigneurs doivent être pourvus d'une principauté, comté ou seigneurie immédiate ; ils doivent se faire inscrire & agréger à un cercle, payer une taxe convenable à un état de l'empire, d'après le règlement de la diète ; enfin il faut qu'ils aient obtenu, outre le consentement de l'empereur & des électeurs, celui du collège & du ban auquel ils demandent d'être admis.

Ainsi le droit de suffrage n'est pas attaché à la personne, il l'est à la propriété : ce qui semble opposé à toute raison ; car assurément la possession de telle principauté ou seigneurie ne communique pas au propriétaire la faculté de donner un bon avis ; mais quand la vanité fonde les constitutions, elle n'est pas plus conséquente.

Les états sont ou ecclésiastiques ou séculiers ; l'on met au rang des premiers, les archevêques, évêques, prélats, abbesses. On comprend dans la classe des autres, les électeurs, ducs, princes, landgraves, margraves, burgraves, comtes, barons, & les villes impériales.

Les états assemblés à la diète sont divisés en trois collèges : celui des électeurs, celui des princes & celui des villes.

Dans l'origine, les électeurs étoient au nombre de sept : c'étoit d'abord les archevêques de Mayence, de Trêves & de Cologne; le roi de Bohême, le comte Palatin, le duc de Saxe & le margrave de Brandebourg.

A l'époque du traité de Westphalie, on ajouta un huitième électorat en faveur de Charles-Louis, comte Palatin, dont le père avoit été mis au ban, & dépouillé du titre d'électeur, pour en réverser la maison de Bavière. Ainsi on laissa à cette maison la dignité qui lui avoit été conférée, & on restitua à la première celle qui lui avoit été enlevée.

La nomination du neuvième électorat en faveur de la maison d'Hannovre, souffrit beaucoup de difficultés; elle avoit d'abord été accordée par l'empereur Léopold au duc d'Hannovre, sans la participation des électeurs; plusieurs d'entre eux, sur-tout les électeurs catholiques, virent avec inquiétude le parti protestant fortifié d'un nouveau suffrage.

Les difficultés élevées & de la part des électeurs & de la part des princes de l'empire, furent terminées sous l'empereur Joseph, en 1708, à cette condition « que, dans le cas où la dignité électo-
» rale palatine tomberoit à un prince de la Con-
» fession d'Ausbourg, tandis que la branche élec-
» torale d'Hannovre subsisteroit encore, les ca-
» tholiques jouiroient d'un suffrage numérique

» qui seroit donné par l'électeur catholique, premier en rang ». Le même traité assujettit l'électeur d'Hannovre à payer, outre la taxe ordinaire, 300 florins pour la chambre impériale. Le premier collège de l'empire qui étoit composé de neuf électeurs n'en comprend plus que huit, depuis l'extinction de l'électorat de Bavière. Le second est formé de ceux que l'on désigne sous le titre de princes: on les divise en deux classes, les ecclésiastiques & les séculiers.

On compte en Allemagne vingt-deux évêques qui jouissent de la qualité de princes de l'empire. Ces évêques réunissent les droits de l'épiscopat; c'est-à-dire la juridiction ecclésiastique, & les droits temporels attachés à leur territoire: ils reçoivent de l'empereur l'investiture temporelle; & dès ce moment, avant même leur consécration, ils exercent tous les droits de supériorité territoriale.

Quant aux prélats, il y en a de deux sortes: les premiers qui ont le titre de prince, ont chacun un suffrage particulier; les autres n'en ont qu'un collectivement, & sont, par cette raison, réunis sur deux bans qui ne forment que deux suffrages.

Dans ces états, on voit aussi figurer des abbesses que les publicistes appellent, dans leur langage germanique, *abbesses princières* ou *non princières*; elles ont voix & séances parmi les prélats.

Tous les comtes de l'empire ne sont point admis

à l'honneur de siéger à la diète générale: quelques-uns n'ont séance qu'à celle des cercles.

Les comtes à simple brevet n'ont entrée à aucune assemblée publique; ils sont en Allemagne ce que sont parmi nous les conseillers d'état à brevet qui ne donnent de conseils nulle part.

Les comtes qui ont séance à la diète de l'empire, sont divisés en quatre bans, & n'ont entr'eux qu'une voix; de sorte qu'il semble que ce soit plus les suffrages des bans qu'on recueille que ceux des individus qui y siégent. Ces comtes sont néanmoins partie du collège des princes.

Les barons, dans l'hierarchie de la noblesse, marchent après les comtes, & ont à la diète, séance avec eux.

Le troisième collège est formé des villes impériales qui relèvent immédiatement de l'empire. La plupart de ces villes ont plutôt conquis qu'acheté leur liberté; il faut l'avouer, ce premier titre est le plus noble.

Lorsque Charlemagne entra dans la Germanie, il la trouva sans villes; ce conquérant fit bâtir la première.

Henri, surnommé *Loiseleur*, suivit son exemple, sans autre dessein que celui de mettre les habitants des campagnes à l'abri des incursions des Huns.

Ce changement dans le séjour des hommes,

a plus d'influence qu'on ne pense sur le gouvernement des peuples, & sur leurs idées politiques. Ils ne sont pas plutôt rassemblés dans une même enceinte, qu'ils se communiquent ce sentiment que la nature a placé dans tous les cœurs; leurs pensées s'épurent, s'ennoblissent & s'élèvent vers l'indépendance. Vingt mille familles éparfes, isolées sur une grande surface, souffrent longtems l'oppression, l'injustice, avant d'oser faire entendre leurs murmures contre un suzerain renfermé dans un château fort, & dont les prétentions sont appuyées de quelques soldats. Travailler, payer & souffrir, voilà le sort auquel ces malheureuses familles se résignent. Affaîsées sous la misère, l'instruction ne pénètre point dans leurs cabanes, elles n'y éprouvent que le sentiment de leur impuissance; l'habitude & les liens de la nature les attachent au sol qu'elles cultivent & dont elles partagent les fruits avec leurs oppresseurs. Des siècles passent & s'écoulent sur la tête de ces tristes générations, avant qu'elles songent à améliorer leurs destinées, & à remonter, en brisant le joug de leur servitude, à la condition naturelle de l'homme.

Si elles sont menacées de l'irruption de quelques hordes barbares, l'inquiétude sert encore à prolonger leur dépendance. Celui dont elles alimentent l'orgueilleuse oisiveté, leur semble un protecteur

nécessaire. Le fort qui domine leurs chaumières leur paroît un asyle essentiel à conserver, & le seigneur qui l'habite obtient de leur crainte & de leurs espérances, tous les travaux, toutes les corvées que son caprice imagine d'en exiger; de-là ces servitudes honteuses qui ont pris tant de dénominations bizarres, & qui humilioient l'espèce humaine la plus laborieuse. Mais ces familles n'ont pas été plutôt réunies dans une même citée, que réfléchissant sur l'énormité du tribut qu'elles payoient, sur la bassesse des services onéreux auxquels elles étoient assujetties, que se communiquant mutuellement leur indignation & leur dépit, elles se sont occupées de mettre un terme aux injustices dont elles étoient les victimes. Se sentant capables de résister aux étrangers par la force de leurs murailles & celles de leur nombre, elles ont cessé de voir dans leur suzerain un protecteur indispensable; elles ont cherché, dans un pouvoir dominant, un refuge contre l'ancienne tyrannie, & si elles n'ont pas toujours obtenu du chef suprême qu'elles avoient adopté, une liberté absolue, elles ont du moins adouci leur servitude. C'est ainsi que les villes ont insensiblement affoibli la puissance de ces petits tyrans des campagnes, & ont fortifié celle des souverains, en prétendant ne relever que du chef de l'empire.

Les rois avoient trop d'intérêt à favoriser cette

136 *Suite de la Constitution Germanique.*

première indépendance, pour ne pas l'encourager par des concessions, par des privilèges accordés aux habitans des villes. Voilà l'origine de leurs immunités qui se sont étendues en raison de leur population & de la difficulté de les asservir.

La plupart des villes de l'Allemagne qui portent aujourd'hui le titre de *villes libres*, l'ont acquis, ce titre si honorable, pendant le cours du long interrègne; elles ont anéanti le pouvoir des juges impériaux; & sont parvenus, en siégeant dans la diète germanique, à prendre part au gouvernement de l'empire.

Le traité de Westphalie leur confirme tous leurs droits; il leur accorde voix décisives, tant aux diètes universelles que particulières; il leur attribue les droits régaliens, péages, revenus annuels, libertés, privilèges de confiscation; avec juridiction dans leurs murs & dans leurs territoires.

Les villes libres sont divisées à la diète en deux bans désignés, l'un sous celui du *Rhin*, l'autre sous celui de *Souabe*; chaque ville a un suffrage particulier; elles n'ont à la diète que des députés. Les autres se qualifient d'envoyés.

Ces villes libres ont un sénat dont les membres sont tirés, soit du corps de la bourgeoisie, soit de celui de la noblesse, soit des deux ensemble, ce qui rapproche ces gouvernemens plus ou moins de la constitution aristocratique ou démocratique.

cratique. Au surplus, elles ont la faculté de le changer, pourvu qu'elles n'en adoptent pas un dont la forme soit contraire aux loix de l'empire.

Quoiqu'elles soient toutes sous sa protection, il en est quelques-unes que leur position & leur opulence exposent davantage au danger des incursions étrangères. Avant d'avoir obtenu de l'empire les secours dont elles auroient besoin pour repousser les efforts de la cupidité, elles courent le risque d'éprouver des pertes irréparables.

La ville de Hambourg en a fait plus d'une fois la fâcheuse expérience; elle fut il y a quelques années, forcée de se condamner à de grands sacrifices pour éloigner de ses murs une armée danoise qui la mit à contribution, sous le seul prétexte qu'elle avoit promis un asyle à l'armée des Russes qui se retira sans combattre.

Instruit de ce traité, qui n'avoit pas eu d'effet, le général Danois fit des demandes si pressantes, que les Hambourgeois craignant de voir les environs de leur ville, où l'opulence du commerce étale tout son luxe, devenir la proie d'une armée jalouse de se venger, n'hésitèrent pas à payer les frais d'une campagne dont ils n'avoient été que spectateurs.

Les villes qui veulent maintenir leur indépendance doivent avoir, au lieu d'agréables maisons

de campagne, de bons magasins bien approvisionnés; des casernes ou des forts avancés, au lieu de portes décorées par les arts; des canons à la place de ces masses mouvantes qui ne répandent dans l'air qu'un vain son; des citoyens animés du desir de la liberté, au lieu de ces Sybarites énervés par le luxe & la volupté. Si elles préfèrent de renfermer dans leur sein les délices de Capoue, qu'elles aient toujours de l'or pour acheter la retraite de l'ennemi qui se présentera devant leur murs, & qu'elles tremblent encore de le voir revenir mettre à contribution l'opulence & la foiblesse.

Le droit de convoquer les états appartient à l'empereur: cette convocation se fait par lettres-patentes adressées à chaque état séparément.

La diète doit être tenue dans une des villes de l'empire; celle d'aujourd'hui siège à Ratibonne, & comme elle dure depuis 1663, on ne peut prévoir ni quel sera son terme, ni quels sont les décrets qui résulteront des opinions de ces membres qui se sont usés, anéantis & succédés avant d'achever l'objet de leur mission. Il n'en faut pas douter, cette auguste & antique assemblée de souverains ou de leurs représentans ne voit pas sans inquiétude la grande révolution d'idées qui agite la pensée des hommes: peut-être n'osera-t-elle jamais donner le jour à ses

premières décisions; l'ouvrage de l'orgueil craindra de comparoître, dans un siècle de lumières, au tribunal de la censure publique.

La pluralité fait la loi sur toutes les matières qui regardent l'empire & les états en général; mais elle cesse d'être décisive dans les affaires de religion. Lorsqu'il s'agit de ces points si délicats, & auxquels l'esprit de parti attache tant d'importance, les états se divisent en deux corps, & traitent alors de puissance à puissance, par l'entremise de directeurs qui se communiquent les résultats des délibérations des parties opposées, qui se concilient enfin, moins par conviction que par lassitude & par épuisement.

D'après ce que j'ai dit plus haut, on pourroit croire que les villes libres ayant un suffrage à la diète, & formant un troisième collège, concurent à la loi; mais la vanité des électeurs & des princes ne leur laisse que les apparences de législateurs.

Après que les trois collèges ont examiné la matière mise en délibération, & fait leur résumé séparément, les électeurs & les princes s'assemblent dans une salle où ils continuent leurs délibérations, jusqu'à ce qu'ils se soient arrêtés à un avis uniforme. Le collège des villes n'est point admis à cette conférence; on se contente de lui communiquer l'avis des deux collèges sur

périeurs, & soit que son avis y soit conforme ou opposé, on n'en dresse pas moins le résultat de l'opinion des deux premiers; il est présenté à l'empereur, & s'il l'approuve, il a force de loi. Les villes se récrient en vain contre cette infraction à l'esprit du traité de Westphalie; on leur répond qu'elles députent à la diète, qu'elles y donnent leur avis, qu'on le recueille, & que c'est sans doute leur faute si on n'y a pas d'égard. Pourquoi n'ont-elles pas été assez éclairées pour opiner de même que les électeurs & les princes? Cette réponse, toute extraordinaire qu'elle puisse paroître, sera toujours d'un grand poids, tant qu'une force supérieure pourra la leur adresser.

Si l'empereur ou les trois collèges font d'un avis opposé, la matière demeure indécise, & les délibérations sont remises à un autre tems, ce qui revient à-peu-près à un *veto* suspensif, accordé également aux membres de la diète & au chef de l'empire.

Lorsque la loi est arrêtée, l'empereur, l'électeur de Mayence, & quelques envoyés y apposent leurs sceaux; l'empereur la publie solennellement; il l'adresse aux cours souveraines de justice pour qu'elles l'enregistrent & la suivent, sans opposition & sans remontrances. On en dépose un exemplaire aux archives de l'empereur, un autre aux archives de l'empire, sous la garde

de l'électeur de Mayence. D'après l'énumération de toutes ces formalités, on ne doit pas être surpris du tems qui s'écoule avant la publication d'une nouvelle loi & de la continuité des diètes qui l'enfantent souvent avec plus d'appareil que de sagesse. Une des grandes causes de la lenteur du travail de ces diètes, & de la difficulté de concilier les avis, c'est la forme dans laquelle sont conçues les instructions données aux représentans.

M. de Montesquieu qui avoit été frappé de cet inconvénient, fait une observation bien judicieuse à l'égard des mandats, & qui auroit accéléré la décision de notre assemblée nationale, si l'autorité de ce grand homme avoit conservé tout le poids qu'elle devoit avoir.

» Il n'est pas nécessaire, dit-il, dans son esprit
des loix, « que les représentans qui ont reçu de
» ceux qui les ont élus une instruction générale,
» en reçoivent une particulière sur chaque
» affaire, comme cela se pratique dans les diètes
» d'Allemagne; il est vrai que de cette manière
» la parole des députés seroit plus l'expression
» de la voix de la nation; mais cela
» jeteroit dans des longueurs infinies, rendroit
» un député le maître de tous les autres; & dans
» les occasions les plus pressantes, toute la force
» de la nation pourroit être arrêtée par un caprice ».

Le conseil aulique exerce sa juridiction au seul nom de l'empereur ; c'est lui qui en distribue les charges. Les fonctions des juges cessent à sa mort.

Les conseillers auliques sont divisés en deux bancs ; le premier est celui des comtes, barons & nobles. Le second est celui que l'on nomme *le banc des savans*. Les nouveaux nobles sont obligés d'y prendre séance, peut-être même ceux-ci craignent-ils de passer pour savans ; car en Allemagne, qui est le grand empire de la féodalité, un des privilèges de la noblesse est d'avoir le pas sur le mérite. Il seroit cependant plus prudent, lorsqu'on ne veut pas s'égayer, de faire marcher la lumière devant soi.

Le conseil aulique suit toujours la cour de son souverain ; & dans les affaires importantes, il est obligé de soumettre son avis à l'empereur dont la résolution fait l'arrêt. Cependant, comme cette manière de décider les affaires seroit sujette à de grands inconvéniens, parce que le titre d'empereur n'élève pas l'homme qui le porte au-dessus de l'erreur, les électeurs lui ont fait jurer de ne jamais rendre de semblables jugemens qu'en présence & de l'avis du président du conseil aulique, du vice-chancelier de l'empire, & de quelques conseillers des deux religions, sur-tout si les parties en suivent de différentes.

La

La révision, la supplication à l'empereur, le recours à la diète, sont encore des moyens de revenir contre les jugemens du conseil aulique.

Je marche le plus rapidement qu'il m'est possible sur tous ces détails; je suis placé entre la crainte de laisser ignorer des points importans du droit public, & celle de m'arrêter trop long-tems sur des formes languissantes. La route des sciences n'est pas, comme celle des beaux-arts, toujours parsemée de fleurs.

Avant de parler de la puissance & de la population de l'empire, je dois tracer ses divisions.

L'Allemagne est partagée en neuf cercles. En allant d'occident en orient, on trouve les cercles de Souabe, de Bavière & d'Autriche; au Nord, la Haute-Saxe, la Basse-Saxe, la Westphalie; à l'occident, la Franconie, les deux cercles du Haut & du Bas-Rhin. Dans ces différens cercles sont renfermés les états de la maison d'Autriche; des électeurs, des princes & les villes impériales. On en comptoit autrefois un dixième, celui de la Bourgogne, qui comprenoit les Pays-Bas.

L'institution des cercles remonte à Maximilien I^{er}; elle fut confirmée par deux diètes; elle a pour objet de maintenir la paix intérieure, de hâter les délibérations, de faciliter les contributions accordées en argent & en troupes, l'exécution des jugemens rendus contre les états; enfin,

Le conseil aulique exerce sa jurisdiction, d'un nom de l'empereur; c'est à lui que sont dévolues les charges. Les fonctions de chaque état finissent avec la mort.

Les conseillers, qui ont été remarqués par l'auteur, ne sont pas aussi nombreux; le premier conseil, qui est le plus sage, n'est pas aussi nombreux; le premier conseil, qui est le plus sage, n'est pas aussi nombreux.

& nobles. I. le banc de l'empire n'y sont pas exactement obligés d'être présents. Par exemple, une partie des cercles de l'empire n'y ont pas eu assez d'égards à la situation de l'empire. Par exemple, une partie des cercles de l'empire n'y ont pas eu assez d'égards à la situation de l'empire.

Alles appartenant au cercle d'Autriche, & d'Allemagne, appartenant au cercle du Haut-Rhin, se trouvent répandues en Souabe. On auroit dû les incorporer à ce dernier cercle.

De semblables irrégularités se remarquent dans les cercles de Westphalie, du Haut & du Bas-Rhin. On comprend dans un cercle des états qui n'y possèdent aucune terre immédiate; ainsi les comtes de Plate ont voix & séances aux assemblées du cercle de Westphalie, quoiqu'ils n'ayent pas de possessions dans le comté dont ils portent le nom.

Il faut l'espérer; on n'aura pas le même reproche à faire à ce plan de division, qui, partageant la France en différens départemens, va les réunir par de nouveaux liens, les rapprocher d'un centre commun par de nouveaux intérêts; qui substituera à des privilèges opposés, à des coutumes contraires, un égal affranchissement, des loix uniformes; qui, en effaçant jusqu'au mot de Province, n'indiquera

aux François que les mêmes concitoyens, que la même patrie; qui transformera une grande nation, trop longtems désunie par la terreur & la divertité des impôts en une nombreuse famille qui ne voudra plus avoir que les mêmes devoirs, les mêmes charges, les mêmes prérogatives & les mêmes affections.

En Allemagne, les cercles s'assemblent pour délibérer sur les intérêts des cercles & de l'empire. Rarement *ces assemblées de cercles* sont universelles. Comme elles contrarieroient le long & grand œuvre de la diète, on les laisse tomber en désuétude. Depuis 1691 les guerres de la France ont souvent occasionné l'alliance des cercles antérieurs situés le long du Rhin : ils se réunissent alors pour veiller tout à-la-fois à leur défense mutuelle & à celle de l'empire. Malgré les imperfections que j'ai fait remarquer, c'est encore un beau système politique que cette grande confédération de princes, d'états, de villes libres, pour s'entraider & offrir un même front de puissances à l'ennemi.

L'Allemagne, par la réunion de ses princes, présente l'image d'une république de souverains. « Cette sorte de république, dit l'auteur de l'Es-
» prit des loix, capable de résister à la force
» extérieure, peut se maintenir dans sa grandeur,
» sans que l'intérieur se corrompe : la forme de

» cette société prévient tous les inconvéniens.
 » Celui qui voudroit usurper, ne pourroit guère
 » être également accrédité dans tous les états
 » confédérés; s'il se rendoit trop puissant dans
 » l'un, il alarmeroit tous les autres; s'il subju-
 » guoit une partie, celle qui seroit libre encore,
 » pourroit lui résister avec des forces indépen-
 » dantes de celles qu'il auroit usurpées, & l'ac-
 » cabler avant qu'il eût achevé de s'établir; s'il
 » arrive quelque sédition chez l'un des membres
 » confédérés, les autres peuvent l'appaîser; si
 » quelques abus s'introduisent quelque part, ils
 » sont corrigés par les parties saines. Cet état
 » peut périr d'un côté sans périr de l'autre. La
 » confédération peut être dissoute, & les confé-
 » dérés rester souverains ».

Il existe encore en Allemagne, le reste d'une
 ancienne confédération que je dois faire con-
 noître; c'est celle des villes anseatiques; elles se
 formèrent sous le nom de *hanse teutonique* dans le
 cours du long interrègne. Son objet fut de repousser
 les ennemis du commerce maritime. *Hambourg &*
Lubeck furent les premières villes qui formèrent
 cette alliance. Lorsqu'on les vit s'accroître, de
 jour en jour, par le commerce que les pirates
 troubloient auparavant, & que cette union ren-
 doit plus sûr, les villes voisines demandèrent à
 y entrer pour jouir des mêmes avantages. On

appela cette société *hanse*, soit du mot *an-geel* qui signifie, *sur le bord de la mer*, soit de l'ancien mot *hanfa*, qui veut dire commerce.

Les souverains de divers états, pour attirer chez eux le commerce de la hanse devenu très-célèbre, lui accordoient différens privilèges qui l'agrandirent encore.

Les quatre métropoles étoient *Lubeck*, *Cologne*, *Brunswick* & *Dantzick*. Nos villes de Dunkerque, Bordeaux, Saint-Malo, Marseille y furent agrégées. Cette confédération s'affoiblit peu-à-peu, parce que les princes en devinrent jaloux, & ils l'écrasèrent par les grandes compagnies de commerce formées dans leurs états, auxquelles ils accordèrent de plus grands privilèges que ceux qu'ils avoient attribués à la hanse. Ce qui avoit d'abord produit la prospérité des villes anseatiques, fut la cause de leur ruine; leur éloignement qui les mettoit à même d'embrasser un commerce plus varié & plus étendu, ne leur permit pas de se secourir promptement contre leurs ennemis. Plus les villes anseatiques sentirent leur affoiblissement, moins il y eut d'union entr'elles; voulant les unes aux dépens des autres, réparer les pertes qui étoient la suite de leur décadence, elles ne firent que la hâter.

Enfin quelques-unes ne pouvant plus fournir leur part des contributions, renoncèrent à une

De la Constitution Germanique.

leur étoit onéreuse. Ainsi la ligue antérieure qui avoit été si puissante lorsqu'elle avoit quatre-vingt villes dans son alliance, tomba peu-à-peu dans l'état où elle est aujourd'hui. On n'y compte plus maintenant que trois villes : *Lubeck, Brème & Hambourg.*

La France n'a pas dédaigné de conclure des traités de commerce avec ces trois villes, & d'y envoyer des commissaires : les leurs n'ont que le titre de députés.

Nous avons vu dans la constitution d'Allemagne une confédération solennelle de plusieurs souverains réunis pour se défendre, pour soutenir leur domination, pour protéger les plus foibles d'entr'eux. Cette grande alliance a eu pour principal objet le maintien de la souveraineté sur des vassaux : il étoit réservé à ce siècle d'en offrir une bien plus sage dans son intention, bien plus importante dans sa suite, bien plus salutaire dans ses effets; c'est celle de toutes les provinces d'un grand empire, non contre son chef auquel elles ne cesseront d'être fidèles, & qui se rend de jour en jour plus digne de leur amour, mais contre les agens d'une autorité arbitraire, contre les tyrans du peuple & les oppresseurs des habitans des campagnes qu'ils abreuvoient d'humiliation, qu'ils accabloient d'impôt & dont ils dévoroient la subsistance.

L'effet de cette heureuse confédération sera de rendre l'homme à la pureté de son origine, de communiquer à la loi le caractère de justice qui doit en être inséparable, de circonscrire les tribunaux dans de sages limites, d'en rendre les accès faciles à tous ceux que le crédit & l'ascendant des richesses en écartoient, de soumettre sans distinction tous les citoyens à l'empire de l'équité; il résultera de cette heureuse alliance que le tribut levé sur les propriétés, au lieu de devenir la proie du courtisan, ne sera plus détourné dans sa course, alimentera l'industrie, le courage, acquittera la dette publique.

L'empire ne sera plus un assemblage monstrueux d'oïsis & de brigands, de misérables honteux, & de riches insolens, de mercenaires à peine salariés, & de possesseurs injustes; de concussionnaires hardis, & d'opprimés timides. La propriété sera respectée; la gloire nationale qui pâlissoit aux yeux de l'europe, brillera d'un nouveau lustre; ceux qui croyoient ne vivre que dans une monarchie, existeront dans une patrie; ceux qui trembloient à l'aspect d'un souverain, se rassureront à la vue d'un père. Les hommes qui ne se regardoient que comme des sujets, s'honoreront d'être devenus citoyens. Ces tristes solitaires qui gémissaient sous les liens dont un intérêt homicide ou le délire de la jeunesse les avoient accablés, verront un autre

§ 2. Suite de la Constitution Germanique.

terme que celui de la mort, à leurs privations & à leur servitude. Les talens pouvant prendre un libre effor, se répandront dans toutes les professions utiles : il n'y aura plus de honteux que l'injustice & l'oisiveté.

. Une confédération formée dans un si beau dessein, a, il faut l'avouer, plus de droits à nos hommages, que celle dont nous venons d'observer l'accord & la puissance.

VI^e DISCOURS.

*DE l'Empereur, de son Couronnement, de
l'Origine des Électeurs, & des Forces de
l'Empire.*

AVANT de parler de la population, des forces d'Allemagne, aurai-je le courage de m'arrêter sur ces cérémonies de couronnement, sur ces étiquettes, sur ces préséances dont la vanité humaine s'enivre avec tant de délices, lorsque la raison ne lui en a pas fait apprécier la valeur ?

L'empereur réunissoit autrefois, sur sa tête, quatre couronnes. Celles de Lombardie, d'Arles, de Rome & d'Allemagne. C'étoit bien des couronnes pour un prince ! Combien parmi eux ont été accablés du poids d'une seule !

Les anciens rois Lombards recevoient la royauté par le symbole de la lance. La première couronne de Lombardie, qui n'étoit pas sans doute d'une matière bien précieuse, n'existant plus, l'empereur Henri VII en fit faire une d'acier, en forme de laurier, ornée de pierres ; celle dont Charles V fut couronné à *Bologne*, est composée d'une cerce d'or, & garnie, dans l'intérieur, d'un petit cerce

de fer, qui seroit d'une bien plus grande valeur que celle de tous les métaux, si, comme on le prétend, il étoit formé d'un des clous qui ont aggravé les douleurs de notre législateur suprême.

Charles V est le dernier empereur qui ait reçu la couronne de Lombardie.

L'empereur *Conrad le Salique* fut le premier couronné roi d'Arles, après qu'il se fut mis en possession de ce royaume. Ce couronnement a cessé avec le royaume d'Arles, & c'est encore une couronne de retranchée de celles qui décoroient la tête impériale. Depuis que le chef de l'empire ne se fait plus couronner à Rome, ses quatre couronnes se sont réduites à une seule.

Les Germains investissoient autrefois leur souverain de la royauté, en l'exposant au peuple, porté sur un bouclier, ou en lui présentant une lance, à la manière des Lombards.

Suivant la bulle d'or, le couronnement de l'empereur & la consécration devoient se faire à Aix-la-Chapelle, qui étoit la ville où résidoit Charlemagne; & l'archevêque de Cologne, en sa qualité d'archi-chapelain de sa chapelle, érigé par cet empereur, a soutenu longtems avoir le droit exclusif de faire la consécration. L'électeur de Mayence, comme primat de la Germanie, le lui a contesté. Cette guerre de prélats, heureusement, n'a donné lieu qu'à des écrits sans nombre qui

ont été enfevelis sous une tranſaction paſſée en 1657, qui porte : *Que l'électeur de Mayence employeroit tous ſes ſoins pour que le couronnement ſe fit chaque fois à Aix-la-Chapelle, ou au moins dans une ville du diocèſe de Cologne ; mais que, dans le cas d'un empêchement légitime, celui des deux électeurs, dans le diocèſe duquel ſe feroit le couronnement, conſacreroit l'empereur, & que, hors les deux diocèſes, la conſécration ſe feroit alternativement par les deux archevêques, à commencer par l'électeur de Cologne.*

J'ignore ſi l'électeur de Mayence ſ'eſt, comme il ſ'y eſt obligé, donné beaucoup de ſoins pour que l'empereur fût couronné à Aix-la-Chapelle ; mais ce qu'il y a de vrai, c'eſt qu'il n'y a pas eu de couronnement dans cette ville depuis plus de deux ſiècles.

Lorsque l'empereur a fixé le jour de ſon couronnement, les électeurs ſéculiers montent à cheval, & conduiſent l'empereur juſqu'à la porte de l'égliſe.

L'archi - maréchal porte l'épée de l'empereur ; le maréchal héréditaire, le fourreau ; l'archi - ſénéchal, le globe impérial ; l'archi - chambellan, le ſceptre ; l'archi - tréſorier, la couronne ; les trois électeurs eccléſiaſtiques reçoivent l'empereur à l'égliſe ; là, il promet d'être ſoumis à l'égliſe catholique & au pontife de Rome, de gouverner avec juſ-

tice, de soutenir & de recouvrer les droits injustement enlevés à l'empire.

Ce serment est bien difficile à remplir. Comment demeurer soumis au pontife de Rome & recouvrer les droits qu'il a enlevés à l'empire ?

Il y a apparence que ce ne sera pas en lui obéissant, que les empereurs se réintégreront dans tous les droits usurpés par la cour de Rome sur l'empire. Il vaut sans doute encore mieux être parjure que de répandre le sang des hommes. Après que le *Te Deum* a été chanté, l'empereur, assis sur un trône, crée des chevaliers; mais rentré au conclave, il semble, à des yeux profanes, bien redescendre de sa grandeur; car il prête un nouveau serment, en qualité de *chanoine de l'église de Sainte Marie, à Aix-la-Chapelle*; quelqu'auguste que puisse être pour lui ce titre de chanoine, on ne voit pas cependant qu'il s'en glorifie dans l'énumération de ceux qui précèdent ses manifestes.

Lorsque toutes les cérémonies sont achevées, l'empereur, sous un dais, environné des électeurs qui sont à pied, retourne à la cour impériale. Les archi-officiers de l'empire remplissent les fonctions de leur charge, & servent l'empereur, qui est seul à sa table; elle domine celle des électeurs. Leurs envoyés n'y sont point admis; dans la même salle est une table particulière pour les princes.

Les ornemens impériaux étoient autrefois sous la garde de l'empereur ; mais après sa mort, ceux qui s'en faisoient croyoient avoir des droits à l'empire ; & pour prévenir des prétentions aussi absurdes qui furent souvent ensanglantées, le dépôt de ces ornemens fut confié, par l'empereur Sigismont, à la ville de *Nuremberg*, qui a défendu jusqu'à présent son privilège, toujours attaqué par d'autres villes de l'Allemagne, entr'autres, par celle d'Aix-la-Chapelle, ce qui a encore donné lieu d'écrire, de commenter à plusieurs publicistes de l'Allemagne ; car il n'y a pas de pays où l'on ait plus de champions érudits sur tout ce qui a trait aux cérémonies & aux usages anciens.

On a pris longtems cette érudition pour du savoir, & on étoit ensuite étonné que les savans fussent ennuyeux. Ceux qui ne s'attachent qu'aux grandes vérités, qu'aux points principaux de l'histoire, passoient pour des écrivains superficiels ; mais lorsqu'on veut s'élever, & planer d'un vol facile, il faut débarrasser ses aîles du limon qui les appesantit, & en arrête le développement.

Les ornemens impériaux sont deux couronnes d'or, dont l'une est la couronne impériale, l'autre celle de Germanie, l'anneau de Charlemagne, le globe d'or & deux épées. Les vêtemens sont entr'autres, une chape, une tunique, une étole,

une dalmatique & une ceinture. Cette chape ; cette étole & cette dalmatique, ne semblent pas très-adaptées aux successeurs des Césars ; mais elles sont seulement exposées pendant la cérémonie du couronnement.

Les seuls titres dont sa majesté impériale se décore sont ceux-ci : *Nous, par la grace de Dieu, empereur romain élu, toujours auguste, roi de Germanie.* Les armes de l'empire sont une aigle noire, à deux têtes, chargées de la couronne impériale.

Les auteurs se sont égarés sur l'origine de ces armes. Les uns prétendent la trouver dans une victoire remportée par les Germains sur *Varus*, qui laissa à l'ennemi deux aigles romaines; d'autres donnent pour signification à ces deux têtes la division de l'empire oriental & occidental. Ces recherches ne sont pas d'un assez grand intérêt pour s'occuper à en vérifier l'exactitude.

Les puissances étrangères accordent la préséance à l'empereur, & ses ambassadeurs ont le pas sur ceux des autres princes de l'Europe.

L'impératrice participe au rang & à la dignité de l'empereur; mais elle n'a aucune part au gouvernement de l'Allemagne. Si nous avons vu une grande impératrice jouer un rôle important dans l'Europe, c'étoit à cause des états dont elle étoit souveraine.

L'impératrice a, comme l'empereur, ses archi-officiers, & son couronnement est très-solemnel.

Les électeurs n'étoient originairement que les grands officiers de l'empereur, & tout souverains qu'ils soient, ils ont conservé la dénomination de leurs anciennes fonctions. L'électeur d'Hannovre est le seul qui ne soit pas encore officier de l'empire. Il n'a pas pu se faire confirmer dans le titre d'archi-trésorier que l'électeur Palatin lui avoit cédé, & que celui de Bavière lui a disputé en rentrant dans son électorat.

Ainsi le roi d'Angleterre se pare en vain de cette qualité. Un autre souverain proteste toujours contre son usurpation.

Le roi de Bohême est *archi-échançon*, le comte Palatin, *archi-sénéchal*, ou *archi-maître d'hôtel*, l'électeur de Saxe, *archi-maréchal*, l'électeur de Brandebourg, *archi-chambellan*. Voilà de magnifiques officiers, & qui ennoblissent bien le service domestique.

Ces officiers, qui, dans le principe, avoient des charges qui les attachoient à la personne de l'empereur, les ont relevées, en les adaptant à l'empire, comme nos grands officiers de la couronne. Leurs terres qu'ils ont revêtues de la souveraineté, en les affranchissant de celle de l'empereur, les ont

mis à même de soutenir leurs prétentions, & d'usurper sur le clergé & sur les seigneurs le privilège exclusif de nommer les empereurs; ils ont rendu vide de sens ce vers d'*Hoved* :

Eligit unanimis cleri procerumque voluntas.

La volonté unanime des seigneurs & du clergé, fait les empereurs.

Charles IV confirma cette usurpation; mais il étoit si peu animé de l'esprit de justice, en accordant aux électeurs, par une loi fondamentale, le privilège de procéder exclusivement à l'élection du chef de l'empire, qu'il mit au nombre des électeurs le roi de Bohême, dont l'état étoit originairement séparé de l'Allemagne, & qui n'a point entrée aux délibérations de l'empire. Cette partialité s'explique, lorsque l'on se rappelle que Charles IV étoit roi de Bohême, & qu'il a voulu, par cette raison, donner le droit de suffrage à ses successeurs. Si l'on remontoit ainsi à l'origine des loix, on en verroit beaucoup qui n'ont eu pour cause que l'intérêt personnel des législateurs.

Les électeurs ne cèdent le pas qu'aux princes couronnés; ils n'ont que le titre d'altesse; ils jugent leurs sujets en dernier ressort; cependant ce droit est restreint dans quelques électorsats, à une somme plus ou moins forte.

Il y a deux voies pour parvenir au titre d'électeur, l'élection & la succession; les trois électors ecclésiastiques s'obtiennent par élection, & les autres par succession.

Les électors sont indivisibles. Pour y succéder il faut être l'aîné, avoir reçu le jour d'un mariage légitime, & que le père n'ait pas contracté une alliance disproportionnée.

Cette rigidité s'étend sur les autres princes, & voilà la raison pour laquelle ce que l'on appelle les *mésallances*, sont si rares en Allemagne. Le père ne veut pas courir le risque de voir sa postérité privée de l'honneur de siéger aux états.

Nous avons vu que, suivant la bulle d'or, il ne faut qu'être *bon, juste & utile*, pour avoir droit d'être élu chef de l'empire; mais pour être prince, il faut être fils d'un prince, & d'une fille de prince; ce qui, au surplus, est peut-être encore moins rare, que de posséder à un haut degré les trois qualités requises pour être empereur.

L'empereur donne aux électeurs ecclésiastiques le titre de *révérendissime & neveu*; & aux séculiers, celui de *sérénissime & oncle*.

Les électeurs ont le droit de s'assembler sans la participation de l'empereur, & sans qu'il puisse même envoyer parmi eux un ambassadeur. Leurs envoyés ont le pas sur les princes de l'empire; les rois leur accordent le titre de *frère*.

On découvre dans ces points constitutionnels la marche & les progrès de l'usurpation. Des officiers de l'empereur commencent par se qualifier d'officiers de l'empire. Après avoir eu simplement part à l'élection de l'empereur avec les seigneurs & le clergé de l'Allemagne, ils s'arrogent exclusivement ce privilège. Du titre de serviteur ils obtiennent de leur maître celui d'oncle & de neveu, & celui de frère, de toutes les têtes couronnées. Mais c'est trop s'arrêter sur l'œuvre de la vanité, passons à des objets qui touchent de plus près à l'intérêt public.

Lorsque l'empire est menacé, ou a projeté une guerre, chaque cercle doit fournir une certaine quantité de troupes de cavalerie & d'infanterie armée & équipée. Suivant un arrêté de la diète, en 1687, l'armée constamment sur pied, doit être de quarante mille hommes, dont dix mille de cavalerie. Ce nombre s'augmente suivant les circonstances. En 1703, lors de la guerre pour la succession d'Espagne, l'empire eut cent vingt mille hommes à sa solde. Chaque cercle fait alors la répartition de son contingent sur tous les princes d'Allemagne & sur toutes les villes impériales qui en font partie.

L'armée de l'empire, formée de tous ses cercles, n'est pas bien redoutable, en entrant en campagne : le nombre de quarante mille hommes n'est pas

d'abord complet, parce que les cercles n'entretiennent pas la quantité de soldats dont chacun d'eux est chargé : ils ne sont ni plus aguerris, ni mieux exercés que nos anciennes milices ; leurs armes ne sont pas uniformes ; les bagages, les munitions qu'ils traînent à leur suite, du lieu de leur départ à celui du rassemblement, arrivent dans le plus grand désordre. Le général qui attend ces différens corps, ne peut ou n'ose rien tenter avec une pareille armée, jusqu'à ce qu'elle ait été disciplinée de nouveau, bien approvisionnée & exercée aux manœuvres. Il ne faudroit cependant pas juger des forces de l'empire sur ce simple aperçu, & se hasarder, d'après cet état de foiblesse, à livrer la guerre à l'empire. Ce seroit comme si l'on évaluoit les revenus d'un pays sur la taxe dont les habitans sont individuellement chargés. Il y a tel prince de l'Allemagne qui ne fournit à son cercle, pour son contingent, que quelques cavaliers & fantassins, qui est à même de lever une armée dans ses seuls états, & de l'opposer à la puissance ennemie qui s'avanceroit pour y pénétrer.

Le prince de Hesse, par exemple, a sur pied une armée de vingt mille hommes, bien entretenue, & composée des meilleurs soldats de l'Europe. Ce nom de Hesse nous rappelle de fâcheux souvenirs. C'est ce même prince qui, pour grossir

son trésor , livra à l'Angleterre tant de ses sujets enrôlés dans la dernière guerre de l'Amérique , non sous les étendards de la liberté , mais sous le drapeau sanglant du despotisme. Ces malheureux arrachés du sein de leur terre natale , se virent dénombrés comme des bêtes de somme , transportés au-delà des mers , armés contre des hommes qui ne les avoient jamais offensés , condamnés à massacrer des habitans généreux qui n'avoient eu d'autre intention que celle de se soustraire à une honteuse dépendance , & que la mère-patrie traitoit comme des enfans illégitimes.

Leur souverain les avoit vendus par tête , de même que le farouche Africain livre de timides esclaves à l'insatiable européen qui les enchaîne & les entasse dans des prisons flottantes pour aller travailler sous une verge de fer , sur un sol étranger.

Par ce marché également honteux pour les deux puissances contractantes, l'Angleterre s'étoit obligée de payer , tant pour le Hessois qui ne seroit que mutilé , tant pour celui qui auroit perdu la vie. Hélas ! quel compte ouvert , quel solde à faire entre deux souverains , lorsque la guerre est terminée ! Qui peut entendre , sans frémir , ce calcul effroyable ? Vous m'avez livré tant de vos sujets pour aller égorger les miens. Cinq cents ont péri dans la traversée ; deux mille sont morts dans différentes actions ; trois mille ont été blessés ; de

manière à ne pouvoir plus vivre que de la pitié des hommes. Je vous dois , par conséquent , telle somme , la voici : renfermez ces guinées dans votre trésor , & dispersez dans vos états les malheureux témoins de mes défaites & de notre honte.

Les empereurs , autrefois , conduisoient l'armée de l'empire ; mais , comme le choix des électeurs ne peut pas toujours tomber sur un excellent général , on a cru plus prudent d'instituer deux maréchaux de l'empire , dont l'un est catholique , & l'autre protestant. On entretient en outre un général de la cavalerie , un grand maître de l'artillerie , & deux lieutenans-généraux. Ces officiers militaires sont véritablement les officiers de l'empire. On a vu parmi ces maréchaux des hommes du plus rare mérite , tel que le prince *Eugène* , le prince d'*Anhalt* , le duc de *Wurtemberg*.

L'empire n'a que très-peu de places fortes ; on ne peut même regarder comme telle que *Philisbourg* , qui est construite sur les bords du *Rhin* , & dont la prise a coûté beaucoup de sang aux Français en 1735.

L'empire , d'après ses traités avec les différentes puissances de l'Europe , auroit dû demeurer dans un calme imposant. Par le traité d'*Utrecht* , elle ne devrait plus rien avoir à démêler avec l'Espagne ; cependant ce traité ayant seulement statué que Charles VI demeureroit empereur , & que

Philippe V , qui , comme lui , aspireroit à la succession de Charles II , seroit roi d'Espagne, il s'élève encore quelques difficultés entre ces deux puissances , relativement à quelques états d'Italie , dépendans de la succession de Charles II , qui étoit de la ligne autrichienne. Les successeurs de Philippe V prétendent toujours avoir des droits sur ses états d'Italie ; & la maison d'Autriche , ainsi que celle de Lorraine , les contestent sans cesse.

Si les souverains , par une politique mal entendue , ne préféreroient pas de laisser subsister des occasions de rupture , pour en profiter lorsque les circonstances leur semblent favorables , la maison régnante en Espagne & la maison d'Autriche , étoufferoient ce malheureux germe de guerre par un traité additionnel à celui d'Utrecht.

Les deux puissances que l'Empire a toujours regardées , malgré les traités , comme ses ennemis naturels , sont la France & la Porte. Il est vrai que la France par ses possessions le long du Rhin , peut donner de l'ombrage à l'empire. Mais , que gagneroit-elle à étendre sa domination & à franchir la limite qui la sépare de son rival ? des conquêtes qu'il faudroit toujours tenir en état de défenses , & dont la conservation coûteroit beaucoup plus qu'elles ne pourroient produire. Louis XIV , par la paix de Riswick , n'a-t-il pas senti la nécessité de sacrifier tout ce qu'il avoit conquis au-delà du

Rhin? La France n'a-t-elle pas fait le même abandon par le traité de Vienne?

Puisqu'il entre dans la politique du gouvernement françois de ne pas étendre ses limites fixées par les derniers traités , pourquoi les Allemands , par une suite des anciens préjugés qu'on leur a inspirés , nous considéroient-ils comme leurs ennemis naturels, nous qui , en arrêtant l'ambition de la maison d'Autriche , avons empêché qu'elle ne rendît l'empire héréditaire? nous qui avons garanti ses princes de l'usurpation qui les menaçoit, & avons soutenu l'électeur de Bavière contre le chef qui vouloit l'opprimer? L'électeur Palatin , & celui de Trèves , n'ont-ils pas le plus grand intérêt à prévenir toute rupture , toute hostilité , pour garantir leurs états de l'invasion des François qui ne peuvent pénétrer dans le sein de l'empire sans traverser leurs principautés , & y répandre l'épouvante ? Quel dédommagement l'électeur Palatin a-t-il obtenu de l'Empire pour ces ravages , pour ces incendies dont il fut le témoin , & qui auroient souillé la gloire de *Turenne*, s'il n'eût pas été obligé d'obéir aux ordres cruels de l'implacable Louvois ?

Que ces instituteurs Allemands , que ces tristes publicistes cessent donc de jeter des semences de haine contre les François dans le cœur de la jeunesse , qui les écoute comme des oracles , & con-

168 *De l'Empereur, de son couronnement,*
serve, malgré elle, dans son ame, des préjugés
que le tems & la raison ont peine à étouffer !

Aujourd'hui des prélats, de petits princes, voudroient encore contrarier l'ouvrage de la sagesse & de la justice, en conservant sur des François ces droits de servitude que l'humanité vient d'abolir ; ils osent invoquer, à l'appui de leur réclamation, les traités. Eh bien ! puisqu'il s'agit de traités, lorsqu'il ne devrait être question que de l'équité naturelle, qu'ils ne parlent plus de celui de Westphalie, qui, à la vérité portoit que les villes & seigneuries de l'Alsace seroient maintenues dans le même état, & que le roi de France ne pourroit y exercer que les droits qui appartenoient à la maison d'Autriche. Qu'ils lisent celui de Riswick ; ils y verront que l'empereur & l'Empire cèdent à la France Landau & son territoire, Strasbourg, de même que toutes ses dépendances, situés sur la rive gauche du Rhin, avec tous les droits de souveraineté & autres.

Ils verront, dans le quatrième article du même traité, qu'il est seulement dit que tous les lieux & tous les droits dont le roi de France s'est emparé, au-dehors de l'Alsace, seront restitués ; d'où M. de Mably conclut, avec raison, que toutes les réunions qui regardent l'intérieur de l'Alsace, n'ayant pas été réclamées, sont valides, & sont par conséquent partie de la souveraineté françoise.

Si l'Empire & la France qui étoient en guerre, ont dérogé, de concert par le traité de Riswick à celui de Westphalie, pour tout l'intérieur de l'Alsace, pour le territoire de Landau & les dépendances de Strasbourg, situées sur la rive gauche du Rhin; si la condition de la remise que la France a faite de *Fribourg*, & de tous les forts qu'elle avoit fait construire sur le Rhin, a été qu'elle jouiroit sur les pays qu'on lui cédoit, de tous droits de souveraineté, les princes de l'Empire n'ont pu conserver sur les terres qui y étoient comprises que les droits communs aux seigneurs François, & ils n'ont pas celui de priver leurs vassaux des avantages & des affranchissemens qui doivent s'étendre sur tous les sujets qui n'ont plus que la nation, que la loi & le roi pour souverains.

En exposant ces vérités politiques, & ce système de défense naturelle, je suis bien éloigné de vouloir contrarier le projet que l'on pourroit avoir d'indemniser ces princes ou seigneurs Allemands des revenus qu'ils touchoient, & qu'ils vont perdre d'après le nouveau plan de constitution.

Peut-être ne doit-on pas exiger de ces étrangers qui existent au milieu des idées féodales, qui tiennent à un corps dont les principes sont si inférieurs aux nôtres, qu'ils s'élèvent tout-à-coup à ce noble désintéressement, à cette générosité chevaleresque qui honore aujourd'hui la nation fran-

çoise & les grands propriétaires ; mais sacrifier à de misérables considérations, à de vaines frayeurs l'uniformité de nos affranchissemens ; rompre ce beau système d'égalité qui doit s'étendre sur toute la surface du royaume, ce seroit déshonorer la nation & ses législateurs, ce seroit altérer ce titre auguste qu'a adopté notre monarque, *roi d'un peuple libre*. « Nous ne sommes donc pas vos su-
 » jets, s'écrieroient les habitans de l'Alsace, car
 » nous ne sommes pas libres ; les droits de servi-
 » tude, de main-morte pèsent toujours sur nos
 » têtes & nous avilissent aux yeux de nos con-
 » citoyens : que la France nous sépare de son
 » empire, ou qu'elle nous fasse participer à l'hon-
 » neur de la liberté ; que des étrangers ne viennent
 » plus nous atteindre jusques dans son sein, pour
 » nous marquer du sceau de l'esclavage ».

Si Joseph II n'eût pas tourné ses armes contre la Porte, il y a lieu de croire que la puissance ottomane n'eût pas troublé, de longtems, le repos de l'Empire ; mais la maison d'Autriche, toujours jalouse d'étendre sa domination, après l'avoir agrandie aux dépens de la Pologne, a saisi l'occasion de reculer les bornes de ses états, qui servoient de barrière à l'Empire.

Il n'existe plus, ce tems où les successeurs de Mahomet réunissoient sous son étendard des guerriers invincibles, & portoient la terreur jusques

dans le sein de l'Allemagne. Le secret de leur foiblesse est dévoilé; l'impétuosité courageuse d'une troupe de barbares est rompue par une sage tactique, qui renverse & détruit les plus redoutables bataillons.

L'Empire est composé d'environ trois cents états, qui relèvent immédiatement de lui; on évalue sa population à vingt-cinq millions d'hommes. Malgré la fertilité de son territoire, il suffit à peine pour nourrir tous ses habitans; aussi l'Allemagne fournit-elle des troupes à presque toutes les puissances de l'europe. La Hollande, le *Danemarck* y font sans cesse de nouvelles recrues. Les villes & les villages y sont si pressés, qu'on a peine à en suivre les divisions sur la carte; il n'y a pas jusqu'aux forêts qui n'y soient habitées. Dans les mines de *Hartz*, en Saxe, des familles nombreuses ont établi leur demeure sous terre: hélas! qui fait si ces familles que nous croyons si malheureuses, & qui n'ont pas même l'idée de toutes nos jouissances, ne goûtent pas plus de calme que nous! Les soucis, les rivalités, les projets ambitieux s'arrêtent sur la surface de la terre, & ne pénètrent point dans son sein.

Les mines sont abondantes en Allemagne; plusieurs princes font exploiter des mines d'argent, & se sont attribué le droit de battre monnaie, ce qui a donné lieu à beaucoup d'abus & à beaucoup

de réglemens qui sont toujours enfreints. Les loix défendent aux états de battre monnoie ailleurs que dans les villes choisies par chaque cercle, sous peine d'être privés de ce droit; elles exceptent cependant les états *qui ont des mines à eux appartenantes*. Cette exception est vicieuse; car la propriété d'une mine ne devoit pas dispenser d'envoyer la matière qu'on en auroit extraite, dans une ville désignée par les cercles, pour y convertir cette matière en espèces.

Les loix veulent que toutes les monnoies, nouvellement frappées, soient, avant d'avoir cours en Allemagne, essayées dans des assemblées particulières. Suivant les mêmes loix, les épreuves devroient se faire au moins une fois par an, par des essayeurs nommés pour juger si la monnoie est au vrai titre.

Ce sage réglemant est devenu sans activité. Chaque prince, jaloux de faire circuler des espèces à son nom & à ses armes, abuse de la faculté qui lui a été accordée de faire frapper de petites monnoies pour l'usage & le besoin de son territoire. Il fait fondre les grosses espèces marquées à un bon titre, & les convertit en petites espèces, chargées d'alliage, & sur lesquelles il fait un gain honteux.

Cependant la dernière capitulation porte » que
» ceux qui contreviendront aux constitutions mo-
» nétaires, seront privés du droit de battre mon-

- » noie , & de siéger aux diètes , que les états , une
- » fois privés de ce droit , ne pourront y être rétablis
- » que du consentement de tous les autres » .

Lorsque beaucoup de princes ont un égal intérêt à éluder une loi dont ils sont les arbitres , peut-on s'attendre à son exécution ? Les états d'Allemagne en affermant à des étrangers leur droit de battre monnoie , & en partageant le bénéfice , n'encouragent-ils pas eux-mêmes à la fraude , & ne s'en rendent-ils pas les complices ?

Il ne faut pas s'étonner , d'après ce que nous venons de voir , si la monnoie d'Allemagne est si discréditée dans les villes de commerce. Les ducats de l'électeur de *Brandebourg* ne sont qu'à dix-huit carats ; ceux de Bavière & de *Wirttemberg* sont à-peu-près au même titre , quoique les loix de l'empire portent qu'ils doivent être à vingt-trois carats. Les Hollandois s'y conforment scrupuleusement ; aussi leurs ducats portent-ils pour inscription : *monnoie des provinces unies , fabriquée selon les loix de l'Empire.*

Un des autres vices de la constitution d'Allemagne , c'est la multitude de péages que les princes ont établis dans leurs états , & qui soumettent les marchandises qui les traversent à des droits multipliés ; ces droits destructeurs du commerce & onéreux aux voyageurs , ont été limités par des

réglemens; mais il auroit été plus sage de les détruire dans toute l'Allemagne.

Ce qui constituoit autrefois le revenu de l'empire étoit très - considérable; on l'évaluoit, sous Frédéric I^{er}, à soixante talens d'or, ce qui revient à vingt millions de notre monnoie.

Il souffrit une telle diminution, pendant le cours du long interrègne, qu'on ne l'estimoit plus que vingt talens, sous *Rodolphe de Haxebrouck*. Le peu d'économie de ses successeurs, leurs concessions, leurs aliénations, l'ont réduit à une somme si modique, qu'il vaut à peine les frais de la perception.

L'empereur & les états ont fait de vains efforts, jusqu'à présent, pour rétablir le domaine de l'Empire. Par la dernière capitulation, l'empereur s'engage « à ne plus aliéner aucun domaine de l'empire, à y réintégrer toutes les principautés, » seigneuries & pays qui en ont été détachés » par des aliénations ou hypothèques qui sont » éteintes; de restituer, suivant l'avis de tous les » électeurs, les biens que lui ou les siens pour- » roient posséder sans titres légitimes.

» Les fiefs d'un produit considérable, comme » électorat, principauté, comté ou ville qui » retourneront à l'empire, ne peuvent plus être » donnés en fiefs, sans le consentement du col-

» lége électoral , si c'est un électorat ; sans le con-
» sentement des électeurs & princes , si c'est une
» principauté ; & sans celui des trois collèges , si
» c'est une ville ».

Cette capitulation portant que les expectatives que des états pourroient avoir obtenues *auront leur effet* ; ces expectatives sont si étendues & si multipliées , que ce moyen d'enrichir le domaine de l'empire sera stérile pendant des siècles.

Je crois en avoir dit assez pour faire connoître la constitution de l'Allemagne , pour donner une juste idée de la composition de ses états , des privilèges de ses électeurs , de ses princes & de ses villes libres. J'ai recueilli ce qui étoit éparé dans plusieurs volumes pour en former un ensemble aisé à suivre & à saisir.

Des publicistes anciens ont trop exalté cette forme de gouvernement ; des écrivains modernes l'ont peut-être trop ravalée ; car la louange & la critique s'avent rarement conserver une juste mesure. Certainement il y a bien des imperfections , bien des vices dans la constitution germanique ; mais toute supérieure que lui soit la nôtre , sommes-nous bien sûrs qu'elle recevra une approbation générale ? que nous ne ferois pas nous-mêmes obligés d'en rectifier quelques parties ? C'est le tems , c'est l'expérience qui découvrent ce qu'ont de

défectueux les réglemens d'une grande association.

Le plus frappant des défauts de la constitution de l'Allemagne, c'est que depuis longtems le chef de l'empire a trop peu de puissance, comme empereur, & trop comme souverain des états qu'il possède, à titre d'états héréditaires. Tous les princes jouissent, dans leur territoire, d'une indépendance trop absolue : la diète dont on les menace est un corps pesant & sans activité ; elle est devenue pour eux le soliveau dont ils bravent l'inertie. Si l'empereur étoit armé d'une force plus réprimante, d'un pouvoir véritablement exécutif, il arrêteroit les vexations de ces petits despotes, qui se rendent coupables de mille injustices dans leurs états, qui altèrent la monnoie, qui affranchissent les nobles à leur gré, qui vendent leurs sujets, qui lèvent sur eux des impôts arbitraires, qui ont une criminelle indulgence pour les membres de leur collège, parce qu'ils ont besoin d'en trouver une semblable.

Ce ne seroit peut-être pas un paradoxe, que de soutenir que la constitution telle qu'elle est en Allemagne, est à-peu-près la même que celle qui existoit en France, sous la seconde race de nos rois, & au commencement de la troisième. Nos ducs de Bourgogne, nos Comtes de Champagne, n'étoient-ils pas souverains dans leurs états?

Le

Le roi étoit réduit à ses domaines : la politique de nos rois a fait la différence. Ils ont agrandi leur souveraineté aux dépens de celle de leurs vassaux , tandis qu'au contraire , en Allemagne les vassaux de l'empire ont étendu leur souveraineté aux dépens de celle de l'empereur. Le chef de la monarchie françoise n'est plus élu. Celui de l'empire l'est devenu. En France, les grands officiers de la couronne avoient des principautés, des provinces, aujourd'hui ils ont des gages; en Allemagne, les grands officiers n'ont plus de gages, mais ils ont des états, des royaumes. Avant de sanctionner son élection, ils prescrivent des loix à l'empereur; en France, jusqu'à présent, le roi n'avoit reçu la loi d'aucun de ses sujets, & il la faisoit à tous; en Allemagne, l'empereur & l'empereur étoient deux choses bien différentes; en France, le monarque & la monarchie ne faisoient qu'un. On ne disoit jamais le roi & la France, on dit encore l'empereur & l'empire.

Malgré tous les vices de la constitution germanique, il y a lieu de penser qu'elle se soutiendra longtems telle qu'elle est.

Le retour à la liberté s'opère difficilement dans une contrée divisée en plusieurs souverainetés, parce qu'il n'y a point d'accord dans les projets des habitans : si les sujets d'un prince sont

178 *De l'Empereur, de son couronnement,*

mécontents, & veulent briser leur joug, les sujets d'un autre, qui n'éprouvent pas le même sentiment, ne secondent pas leur résolution; d'où il résulte que les vassaux du même empire ne pouvant compter sur un secours réciproque, tandis que les princes sont assurés de celui de tous leurs égaux, la domination de ceux-ci paroît devoir durer des siècles encore, au lieu que l'affranchissement des sujets semble très-éloigné & presque chimérique (1).

Nous allons quitter l'Allemagne, & nous avancer jusques dans la Pologne; nous examinerons la constitution de cet état, tout-à-la-fois républicain & monarchique; nous verrons s'il est susceptible de recevoir le plan de gouvernement qu'avoit tracé pour lui le philosophe de Genève.

Pendant que nous parcourrons ainsi les princi-

(1) Les sujets de l'électeur de Saxe dont les états fleurissent sous une belle constitution, n'entreroient pas dans une confédération qui auroit pour objet la réforme de tous les gouvernemens existans en Allemagne. La république de Nuremberg, quoique fatiguée du joug aristocratique de ses nobles, ne partageroit pas le desir qu'auroient les états voisins de limiter l'autorité de leurs princes; les villes impériales, heureuses du système d'administration qu'elles ont adopté, ne s'exposeroient pas au danger de perdre leur liberté, en aidant des sujets à conquérir celle qu'ils n'ont pas.

pales constitutions de l'europe, la nôtre qui arrive à peine à la vie, recevra son entier développement ; & nous serons plus en état de comparer l'ouvrage des siècles passés avec celui du siècle présent.

N'oublions pas que quelque bonne qu'elle puisse être, cette constitution ~~soit~~ désirée ; elle ne pourra nous convenir qu'autant que nos mœurs & nos idées s'épurèrent avec elle, & que nous nous rendrons dignes de la recevoir : si elle doit tout faire pour notre bonheur ; ne négligeons rien pour sa prospérité. Que les sacrifices ne coûtent point à celui qui est riche. Que veut-il faire de l'or qu'il cache & ensevelit dans ce moment ? Quel plus bel emploi pouvoit-il en faire, que celui d'assurer sa liberté & celle de ses descendans ?

Qu'ils entendent mal leurs intérêts, ceux qui s'isolent au milieu de la crise publique, qui entretiennent la méfiance, étouffent le crédit par des frayeurs qu'ils exagèrent ! Le mal qu'ils redoutent, ils le feront naître ; le malheur dont la seule idée les consterne, ils le rendront inévitable. Pour vouloir tout conserver, ils finissent par tout perdre.

Combien seroit admirable la nation qui, dans une circonstance semblable à celle où nous nous trouvons, s'animeroit d'une noble générosité, mettroit toute sa confiance dans la vertu de son chef, & dans la justice de ses Représentans, ne demanderoit à l'état que des sûretés pour lui porter

180 *De l'Empereur, de son couronnement, &c.*

tous ses trésors, étendrait les ressources du crédit public, en recevant avec sécurité la représentation de son numéraire; qui se liguerait contre les lâches qui altèrent les revenus de l'état, & veulent se soustraire à un impôt légitime, au risque de compromettre l'honneur national; qui lutterait contre la malveillance de l'étranger, en s'interdisant toutes les productions qui font pencher, en faveur des autres peuples, la balance du commerce; qui les convaincroit, par sa sobriété & son économie, que le grand œuvre public occupe toutes ses pensées, absorbe tous ses desirs, & qu'elle ne veut plus avoir d'autre devise que celle-ci : *Liberté pour elle, & justice envers tous !*

VII^e DISCOURS.

DE la Constitution de la Pologne.

LORSQUE l'on voit ce qu'est aujourd'hui la Pologne, il faut oublier ce qu'elle fut dans le X^e siècle, sous *Boleslas*, vainqueur de la Russie, sous le grand *Casimir*. Il faut perdre le souvenir de ses généreux efforts pour maintenir sa liberté. Qui pourroit soupçonner, si l'histoire ne nous l'apprenoit, qu'elle a été la terreur du Turc, la libératrice de Vienne, & que si elle n'a pas fait de la Prusse une de ses provinces, c'est parce que, sous *Jagellon*, elle n'a pas su profiter de ses victoires ?

La Pologne avoit autrefois trois causes de destruction : le voisinage de la Russie, celui de la Turquie & le vice de sa constitution ; elle avoit, pour sa défense, les Cosaques & la supériorité de sa cavalerie. Les Cosaques l'ont abandonnée & se sont rangés sous l'empire de ses ennemis ; sa cavalerie s'est affoiblie & le vice de sa constitution s'est empiré. Malgré ces révolutions effrayantes, elle pouvoit encore se soutenir, non à l'aide de ses forces, mais à la faveur d'un système politique ;

trois puissances rivales avoient intérêt à ce qu'aucune d'elles ne s'agrandît aux dépens de la Pologne. Ces trois puissances rivales ont suspendu leur haine, & se sont conciliées pour la dépouiller de concert. Ils l'ont réduite à un tel état de faiblesse, qu'on croiroit qu'ils ne la laissent subsister que par pitié & jusqu'au moment où, par un nouveau partage, ils l'absorberont toute entière.

L'origine de la Pologne est comme celle de tous les états du Nord, obscurcie de mensonges, moins attachans, sans doute, que ceux des peuples de l'antiquité, parce que des poètes n'ont point environné son berceau de ces fables ingénieuses qui illustrent une nation naissante, & semblent attacher la noblesse à son existence.

Ses premières époques se divisent en races, & l'on suit ses révolutions à l'aide de cette longue chaîne royale dont chaque souverain forme un anneau.

Après la mort de *Mieclas*, prince foible & indigne de succéder à *Boleslas*, son père, la Pologne essuya, comme l'Allemagne, un long interrègne qui ne lui fut pas moins funeste. Ce qu'on appelle les *grands d'un royaume* se disputèrent l'autorité, se firent la guerre, ravagèrent les campagnes, opprimèrent le peuple, encouragèrent les peuples voisins à venir profiter de leurs dissensions & à se venger sur la Pologne, des affronts

qu'ils en avoient reçus (car par - tout l'histoire offre à-peu-près les mêmes scènes); la veuve du roi effrayée, emporte ses trésors, & Casimir, son fils, encore enfant. Après avoir été accueillie en Allemagne, elle passa en Italie. Là, on ne présente au jeune Casimir d'autre consolation, d'autre dédommagement de l'héritage de ses ancêtres, que des couronnes célestes; & pour les conquérir, on lui conseille d'aller se faire instruire dans l'université de Paris, & de s'ensevelir ensuite dans l'obscurité d'un cloître. Casimir suit modestement la route que lui trace la superstition. Il cache son origine; & peu d'années après, le descendant des rois de Pologne est ignoré & confondu parmi les moines de Clugni.

Cependant les Polonois épuisés par les horreurs d'une guerre civile, assaillis par tous les peuples qui font de leur pays un pays de conquête, songent à rappeler le fils de leur souverain.

Après bien des recherches, ils découvrent la retraite où ses jours s'écoulent tristement. Ils lui envoient des ambassadeurs chargés de lui offrir la couronne, & de le conjurer de prendre pitié d'un peuple qui attend de lui son bonheur.

Casimir étoit malheureusement enchaîné par ses vœux & par le diaconat.

Quels liens dans un siècle d'ignorance! Comment les rompre?

Le modeste religieux étoit bien convaincu qu'il avoit besoin de la permission du pape pour quitter sa cellule, & aller habiter un palais, pour échanger son froc contre le manteau royal.

Ce qui étonneroit peut-être, si quelque chose pouvoit surprendre de la part des pontifes Romains, ce sont les conditions que Benoît IX imposa aux Polonois, avant de consentir à ce que le fils de leur roi passât de l'oïssiveté du cloître à l'heureuse activité d'un souverain. Il exigea d'abord qu'ils se soumissent à payer à la cour de Rome *le denier de Saint Pierre*. Cela n'étoit pas indifférent pour un pape; mais ce qui devoit lui être bien égal, c'étoit la coiffure des Polonois; cependant il exigea qu'ils se couperoient leurs cheveux & leurs barbes à la manière des autres peuples catholiques, & qu'ils porteroient tous au col, dans les principales fêtes de l'année, une étole blanche de lin.

Les Polonois se soumirent à ces trois conditions & les remplirent exactement. Ces légers sacrifices ne furent pas infructueux. Casimir prouva qu'un bon esprit nous élève à la hauteur de tous les rangs où la fortune nous place; il ramena le calme dans ses états, en punissant les séditieux, en arrêtant les perturbateurs & en délivrant ses provinces des étrangers qui les avoient usurpées. Une singularité remarquable dans l'histoire des rois de Po-

logne, c'est que le premier des Casimirs vint en France avant de régner, & s'y fit moine. Sous Louis XIV, le dernier des Casimirs, après avoir abdiqué la couronne, se retira à Paris à l'abbaye S. Germain dont il fut abbé, & il ne voulut jamais souffrir qu'on lui donnât le titre de majesté; ainsi le dernier finit comme le premier avoit commencé.

Après la mort de Casimir, les Polonois donnèrent la couronne à *Boleslas II*, son fils, qui fit, comme son bisaïeul, la conquête de la Russie.

Quoiqu'il n'entre pas dans mon plan de suivre l'histoire de Pologne pour faire connoître sa constitution, je ne puis me résoudre à passer sous silence un trait historique qui arriva sous ce prince. Après qu'il eut triomphé du courage des Russes qui défendoient Kiovie, il entra dans cette ville en vainqueur généreux. Il fit défense à son armée d'occasionner le moindre dommage aux habitans. Les compagnons de sa victoire, loin de montrer de la fureur, manifestèrent des sentimens bien opposés à la vue des belles habitantes de la ville conquise : le prince & les soldats oublièrent qu'ils avoient des femmes en Pologne, & prolongèrent leur séjour à Kiovie au milieu des voluptés que cette ville rassembloit. Jamais les vainqueurs ne reçurent plus de couronnes.

Cependant, les Polonoises instruites des infidélités que leurs maris se permettoient, ne leur pardonnèrent pas les fruits de leur victoire; elles auroient mieux aimé qu'ils eussent passé au fil de l'épée, sans distinction de sexe, tous les habitans de Kiovie. Dans la fureur de leur jalousie, elles s'abandonnèrent à un projet de vengeance qui étoit plus naturelle que noble; elles se livrèrent toutes, à l'exception d'une seule dont la vertu a honoré & perpétué le nom, aux embrassemens de leurs esclaves.

La nouvelle d'une vengeance si publique & si unanime arriva bientôt à Kiovie; les officiers, les soldats irrités imputèrent au roi leur déshonneur; une grande partie de l'armée, la rage dans le cœur, abandonna son chef, & courut en Pologne pour immoler les coupables à la colère.

Les femmes & les esclaves qui s'attendoient au plus cruel châtiment, s'animèrent réciproquement, se retranchèrent dans des places fortes, soutinrent des sièges contre leurs maris & leurs maîtres. Les épouses ne voyant plus que des ennemis dans leurs époux, ne montrèrent pas moins de courage que leurs complices; & vendirent chèrement leur vie.

Au milieu de cet acharnement, *Boleslas* arriva, irrité, & contre les premiers coupables, & contre l'armée qui l'avoit abandonné; il exerça contre

les maris, contre les femmes & contre les esclaves, des actes de sévérité que l'on n'auroit pas attendu du paisible vainqueur de Kiovie. Cette anecdote qui est très-vraie, pourroit obscurcir la généalogie de plus d'un noble Polonois, & tel d'entr'eux qui tue sans conséquence un payfan, doit se reprocher d'avoir versé le sang de sa famille.

L'histoire de la Pologne nous prouve que si, comme les Polonois le prétendent, la couronne fut toujours élective chez eux, ils l'accordèrent par préférence aux enfans de leurs souverains. Ils leur reconnoissoient de si véritables droits à l'élection, que nous venons de les voir, allant chercher, de contrées en contrées, un fils de roi, le découvrir dans un cloître & se soumettre à tout ce que le pape exigea d'eux pour n'être pas gouvernés par un autre.

A la mort de Casimir II, ils s'empresèrent de porter sur le trône son fils, à la mémoire duquel est encore attaché le surnom de *Grand*, non pas tant par les victoires qu'il remporta sur les Russes, dont il subjuguâ une des plus belles provinces, connue sous le nom de la *Russie-Noire*, que par les loix sages qu'il donna à son peuple, que par les arts qu'il fit fleurir en Pologne, que par la protection qu'il accorda aux simples payfans contre la tyrannie des nobles. Il est le fondateur

de presque toutes les villes, de tous les monts qui existent encore dans ce royaume, & qui attestent son goût & son activité. Malheureusement il ne laissa point d'enfant. Il avoit désigné pour son successeur *Louis, roi de Hongrie*, qui, après avoir accepté la couronne, se retira dans ses états, & abandonna le gouvernement de la Pologne à la reine *Élisabeth*, sa mère.

Ce prince qui, par son indifférence pour ses nouveaux sujets, les avoit exposés, sans défenses, aux incursions & aux pillages des troupes de Jagellon, duc de Lithuanie, voulut se faire élire un successeur de son vivant. Il força les Polonois à donner leurs suffrages à *Sigismond*, marquis de Brandebourg, son gendre. Mais cette élection irrégulière, puisqu'elle n'avoit pas été libre, fut déclarée nulle après sa mort.

Les Polonois firent hommage de leur couronne à la seconde fille de Louis de Hongrie, à la condition qu'elle épouserait un prince *agréable aux Polonois*. Il eût été plus généreux de la laisser maîtresse d'épouser un prince qui lui ferait agréable; mais le cœur d'une princesse ne se donne pas toujours à celui qui est le plus digne de gouverner les hommes.

Si la nouvelle reine de Pologne avoit été libre d'élever au trône celui qui régnoit déjà sur son ame, elle y eût appelé le duc d'Autriche, qui avoit

pénétré jusqu'à Cracovie, où, sous les dehors d'un chevalier sensible & généreux, il donnoit des fêtes brillantes à celle qui l'y avoit attiré. Il réalisa ces idées romanesques, dont les écrivains du siècle ont embelli leurs descriptions. On les a traitées de fables, parce qu'on est trop loin de la cause pour croire à ses effets.

Cependant Jagellon, en demandant au sénat la main de la reine de Pologne, offroit de réunir pour toujours à leurs états le grand duché de *Lithuanie*, & les terres qu'il possédoit en Russie. Ces offres séduisirent les Polonois qui lui promirent leur reine sans consulter son cœur.

Les austères sénateurs, alarmés de la préférence qu'elle paroissoit donner au duc d'Autriche, le forcèrent de quitter la Pologne; & en environnant le château de leur reine, ils en firent une amante captive.

L'idée de perdre pour jamais celui qu'elle chérissoit, & d'être unie à Jagellon, qu'elle regardoit comme un prince barbare, lui rendoit odieux le présent que lui avoit fait la Pologne. Pendant qu'elle gémissoit sur l'élévation de sa destinée, le farouche rival arrivoit; il étoit accompagné de troupes nombreuses. Mais est-ce avec des soldats que l'on prend un cœur! La reine déclara qu'elle ne vouloit pas le voir; les sénateurs se jetèrent à ses pieds, la conjurèrent de ne pas les exposer à la

vengeance d'un affront qui ne seroit pas pardonné. Touchée de leurs prières, effrayée des malheurs dont ses sujets étoit menacés, elle consentit enfin à recevoir Jagellon. Heureusement pour elle, ce prince, que son imagination lui présentait sous les traits d'un féroce Sarmate, étoit jeune, bien fait : il ne lui manquoit que d'être aimé. . . . Il le fut bientôt, & la princesse ne fut pas fâchée d'unir la Lithuanie à la Pologne.

Je ne me suis arrêté sur ce point de l'histoire, que pour faire connoître l'origine de la réunion de ce duché à la république de Pologne.

Je dois ajouter qu'à la mort de Jagellon, qui, par sa valeur, ne contribua pas peu à affaiblir la puissance de l'ordre teutonique, on donna sa couronne à son fils, quoiqu'il n'eût que *onze ans*, & elle fut toujours portée par ses descendans jusqu'en 1572, époque de la mort de Sigismond Auguste, le dernier de la race de Jagellon.

Cette couronne, dont l'éclat se ternissoit à chaque élection, n'en étoit pas moins ambitionnée par toutes les puissances de l'Europe, chaque fois qu'elle redevenoit à la disposition des Polonois; & ils avoient toujours l'aveuglement de la donner à un étranger, à celui qui leur offroit le plus d'argent, ou consentoit à de plus grands sacrifices. Henri de Valois, le frère de Charles IX, l'obtint par l'intrigue d'un Polonois, qui, après avoir

féjourné quelque tems à la cour de France, retourna en Pologne, & y exalta les qualités du duc d'Anjou; à la mort de son frère, il abandonna ses états pour venir monter sur le trône de France, où il n'eut pas la force de se soutenir. Il se déroba aux vœux des sujets qui l'avoient élu, qui le rappelèrent en vain; & il prouva que celui qui avoit eu deux couronnes, ne méritoit pas d'en porter une.

Sigismond, fils de Jean III, roi de Suède, eut la foiblesse de sacrifier celle de son père, qui étoit héréditaire à l'honneur d'être, quelques années plutôt, décoré du titre de roi.

Sous *Ladislas*, son fils, que les Polonois dédommagèrent de la perte du trône de Suède en lui donnant le leur, la Pologne fit une grande faute; elle se détacha des Cosaques, peuple belliqueux & sauvage, sous le prétexte que des payfans Polonois, fatigués des exactions de leurs seigneurs, trouvoient un refuge parmi eux, & partageoient leur indépendance. L'un d'eux, à la tête des révoltés, fit repentir ces maîtres cruels de leur injustice; il porta l'effroi dans toute la Pologne, & la mit à la veille de ne plus présenter que l'aspect d'un désert couvert de cendres.

Je crains de m'arrêter sur tous les malheurs qui désolèrent ce vaste royaume pendant ses interrègnes : combien la Pologne a payé cher les con-

cessions qu'elles arrachées de l'ambition des prétendants à son trône ! Que n'y éleva-t-elle toujours son grand maréchal, lorsqu'il auroit montré des talens dans ce poste important ! Elle eut une fois le bon esprit de faire porter son choix sur une base aussi certaine. Quelle gloire n'en a-t-elle pas recueillie ! Sobieski, en lui apportant son courage & ses vertus guerrières, lui a plus donné qu'à tous les princes qui l'ont agrandie par des provinces.

Lorsque l'on considère, d'un côté, cette multitude de princes, d'archiducs, de souverains étrangers qui accourent de toutes les parties du monde pour venir mendier, dans les interrègnes, le sceptre de Pologne, semer l'argent, faire jouer tous les ressorts de l'intrigue, parmi les Palatins & les nobles Polonois ; lorsque l'on voit, de l'autre, ces fiers républicains chercher, parmi les concurrens, celui qui mettra un plus haut prix à leur suffrage, on ne fait qui l'on doit moins estimer de ces ambitieux, tourmentés du desir de régner sur un peuple dont ils ignorent les mœurs, le caractère & les loix, ou de ces vils électeurs qui font un trafic de la plus honorable mission, & craignent si peu de donner à leur patrie un prince qui en fera peut-être le malheur ou la honte.

Si la Pologne eût été assez généreuse pour payer un juste tribut de reconnoissance à la mémoire de

Sobieski,

Sobieski, dont la valeur l'avoit affranchie d'un honteux tribut qu'elle devoit à *la Porte*; qui, par ses victoires multipliées contre les Turcs, avoit acquis, dans leurs camps, le surnom d'*invincible*, elle auroit donné sa couronne à l'un de ses fils; mais ses sordides députés hésitèrent long-tems entre Frédéric Auguste, électeur de Saxe, & un prince de *Conti* auquel il ne manqua, pour réunir la pluralité des suffrages, que de pouvoir envoyer deux cent mille écus que le ministre de France avoit promis aux électeurs.

Son concurrent se crut heureux de l'avoir emporté & sur les enfans de *Sobieski*, & sur le duc de Lorraine, & sur *Conti*; mais cette malheureuse couronne, qui lui coûta tant d'argent & d'efforts, n'attira sur sa tête que des humiliations. Elle exposa la Pologne au ressentiment de Charles XII, & soumit cette nation guerrière à recevoir la loi d'un jeune prince qui auroit régné sur elle, s'il n'eût pas dédaigné son trône, & s'il n'eût préféré d'y faire monter un simple Palatin, qui, sans les revers de son protecteur, y auroit fait briller les vertus dont une de nos provinces a ressenti les heureuses influences.

Depuis le grand *Casimir*, chaque prétendant, plus jaloux de la couronne que du bonheur du peuple, subit la loi que la noblesse lui imposa; *Casimir*, redoutable par la puissance de ses armes,

avoit imprimé la terreur & le respect aux Palatins; indigné de l'ascendant que la haute noblesse avoit pris sur celle du second ordre, plus révolté encore de la manière dont elle enchaînoit au travail le simple cultivateur, il avoit, comme nous l'avons dit, établi des loix pour relever l'ordre équestre, & soustraire le laboureur à l'oppression des seigneurs. La première condition qu'on imposa à *Louis de Hongrie*, fut qu'il annulleroit ces sages réglemens; qu'il restitueroit les grands propriétaires dans leurs tyranniques privilèges, & qu'il ne s'opposeroit plus à ce qu'ils disposassent arbitrairement des fruits du travail & même de la vie de leurs esclaves.

C'est ainsi, ô malheureux peuple! que l'on se joue par-tout de votre misère & de votre foiblesse, lorsque vous avez la lâcheté de demeurer foible. Les grands vendent aux rois l'honneur de dominer sur eux, à la condition qu'ils domineront sur vous; mais ils se réservent l'avantage d'entrer dans leurs conseils, de limiter leur puissance; ils lui interdisent la faculté d'attenter à leur liberté: vous, ils vous méprisent trop pour jamais vous permettre de leur donner des avis; ils veulent exercer sur vous un pouvoir sans bornes; s'ils vous laissent travailler à la terre, c'est afin d'en recueillir les fruits; s'ils consentent à ce que vous existiez dans ce qu'ils disent être leur domaine, c'est à la charge que vous

les fructifierez de vos sueurs : si un seul reproche, si le moindre murmure oïoit s'échapper de votre bouche, tremblez, misérables, qu'un orgueil féroce n'abreuve de votre sang cette terre que vous arrosez de vos larmes; sachez souffrir, car si vous fuyez, vous serez poursuivis & ramenés sur ce sol qui ne produit pour vous que des ronces. Vous, votre femme, vos enfans & les leurs, vous ne vous appartenez pas; vous faites partie de la terre sur laquelle vous végétez, ainsi que les arbres qui y portent des fruits : ce propriétaire (qui est pourtant de la même espèce que vous) n'allez pas vous imaginer qu'il soit votre semblable; il est votre maître, il est l'arbitre de vos jours; s'il vous donne la mort, une légère amende sera tout au plus la peine de son caprice : voyez, en traversant humblement sa cour; ces serviteurs qui pansent ses chevaux, qui s'agitent pour obéir à ses ordres, qui suivent ses pas, & lui servent d'escorte; n'allez pas croire non plus qu'ils ne soyent que des hommes comme vous : ils sont des nobles, gagés il est vrai; leur esprit n'est guère plus éclairé que le vôtre, mais c'est la fleur de la république, vous n'en êtes que le triste feuillage. Montés sur des chevaux qui ne sont point à eux, bientôt ils se présenteront à la diète de vos provinces; ils y siégeront fièrement, ils élèveront la voix, ils menaceront; & s'ils ne parviennent pas à être membres

de la diète générale, ils y enverront des palatins ; qui se diront représentans de la nation , sans vous représenter , parce que vous êtes comptés pour rien. Lorsqu'il s'agira de l'élection d'un nouveau monarque , ils accompagneront leur maître , ils fortifieront ses desseins , ils feront briller leurs sabres qui n'épouvantent plus que les Polonois , & seront disposés à donner leurs voix , & à prolonger leurs cris en faveur de celui qui aura répandu plus d'argent parmi eux.

Il n'y a rien d'exagéré dans ce que je viens de dire. On y voit ce qu'étoit , en Pologne , le roi , ce qu'y étoient les palatins , les nobles & les serfs.

Chaque nation a , dans son caractère politique , une intention dominante. Il paroît que la plus distinctive , chez le Polonois , a été jusqu'à présent , celle de choisir son roi à chaque vacance du trône. Il y a quelque chose de noble dans cette volonté ; elle semble même émaner de la raison. Il est beau de revêtir soi-même de l'autorité suprême celui auquel on doit obéir. Puisqu'on l'a élu , c'est sans doute parce qu'on l'a cru digne de commander : on lui est soumis , parce qu'on a voulu s'y soumettre. La reconnaissance qu'il doit au peuple , est une raison de plus d'être juste envers celui qui l'a choisi ; enfin , on n'est point exposé à voir le pouvoir exécutif dans les mains d'un furieux , d'un insensé ou d'un lâche.

que le seul titre de sa naissance porte sur le trône.

Voilà sans doute ce que l'on peut dire de plus décisif en faveur de la couronne élective ; mais si l'on fait attention à tous les malheurs , à toutes les intrigues , à toutes les rivalités , à toutes les dissensions attachées à la vacance du trône , dans une monarchie , on verra que les hasards de l'élection sont souvent pires que ceux de la naissance.

Les qualités nécessaires , pour bien gouverner , sont-elles assez évidentes pour qu'il soit aisé de discerner celui qui les réunit ? Tous les sujets qui devront obéissance & respect au souverain qui va être élu , sont-ils appelés à son élection , & sont-ils éligibles ?

Si le peuple desiré un homme vertueux , les grands veulent un homme titré ; si le peuple a besoin d'un prince sensible pour tous , les seigneurs exigent que celui auquel ils donneront leurs suffrages ne voie qu'eux dans l'état. Les nobles qui attendent tout du monarque qui sera élu , se divisent pour faire tomber la couronne sur la tête du prétendant dont ils espèrent le plus de faveur. Les concurrens , plus occupés de leur gloire que du bien public , grossissent leur parti , & cherchent plus à arracher qu'à obtenir ce qui fait l'objet de leur ambition. La violence prend la place d'une volonté libre. Comme la couronne devient le fruit de l'intrigue , de la crainte qu'on

a inspirée aux uns, des espérances qu'on a données aux autres, des appuis qu'on s'est ménagés; celui qui finit par l'avoir, se persuade qu'il la doit plus à son adresse, à sa politique, qu'au choix éclairé de ses électeurs. Il s'applaudit de ses succès, & ne se croit tenu à aucune reconnoissance envers ceux qu'il a séduits ou maîtrisés.

Le grand bien qui devoit résulter de l'élection, s'évanouit: on apprend au peuple qu'on lui a élu un roi; & la nation qui se vançoit du droit de le choisir, a pour chef un prince qu'elle ne connoît ni par ses vertus, ni par ses talens. Les grands, furieux de n'avoir pas réussi dans leurs projets, font retomber leur rage sur d'innocens vassaux. Ils s'efforcent d'humilier leur rival heureux, & de diminuer l'éclat de son triomphe; ne pouvant s'élever aussi haut que lui, ils voudroient l'abaisser jusqu'à eux; ne prenant point d'intérêt à un prince qui a dissipé leurs prétentions, ni au peuple dont l'ensemble ne leur paroît qu'une immense propriété morcelée entre tous leurs égaux, la patrie n'a pour chef qu'un monarque forcé de s'occuper de défendre sans cesse son pouvoir; pour appui, que des nobles tourmentés du desir de la dominer; pour richesse, que le travail de l'esclavage, qui ne veut rien pour elle, parce qu'elle ne fait rien pour lui.

Je le demande, y a-t-il un François qui, d'après

est exposé fidèle, puisse envier à la Pologne ce privilège dont elle est si jalouse ?

Elle l'a acquis ce droit qui lui a été si funeste, d'une manière légale & constitutionnelle, en 1550, sous Sigismond-Auguste, qui souscrivit envers la nation, c'est-à-dire, envers les grands (car ce malheureux peuple fait résider toute la nation dans sa haute noblesse) à lui laisser la faculté illimitée d'élire son monarque à chaque vacance de trône ; & comme Sigismond ne laissa point d'enfans, ni même de proche parent, cette fameuse charte rédigée dans une diète solennelle, & que l'on connoît en Pologne sous le titre de *pac̃ta conventa*, reçut, à la mort du roi, sa plus entière exécution.

A partir de cette époque, il n'est plus douteux qu'une des loix fondamentales de la Pologne ne soit celle qui rend la couronne élective. Le *pac̃ta conventa*, en confirmant toutes les concessions faites par Louis de Hongrie, portent que non-seulement le roi sera élu, mais encore qu'il ne pourra jamais se donner un successeur de son vivant ; que les diètes générales seront assemblées tous les deux ans ; que tout noble sujet du royaume auroit droit de suffrage dans la diète d'élection ; que si le roi portoit quelque atteinte aux loix & aux privilèges de la nation, les sujets seroient déliés de leur serment de fidélité.

Il est certain qu'un individu étranger ou national qui n'a aucun droit par lui-même à la couronne, à qui on la donne, à la charge de remplir ces conditions, qui l'accepte en jurant de les observer, ne peut les enfreindre sans se rendre coupable de parjure & d'usurpation. Cependant si, découvrant de grandes injustices dans ces loix auxquelles il auroit promis de se soumettre, il voyoit que le malheur du peuple y est attaché, il pourroit, avec une ame grande & magnanime, soutenu des troupes qui sont à sa solde, & qui sont presque toutes étrangères, convoquer, dans une assemblée générale, toute la nation, & lui dire : « Par-tout où vous êtes
 » réunie, réside le pouvoir suprême de confirmer,
 » ou d'annuller les loix anciennes. Est-il dans
 » votre volonté que les diètes générales ne soient
 » composées que de la haute noblesse ? que les
 » diètes d'élection ne s'ouvrent jamais pour aucun
 » de ceux qui ne sont pas dans son second ordre ?
 » Persistez-vous à penser que le cultivateur des
 » campagnes doive toujours demeurer serf, &
 » que le chef du royaume ne puisse l'affranchir ?
 » Votre opinion est-elle toujours que le monarque
 » de la Pologne ne soit que très-peu de chose,
 » & que la très-grande majorité des sujets ne
 » soit rien ? »

» Si c'est-là votre vœu, éloignez-vous tous

» de moi ; je vais rentrer dans mon palais ; il
» ne me restera que deux partis à prendre , celui
» d'être fidèle à mon serment , ou d'abdiquer ;
» mais si votre véritable vœu , au contraire , est
» d'annuller de semblables réglemens , rappro-
» chez-vous , & nous conférerons sur les moyens
» d'anéantir les usurpations qui ont été faites &
» sur les droits du trône & sur ceux de la nation ».

Voilà l'idée qui auroit dû éclairer un grand prince ; elle auroit préservé la Pologne de sa décadence & peut-être de sa destruction prochaine.

Tous ceux qui ont succédé à Sigismond , satisfaits d'avoir obtenu la couronne , y ont tellement tenu qu'ils ont préféré d'en perdre les plus beaux fleurons , à l'honneur de la recouvrer dans toute son intégrité & dans tout son éclat.

C'est véritablement en Pologne que l'on peut reprocher à la noblesse d'être *aristocrate* , parce qu'elle s'est investie exclusivement de la puissance publique.

Henri de Valois lui prodigua l'or & les plus flatteuses promesses pour avoir ses suffrages. Il lui rendit ainsi la faculté d'élire son roi plus précieuse. Ce ne fut pas à celui qui avoit le plus de talens à développer , mais à celui qui avoit le plus d'argent à répandre qu'on accorda la couronne , tant il est vrai que les hommes qui se

parent le plus d'une fausse grandeur & de dehors magnanimes, ont souvent eux-mêmes les vices & la bassesse de la dernière classe du peuple qu'ils méprisent.

Sous *Etienne Batori*, on soumit le roi à l'inspection de seize sénateurs choisis par la diète, & sans l'aveu desquels il ne pouvoit prendre de résolution importante. Ainsi, on lui donna seize collègues au lieu de seize conseillers : car ce n'étoit pas l'avis de ces sénateurs qu'il devoit recueillir, c'étoit leur aveu qu'il devoit obtenir. On lui ôta ensuite le droit de juger en dernier ressort les causes de la noblesse, à moins que le fait qu'on lui dénonçoit, ne se fût passé à très-peu de distance du lieu où il résidoit.

On établit des cours de justice dont les membres furent élus par les nobles de chaque palatinat ou province.

De ce moment, le monarque ne fut plus le protecteur du citadin ou du roturier contre le noble agresseur. Celui-ci put commettre dans ses terres toutes les injustices, tous les actes de brutalité auxquels son caractère le portoit, sans avoir à redouter l'autorité du prince.

Qu'importe à la plus grande partie d'une nation d'avoir un roi, lorsque, renonçant à son plus beau privilège, il ne peut plus la défendre contre la cupidité & la barbarie de ses oppresseurs ?

Enfin, sous le règne de *Jean Casimir*, cette noblesse qui avoit dégradé son monarque, qui avoit placé son autorité sous la tutelle de seize sénateurs, qui lui avoit enlevé cette prérogative si précieuse de protéger le foible contre le fort, aspira à un pouvoir supérieur à celui du roi, à la faculté d'arrêter, par la seule opposition d'un d'entr'elle, lorsqu'il étoit admis à la diète, l'avis général, & même de dissoudre l'assemblée. La noblesse fit passer en loi ce privilège insensé, connu sous le nom du *liberum veto*. A Rome, le tribun arrêtoit bien par son *veto* un décret du sénat; mais ce tribun représentoit tout le peuple Romain, au lieu que le noble, à la diète, ne représente qu'une très-petite portion de la noblesse de son palatinat. Cependant, s'il est dans le délire de l'ivresse, si son intelligence est obscurcie d'un voile assez épais pour être impénétrable à la lumière de la raison, si, dans son stupide entêtement, il n'a point d'autre réponse à faire aux argumens pressans de tous ses collègues, que ce malheureux mot de *veto*, les plus sages résolutions sont suspendues, & il faut passer à un autre sujet de délibération qui rencontre souvent un contradicteur aussi absurde que le premier.

Il faut l'avouer, une noblesse qui, jusqu'à nos jours, renoit à un pareil privilège, destructeur de toutes bonnes résolutions, après en avoir

éprouvé les conséquences les plus désastreuses ; avoit un orgueil, un égoïsme bien méprisables, & elle méritoit tous ses malheurs.

Il restoit au roi de Pologne une dernière prérogative ; son autorité étoit sans danger, mais sa bienfaisance pouvoit encore être généreuse. Il avoit la faculté de disposer de ce qu'on appelle en Pologne les *storasties* qui sont d'anciens fiefs dépendans de la république. On lui a enlevé, sous le prince régnant, le droit de les conférer, ainsi que les principales dignités, *sans l'avis du conseil permanent* ; d'où il résulte que le chef d'un royaume qui, avant le dernier partage, étoit aussi étendu que la France, n'a la puissance de faire ni le mal, ni le bien ; & dans cet état de nullité royale, il a la représentation la plus auguste & la plus imposante. *Qui verroit*, dit M. de Voltaire, *un roi de Pologne dans la pompe de sa majesté royale, le croiroit le prince le plus absolu de l'europe : c'est cependant celui qui l'est le moins.*

Avant de considérer la Pologne dans son état présent, peut-être n'est-il pas indifférent à des François qui ont recueilli dans une des provinces de la France le fruit des vertus de Stanislas, duc de Lorraine, de connoître ses titres à la couronne de Pologne. Cette grande question est liée au droit public, & intéresse tous les souverains. On se rappelle que vers la fin du siècle dernier, Frédéric

Auguste, électeur de Saxe, l'avoit emporté sur ses concurrens; en vertu d'une élection, très-conforme aux loix, il monta sur le trône de Pologne : malheureusement pour lui, ne voyant dans Charles XII, alors à peine âgé de dix-huit ans, qu'un roi enfant retenu sous la tutelle d'une aïeule impuissante, il forma la résolution de réunir à la Pologne la province de *Livonie*, qui étoit depuis un siècle sous la domination de la Suède.

Ce projet, juste ou injuste, avoit été agréé par les états, & étoit fondé sur le serment que le roi avoit fait de conquérir les provinces que la Suède avoit enlevées à la Pologne, & dont la *Livonie* faisoit, disoit-on, partie.

Charles XII, après avoir vaincu les Moscovites & les Polonois à la journée de *Nerva*, pénétra dans la Courlande : indigné de l'alliance formée entre le Czar & Auguste, il conçoit le projet de le détrôner; & en jetant la terreur dans le sein de la Pologne, il fait convoquer une diète à *Varsovie*, & lui prescrit d'élire, sous cinq jours, Stanislas *Leczinski*. Le cinquième jour expiroit à peine, que l'ordre de Charles XII est exécuté.

Une pareille élection, faite sous les yeux d'un vainqueur, prescrite par la vengeance, & achevée par la crainte, ne peut ni destituer un roi légitimement élu, ni en créer un autre.

Ce premier titre de Stanislas n'avoit donc de

pouvoir mettre à sa renonciation une condition honorable, & à laquelle les puissances armées, en 1734, avoient intérêt d'adhérer.

Je me suis étendu sur ce point de l'histoire, parce qu'à ma connoissance, aucun écrivain ne l'a ni approfondi, ni discuté. Je reviens à l'état actuel de la Pologne, & à la cause de ses désastres. Pourquoi faut-il toujours trouver la religion au milieu de ces causes si funestes à la tranquillité des empires ?

La doctrine des protestans, qui s'étoit répandue dans toute l'Allemagne, avoit pénétré en Pologne : elle eussya d'abord des persécutions ; mais l'innovation qui s'éteint sous les regards de l'indifférence, croît & fructifie sous l'intolérance : elle avoit déjà fait tant de progrès sous *Sigismond Auguste*, que ce prince, au lieu de persécuter ses sujets protestans, comme l'avoit fait son père, prit le sage parti de leur accorder la liberté entière de leur culte, & les admit, ainsi que les Grecs & les autres sectes, au droit de suffrage dans les diètes, & à tous les honneurs & privilèges que les catholiques vouloient se réserver exclusivement.

Ce prince, digne du nom d'*Auguste*, inspira tellement son esprit de modération & d'impartialité à toute sa nation, qu'elle consentit à ce que la différence d'opinion, en matière de religion, n'en produisît

produisit aucune dans les droits civils & politiques. En conséquence, un des articles insérés dans les *pacta conventa*, qu'on fit souscrire aux successeurs de Sigismond, fut celui-ci : *je maintiendrai la paix entre les dissidens* ; par ce mot, on entendoit tous ceux qui différoient d'opinions religieuses.

Henri de Valois ayant, après son élection, tenté de ne pas souscrire cet article, on le menaça de lui ôter sa couronne ; son zèle n'alla pas jusqu'à s'exposer à la perdre.

C'étoit beaucoup pour la raison, que d'avoir une loi de l'état en sa faveur contre le fanatisme ; mais ce monstre médite les injustices & les crimes, lorsqu'il ne les exécute pas ; faux dans son impuissance, il attend que les forces lui reviennent pour exercer ses fureurs. Il commença en Pologne par livrer la guerre à la secte des *Ariens* qui y étoient en assez grand nombre ; les Grecs & les protestans eurent la mal-adresse de le seconder, & ils ne firent que s'affoiblir & fortifier leur ennemi, qui ne tarda pas à les attaquer ensuite séparément, & parvint, en 1733, à les faire exclure des diètes.

Encouragé par ses succès, il alla jusqu'à faire déclarer coupables de haute trahison les dissidens qui tenteroient de faire revivre les anciens décrets, par l'intervention des puissances étrangères qui avoient été garantes du traité d'Oliva, car on

n'avoit point oublié que ce traité les confirma dans les privilèges dont on venoit de les dépouiller.

Tel étoit l'ascendant de la religion catholique ; lorsqu'en 1764, Poniatowski fut porté sur le trône de Pologne, à l'aide de la protection de l'impératrice de Russie qui ne pouvoit pas mieux user de sa puissance qu'en favorisant l'élection d'un prince qui avoit alors trente-deux ans, que sa douceur, son éloquence, son humanité, & toutes les grâces de son âge, rendoient digne d'un avenir plus heureux.

Il étoit trop éclairé pour aggraver les injustices dont on vouloit accabler les dissidens ; mais un roi de Pologne ne peut arrêter, dans ses états, la persécution que la diète prescrit. Ces malheureux opprimés ne trouvant point l'appui qu'ils réclamoient dans le chef de la nation, n'en pouvant point espérer de la diète, s'exposèrent au danger d'être poursuivis comme coupables de haute trahison ; ils s'adressèrent aux cours de Londres, de Pétersbourg, de Berlin & de Copenhague, comme garantes du traité d'*Oliva*.

Il faut pourtant observer que la Russie n'étoit pas une des puissances qui eut part à ce traité, & qu'elle n'y intervint même pas, ce qui pourroit faire soupçonner que l'impératrice avoit préparé l'insurrection des dissidens, & fait invoquer ses

secours pour avoir le prétexte de faire passer des troupes en Pologne & d'y établir sa domination. Quelques-uns de ces écrivains qui ne respectent ni les rois, ni la vérité qui est encore plus respectable qu'eux, ont osé publier que le roi étoit d'intelligence avec l'impératrice pour donner entrée en Pologne à une armée étrangère en état de faire plier les sénateurs & les palatins sous la force d'un pouvoir qui n'étoit pas dans ses mains. Tout ce qui a suivi cette invasion prouve bien que le roi ne fut pas coupable de cette perfidie.

Les cours étrangères firent demander à la diète de 1766 de rétablir les dissidens dans tous leurs privilèges; elles trouvèrent, dans la plupart des membres de cette diète, une opposition insurmontable. Les séances furent si orageuses que le roi crut devoir s'en éloigner. On y arrêta qu'on accorderoit aux dissidens, par égard pour les puissances étrangères, plus de liberté dans l'exercice de leur culte. Il importoit trop à la Russie que cet orage ne fût pas si-tôt dissipé, pour approuver une pareille décision; elle manifesta son mécontentement. Les dissidens, encouragés par sa protection, formèrent différentes confédérations qui furent bientôt fortifiées par des catholiques mécontents. Le prince de *Radsevil*, qui s'étoit signalé par son opposition à l'élection du roi, fut nommé *maréchal* des con-

fédérés ; ainsi le parti que favorisoit l'impératrice avoit pour chef celui qu'elle avoit trouvé le plus inflexible à ses desirs. La diète que convoqua le roi pour arrêter les suites de cette guerre civile , donna lieu au plus grand acte d'injustice qui puisse se commettre dans un état. L'évêque de *Cracovie* , & celui de *Kiof* furent enlevés au milieu de la nuit , par un détachement de troupes de l'impératrice , & conduits en Russie où ils demeurèrent en captivité pendant sept ans. Comment une pareille violation de territoire resta-t-elle impunie ! comment tous les Polonois , animés d'une juste indignation, ne se réunirent-ils pas pour chasser les Russes des terres de la république ! Comment , abjurant leurs haines , leurs dissensions , ne prirent-ils pas le même dieu à témoin de l'affront fait à la liberté publique , & ne jurèrent-ils pas , sur le même autel , de répandre jusqu'à la dernière goutte de leur sang , plutôt que de souffrir leurs concitoyens dans les fers d'une puissance étrangère ! Mais il n'y avoit plus , alors , ni patrie , ni héroïsme , ni amour de la liberté parmi ces républicains ; ce n'étoient plus des guerriers , c'étoient des catholiques , c'étoient des protestans opprimés , ou secourus par les agens du despotisme. La diète plus effrayée que révoltée du traitement que venoient d'éprouver ses deux *nonces* , accorda

aux dissidens tout ce qu'ils demandèrent, & arrêta tout ce que lui prescrivit la Cour de Russie.

Cette lâche complaisance ne mit pas fin aux troubles de la Pologne; l'Autriche, la France & la Prusse, jalouses de l'ascendant que prenoit la Russie dans ce malheureux royaume, y entretenoient la division, y attisoient le feu de la discorde. On persuadoit aux catholiques que c'en étoit fait de leur culte, que celui des dissidens alloit dominer, & les insensés, dans leur zèle absurde, étendoient le ravage & l'incendie partout où ils trouvoient des temples de protestans. La Russie, en feignant de vouloir retirer ses troupes, se fit conjurer de les laisser en Pologne pour arrêter la destruction dont toute la république étoit menacée.

Déjà une armée de fanatiques s'étoit emparée de la forteresse de *Bar*, de la ville de *Cracovie*. Pendant quatre ans elle livra différens combats aux Russes schismatiques, dont la croyance étoit moins pure, sans doute, mais dont les troupes étoient mieux disciplinées, & par une fatalité qui devoit nous guérir des guerres de religion, ils eurent presque toujours l'avantage. Le dieu des chrétiens n'est point le dieu des armées; il ne prescrit aux hommes que la paix. Malheur à ceux qui veulent s'égorger pour sa cause.

Les catholiques Polonois avoient eu originai-
rement tort; une loi fondamentale portoit *que,*
sans avoir égard aux opinions religieuses, tout
citoyen, susceptible d'entrer dans les diètes, y
feroit admis & participeroit aux honneurs & digni-
tés de la république. Cette loi devoit demeurer
inviolable; mais les dissidens eurent un plus grand
tort en appelant des troupes étrangères & en atti-
rant les fureurs de la guerre civile sur leur patrie;
parce qu'on les excluait des charges, des hon-
neurs dont ils avoient le droit de jouir. En 1764,
époque à laquelle ils firent leurs dernières récla-
mations, il existoit plus de deux cents temples
en Pologne; par-tout les protestans exerçoient
librement leur culte dans leurs maisons; leurs
propriétés étoient respectées; ils possédoient des
starostes, des régimens, un grand nombre de
compagnies & de grades militaires. Que falloit-il
de plus à des hommes qui n'auroient eu en vue
que de rendre à l'être suprême le culte qui leur
sembloit le plus digne de lui? Ne pouvoient-ils
pas lui faire le sacrifice de quelques vains hon-
neurs? S'ils y tenoient plus à ces honneurs qu'à
leur culte, il valoit mieux l'abandonner que de
répandre le sang de leurs injustes frères, que de
porter atteinte à la liberté publique, que de souil-
ler la patrie par un despotisme étranger.

Nous venons d'enrichir notre constitution de cette même loi qui n'a été retranchée de la charte polonoise qu'en 1733. Lorsque la raison, qui est éternelle, commence à s'éteindre dans une contrée, elle brille dans une autre avec plus d'éclat; cependant ne nous le dissimulons pas, nous avons atterré le fanatisme, mais nous ne l'avons pas tué. Il respire encore dans nos provinces méridionales, dont le climat est plus favorable à l'existence de ce monstre sanguinaire. Ses organes comprimées par la terreur, retiennent dans ce moment son souffle empoisonné; mais craignons qu'un jour il ne sorte de son assoupissement, & que son réveil ne soit terrible. Il n'y auroit peut-être qu'un moyen de l'anéantir pour jamais, oserai-je l'indiquer! ce seroit d'effacer de notre langue ces mots de *catholiques*, de *protestans*, & d'y substituer ceux d'*adorateurs du vrai dieu*! Eh doit-il y avoir des protestans dans un pays où l'équité prononce & où la raison obéit! que nous importe aujourd'hui que ce citoyen, dévoué à la patrie, fidèle à ses devoirs, exact à ses engagemens, rende à la divinité un hommage différent du nôtre? Si son hommage est agréé, il en recevra le prix, s'il est rejeté, rien ne nous le manifeste; & s'il étoit vrai qu'il le fût, nous ne pourrions que plaindre celui qui a le malheur de n'en pas offrir un autre.

216 *De la Constitution de Pologne.*

Ce seroit une raison de plus pour ne le pas haïr ni le tourmenter d'avance. Dans une patrie, c'est aux vertus civiques & non aux vertus religieuses, que des citoyens éclairés doivent confier les charges publiques & déferer les honneurs.

VIII^e DISCOURS.

Du Partage de la Pologne , suite de sa Constitution.

JE viens d'exposer ce qu'a été la Pologne sous ses premiers rois ; j'ai fait voir comment son gouvernement , autrefois purement monarchique , s'est modifié en aristocratie. J'ai indiqué les causes des troubles qui l'ont agitée , de l'affoiblissement de ses forces , de l'inertie dans laquelle est plongée cette grande partie du peuple qui constitue la vigueur d'une nation.

J'ai fait passer devant nous cette longue suite de monarques élevés sur le trône de Pologne depuis le dixième siècle jusqu'à ce jour. On a vu l'éclat de leur couronne , si brillante sous le grand Casimir , diminuer , s'obscurcir & s'éteindre sur la tête de ces étrangers , plus jaloux de la porter , que de reconquérir les droits légitimes dont ils avoient été dépouillés.

Avant de parler de la situation actuelle de la Pologne , il a fallu faire connoître sous quel prétexte l'impératrice de Russie y a introduit & fixé des troupes étrangères. Il m'en a coûté de retra-

cer les actes du despotisme commis au nom de l'héroïne du Nord. Je n'ai pas pu me défendre de l'indignation , en parlant de l'enlèvement , de la captivité de ces deux prélats dont le titre de nonces , de représentans de leurs palatinats devoit rendre la personne sacrée.

Hélas ! cet affront , fait à une nation qui se glorifie d'être libre , je l'ai plus ressenti , j'en ai été plus révolté que le Polonois qui en fut le témoin ! Son indifférence , sur un pareil attentat aux droits des nations & à la liberté , m'a fait penser qu'il n'en étoit plus digne. Cependant , si le citoyen n'a plus que la langueur de l'esclave , si le roi n'a plus l'élévation du monarque , si l'ame du serf s'est anéantie dans la servitude , que peut devenir un peuple dont toutes les parties sont dégradées par le vice de sa constitution !

L'intolérance lui a porté le coup mortel ; il n'a pas voulu souffrir dans ses diètes , dans son sénat , des protestans , & il a permis que des soldats étrangers vinssent s'établir sur son territoire , lui fissent la loi , lui prescrivissent des décrets ! N'est-ce pas-là le dernier degré d'aveuglement du fanatisme ! Et voilà le peuple que le philosophe de Genève a voulu régénérer ! c'est pour lui qu'il s'est donné la peine de composer une constitution dont le Polonois ne sent pas même le prix !

Avant de l'analyser , cette constitution , il

faut considérer ce grand corps politique, abattu par ses fautes, par ses revers & par la réunion des puissances intéressées à ce qu'il ne se relève jamais.

Un des plans politiques qui fut conduit avec le plus de mystère, exécuté avec le plus d'assurance, c'est le partage de la Pologne entre l'Autriche, la Russie & la Prusse. Ce traité, qui étonna toutes les puissances qui n'y ont pas été appelées, fut projeté en 1769, entre Frédéric & l'empereur, & signé à Pétersbourg en 1772. Ainsi, trois années s'écoulèrent en négociations secrètes, sans qu'aucun de ces illustres espions, si magnifiquement gagés par leurs cours, pour connoître les projets de celles où ils résident, pussent en deviner les motifs. Si cet impénétrable mystère fit beaucoup d'honneur aux cabinets de *Berlin*, de *Vienne* & de *Pétersbourg*, il ne donna pas une grande idée des ressources de leurs observateurs.

Depuis longtems Frédéric jetoit un regard d'envie sur la Prusse Polonoise qui séparoit ses provinces d'Allemagne de la Prusse orientale. Il avoit éprouvé, dans sa dernière guerre, les inconvéniens de cette séparation. Il paroissoit important à ce roi, qui voyoit sa grandeur sous le point de vue militaire, de pouvoir faire marcher ses troupes de *Berlin* à *Konisberg*, sans qu'elles quittassent ses états.

Il avoit acquis la Silésie par la force de ses armes, & il n'en étoit resté maître qu'après avoir livré bien des combats & couru le danger de perdre sa royauté. Il lui sembla beau de conquérir une province fertile & bien peuplée par les seules ressources de son esprit, & sans exposer la vie d'un seul de ses soldats. Il parut d'abord indifférent aux troubles de la Pologne, & ne donna point de secours au roi dont il avoit secondé l'élection. Un nouveau fléau, celui de la peste étant venu ajouter ses ravages à ceux qui désoloient la Pologne, il saisit ce prétexte pour faire marcher des troupes sur les frontières, & occuper toute la Prusse polonoise.

Mais ce n'étoit rien que de l'occuper, il falloit la conserver. La Russie & l'Autriche n'auroient pas souffert qu'il acqrût ainsi ses états d'une province sur laquelle il n'avoit aucun droit. Commencer par proposer à la Russie d'en prendre une de son côté, c'eût été une tentative impolitique, & risquer de faire échouer son projet en le découvrant. La Russie, par le séjour de ses troupes, se regardoit comme la souveraine de la Pologne entière; elle lui donnoit des rois, elle prescrivoit la loi à ses diètes, il ne lui manquoit que d'y lever des impôts.

Frédéric, trop habile pour se compromettre vis-à-vis de l'impératrice, s'adressa à l'empereur

pour leur intérêt particulier; leur résistance n'est que de la foiblesse, elle ne sert qu'à leur attirer des conditions plus dures.

Dans le sénat, il y eut une pluralité de six voix pour accéder aux demandes des trois cours; dans l'assemblée, il y eut une fermeté plus constante, car l'avis ne passa qu'à la majorité d'une voix. Le diète finit au mois de Mai, & les commissaires, auxquels elle avoit remis ses pleins pouvoirs, ratifièrent le traité, tel que les trois puissances, l'avoient dicté.

Par ce traité, la Russie acquit la portion la plus grande en étendue; l'Autriche, la plus peuplée; la Prusse, la plus commerçante. Le roi de Prusse devenu maître de la navigation de la *Vistule*, a porté un coup mortel au commerce de la Pologne & à celui de *Dantzick*, par les droits énormes auxquels il a assujetti les marchandises qui passent par cette ville, & a rendu celles de *Memel* & de *Konisberg* plus florissantes.

On s'étoit sans doute flatté que ces trois cours, après avoir consommé leur plan de spoliation, rappelleroient leurs ambassadeurs, feroient rétrograder leurs troupes, abandonneroient la Pologne à ses inutiles regrets, & laisseroient ce malheureux pays s'occuper tranquillement de régénérer sa constitution par les facultés qui lui restoi-
Lorsque les princes ont une fois fait sentir l'af-

cendant de leur pouvoir à un peuple qui leur est étranger , ils prolongent le plus qu'il leur est possible leur domination ; ils ne veulent pas que l'état qu'ils ont atterré puisse se relever de si-tôt ; ils craignent que les forces ne lui reviennent , & que l'indignation , accroissant son courage , ne le porte à se faire justice. Plus il est foible par sa constitution , plus ils aggravent cette cause de foiblesse. On a vu que presque tous les malheurs de la Pologne ont été produits par la forme élective de ses rois , par les interruptions trop fréquentes dans la race de ses princes , par la liberté illimitée accordée à chaque noble de rompre l'assemblée par son vœu , & d'arrêter le vœu général par l'exclusion prononcée contre tous ceux qui ne sont pas nobles , des honneurs & des privilèges de siéger aux diètes.

Les articles proposés à la diète par les ministres des trois cours , attachèrent tous ces vices à la constitution qui fut présentée sous cette forme :

« La couronne de Pologne sera élective à perpétuité , & tout ordre de succession restera prohibé. Toute personne qui tenteroit d'enfreindre cette loi , sera déclarée ennemie de la patrie , & poursuivie en conséquence.

« Les étrangers qui aspirent au trône , occasionnant le plus souvent des divisions & des troubles , en seront désormais exclus , & il
» fera

» sera passé en loi qu'à l'avenir, il n'y aura qu'un
» Polonois de race, né gentilhomme & possé-
» dant des terres dans le royaume, qui puisse être
» élu roi de Pologne & grand duc de Lithunie.
» Le fils ou petit-fils d'un roi ne pourra être
» élu immédiatement après la mort de son père
» ou de son aïeul, & il ne pourra l'être qu'après
» l'intervalle de deux règnes.

» Le gouvernement de Pologne demeurera à
» perpétuité un gouvernement libre, indépen-
» dant & de forme républicaine. Les vrais prin-
» cipes de ce gouvernement consistant dans une
» exacte observation des loix, & dans l'équilibre
» des trois ordres, savoir, le roi, le sénat & la
» noblesse, il sera formé un conseil permanent
» auquel le pouvoir exécutif sera attribué. On
» admettra dans ce conseil des personnes de
» l'ordre de la noblesse qui avoient été exclues
» jusqu'ici de l'administration des affaires dans
» l'intervalle des diètes».

N'est-ce pas un spectacle bien étrange, & que
la postérité aura peine à croire, que celui de trois
puissances qui, sous les yeux de l'Europe, sans
autre titre que la force, dépouillent tranquillement
un grand royaume des provinces qui leur
conviennent le plus, & prescrivent ensuite à ce
peuple circonscrit dans d'étroites limites, les loix
fondamentales sous lesquelles il doit exister?

Voilà pourtant le grand événement politique dont nous avons été, pour ainsi dire, les témoins.

Quoique les dissidens eussent, par ce décret, les apparences du triomphe, les catholiques dociles sur les autres articles, montrèrent une telle opposition à celui qui restituoit à leurs adversaires leurs anciens privilèges, qu'ils parvinrent à les exclure du conseil, du sénat & des diètes.

La cour de Russie qui n'avoit plus d'intérêt à les soutenir, parut satisfaite de ce qu'on leur accordoit des églises, à la condition cependant qu'ils n'y seroient point appelés par le son des cloches; de ce qu'ils pourroient suivre librement leur culte, & avoir des séminaires; de ce qu'on leur permettoit d'avoir séance dans les cours inférieures de justice. Ils furent aussi autorisés à réclamer trois dissidens comme assesseurs dans les tribunaux où se porte l'appel des causes qui intéressent la religion.

Tels furent les fruits que recueillirent les dissidens des troubles qu'ils avoient suscités en Pologne. On n'a point oublié qu'ils avoient auparavant le libre exercice de leur religion, que le grand objet de leurs desirs étoit d'être admis aux diètes, & qu'ainsi, après avoir attiré des troupes étrangères sur leur territoire, après avoir livré leur patrie aux horreurs d'une guerre civile, après avoir fait passer une partie de leurs conci-

toyens sous l'empire de trois puissances ennemies, ils furent frustrés de l'unique avantage qu'ils s'étoient promis. Quel exemple pour les peuples dont quelques individus trop affectés de la perte de certains privilèges, réclameraient des secours étrangers ! Ah ! fuyons, fuyons plutôt notre patrie si nous y éprouvons des injustices intolérables ; mais n'y appelons jamais des voisins ambitieux qui, profitant de nos divisions, s'avancent d'abord comme médiateurs, & finissent par s'établir comme maîtres.

La perte qu'éprouva la Pologne par le partage de 1772, est immense. Le nombre d'habitans qui passèrent sous la domination de l'empereur, s'élevait, en 1776, à plus de deux millions cinq cent quatre-vingt mille. La Prusse n'en conquit qu'environ neuf cent mille ; la Russie en détacha quinze cent mille ; ainsi, du côté de la population, la république perdit à-peu-près cinq millions d'habitans.

Un fonds de richesses qui étoit inépuisable pour la Pologne, c'étoit ses fameuses mines de sel qui s'exploitoient depuis six cents ans, & dont le produit annuel, pour la couronne, a été évalué à plus de dix-huit millions.

Ces salines sont comprises dans les terres qui appartiennent aujourd'hui à l'empereur. Si la république de Pologne a fait une grande perte, le

payſan qui a ceſſé d'être Polonois , a fait une grande acquisition , puis-que l'empereur a prononcé l'affranchiſſement de tous ceux qui gémiſſoient auparavant ſous l'eſclavage dans le ſein d'une république. C'eſt un malheur bien honteux pour un état , qu'une grande partie de ſes habitans , en paſſant ſous une autre domination , y trouve ſon avantage. La perte de cet état eſt alors irréparable ; ceux qui ſont ſéparés de lui , ne ſe reſſouvenant plus que de ſes injuſtices , fortiſſient l'uſurpateur , & s'expoſent à tout perdre plutôt que de rentrer ſous leur ancien joug. C'eſt-là une de ces vérités que les ſouverains ne doivent jamais perdre de vue.

Si l'ancien gouvernement Polonois a beaucoup changé dans les provinces inhérentes à l'Autriche , il s'eſt à-peu-près conſervé le même dans celles qui appartiennent à la Ruſſie. Les loix de la Pologne y ſont encore dans toute leur vigueur : la nobleſſe , le clergé & les femmes n'y payent aucune contribution : les commerçans n'y ſont aſſujettis qu'à un impôt de cinq pour cent : on y lève , ſur les bourgeois & ſur les autres ſujets , la capitation d'un rouble.

Là ſe ſontient encore , ſur le penchant de ſa ruine , un détachement de cette ſociété , autrefois ſi célèbre par ſes intrigues & par ſes lumières , qui avoit pénétré dans toutes les parties du globe ſous un voile religieux , que Rome regardoit

comme les anciennes légions, parce qu'elle multiplioit les conquêtes, & maintenait la puissance. Cette société avoit conservé l'espoir de renaitre sous l'influence d'une souveraine, étrangère à la cause d'une proscription générale; mais les efforts, pour établir un noviciat à *Mobilis*, se brisent contre la résistance qu'on lui oppose. Son séminaire composé d'environ cent cinquante individus, dépérit de jour en jour, & n'offre déjà plus que des sexagénaires, qui s'enseignent avec le regret de ne pas laisser de postérité sur le lieu où la persécution respecte leur faiblesse.

Quittons ces provinces séparées pour jamais de la Pologne, & rentrons dans le sein de cette république pour connaître ses ressources & sa constitution actuelle (1).

Nous avons vu que depuis la diète de 1775, un conseil permanent est revêtu du pouvoir exécutif. Il est composé de treize ou quinze membres, savoir, le roi qui en est le chef & le président; trois évêques, à la tête desquels est le primat; neuf sénateurs laïcs, quatre ministres de la république, dont un de chaque département; le

(1) Depuis que ce discours a été prononcé, la diète actuelle s'est occupée d'apporter quelques changemens à la constitution polonoise; nous les ferons connaître après avoir exposé les plans qui les ont précédés.

maréchal de la diète, & dix-huit membres de la noblesse.

A l'exception de son chef, les membres de ce conseil doivent être élus tous les deux ans. Le primat lui-même ne peut y venir siéger qu'après avoir laissé écouler deux années entre ses séances.

Le conseil ne se renouvelle pas néanmoins entièrement à la même époque; les électeurs sont astreints à conserver parmi ceux qui le composent, six membres du sénat & six de l'ordre de la noblesse.

Les sénateurs & les ministres sont toujours censés présentés & aspirans à l'élection: les gentilshommes qui desireroient être admis, vont se présenter eux-mêmes au maréchal de la diète. On donne à chaque votant une liste imprimée de tous ces aspirans, & il souligne le nom de celui qu'il veut élire.

Le conseil permanent est divisé en cinq départemens :

Celui des affaires étrangères,

Celui de la police,

Celui de la guerre,

Celui de la justice,

Et celui des finances.

Le conseil s'assemble en entier aussi souvent qu'il le croit nécessaire.

Le roi a deux suffrages; & lorsqu'il ne veut pas présider, le primat, en son absence, ou le

premier sénateur, en l'absence du primat, propose les questions à mettre en délibération. Le roi, quoiqu'absent, peut envoyer ses deux suffrages.

Le conseil permanent n'a aucune part à la législation, ni à l'administration de la justice; ses fonctions se bornent à faire exécuter les loix, à examiner les projets qu'on propose, à distribuer les charges sur la présentation de trois candidats, lorsque la nomination aux emplois vacans n'appartient pas au roi.

C'est à la diète générale qu'est réservé le droit de faire la guerre ou la paix, d'ordonner des levées de troupes, de conclure des alliances, de lever les impôts, enfin, tout ce qui constitue la souveraineté.

Il y a en Pologne deux espèces de diètes, les diètes ordinaires & les diètes extraordinaires. Les premières se convoquent tous les deux ans; les autres, lorsqu'un besoin imprévu l'exige.

Le roi, avant de les indiquer, prend l'avis du conseil, & les convoque en adressant des lettres aux Palatins des diverses provinces, six semaines au moins avant la tenue de l'assemblée.

La diète est composée du roi, du sénat & de la noblesse, représentée par ses nonces ou députés.

Le roi y préside comme chef de la diète. Il signe tous les actes & décrets qu'elle a passés; ils sont tous publiés en son nom & au nom de

la république, mais il n'a pas le droit de s'opposer à ses résolutions; c'est pourquoi j'ai observé, dans le discours précédent, que le *liberum veto*, quoique restreint, dont jouit chaque député, lui conféroit un pouvoir supérieur à celui du roi.

Le second ordre de la diète est le sénat, qui est composé d'ecclésiastiques & de laïcs. Les premiers sont les évêques & le primat qui, dans les interrègnes, est chef du sénat & vice-roi.

Les sénateurs laïcs sont les palatins, les castellans & les grands officiers de l'état. Les palatins sont les gouverneurs des provinces; leur emploi est à vie. En tems de guerre, ils commandent les troupes de leurs palatinats; ils y convoquent les assemblées, & président dans les cours de justice; les castellans sont leurs lieutenans, & n'ont de fonctions qu'en tems de guerre.

Les grands officiers de la république qui ont séance dans le sénat, sont au nombre de dix; ce sont les deux grands maréchaux de Pologne & de Lithuanie, les deux grands chanceliers, les deux vice-chanceliers, les deux grands trésoriers & les deux vice-amiraux.

Le troisième ordre de la diète est formé par les nonces ou représentans de la noblesse. Ces nonces sont choisis dans ce qu'on appelle les *diétines* de chaque palatinat, où tout gentilhomme, âgé de dix-huit ans, peut se présenter, donner son suf-

frage; & être élu. On exige pour son admission qu'il soit d'une extraction noble, qu'il n'exerce point d'autre profession que celle des armes, & qu'il possède des terres en Pologne, ou descende seulement d'une famille qui en a possédé. On faisoit monter, avant le partage, le nombre des gentilshommes à 250000, condamnés à l'oïiveté pendant la paix, sous peine de déroger, ou à verser le sang pendant la guerre.

Les sénateurs & les nonces ont leur salle particulière. Les nonces choisissent leur président avant de procéder à aucune affaire. Lorsque cette élection est faite, les deux chambres se réunissent, les nonces baissent la main du roi, & les membres de la diète vont prendre ensuite leur place.

Le roi est sur un trône, élevé à l'une des extrémités de la salle; à l'extrémité opposée sont assis, dans des fauteuils, les dix officiers de l'état; les évêques, les palatins, les castellans, sont rangés sur trois lignes, des deux côtés du trône, & sont également assis dans des fauteuils; derrière eux, sont placés les nonces, sur des bancs couverts de drap rouge. Les sénateurs ont le privilège de se couvrir, les nonces ont la tête découverte. La représentation royale y est très-majestueuse. Lorsque le roi se dispose à parler, il se lève de son siège, fait quelques pas, & appelle à lui les ministres d'état; alors les grands officiers de la couronne,

qui occupent les dernières places du sénat , s'avancent auprès de la personne du roi ; les quatre grands maréchaux frappent en même tems la terre avec leurs bâtons d'office , & le premier en rang annonce que le roi va parler.

C'est , comme on le voit avec raison , que M. Voltaire a dit , que le roi de Pologne , aux yeux d'un étranger , *sembleroit être le souverain de l'europe qui a le plus de pouvoir , & que cependant c'est lui qui en a le moins.*

Ce trône qui domine la nation assemblée , tous ces nonces qui baissent humblement la main du roi , & sont découverts devant lui , ces grands officiers qui accourent à un signe pour l'environner ; ce silence prescrit à toute l'assemblée par quatre maréchaux ; cette annonce que le roi va parler , n'indiqueroient-ils pas un monarque puissant qui daigne permettre à ses prélats , à sa noblesse , de délibérer devant lui , mais qui , au moment où il va leur manifester ses intentions , leur ordonne d'éteindre toutes leurs pensées , pour ne plus écouter que ses ordres ?

Ce respect , cette vénération pour le chef d'un état , n'a rien que de noble. Malheur au peuple qui n'environneroit pas , de toute la majesté royale , le prince qu'elle a porté sur le trône ; moins elle l'élévera , plus elle demeurera abaissée. Il ne faut point de roi chez une nation , ou il faut que celui

qu'elle place à sa tête, ait une représentation assez auguste pour que tout ce qui est au-dessous de lui puisse paroître encore assez grand. Le roi d'Angleterre, servi à genoux, dans son palais, par ses officiers, ennoblit la nation, dont les représentans siègent avec lui, & limitent sa puissance.

Lorsque la diète est assemblée, le conseil permanent qui occupe une place particulière dans le sénat, demeure sans fonction; il n'est plus là que pour répondre de sa conduite; il reçoit un témoignage public d'approbation s'il n'existe point de plaintes contre lui, ou si elles ne sont pas fondées. S'il a outre-passé ses pouvoirs, il encoure des reproches & ses membres peuvent même être jugés par la diète, coupables de haute trahison.

Ainsi la puissance exécutrice n'est plus rien devant la puissance législative; elle ne comparoît en sa présence que comme son sujet : c'est-là un des points admirables de la constitution polonoise, & dont la nôtre doit s'enrichir. Si à chacune de nos législatures, les ministres du roi siégeoient à part dans l'assemblée nationale, pour y subir l'examen de leur conduite passée, pour y répondre à toutes les plaintes formées contr'eux, & y recevoir soit un témoignage public d'approbation ou d'improbation, ce mot de *responsabilité* auroit un sens plus déterminé, & l'époque où leur destitution & la

réparation de leurs fautes seroient prononcées, deviendroit plus certaine.

Après que les membres de la diète ont entendu la lecture des *pacta conventa*, & examiné s'il n'y a point été porté d'atteinte, on fait l'élection des nouveaux membres du conseil permanent, & ensuite les deux chambres des sénateurs & des nonces se separent, & vont siéger dans leurs salles respectives, où toutes les affaires se discutent. Celles qui sont relatives aux finances se décident à la pluralité des voix; celles qui sont de haute importance ne peuvent se terminer qu'à l'unanimité, & leur décision est arrêtée par l'opposition d'un seul nonce. Cet absurde privilège n'a pris naissance en Pologne qu'en 1652; un nonce de Lithuanie, sous Jean Casimir, éleva la voix dans une diète, & prononça ces mots : *que toute délibération soit arrêtée*; il alla ensuite faire sa protestation entre les mains du chancelier. L'Assemblée fut frappée de cette insurrection hardie; elle hésita pour savoir si elle continueroit la délibération, ou si elle la suspendroit; le parti mécontent se rangea de l'avis du nonce de Lithuanie; l'orgueil des Polonois se complut dans l'idée qu'un seul d'entr'eux l'emportoit sur le roi, sur le sénat & sur l'ordre de la noblesse, lorsqu'il étoit d'un sentiment opposé; & il n'en fallut pas davantage pour faire du *liberum veto*, attribué à chaque

nonce, une loi fondamentale de la constitution. Un règlement proposé par la plus sublime raison, n'auroit pas été aussi universellement adopté, aussi constamment défendu que cet écart du délire, qui a réduit plus d'une diète à la stérilité.

Suivant les loix anciennes, la diète ordinaire ne doit durer que quinze jours; celle qui est extraordinaire ne doit pas se prolonger au-delà de six semaines. La sixième semaine, les sénateurs & les nonces sont tenus de se réunir, pour examiner les loix proposées qui ont été approuvées unanimement; celles là sont signées par le maréchal de la diète & par les nonces; les autres sont rejetées, & dès ce moment la diète est finie. Ces limites ont été reculées par les dernières diètes. Il faut l'avouer, il est impossible qu'un corps dans lequel réside la souveraineté, soit dissout à une époque fixe, contre sa volonté. Comme il n'y a qu'un souverain dans un état, tant que ce souverain ne reçoit pas la loi d'une puissance supérieure à la sienne, nul ne peut le contraindre de ne plus exercer son pouvoir.

Le roi donne audience aux ambassadeurs, aux ministres étrangers, confère avec eux, mais ne peut rien conclure sans l'avis du conseil.

Il doit à sa prudence & à sa noble fermeté la conservation de ses plus beaux privilèges; par un des articles de la diète actuelle il vient d'être main-

tenu dans la possession de créer les sénateurs ecclésiastiques & séculiers, les ministres d'état, les grands officiers de la couronne & de Lithuanie, les dignitaires de l'ordre équestre ; de nommer aux archevêchés, évêchés & de conférer les principaux emplois militaires.

La république lui entretient une troupe de deux mille hommes, qui dépendent uniquement de lui : elle est composée de *Hulans*, ou cavalerie légère ; ils sont presque tous tartares ou mahométans : on en tire l'escorte qui accompagne le roi, & il peut compter sur sa fidélité.

On lui assigne un revenu, qu'on évalue à quatre millions de notre monnoie, sur lesquels il n'est chargé que d'entretenir ses domaines & sa maison ; les dépenses générales & les appointemens des grands officiers, sont pris sur les revenus publics.

Les armées de Pologne & de Lithuanie, sont indépendantes l'une de l'autre, & commandées par leurs grands généraux ; mais en tems de guerre, elles se réunissent sous les ordres du roi, qui se met à leur tête ; elles ne forment ensemble qu'un corps d'environ dix-huit mille hommes.

Une armée si foible n'oseroit pas, sans doute, se présenter devant celles que peuvent lui opposer les puissances qui environnent la Pologne ; mais elle est bientôt fortifiée par cette noblesse des palatinats, que le roi ne peut convoquer qu'avec le

consentement de la diète : alors , chaque personne qui possède une terre libre ou noble , est obligée à un service militaire , & va seule , ou à la tête d'un certain nombre d'hommes armés , se ranger sous les ordres des officiers préposés dans chaque district des palatinats. Cette armée se nomme *Pospolite*. Les Polonois qui y mettent toute leur confiance , & qui la portent à cent mille hommes , ont éprouvé son impuissance : en 1734 , dix mille Russes la dissipèrent. Ce n'est pas le tout que de réunir cent mille cavaliers , il faut leur préparer des vivres , des fourrages , les faire manœuvrer , les discipliner , les retenir sous les étendarts ; un moment de zèle , d'impétuosité , les rend d'abord formidables , mais le moindre échec les décourage , le moindre retard éteint leur ardeur ; ils ne savent que vaincre ou rentrer dans leurs foyers.

Des mercénaires comme les Russes , comme les Prussiens , asservis à une discipline sévère , habitués à obéir , à soutenir , avec constance , le feu de l'ennemi , dont le métier est de braver la mort ou de la donner , qui présentent un front hérissé de lances , qui , semblables à un mur d'où part la foudre , arrêtent , par une fermeté inébranlable , le choc d'une cavalerie bientôt dispersée sous un feu également soutenu ; de tels hommes , tout méprisables qu'ils paroissent aux yeux de la liberté , auront toujours un grand avantage sur une troupe à peine exercée , qui tient encore plus à la vie qu'à la vic-

toire, qui se laisse entraîner dans une déroute, & ne fait point se rallier, qui sourde à la voix de ses officiers qui la rappellent en vain, pressée par la terreur, fuit plus rapidement qu'on ne la poursuit.

Si cette *Pospolite*, que l'on peut comparer à ces bandes de volontaires, qui formoient, sous notre ancien régime féodal, ce que nous appelons le ban & l'arrière-ban, n'est pas assez à craindre pour l'ennemi, elle l'est trop pour la république, parce qu'elle multiplie ces confédérations qui agitent la patrie, comme les vents opposés qui ébranlent le sein des mers, & produisent la tempête. En examinant le système de Rousseau sur le gouvernement Polonois, nous verrons ce que nous devons penser de ces confédérations, dans l'idée desquelles son ame républicaine paroissoit se complaire.

La cour de Rome s'est, jusqu'à présent, maintenue dans le droit de faire publier & exécuter les bulles qu'elle adresse au clergé Polonois, sans consulter le pouvoir civil. Cette autorité étrangère, soutenue par la superstition, est sans doute moins à craindre que celle des puissances armées qui se sont arrogé le droit de donner des loix à la Pologne; mais elle lui est très-onéreuse par les sommes qu'elle tire de ce malheureux pays, dont le commerce n'est pas assez florissant pour réparer
la

la perte du numéraire qu'il a échangé contre des bulles, contre des dispenses de mariage ou des permissions d'user du divorce autorisé en Pologne, & qui est une des branches de sa liberté.

Les bourgeois, ou habitans des villes, ont perdu presque tous leurs privilèges. Dans le treizième siècle, les habitans de *Cracovie* & de plusieurs autres villes avoient des officiers municipaux, formoient un corps, & jouissoient de plusieurs immunités. A l'ombre de ces privilèges, les arts & le commerce fleurirent; la noblesse même ne croyoit pas alors déroger en les exerçant; les villes envoyoit des députés aux diètes, & prenoient part à l'administration de la république; mais les nobles, résidans dans leurs terres, furent jaloux de la fortune des commerçans; ils les humilièrent en fermant aux députés des villes l'entrée aux diétines, & en établissant pour règles, que tout Polonois qui feroit le commerce, ou suivroit une autre profession que la leur, ne seroit plus compté parmi eux.

Les privilèges des habitans des villes sont presque réduits à un seul, qui les distingue des paysans. Lorsqu'un noble Polonois attaque un citadin, il est obligé de le citer devant le magistrat de la ville dont il est habitant, & il ne peut appeler du jugement prononcé que devant le roi. Par ce règlement, ceux que l'on nomme *bourgeois*, ne peuvent être

traînés arbitrairement devant le tribunal des nobles, & ont l'espoir de les faire condamner lorsqu'ils en ont été offensés. Ils élisent leur bourgmestre, leurs conseillers; ils font des réglemens pour leur police intérieure; ils ont des tribunaux pour les affaires criminelles qui sont jugées sans appel.

La Pologne renferme peu de manufactures; cependant le lin, le chanvre y viennent en abondance; elle a de bons pâturages, qui, en nourrissant des bestiaux, la mettoient à même d'avoir des laines & des cuirs, au de-là de sa consommation; elle pourroit vendre des bois de construction, fournir du gaudron aux marines étrangères; elle recueille d'excellent miel & de la cire; à l'aide de sa *potasse*, dont elle tire peu de profit, il lui seroit aisé de faire fabriquer de la poudre qu'elle vendroit aux états qui en font un si cruel usage. Mais que sert à un peuple d'avoir dans son sein les matières premières, lorsque l'industrie néglige de les mettre en œuvre? S'il les revend à d'autres, on les lui rapporte fabriquées, & le prix des ouvrages qui seroient sortis de ses mains, lui enlève un numéraire qu'il a reçu, & qu'il auroit pu doubler par son travail: aussi la balance du commerce est-elle au désavantage de la Pologne.

Elle auroit une source inépuisable de richesses dans la fertilité de ses terres; on l'appeloit autre-

fois le grenier du nord. L'esclavage dessèche les contrées les plus productives ; les moissons ne croissent point au milieu des guerres civiles , & sous la servitude. Le payfan Polonois n'est pas assez heureux sur la terre qu'il cultive , pour en augmenter les trésors.

On distingue trois classes de payfans en Pologne : ceux qui sont d'origine allemande ; ils jouissent de quelques privilèges refusés aux naturels du pays : les payfans de la couronne , qui cultivent ses fiefs ; ceux-ci sont moins malheureux , moins opprimés , parce qu'ils ont la faculté d'appeler des jugemens rendus contr'eux aux cours royales ; & enfin , les payfans dépendans des simples seigneurs ; ceux-là sont les plus misérables de tous , ils n'ont aucune sûreté , ni pour leurs propriétés , ni même pour leur vie , qui est la première de toutes. Cette horrible injustice a pris naissance dans les siècles de barbarie : jusqu'au grand Casimir , un seigneur avoit non-seulement le droit de tuer le payfan de ses terres , il se portoit encore son héritier , s'il n'avoit pas d'enfans. Casimir rendit une loi par laquelle le seigneur , convaincu d'avoir ôté la vie à un de ses habitans , seroit condamné à une forte amende ; & pour enlever à la cupidité l'appât qui pouvoit la porter au dernier degré de férocité , il ordonna que la succession d'un villageois qui mour-

roit sans enfans, passeroit à son plus proche héritier. Une loi si sage & si modérée ne put être tolérée par les Polonois. Après la mort du prince qui l'avoit créée, elle fut abrogée sur la requisition des seigneurs, & la maxime connue en Pologne ; *qu'un esclave ne peut intenter un procès contre son seigneur*, reprit toute sa force. Ainsi, à la mort d'un vilageois qui ne laisse point d'enfans, le seigneur commence par s'emparer de son héritage, & pas un parent n'ose le lui disputer au tribunal des nobles.

Si la loi, qui étoit en faveur des paysans, s'est anéantie, toutes celles qui sont contr'eux se sont fortifiées & consolidées par le tems; il en existe, entr'autres, une qui prononce des peines très-sévères contre ceux qui abandonnent leurs domiciles sans congé. Rien ne démontre plus l'excès du malheur de ces habitans, que les jugemens rendus en conséquence de cette loi féroce, puisque plusieurs d'entr'eux s'exposent à sa sévérité, plutôt que de demeurer attachés à l'héritage sur lequel ils ne recueillent qu'oppression & misère. Il faut que la tyrannie, l'emportement & la fureur aient bien multiplié les meurtres de la part des seigneurs envers ces esclaves, puisqu'en 1768, la diète rendit une loi qui prononce la peine de mort contre le noble Polonois qui tueroit un paysan; mais cette loi est presque sans effet, à cause des preuves

qu'elle exige : *Il faut que le meurtre soit attesté par deux nobles & quatre paysans.* Si ce nombre de témoins n'est pas complet, la peine est convertie en une simple amende, qui n'est même pas payée, parce que le parent de la victime n'ose pas demander vengeance à la justice.

Ces maîtres cruels ont pourtant sous les yeux des exemples de justice & d'humanité qui devroient les éclairer & les convaincre, que les seigneurs impitoyables n'entendent même pas leurs intérêts, & que l'on trouve mieux son compte à être équitable qu'à être dur & oppresseur. En 1760 un ancien chancelier affranchir dans le palatinat de *Maxovie*, les habitans de six villages. Avant l'affranchissement, il n'y avoit, années communes, que quarante-trois naissances parmi ces esclaves; elles se sont élevées, depuis qu'ils sont des hommes, à soixante-dix-sept. La liberté fait chérir la vie & inspire le desir de la donner. Le revenu des terres cultivées par ces affranchis, s'est accru dans une plus grande proportion; car il a presque triplé pour le seigneur. Ses habitans lui donnent en argent ce qu'ils lui payoient en corvées; il doit, suivant l'usage du pays, entretenir leurs cabanes, leur fournir des instrumens aratoires, leur avancer des semences; aujourd'hui ils se logent à leurs frais, cultivent avec les outils qu'ils

achètent, sèment avec le blé qu'ils recueillent, bémisissent & enrichissent leur bienfaiteur. Un exemple si beau & si utile à suivre, n'a pourtant encore été imité que par très-peu de seigneurs Polonois, du nombre desquels est *le Prince Stanislas*, neveu du roi actuel.

Après avoir affranchi quatre villages près de Varsovie, il a fait tous ses efforts pour étendre ce beau présent de la liberté sur toutes les autres seigneuries; mais l'avéugle intérêt a jusqu'à présent résisté à ses idées de bienfaisance & d'humanité.

Qu'il est doux, après avoir promené ses regards sur les misérables cultivateurs de la Pologne, de les ramener sur ceux qui vont peupler nos campagnes, & s'en partager ces propriétés dont la France vient de former la base d'un crédit immense! Là sont des esclaves, ici seront des hommes libres. Pourquoi faut-il qu'une idée si ravissante ait été obscurcie par les excès de la licence? Parce que les seigneurs ont été injustes, falloit-il que leurs vassaux devinssent des Euriens? Parce que les uns ont trop exigé, les autres devoient-ils tout ravir? Lorsqu'on leur accordoit une justice qui passoit leurs espérances, au lieu de la recevoir avec la reconnoissance du malheur soulagé, pourquoi l'ont-ils empoisonnée

par les transports de la vengeance ? En poussant l'amour de l'égalité jusqu'au délire, ils ont arrêté un œil d'envie sur ces tours qui dominent leurs chaumières, & ils ont voulu les réduire au niveau de leurs cabanes. Au lieu de s'en tenir à défendre leurs propriétés, ils ont attaqué celles des autres. Ils se sont plaints d'avoir été opprimés, & ils se sont montrés les plus cruels des oppresseurs. C'est la torche à la main qu'ils ont réclamé l'abolition de ces titres qu'un seul décret a anéantis sans dommages.

Et nous, habitans des villes, nous sommes-nous montrés plus équitables ? Nous nous sommes révoltés contre les actes d'autorité arbitraire, & nous en avons commis de plus iniques. Au lieu de jouir tranquillement dans notre patrie des douceurs de la liberté, nous avons voulu l'étendre tout-à-coup dans les deux mondes. Avons-nous calculé ce qu'il en coûtera à nos manufactures, à nos villes maritimes, si tout-à-coup nos colonies échappoient à la métropole, soit par l'indépendance, soit par un affranchissement trop précipité de leurs esclaves ? Avons-nous comparé la nature des productions de nos îles & le genre de travail qu'elles exigent, avec les fruits de nos terres & la manière de les cultiver ?

Celui qui laisse échapper ces plaintes, fait profession d'aimer tous les hommes, quels que soient



D à la Potte
on estime
pas au - d
fait comp
une des
assujetti
Ce pe
jours
le m
plu
magr
plu
" jui
" d
" 2
" 1
" 2

DISCOURS.

*logne, des Juifs, &c. &c. de Con-
polonoise, par Jean - Jacques
M.*

le dernier partage qui a fait perdre
environ cinq millions d'habitans ;
sa population actuelle ne s'élève
de neuf millions, parmi lesquels il
environ six cent mille juifs qui forment
chacun de son revenu, parce qu'ils sont
x & leurs enfans, à une capitation.
à long - tems avili, mais qui a tou-
jours payer aux nations qui l'ont admis ;
s'il en recevoit, jouit, en Pologne, de
privileges qu'on lui refusoit en Alle-
ce ce qu'en dit *Lengnich*, qui a écrit
trages estimés sur la Pologne. « Les
un monopole de toutes les branches
de ce royaume. Ils tiennent les
ils sont les maîtres-d'hôtel des grands
ils y ont acquis un tel crédit, qu'on
& qu'on y achète rien que par la
n juif ».

leurs couleurs & leurs traits ; par-tout où il voit l'injustice, la cruauté, son cœur s'indigne & se soulève ; mais il craint ceux qui ne savent que détruire pour réformer.

Dans les pays où, comme en Pologne, l'affranchissement est sans danger, il voudroit que la liberté fût sans réserve, que les seigneurs ne retinssent leurs vassaux sur leurs terres, que par la bonté, qu'ils n'en exigeassent que des redevances modérées, qu'en Amérique le colon commençât par adoucir l'esclavage, & que la liberté y fût, non pas un droit, mais une récompense.

Il n'encourageroit pas par des *primes* la traite des nègres, mais il la toléreroit jusqu'à ce que toutes les puissances eussent, par un concert d'humanité, converti l'enlèvement des habitans de l'Afrique qui s'y vendent, comme une denrée du pays, en un simple enrôlement.

Nous demandons à la Suisse, à des princes de l'Allemagne, des soldats pour aller égorger des hommes, pourquoi n'irions-nous pas chercher des cultivateurs sur les côtes de Guinée, à la condition de les ramener libres dans leurs pays, après dix ans de service, à moins qu'ils ne préférassent de demeurer sous les yeux de leurs anciens maîtres ? Le même intérêt qui les vend pour toujours, nous les confieroit pour un terme limité. Ces cultivateurs, de retour dans leurs fa-

milles , y rapporteroient les ornemens dont ils aiment tant à se parer. Ils convaincroient leurs semblables que les *blancs* ne sont point des *antropophages* , qu'ils se servent des bras des noirs , mais qu'ils payent leurs services. Mille d'entr'eux , en voyant les épargnes dont ces émigrans se feroient entichis , brûleroit du desir de s'enrôler à leur tour.

Ils se présenteroient en foule à la vue de nos navires , ils y seroient transportés librement ; des maîtres d'équipages ne les garoteroient plus impitoyablement , pendant la durée d'une longue traversée , dans la crainte d'être immolés à la fureur. On ne verroit plus , le dirai-je , grand dieu ! on ne verroit plus des capitaines imprévoyans , après avoir fait de leurs vaisseaux une horrible prison , un affreux cloaque , surpris tout-à-coup par un calme , calculer qu'ils n'ont pas assez de vivres pour conduire leur équipage au port , où la tyrannie les attend , se résoudre à ce qu'ils appellent *des sacrifices* , & faire précipiter dans la mer une partie de ceux qu'ils ne peuvent plus nourrir.

On ne craindroit plus les insurrections dans les colonies , parce qu'en ramenant les rebelles dans leur contrée , on les échangeroit contre d'autres plus dociles. La crainte d'être reportés sur leur rivage dénués de tout , les attacherait au travail.

La nation qui traiteroit le mieux ces cultiva-

teurs étrangers, seroit celle qui auroit la préférence sur les autres; son pavillon y seroit désiré, attendu; une alliance heureuse se formeroit alors entre les quatre parties de l'univers, au lieu du trafic le plus déplorable.

Ce sont-là, j'ose le croire, les vœux d'une humanité éclairée; ils se concilient avec la prospérité de nos colonies, avec l'intérêt de nos villes maritimes, avec l'adoucissement de l'esclavage; & cependant ils ont déjà attiré des reproches à celui qui les a publiés, tant il est vrai que l'intolérance se trouve dans toutes les sectes, dans tous les partis, même dans celui qui fait profession d'aimer le plus les hommes.

IX^e DISCOURS.

DE la Pologne, des Juifs, & de la Constitution polonoise, par Jean - Jacques Rousseau.

DEPUIS le dernier partage qui a fait perdre à la Pologne environ cinq millions d'habitans; on estime que la population actuelle ne s'élève pas au-delà de neuf millions, parmi lesquels il faut compter environ six cent mille juifs qui forment une des branches de son revenu, parce qu'ils sont assujettis, eux & leurs enfans, à une capitation. Ce peuple, si long-tems avili; mais qui a toujours su faire payer aux nations qui l'ont admis, le mépris qu'il en recevoit, jouit, en Pologne, de plusieurs privilèges qu'on lui refusoit en Allemagne. Voici ce qu'en dit *Lengnich*, qui a écrit plusieurs ouvrages estimés sur la Pologne. « Les » juifs font un monopole de toutes les branches » du commerce de ce royaume. Ils tiennent les » auberges; ils sont les maîtres-d'hôtel des grands » seigneurs; ils y ont acquis un tel crédit, qu'on » n'y vend & qu'on y achète rien que par le » moyen d'un juif ».

Sobieski leur accorda une si grande confiance ; que la noblesse , à sa mort , fit insérer dans les *pacła conventa* une loi par laquelle on interdisoit à *Auguste* , son successeur , le droit d'affermir à un juif les revenus de la couronne.

Quoiqu'ils ne doivent s'établir qu'à *Casimir* & à *Posnanie* , & qu'il ne leur soit permis de résider dans les autres villes , que pendant la durée des foires & des diétines , ils savent si bien se dissimuler , eux & leurs enfans , qu'ils séjournent partout où leur intérêt les appelle , & ne payent pas , à beaucoup près , une capitation proportionnée à leur nombre.

Ils ont , sur les Polonois , l'ascendant que donnent l'argent & l'industrie chez un peuple qui ne fait pas se passer de richesses , & ne veut pas se livrer au travail qui en est la véritable source. Le juif n'est pas cultivateur , mais il a un fonds productif dans les besoins des autres ; en faisant des avances au fermier , au propriétaire , il commence par recueillir les fruits , & finit souvent par absorber le sol.

Les privilèges que la France vient d'accorder à ce peuple , élèvera peut-être ses pensées , & purifiera son industrie. Une des grandes sources de sa richesse , est dans sa frugalité & dans son économie. Jusqu'à présent , il a considéré l'argent comme l'unique propriété qu'il pouvoit faire

valoir; il l'a étendu, bonifié autant qu'il a dépendu de lui. Maintenant qu'il lui est permis de le convertir en maisons, en terres, & qu'il a acquis une existence civile, il faut espérer qu'il se montrera digne du bienfait qu'il a reçu, & qu'il ne fera plus à l'état ce que font ces excroissances difformes qui pompent les sucs nourriciers, & accélèrent la dégradation des corps auxquels elles sont adhérentes.

On a souvent regardé comme un prodige cette existence presque éternelle du peuple juif, & sa dispersion sur la terre. Je serois bien plus étonné qu'il se fût anéanti ou resserré sur un seul point de l'univers. Par leurs loix, les juifs sont obligés de se marier : le rabbin n'est point affranchi de cette obligation mêlée de douceur & d'amertume. Ils ne peuvent point contracter d'alliance avec des personnes d'une autre secte que la leur; partout où ils se sont établis, l'intolérance & la cupidité les ont persécutés. Ils ont donc dû fuir de contrées en contrées, & se disperser sur toutes les parties du globe; ils ont un mépris égal pour les autres religions; ainsi, là où ils ont eu l'espoir d'être tolérés & de gagner, l'intérêt les a appelés. La stérilité étant chez eux une cause de divorce, cette malheureuse famille du genre humain a dû se propager davantage. Tout favorise sa reproduction, & rien ne s'y oppose.

adopteront-elles successivement d'autres idées de ce philosophe législateur; elles sentiront, comme le remarque un écrivain moderne, « qu'il n'existe » dans la constitution polonoise aucun contre- » poids, que la diète est un souverain absolu, » dont nul pouvoir ne balance, ni ne tempère » l'activité, qu'il est à la fois législateur, élec- » teur, administrateur, pouvoir exécutif par des » commissions émanées de lui, & enfin corps » judiciaire :

» Qu'en excluant & la bourgeoisie des villes » royales & les cultivateurs libres non-seulement » du droit de députer à la diète, mais encore » de concourir aux assemblées d'élections, elles » blessent la justice naturelle, & offensent tout à » la fois l'intérêt public & la prudence ».

Nous avons observé ce qu'est actuellement la Pologne, voyons maintenant ce qu'elle pourroit être un jour, en supposant qu'elle consentît à adopter la nouvelle forme de gouvernement que Rousseau a tracée pour elle sur la demande que lui en fit M. le comte *Wielhorski*. Cette république n'avoir point encore été forcée de plier sous le joug des trois puissances qui lui ont vendu si chèrement l'apparence de la liberté.

Je le sens. La tâche que j'ai à remplir, devient plus difficile. Comment oser placer ses idées près de celles d'un écrivain qui séduit lorsqu'il

ne persuade pas ; qui attaque le cœur , & s'en empare lorsque la raison lui résiste ; dont les illusions pleines de grâces & de sensibilité semblent préférables aux réalités des autres ; qui ne paroît jamais plus enflammé que lorsqu'il annonce que son génie s'éteint & se glace sous le poids des années ?

Ce n'est point ici , c'est en Pologne , c'est au milieu d'une diète qu'il faudroit entendre Rousseau , & voir l'effet de ses discours sur un peuple fier , généreux , encore rempli de l'idée de sa gloire passée , & qui , semblable à un courrier fougueux , se sent dans des entraves que ses nobles efforts ne peuvent briser.

« La Pologne , s'écrie le citoyen de Genève ;
» cette région dépeuplée , dévastée , opprimée , ouverte à ses agresseurs , au fort de ses malheurs & de son anarchie , montre encore tout le feu de la jeunesse ; elle ose demander un gouvernement & des loix , comme si elle ne faisoit que de naître ! Elle est dans les fers , & elle discute les moyens de se conserver libre ; elle sent en elle cette force que celle de la tyrannie ne peut subjuguier ; je crois voir Rome assiégée , régir tranquillement les terres sur lesquelles l'ennemi venoit d'asseoir son camp.

Ce début annonce combien Rousseau fait agrandir son sujet , comme son ame s'exalte. Comme

258 De la Pologne , des Juifs , & de la Const. pol.;

son esprit s'illumine ! Un simple Palatin le consulte sur les moyens de faire revivre sa patrie , tout-à-coup il se peint le peuple Polonois s'adressant à lui pour demander un gouvernement & des loix ; sensible à cet hommage il carresse ce peuple , il le loue , & , par ses malheurs & par son courage , il lui met une belle image devant les yeux , celle de Rome , calme devant son ennemi , & se regardant toujours maîtresse du terrain sur lequel il ose asseoir son camp ; & c'est à cette république triomphante qu'il compare la république de Pologne , qui n'a pas vu seulement ses ennemis camper à la vue de ses provinces , mais y fixer leur domination ?

« Braves Polonois , ajoute-t-il , (croyant toujours les voir attentifs à ses discours) prenez garde que pour vouloir trop bien être , vous n'empiriez votre situation ; en songeant à ce que vous voulez acquérir , n'oubliez pas ce que vous pouvez perdre ; corrigez , s'il se peut , les abus de votre constitution , mais ne méprisez point celle qui vous a fait ce que vous êtes » .

Heureux délire ! c'est par toi qu'on est éloquent ! Quelle reconnoissance doivent donc les Polonois à leur constitution , si c'est elle qui les a fait ce qu'ils sont !

» C'est au sein de l'anarchie qui vous est

» odieuse , continue cet admirable enchanteur ,
» que se sont formées ces ames patriotiques qui
» vous ont garantis du joug ; elles s'endormoient
» dans un repos léthargique ; l'orage les a réveil-
» lées ; après avoir brisé les fers qu'on leur desti-
» noit , elles sentent le poids de la fatigue ; elles
» voudroient allier la paix du despotisme aux
» douceurs de la liberté. J'ai peur qu'elles ne
» veuillent des choses contradictoires. Le repos
» & la liberté me paroissent incompatibles , il
» faut opter » .

Nous avons vu quelle a été l'origine de cette anarchie ; de cette confédération , qui a réveillé ces ames patriotiques. Les dissidens vouloient être admis aux diètes , ils ont appelé les Russes à leur secours ; des catholiques confédérés se sont réunis aux dissidens & aux Russes , une guerre civile s'est déclarée , elle a étendu ses ravages dans la Pologne. Qu'y a-t-il donc de si heureux dans ce réveil ? Est-il bien vrai , ô Rousseau que le repos & la liberté soient incompatibles , ils n'ont donc jamais existé d'un commun accord dans aucun des cantons de la Suisse ?

A la suite de ces écarts de l'enthousiasme républicain , paroît une grande vérité ; c'est celle-ci.
» Il n'y aura jamais de bonne & solide consti-
» tution que celle où la loi régnera sur les
» cœurs ; tant que la force législative n'ira pas

» jusques-là, les loix seront toujours éludées ».

Rousseau ne se dissimule pas la difficulté d'émouvoir les cœurs, de les attacher à la patrie & aux loix; la justice même lui semble insuffisante, parce qu'elle est ainsi que la santé, un bien dont on jouit sans le sentir. Qu'imagine-t-il donc, pour arriver à un point si désirable? A peine ose-t-il le dire, *des jeux d'enfans, des institutions oiseuses, aux yeux des hommes superficiels, mais qui forment des habitudes chéries & des attachemens invisibles*. Cette idée est d'une ame bien pure; mais ni la Pologne, ni le siècle où elle a été créée, ne sont dignes de la recevoir.

C'est à un peuple naissant qu'elle peut convenir, c'est à lui seul que des fêtes patriotiques, que des institutions nationales, & qui laissent dans l'ame de longs souvenirs, doivent être proposés. Là, des citoyens qui sont tous frères, des hommes qui deviennent tous enfans, se livrent avec transport à d'aimables jeux sous les regards de la patrie, qui comme une tendre mère, semble prendre part à leurs plaisirs.

Mais dans un pays où le noble méprise le citadin, où le serf n'ose envisager son maître, où la misère & la richesse classent les individus & les placent à de si grandes distances, comment espérer ces riantes familiarités, ces touchantes ef-

fusions, ces mélanges heureux, qui ne font plus d'une cité qu'une même demeure, de tous ses habitans qu'une même famille. Ah! qu'on est malheureux d'avoir la vérité pour soi contre de si doux mensonges!

Rousseau conseille aux Polonois de donner de l'éclat à toutes les vertus patriotiques, par des honneurs, par des récompenses publiques, d'instituer une fête solennelle dans laquelle on feroit l'éloge de ceux qui ont eu l'honneur de souffrir pour la patrie dans les fers de l'ennemi. Il ne veut pas qu'on se permette, dans ces solennités périodiques aucune invective contre les Russes: *vous devez*, dit-il aux Polonois, *trop les mépriser, pour les haïr.*

Il les loue d'avoir conservé un habillement particulier. « Faites exactement le contraire de » ce que fit ce czar si vanté; que le roi ni les sénateurs ne portent jamais d'autre vêtement » que celui de la nation.

Ce précepte, qui paroît simple est d'une grande sagesse; je n'ai jamais vu qu'avec peine la nation françoise adopter le costume d'un peuple qui, après lui avoir fourni ses modèles, a fini par lui faire acheter ses étoffes. Le prétendu citoyen qui se glorifioit d'être habillé à l'angloise n'étoit qu'un mauvais François qui ruinoit nos manufactures, qui enrichissoit l'étranger, & préparoit la défec-

tion de mille ouvriers que la faim a fait passer, avec notre numéraire, dans les ateliers qui appelloient leur industrie.

Que le vêtement de l'Anglois soit sombre & uniforme comme sa pensée; mais que le François adopte plutôt un habit national qui caractérise sa grace & son amabilité; qu'une de ses prétentions soit celle de ne rien devoir au travail de l'étranger, qu'il domine encore par son goût sur tous les peuples, comme il a dominé par ses lumières. Si l'Anglois qui vient à Paris croit être à Londres, il préférera de rester dans son pays où d'autres liens le retiennent. J'aime encore mieux voir une originalité libre & gaie qu'une imitation triste & servile.

Rousseau veut qu'on s'amuse en Pologne plus que dans d'autres pays, mais d'une autre manière: « Il faut, dit-il, renverser un exécrationnable proverbe, » & faire dire à tout Polonois, au fond de son cœur, *ubi patria, ibi benè; où est la patrie, là est le bonheur* ». Quel dommage, que l'homme qui a si bien senti que c'étoit seulement dans sa patrie qu'on devoit être heureux, n'ait jamais pu trouver le bonheur dans la sienne ! Est-ce la faute de Rousseau, est-ce celle de Genève; c'est la faute de tous les deux. C'est la faute de Rousseau s'il est sorti de sa république, s'il a quitté le toit paternel pour aller errer au gré de

ses passions, s'il a préféré l'indépendance de l'indigence, l'instabilité de ses occupations à l'assujettissement du travail, à la régularité d'une vie sédentaire ; mais c'est aussi la faute de Genève, si, après avoir reçu d'un seul de ses citoyens plus de célébrité, plus de gloire qu'elle n'en retira de tous ses ministres, de tous ses membres du conseil, elle ne lui ouvrit pas son sein, & si, loin de lui offrir un asyle honorable contre la persécution, elle eut la lâcheté de se mêler à ses persécuteurs. Au surplus, rendons grace à toutes ces fautes ; si Rousseau n'eût aimé, n'eût habité que sa patrie, il ne fût peut-être jamais entré en lice avec la contenance d'un athlète vigoureux, contre les défenseurs de nos institutions ; il n'aurait point été inspiré par celle qui fit sortir la nouvelle Héloïse de son cœur ; l'auteur d'*Émile* n'eût point imaginé *Sophie*, & le vicaire Savoyard seroit resté muet sur ses montagnes.

Si, après l'arrêt inique qui condamna aux flammes un ouvrage dédié à la nature, Genève eût couronné de fleurs l'écrivain à qui elle avoit donné le jour, si elle eût amolli ses ressentimens sous de continuels hommages, son ame indignée, n'eût pas, avec le levier du génie, ébranlé toutes les constitutions de l'Europe, & fait connoître aux hommes réunis l'ascendant de la volonté générale sur le pouvoir d'un seul.

L'auteur de la lettre sur nos spectacles en prescrit aux Polonois d'une espèce bien différente des nôtres,

« Rien, dit-il, d'exclusif pour les grands &
 » les riches : beaucoup de spectacles en plein
 » air, où les rangs soient distingués avec soin;
 » mais où le peuple prenne part également,
 » comme chez les anciens, & où, dans certaines
 » occasions, la jeune noblesse fasse preuve d'adresse
 » & de force. Ces cirques où s'exerçoit jadis la
 » jeunesse en Pologne, devroient être soigneuse-
 » ment rétablis ; on en devroit faire pour elle des
 » théâtres d'honneur & d'émulation ; le manie-
 » ment des chevaux est, par exemple un exercice
 » très-convenable aux Polonois, & très suscep-
 » tible de l'éclat du spectacle. »

Rien de plus sage que ces préceptes, rien de plus vrai que ces idées ; combien les grands spectacles éclairés par un beau jour, affectent l'ame différemment de ceux qui s'offrent à nos yeux dans des salles obscures, qui ne reçoivent d'autres lumières que celles de nos lustres !

Je me rappelle encore le plaisir que j'éprouvai en voyant dans un cirque un jeune écuyer diriger, au son d'une musique guerrière, deux chevaux qui couroient sous ses pieds. La grace de ses mouvemens, l'élégance & la fraîcheur des

étoffes qui le couvroient , l'étendard qu'il agitoit , lui donnoient l'air d'un Apollon ; les femmes le suivoient de leurs regards , & dans leur émotion elles l'appeloient des noms les plus aimables. Le même spectacle s'offrit à mes yeux quelques années après , dans une enceinte où la lumière du jour ne pouvoit pénétrer ; c'étoient les mêmes courriers , c'étoit le même écuyer , c'étoit le même vêtement , c'étoit la même dextérité , mais ce n'étoit plus le même plaisir.

En Espagne les combats des taureaux ; à Rome , la course des chevaux qui se disputent le prix , sans autre conducteur que l'ardeur de se dépasser , ne font une si forte impression que parce que la clarté du jour ajoute à la beauté du spectacle. Ne voulez-vous habituer les hommes qu'au langage de l'amour , ne les rendre sensibles qu'à des chants de sirènes , ne les émouvoir que par des danses lascives , les détacher de la nature & ne leur offrir que des amusemens factices ? vos théâtres rempliront parfaitement cet objet ; voulez-vous , au contraire avoir des guerriers , faire germer dans leur ame de grandes passions , mettez sous leurs yeux les héros d'Homère. Ils ne conduisoient pas des chars , ils ne se défioient pas dans des salles obscures. Ajax ne lançoit pas ses traits vers une toile mobile. Mais je sens

266 *De la Pologne, des Juifs, & de la Const. pol.* ;
que je me laisse entraîner par Rousseau , & on me
reprochera de ne partager que son délire.

Le législateur de la Pologne regarde l'éducation nationale comme un des points les plus importants ; « un enfant , dit-il, en ouvrant les yeux » doit voir la patrie , & jusqu'à la mort ne doit » plus voir qu'elle ; à vingt ans, un Polonois ne » doit pas être un autre homme ; il doit être un » Polonois. Je veux qu'en apprenant à lire il lise » des choses de son pays ; qu'à dix ans , il en » connoisse toutes les productions ; à douze, toutes » les provinces, tous les chemins , toutes les » villes ; qu'à quinze , il en sache toute l'histoire ; » à seize , toutes les loix ; qu'il n'y ait pas eu , » dans toute la Pologne , une belle action , ni un » homme illustre dont il n'ait la mémoire & le » cœur pleins , & dont il ne puisse rendre compte » à l'instant ».

Il faut convenir qu'une pareille éducation est bien supérieure à celle que l'on donne , à tant de frais , à nos jeunes nationaux , qui apprennent tout , excepté ce qu'ils doivent savoir. Ils connoissent toutes les fables de l'histoire ancienne , & ignorent toutes les vérités de la nôtre. Si vous leur parlez de *Cirus* , de *Xercès* , ils vous répéteront leurs paroles , ils vous citeront leurs actions ; ils connoissent les routes qu'ils ont suivies. Mais si

vous les questionnez sur les faits héroïques des *Bayard*, des *Duguesclin*, si vous leur prononcez les noms de *Suger*, de *d'Amboise*, il semble que vous les transportiez dans un monde inconnu. Ils n'ignorent pas la cause des troubles, des factions qui ont agité la république romaine; mais ne les interrogez pas sur toutes les dissensions qui ont ébranlé la monarchie dans laquelle ils existent. Les noms de nos provinces seront effacés avant qu'ils aient su comment elles ont été réunies à la France.

Rousseau insiste avec raison sur les avantages de l'éducation publique; il voudroit qu'on instituât, dans tous les collèges ou toutes les académies, des places gratuites qui ne seroient point accordées comme des aumônes à l'indigence, mais comme des récompenses aux enfans des hommes qui auroient bien servi la patrie, &, par cette raison, on leur donneroit la préférence sur les autres enfans de leur âge, sans exception.

Il exalte une institution qu'on appelle à *Berne* l'état extérieur, & qui est une copie, en petit, de tout ce qui compose le gouvernement de la république; un sénat, des avoyers, des officiers, des huissiers, des orateurs, des causes, des jugemens. » Cette institution, autorisée, protégée par le souverain, est, dit-il, la pépinière des hommes

» d'état qui dirigeront un jour les affaires publi-
 » ques dans les mêmes emplois qu'ils n'exercent
 » d'abord que par des jeux ».

Qui fait, si un jour en France, où le goût d'imitation existe plus que par-tout ailleurs, nous ne verrons pas nos jeunes étudiants se former en assemblée, se créer des présidens, des secrétaires, faire des motions, rendre des décrets, & se disposer, ainsi qu'à *Berne*, à devenir nos représentans, nos officiers municipaux. Ces occupations en vaudroient bien d'autres; elles formeroient des orateurs, développeroient les facultés de l'esprit, donneroient des idées de législation, mettroient de l'ordre & des formes jusques dans les amusemens de l'enfance; elle se familiariseroit avec des pensées graves & raisonnables. Les municipalités, dans des exercices publics, pourroient décerner des prix à ceux qui auroient le mieux défini ce que c'est qu'une patrie; qui auroient, avec plus de clarté exposé les devoirs d'un citoyen, qui se seroient expliqués plus nettement sur la lettre & l'esprit d'un décret, qui connoîtroient plus parfaitement toutes les branches d'un département. On couronneroit moins de latinistes, mais on encourageroit plus de citoyens.

Rousseau, dans le chapitre qui suit celui de l'éducation, console d'avance les Polonois de la

perte de leurs provinces usurpées. « Il est étonnant,
» dit-il, il est prodigieux que la vaste étendue de
» la Pologne n'ait pas déjà opéré la conversion du
» gouvernement en despotisme. C'est un exemple
» unique dans l'histoire, qu'après des siècles, un
» pareil état *n'en soit encore qu'à l'anarchie.* ». Il
attribue ce retard aux loix polonoises. Ces loix
eussent été meilleures, sans doute, si elles eussent
prévenu cette dissolution politique, dont un état
ne peut se remettre que par une crise violente.
Il propose aux Polonois de resserrer leurs limites,
de diviser leur patrie en différens états ». Je vou-
» drois, dit-il, que vous en eussiez autant que de
» palatinats ; formez dans chacun autant d'admi-
» nistrations particulières ; perfectionnez la forme
» des diétines ; étendez leur autorité dans leurs
» palatinats respectifs, mais marquez-en soigneu-
» sement les bornes ; faites que rien ne puisse
» rompre entr'elles le lien de la commune légis-
» lation & de la subordination au corps de la
» république ; en un mot, appliquez-vous à
» étendre & perfectionner le système des gou-
» vernemens fédératifs, le seul qui réunisse les
» avantages des grands & des petits états, &
» par-là, le seul qui puisse vous convenir ».

Si ces conseils donnés à la Pologne, ont été
infructueux pour elle, ils ne l'ont pas été pour la

France. Tous nos départemens vont devenir de petits états qui formeront de la monarchie un ensemble consolidé par la même législation, par les mêmes privilèges, par la même représentation nationale, par le même pouvoir exécutif. L'agitation des esprits, le mouvement des passions seront à la masse générale, ce que sont les vagues qui, en s'élevant contre le rocher, le purifient sans l'ébranler.

Un chapitre dans lequel Rousseau développe toute la force, toute la vigueur de son talent, c'est celui de la division des ordres. « Je n'entends » guère, dit-il, parler de gouvernement, sans » trouver qu'on remonte à des principes qui » sont faux ou louches. La république de Pologne, » a-t-on souvent répété, est composée de trois » ordres, *l'ordre équestre*, le *sénat* & le *Roi*. » J'aimerois mieux dire que la nation polonoise » est composée de trois ordres; les nobles qui » sont tout, les bourgeois qui ne sont rien, & » les payfans qui sont moins que rien ».

Après avoir exposé que, suivant la constitution actuelle, les nonces qui représentent toute la noblesse, ont seuls le droit de faire une loi. Il ajoute: » mais la loi de la nature, cette loi sainte, » prescriptible, qui parle au cœur de l'homme » & à sa raison, ne permet pas qu'on resserre

» ainsi l'autorité législative , & que les loix obli-
 » gent quiconque n'y a pas voté personnellement
 » comme les nonces , ou du moins par ses re-
 » présentans comme le corps de la noblesse. On
 » ne viole point impunément cette loi sacrée;
 » & l'état de foiblesse où une si grande nation se
 » trouve réduite, est l'ouvrage de cette barbarie
 » féodale qui fait retrancher du corps de l'état
 » sa partie la plus nombreuse & quelquefois la
 » plus saine » .

Combien ces idées belles & précieuses ont
 été de tems à germer ! combien d'écrivains mo-
 dernes s'en sont parés sans indiquer la source où
 ils les avoient puisées ! La portion du peuple à
 laquelle on vouloit donner un fantôme de repré-
 sentation comme dans les derniers états , a-t-elle
 jamais eu un plus éloquent défenseur ?

Si l'on n'est tenu d'obéir qu'à des loix auxquelles
 on ait consenti par soi ou par ses représentans ,
 que de François auroient , depuis des siècles, été
 autorisés à dire : « Vous nous punissez pour avoir
 » défobéi à des loix qui n'en sont pas ! Avons-
 » nous jamais consenti à semer pour nourrir des
 » animaux destinés à vos plaisirs ? nous sommes-
 » nous engagés à nous refuser la denrée néces-
 » faire à la conservation de nos alimens , lorsque
 » la nature nous l'offriroit gratuitement , parce

272 *De la Pologne, des Juifs, & de la Const. pol.*

» que nous ne pourrions pas y mettre le prix
» énorme qu'il vous plairait d'y attacher ? avons-
» nous autorisé des cours de justice à nous flétrir,
» à nous transformer en forçats, lorsque nous
» ne pourrions pas payer une amende de deux
» cents livres ? a-t-on obtenu notre consentement,
» avant d'asseoir sur nos têtes un impôt que
» l'on a élevé progressivement en raison de notre
» foiblesse & des besoins qu'on s'est créés ? a-t-on
» pris notre vœu pour interdire à ceux qui n'ac-
» corderoient pas une confiance aveugle aux
» décisions de la cour de Rome, les droits de
» cité, & les priver de la sépulture ? étoit-ce
» d'après notre consentement qu'un privilégié
» nous appeloit du fond de nos provinces à son
» tribunal particulier, & commençoit par nous
» épuiser en frais de voyage & de séjour, avant
» de nous permettre de demander justice ? nous
» avoit-on consultés, avant de créer cette mul-
» titude de charges qui conféroient à ceux qui les
» acquéroient, le droit de rejeter sur nous la taille
» dont ils étoient affranchis, & de se regar-
» der tout-à-coup d'un ordre supérieur à
» nous ?

» Si toutes ces loix injustes & bizarres sont
» nulles par le défaut du consentement général,
» tous les jugemens, tous les réglemens rendus

» en

» en conséquence, ne sont donc que des recueils
» d'iniquité » ?

Je m'arrête pour revenir à Rousseau qui a plus de droit que moi de se faire entendre. « Je sens, dit-il, aux Polonois la difficulté du projet d'affranchir vos peuples: ce que je crains, n'est pas seulement l'intérêt mal entendu, l'amour-propre & les préjugés des maîtres. Cet obstacle vaincu, je craindrois les vices & la lâcheté des serfs. La liberté, continue Rousseau, est un aliment de bon suc, mais de forte digestion; il faut des estomacs bien sains pour le supporter. Je ris de ces peuples avilis qui, se laissant amener par des lieges, osent parler de liberté, sans même en avoir l'idée, & le cœur plein de tous les vices des esclaves, s'imaginent que pour être libres, il suffit d'être des mutins. Fièvre & sainte liberté! si ces pauvres gens pouvoient te connaître, s'ils favoient à quel prix on t'acquiert & te conserve, s'ils sentoient combien tes loix sont plus austères que n'est dur le joug des tyrans, leurs foibles ames, esclaves des passions qu'il faudroit étouffer, te craindroient plus cent fois que la servitude ». Qu'oser dire après ces éloquentes paroles? Les redire, les publier, les mettre sous les yeux de tous ceux qui aspirent à la liberté. Peuple François! ne vous le dissimulez pas, c'est

274 *De la Pologne, des Juifs, & de la Const. pol.*;
de vous que ce législateur a voulu parler ; mais
vous n'étiez point alors ce que vous deviendrez
un jour. Qui auroit prévu que vous seriez capa-
ble des plus grands sacrifices ? que vous immole-
riez vos fortunes, vos travaux à la chose publi-
que ? que vous renoncerez à vos frivolités pour
vous occuper uniquement de la grande idée
qui élève vos ames ? que vos préjugés s'efface-
roient devant une sublime sagesse ? que vous
rendriez hommage au patriotisme , dans quelque
rang qu'il éclatât ? Ah ! pardonnez , pardonnez à
Rousseau de n'avoir pas attendu de vous une
aussi étonnante révolution dans vos mœurs &
dans vos pensées !

« Affranchir, continue-t-il, les peuples de Po-
» logne, est une grande & belle opération , mais
» hardie & périlleuse , & qu'il ne faut pas tenter
» inconsidérément. Parmi les précautions à pre-
» dre , il en est une indispensable , & qui demande
» du tems ; c'est, avant toute chose , de rendre
» digne & capable de la supporter, les serfs
» qu'on veut affranchir ».

Voici le moyen qu'il expose pour arriver à un
point si important : « ce seroit de créer un comité
» *censorial* auquel on inviteroit , non tous les
» curés , mais seulement ceux qu'on jugeroit les
» plus dignes de cet honneur : on y appelleroit

» encore des vieillards & notables de tous les
» états; on y examineroit, en détail, les besoins
» des familles surchargées, des infirmes, des
» veuves, des orphelins, & l'on y pourvoiroit
» proportionnellement sur un fonds formé par
» les contributions gratuites de la province, &
» qui seroient d'autant moins onéreuses qu'elles
» deviendroient le seul tribut de charité, attendu
» qu'on ne doit souffrir, dans toute la Pologne,
» ni mendiants, ni hôpitaux.

» La principale occupation de ce comité seroit
» de dresser sur de fidèles mémoires & sur le
» rapport de la voix publique, bien vérifié, un
» rôle des payfans qui se distingueroient par une
» bonne conduite, une bonne culture, de bonnes
» mœurs, par le soin de leur famille, par tous
» les devoirs de leur état bien remplis. Ce rôle
» seroit ensuite présenté à la diétine qui y choi-
» siroit un nombre fixé par la loi, pour être
» affranchi, & qui pourvoiroit par des moyens
» convenus au dédommagement des patrons, en
» les faisant jouir d'exemptions, de prérogatives,
» d'avantages, enfin, proportionnés au nombre
» de leurs payfans qui auroient été trouvés dignes
» de la liberté; car il faudroit faire en sorte
» qu'au lieu d'être onéreux au maître, l'affran-
» chissement du serf lui devînt honorable &

» avantageux, bien entendu que pour éviter
 » l'abus, ces affranchissemens ne se feroient point
 » par les maîtres, mais dans les diétines, & seu-
 » lement jusqu'au nombre fixé par la loi ».

Il n'y a point de chaleur, point de mouve-
 ment d'éloquence dans ce morceau, mais que
 de sagesse, que de retenue n'y voit-on pas ! comme
 l'auteur y est réservé & prévoyant ! qu'il est loin
 de ces novateurs exagérés qui ne connoissent que
 les extrêmes ! Si notre assemblée nationale ne se
 fût pas dirigée par ces principes de justice & de
 prudence, on eût vu sortir de son sein le plus
 orageux des décrets ; tout-à-coup les liens de
 la servitude eussent été rompus dans nos colonies ;
 le propriétaire eût été forcé d'abandonner son ha-
 bitation à des étrangers, & de se réfugier dans
 les villes pour y être à l'abri des transports d'une
 liberté effrénée ; bientôt les terres eussent été
 sans culture, ou n'auroient donné que des pro-
 ductions grossières & de nulle valeur ; le créole
 ruiné, sans espoir, eût manqué à ses engagemens
 envers le commerce ; nos villes maritimes frap-
 pées du coup qui auroit atterré leurs débiteurs,
 eussent éprouvé la plus terrible des révolutions.
 J'osai prédire qu'une assemblée de laquelle il
 ne devoit émaner que des décisions équitables &
 salutaires, résisteroit à un système prématuré, &

ne feroit pas payer si cher à la nation une liberté qui doit être méritée avant d'être obtenue.

Certainement, si cet écrivain passionné pour l'indépendance, dont le cœur étoit rempli du premier droit de l'homme, hésitoit à accorder, sans distinction, la liberté à des cultivateurs européens; s'il vouloit qu'elle fût le prix des vertus; s'il exigeoit de la république de Pologne qu'elle dédommageât le maître de l'affranchi, il auroit été bien plus éloigné de prétendre qu'on dût, sans préparation, sans indemnité, licencier tous les esclaves de l'Amérique, & les laisser errer dans l'oïfiveté sur une terre qui ne peut être cultivée que par leurs mains.

Mais c'est trop nous arrêter sur un sujet qui n'inspire que de tristes pensées. Voyons de quelle manière le véritable ami des hommes va développer son projet. « Quand on auroit, continue-t-il, » affranchi successivement un certain nombre de » familles dans un canton, l'on pourroit affranchir des villages entiers, y former, peu-à-peu, » des communes, leur assigner quelques biens-fonds, quelques terres communales; comme » en Suisse, y établir des officiers communaux; » & lorsqu'on auroit amené par degrés les choses » jusqu'à pouvoir, sans révolution sensible, » achever l'opération en grand, leur rendre enfin

» le droit que leur donna la nature de participer
 » à l'administration de leurs pays, en envoyant
 » des députés aux diétines ».

Rappelez-vous, que c'est à des nobles Polonois auxquels Rousseau adresse ces conseils, qu'il doit, pour en être écouté, ménager leur orgueil & leur intérêt. Lorsque l'on ne se propose pas d'étonner les esprits par une chimère étincelante de génie; lorsque l'on a le desir d'opérer le bien, d'être véritablement utile, on compose avec les passions des hommes; on s'élève graduellement au-dessus des obstacles; au lieu de les heurter, on finit par les franchir.

Les exemples que j'ai cités dans mon premier discours sur la Pologne, prouvent qu'il n'y auroit point d'inconvénient à affranchir tous les serfs; que les propriétaires seroient bien récompensés de cette justice; mais ce n'est pas seulement à une libre culture que Rousseau veut conduire les paysans Polonois, c'est aux diétines qu'il se propose de les mener. Eh! qu'est-ce pour des hommes qui vivent dans une république, que d'avoir la simple faculté de labourer leur champ comme il leur plaît, d'en recueillir les fruits, de les vendre à leur gré? Est-ce-là ce qui constitue la liberté? Est-on pour cela citoyen? Fait-on partie de l'état? Non, sans doute. Tous les

payfans Polonos seroient affranchis, qu'ils ne seroient pas, pour cette raison, plus qu'ils ne le sont, membres de la société civile. On n'acquiert ce titre qu'autant qu'on participe à la puissance législative, & que l'on fait, en conséquence, partie de la souveraineté. Cette grande vérité, ce grand principe constitutionnel vous donne le sens de cette définition profonde de la constitution de Pologne. *La noblesse y est tout, le bourgeois n'y est rien, le paysan y est moins que rien.* Si donc le paysan y est seulement affranchi, il ne sera encore que ce qu'est le bourgeois, c'est-à-dire, rien.

Que de François se sont crus long-tems citoyens en France, & n'étoient que des bourgeois, comme ceux de Pologne! La faculté de députer aux états généraux dans un ordre inférieur en nombre, ne les auroit même pas tirés de leur nullité, sur-tout s'ils n'eussent point opiné par têtes, parce que, à l'exception des décrets sur les impôts auxquels, ce que l'on appelloit l'ordre du tiers, eût eu le droit de s'opposer, tous les réglemens consentis par les deux autres ordres, eussent eu pour lui force de loi (1).

(1) S'il étoit permis de se citer, j'oserois rappeler que je sentis cette humiliante conséquence, & que ce fut la raison

» chancelier, sans qu'aucun praticien puisse ja-
 » mais y prétendre. De cette manière ouvrant
 » à la bourgeoisie la porte de la noblesse & des
 » honneurs, on l'attacheroit d'affection à la pa-
 » trie & au maintien de la Constitution.

» On pourroit encore, sans ennoblir les indi-
 » vidus, ennoblir collectivement certaines villes,
 » en préférant celles où fleuriroient davantage le
 » commerce, l'industrie & les arts, & où par
 » conséquent l'administration municipale seroit
 » la meilleure. Ces villes ennoblies pourroient,
 » à l'instar des villes impériales, envoyer des
 » nonces à la diète, & leur exemple ne manque-
 » roit pas d'exciter dans tous les autres un vif
 » desir d'obtenir le même honneur».

Remarquons combien toutes ces idées se gra-
 duent avec sagesse, comme elles sont appuyées
 d'exemples & de raisons : il n'y a rien de chimé-
 rique dans ce beau plan, tout en est vrai, tout
 en est bien pensé.

Ce projet d'ennoblir des villes entières est excel-
 lent pour la Pologne où la noblesse est tout. Il
 seroit par cette raison très-inconséquent en France,
 où la noblesse personnelle ne peut plus tirer d'é-
 clat que de ses vertus. Aux yeux de la raison on
 ne fait quel étoit le plus absurde de dire à un
 ancien serf ou villain : parce que tu as eu de l'ar-

gent à prêter à l'état, tout ce qui sortira de toi & de ta race, fera noble; plus ta postérité s'étendra dans l'avenir, plus elle acquerra le droit de se croire supérieure aux autres classes, n'eût-elle même que des vices à opposer à leurs vertus; ou d'accorder à une ville entière la noblesse pour ses habitans, sans distinction, ainsi que cela est arrivé sous quelques-uns de nos rois, plus magnifiques qu'éclairés dans leurs bienfaits.

Loin de nous toutes ces idées fausses & inconséquentes; qu'on ne dise plus, pour distinguer les hommes, que ces mots: *celui-ci est bon, généreux*, celui-là est *dur, impitoyable*: cet autre a cultivé sa raison, a perfectionné ses talens; celui que vous voyez est resté ce que la nature l'a fait: ce citoyen n'a rien à donner à la patrie que sa valeur, mais aussi elle peut compter sur son tribut; cet autre n'a que de l'argent, il le garde. Voilà ce qui qualifiera un jour le noble & le roturier; les titres seront dans l'exercice des vertus, dans le noble usage de l'opulence & des talens.

Les villes les plus illustres ne seront pas celles qui sont les plus riches, les plus habitées, mais celles où les manufactures seront le plus encouragées, où le commerce se fera avec le plus de fidélité, où la charité fera le mieux administrée,

284 *De la Pologne, des Juifs, & de la Const., &c.*

où les impôts seront assignés avec le plus de justice, payés avec le plus d'exactitude, où le pauvre fera le moins humilié, où le magistrat fera le plus équitable. Puissent à ce prix, toutes les villes du royaume se disputer la prééminence, & laisser l'arbitre incertain sur celles qui la méritent!

X^e DISCOURS.

*SUITE de l'Analyse des Considérations de
Rousseau sur le Gouvernement de la Po-
logne.*

DE toutes les productions de Rousseau, le contrat social & ses considérations sur le gouvernement de Pologne sont celles qui ont été le plus citées, & qui ont peut-être été le moins lues; peu d'hommes les ont approfondies, parce qu'elles exigent une tension d'esprit très-suivie, & qu'elles n'offrent pas, comme dans ses autres ouvrages, ces aimables digressions qui sont autant de repos pour la pensée. Il donne tout à la réflexion, & ne rafraîchit jamais l'imagination qu'il avoit habituée à s'enivrer de ses douces fictions. Il semble, après avoir payé un immense tribut à la sensibilité, aux graces, ne plus vouloir rendre d'hommage qu'à l'austère raison.

C'est sur-tout dans son chapitre sur les moyens de maintenir la constitution, que Rousseau réunit les vues les plus profondes.

« L'affoiblissement de la législation s'est, sui-

» tible avec le bon ordre ; chaque dépositaire
 » d'une partie de cette puissance se met, en vertu
 » de cette partie, à tous égards, au-dessus des
 » magistrats & des loix ; il reconnoît, à la vé-
 » rité, l'autorité de la diète, mais quand la diète
 » est dissoute, il n'en reconnoît plus du tout,
 » il méprise les tribunaux & brave leurs juge-
 » mens ; ce sont autant de petits despotes, qui,
 » sans usurper l'autorité souveraine, ne laissent
 » pas d'opprimer en détail les citoyens ».

Ce passage mérite peut-être de notre part une sérieuse attention. Certainement, d'après notre plan de constitution, il n'est pas à craindre qu'aucune municipalité, qu'aucun directoire, qu'aucun tribunal, dépositaire de la puissance exécutive, croie son autorité supérieure à celle de la représentation nationale, tant que celle-ci subsistera ; mais si elle venoit à disparaître ou à s'affoiblir, ne seroit-il pas à redouter que ces différentes émanations de la puissance législative & exécutive n'inquiétassent trop les citoyens, & ne leur fissent éprouver en détail des injustices multipliées, qui équivaudroient en somme à celles du despotisme ? Lorsqu'il s'agit d'asseoir la liberté, il faut encore plus avoir une prévoyance craintive qu'une sécurité trop confiante.

Pour se préserver de cet arbitraire, Rousseau conseille aux Polonois d'armer de toute
 la

la force exécutive un corps respectable & permanent, tel que le sénat, capable par sa consistance & par son autorité, de contenir dans leur devoir les *Magnats* tentés de s'en écarter. En proposant ce moyen, il convient du danger qui y est attaché, & que tout corps, dépositaire de la puissance exécutive, tend fortement à subjuguer la puissance législative, & y parvient tôt ou tard.

Il résulte des idées exposées par Rousseau ; que, « pour qu'un peuple conserve le plus long-tems possible la souveraineté, il faut que » sa représentation soit très-fréquente, si elle » n'est pas permanente ; que ses représentans ne » soient pas long-tems les mêmes ; que sa constitution une fois établie, il donne à ses » mandataires des instructions bien détaillées, » bien motivées, qu'il confie la puissance exécutive à des mains qui ne soient pas en état » d'écraser la puissance législative ».

Mais ce n'est pas le tout que de donner ces sages conseils, il faut encore indiquer les moyens de les suivre. Comment empêcher que les assemblées d'élection ne soient un foyer d'intrigue ? Si vous laissez subsister le *veto* individuel dans le corps législatif, le pouvoir exécutif n'a besoin que de corrompre un seul de ses membres pour frapper tous les autres de nullité ; si vous anéan-

tifiez ce veto, qu'importe, que le nonce ou représentant ait des instructions particulières, si les autres en ont de différentes? Ses réclamations, ses protestations n'empêcheront pas que ce qui aura été arrêté à la pluralité des suffrages, n'acquière force de loi. La bonté des gouvernemens est comme celle des machines dont la perfection consiste dans leur simplicité, en évitant tous les rouages, tous les leviers superflus; le mouvement en est plus régulier, & s'il s'arrête ou se complique, il est aisé d'en découvrir la cause & de ramener l'équilibre. Par notre constitution, nous avons confié le pouvoir exécutif au monarque, & nous avons placé le pouvoir législatif dans l'assemblée nationale; que celle-ci fasse des réglemens si sages & d'une équité si évidente, que tout le peuple leur donne son assentiment, alors il sera si disposé à les observer, à les maintenir, que le pouvoir exécutif demeurera dans une heureuse inaction. Voilà le plus sûr moyen de combiner la puissance législative, le bonheur public avec l'autorité que nos publicistes redoutent.

Toutes les fois que le pouvoir d'un roi sera borné à faire exécuter des loix qu'il aura consenties, que les sujets chériront, qu'aurons-nous à craindre des forces qui lui seront attribuées? Si la loi est injuste, pourquoi la laissons-nous subsister? Si elle est équivoque, pourquoi ne l'éclaircissions-nous pas par un sens bien déterminé?

Rousseau étoit persuadé qu'il y a plus de vertus dans les diétines de Pologne, & plus de lumières dans les diètes.

Il est fâcheux que les vertus & les lumières ne se trouvent pas réunies dans ce qui doit constituer la souveraineté.

« C'est un grand mal, dit-il, que les longues
» & vaines harangues qui font perdre un tems
» si précieux, mais c'en est un bien plus grand,
» qu'un bon citoyen n'ose parler quand il a des
» choses utiles à dire. On pourroit, cependant,
» ajoute-t-il, pour élaguer un peu les tortillages
» & les amphigouris, obliger tout harangueur
» à énoncer au commencement de son discours
» la proposition qu'il veut faire, & après avoir
» déduit ses raisons, de donner ses conclusions
» sommairement comme font les gens du roi
» dans les tribunaux. Si cela n'abrégéoit pas les
» discours, cela contiendrait du moins ceux qui
» ne veulent parler que pour rien dire, & faire
» consommer le tems à ne rien faire ».

Il y a donc aussi en Pologne des représentans qui s'emparent de la parole, pour faire prendre le change à l'assemblée, pour la détourner de la route qu'elle veut suivre, & consommer le tems dans des inutilités? C'est un malheur de tous les pays.

Je passe rapidement sur les idées relatives au

nombre de nonces , de sénateurs qui , selon Rousseau , devroient avoir entrée à la diète ; j'arrive à un chapitre qui a pour titre *du roi*. Il commence par une assertion que nous ne pouvons pas admettre , depuis que la France a donné à son monarque le titre de restaurateur de la liberté. « C'est un grand » mal , s'écrie Rousseau , que le chef d'une nation » soit l'ennemi né de la liberté , dont il devrait » être le défenseur ; il n'y a point , continue-t-il , » de tentation sans espoir : rendez l'usurpation » impossible à vos rois , vous leur en ôterez la fantaisie , & ils mettront à vous bien gouverner , » & à vous défendre , tous les efforts qu'ils font » pour vous asservir. On a bien songé à ôter aux » rois les moyens de nuire , mais non pas celui de » corrompre ; & les graces dont ils sont distributeurs , leur donnent abondamment ce moyen. » La difficulté est qu'en leur ôtant cette distribution , on paroît leur tout ôter. C'est pourtant » ce qu'il ne faut pas faire , car autant vaudroit-il » ne pas avoir de roi. A moins que le chef d'une » nation ne soit tout-à-fait nul , il faut qu'il puisse » faire quelque chose ; & si peu qu'il fasse , il » faut que ce soit du bien ou du mal ».

Nous sommes bien éloignés d'adopter , à cet égard , les idées du citoyen de Genève ; ce qui pourroit arriver de plus malheureux à une nation , ce seroit de toujours voir dans son chef l'ennemi

naturel de sa liberté; cette pensée élèveroit une barrière insurmontable entre lui & le cœur de ses sujets. Pourquoi placer à sa tête, & revêtir du pouvoir exécutif, un prince que l'on envifageroit sous un aspect odieux?

Les rois sont-ils nécessairement assez mal nés pour placer leur bonheur dans l'oppression? Qu'en retirent-ils? de l'argent? Un peuple opprimé devient pauvre, un peuple libre s'enrichit. Il est donc de l'intérêt de celui qui n'est riche que par son peuple, que ce peuple s'enrichisse. Une autorité absolue? quel avantage trouvera-t-il à donner à l'un la propriété d'un autre, à l'intrigue ce qui appartient au mérite, à inspirer de la terreur, au lieu de faire naître de l'amour?

S'il est guerrier, ne lui importe-t-il pas d'avoir de bons foldats, des chefs qui sachent les commander? S'il aime les arts, est-ce dans une nation contristée par des injustices, qu'il verra les talens se disputer la gloire de célébrer son règne? S'il n'aime que le repos, n'est-il pas plus assuré d'exister dans le calme, en ne donnant des ordres que pour l'exécution des loix sollicitées par son peuple? S'il se plaît à être environné de courtisans, qu'il se laisse approcher, que ses jardins, que ses palais soient ouverts, & la foule de ses adorateurs se renouvellera sans cesse.

Sans doute il ne faut pas que toutes les récom-

penſes, que tous les honneurs, & ſur-tout que les emplois importans ſoient dans la main du roi, parce qu'ils ſeroient bientôt dans les mains de ſes miniſtres, qui les ſeroient paſſer par celles de leurs favoris, & qui pis eſt, par celles de leurs favorites, ce qui finit par dégrader les honneurs & ceux qui les obtiennent; mais il faut que le chef d'une grande nation puiſſe manifefter à celui qui en eſt digne, la ſatisfaction de ſes ſervices. Reſſerrons, anéantiſſons, ſ'il eſt poſſible, la faculté de faire le mal, mais n'enlevons pas à nos rois le plus beau de leurs attributs, le pouvoir de répandre le bonheur.

« On a propoſé, dit Rouſſeau, de rendre la
 » couronne héréditaire en Pologne, aſſurez-vous
 » qu'au moment que cette loi ſera portée, la
 » Pologne peut dire pour jamais adieu à ſa
 » liberté ».

J'ignore pourquoi l'hérédité de la couronne ſeroit plus incompatible avec la liberté, en Pologne qu'en Angleterre, puisſque, ſuivant Rouſſeau, la ſeule raiſon pour laquelle il n'exiſte plus de liberté chez les Anglois, c'eſt parce que les parlemens ne ſe renouvellent pas aſſez ſouvent; pourquoi, en continuant de convoquer les diètes en Pologne, tous les deux ans, & en enjoignant aux diétines de renouveler les nonces à chaque ſéance, la liberté ne pourroit-

elle pas s'y maintenir sous une couronne héréditaire?

Les leçons de l'expérience valent encore mieux que celles d'un républicain toujours alarmé d'un pouvoir qui se transmet du père au fils; il est certain que les élections de rois ont amené des orages sur la Pologne à chaque vacance du trône, qu'un prince qui vieillir & sent le sceptre prêt à lui échapper, prend peu d'intérêt à la gloire d'un peuple qui sera gouverné par un étranger qui lui est inconnu; il est à l'égard de ses états ce qu'est un usufruitier qui laisse tout se détruire plutôt que de rien réparer à ses frais: pourvu que je meure roi de Pologne, dit celui qui est sur le trône, que m'importe qu'elle soit ensevelie avec moi? Mais si un fils, si un neveu qui lui est cher doit lui succéder, il embellit son empire, il y fait fleurir les arts, il y encourage l'agriculture, il ouvre des canaux au commerce, il maintient la discipline des troupes, il améliore l'héritage qu'il doit transmettre à l'objet de ses affections.

Rousseau qui ne veut pas qu'en Pologne le fils d'un roi puisse jamais lui succéder, approuve les confédérations qui ne sont pourtant que des guerres de citoyens à citoyens « Oserois-je, dit-il, parler
» des confédérations, & n'être pas de l'avis des
» savans. Ils ne voyent que le mal qu'elles font,
» il faudroit voir aussi celui qu'elles empêchent.

« Sans contredit, la confédération est un état
 » violent dans la république, mais il est des
 » maux extrêmes qui rendent les remèdes violens
 » nécessaires, & dont il faut guérir à tout prix ;
 » la confédération est en Pologne ce qu'étoit la
 » dictature chez les Romains, l'une & l'autre
 » font taire les loix dans un péril pressant, mais
 » avec cette grande différence que la dictature,
 » directement contraire à la législation romaine
 » & à l'esprit du gouvernement, a fini par le dé-
 » truire ; & que les confédérations au contraire
 » n'étant qu'un moyen de raffermir & rétablir
 » la constitution ébranlée par de grands efforts,
 » peuvent tendre & renforcer le ressort relâché
 » de l'état, sans pouvoir jamais le briser. Cette
 » forme fédérative me paroît un chef-d'œuvre.
 » Tout état libre, où les grandes crises n'ont pas
 » été prévues, est à chaque orage en danger de
 » périr ; il n'y a que les Polonois qui, de ces
 » mêmes crises aient su trouver un moyen de
 » maintenir la constitution. Sans les confédéra-
 » tions, il y a long-tems que la république de
 » Pologne ne seroit plus, & j'ai grand peur
 » qu'elle ne dure pas long-tems après elles, si
 » l'on prend le parti de les abolir ».

Ce morceau est curieux ; il décèle bien une
 ame républicaine. Comme il s'accorde avec le
 sentiment de ce Polonois, qui, lorsqu'on lui

parloit des troubles de la Pologne, disoit : *Je préfère une liberté orageuse au calme du despotisme.*

Un des savans, d'un avis opposé à Rousseau, c'est Montesquieu.

» Les loix de Pologne, disoit-il, ont aussi
» leur insurrection; mais les inconvéniens qui en
» résultent font bien voir que le peuple seul de
» Crète étoit en état d'employer avec succès un
» pareil remède ».

Ainsi Montesquieu ne blâmoit pas le remède en lui-même, il trouvoit seulement qu'il ne convenoit pas à d'autres qu'aux Crétois; nous allons voir la raison qu'il en donne.

« Les Crétois, dit-il, pour tenir les premiers
» magistrats dans la dépendance des loix, em-
» ploient un moyen bien singulier, c'étoit
» celui de l'*insurrection*. Une partie des citoyens
» se soulevoit, mettoit en fuite les magistrats &
» les obligeoit de rentrer dans la condition privée.
» Cela étoit censé fait en conséquence de la loi.
» Une institution pareille, qui établissoit la fédi-
» tion, pour empêcher l'abus du pouvoir, sem-
» bloit devoir renverser quelque république que
» ce fût: elle ne détruisit pas celle de Crète; voici
» pourquoi. Lorsque les anciens vouloient parler
» d'un peuple qui avoit le plus grand amour de
» la patrie, ils citoient les Crétois. *La patrie,*

» disoit Platon , *nom si tendre aux Crétois* , ils
 » l'appeloient d'un nom qui exprime l'amour
 » d'une mère pour ses enfans. Or l'amour de la
 » patrie corrige tout ».

Voilà ce que l'on peut appeler une lutte de deux hommes de génie ; je me suis fait un plaisir de rapprocher les idées de deux écrivains illustres sur un même sujet. L'un prétend que l'insurrection est une loi précieuse à la Pologne ; l'autre que les Polonois ne sont pas dignes de l'avoir. Il ne l'accorde qu'au peuple chez lequel l'amour de la patrie est une passion.

Qui eût prévu qu'un jour ces idées qui nous ont été si long-temps étrangères , se rapprocheroient de nous , & nous paroîtroient naturelles ? Ni Montesquieu , ni Rousseau , n'ont pensé que dans le sein de la France où ils parloient de l'insurrection comme d'un remède violent qui pouvoit purifier les loix , il se formeroit une confédération telle qu'on n'en a jamais vu ni en Crète , ni en Pologne , qui auroit pour objet de renverser un colosse antique d'institutions vicieuses , d'usages barbares ; de mettre en fuite , & des ministres & des magistrats , de les replonger dans l'état privé , de frapper de terreur tous ceux qui oseroient se montrer les défenseurs d'un système oppressif , de prendre sous la fauve-garde de l'honneur les fortunes publiques , de réduire à une

heureuse impuissance ces despotes subalternes qui, dans un siècle de lumières, vouloient enchaîner jusqu'à la pensée.

En traitant de l'administration, Rousseau la réduit à trois codes ; l'un politique, l'autre civil, & l'autre criminel, tous trois courts, clairs & précis, autant qu'il sera possible. Ces codes, dit-il, seront enseignés, non-seulement dans les universités, mais dans tous les collèges, & l'on n'a pas besoin d'autre corps de droit : toutes les règles du droit naturel sont mieux gravées dans le cœur des hommes que dans tous les fatras de Justinien ; rendez-les seulement honnêtes & vertueux, & je vous réponds qu'ils sauront assez de droit ; mais il faut que tous les hommes publics soient instruits des loix positives de leurs pays & des règles particulières sur lesquelles ils sont gouvernés ».

Aussi veut-il qu'avant d'ouvrir les diétines aux aspirans, on leur fasse subir un examen sur le droit politique ; & , pour simplifier la connoissance du droit civil, il exige que les loix de l'état soient uniformes dans toutes les provinces ; pour déraciner l'esprit de corps, il veut que la profession d'avocat, celle de juge ne soient que des états passagers, & qui conduisent à toutes les places de la république. Il détruit les substitutions, les majorats, pour diminuer la grande inégalité des fortunes.

tant la nécessité de compter pour quelque chose la possession des terres, il ne veut pas qu'on la compte pour tout ; « parce qu'un gentilhomme , » demande-t-il , a peu ou point de terre , celle- » t-il pour cela d'être libre et noble ? sa pauvreté » seule est-elle un crime assez grave pour lui faire » perdre son titre de citoyen » ?

Ces réflexions sont si évidemment justes, qu'il suffit de les présenter. Ce qu'il y a de singulier, c'est que, tandis que les Polonois pour lesquels elles ont été publiées, ont négligé d'en profiter, nous les avons adaptées à notre législation, nous à qui elles sembloient devoir être plus étrangères qu'à toute autre nation !

Déjà il est entré dans le plan de nos législateurs de détruire ce droit d'aînesse réprouvé par la nature, de diminuer la trop grande inégalité des fortunes, de faire disparaître cette absurde diversité de coutumes, éternelle pâture de la chicane, d'effacer cet esprit de corps qui faisoit de la profession de juge, de celle d'avocat un état lucratif, tandis qu'il ne devoit être qu'honorable.

Rendons les loix si claires, qu'il suffise d'être honnête pour en appliquer le sens, qu'il ne faille que le talent de la parole pour défendre toutes les causes, que ce soit toujours la vérité qui se fasse entendre dans les tribunaux, &c que la bonne foi

seule y décide; anéantissons pour jamais tous ces interprètes, tous ces commentateurs. La loi qui a besoin d'être interprétée, commentée par l'érudition, ne vaut rien : elle est faite pour le peuple; il faut qu'il la conçoive avec les seules lumières de la raison.

Le système politique que Rousseau indique à la Pologne, est, de tous, le plus simple, le plus aisé à suivre; mais malheureusement, il ne peut pas convenir à une nation qui a contracté beaucoup de dettes, en argent, avec l'étranger, à moins que, par son commerce d'exportation, elle ne parvienne à s'acquitter insensiblement.

Autant nos grands financiers attachent d'importance à la circulation du numéraire, autant Rousseau cherche à discréditer ce signe représentatif qui trompe les hommes, & leur fait croire qu'ils sont très-riches, lorsqu'ils ont beaucoup d'espèces d'or & d'argent, comme si l'or & l'argent avoit une autre valeur que celle de convention, comme s'il ne mettoit pas toujours le peuple qui le possède dans la dépendance de ceux qui recueillent les véritables richesses. « Il vaut mieux, » dit Rousseau, vivre dans l'abondance, que » dans l'opulence; soyez mieux que pécunieux, » soyez riches, cultivez bien vos champs, sans » vous soucier du reste, bientôt vous moisson- » nerez de l'or; les dépenses publiques sont inévi-

» tables, j'en conviens; faites-les avec toute autre
 » chose que de l'argent; de nos jours encore, on
 » voit en Suisse, les officiers, les magistrats &
 » autres stipendiaires publics payés avec des den-
 » rées; tout le service public se fait par corvée;
 » l'état ne paye presque rien en argent; la répu-
 » blique en graduant & distribuant à propos les
 » récompenses purement honorifiques, se ménage
 » un trésor qui ne la ruinera pas, & qui lui donnera
 » des héros pour citoyens. Ce trésor des honneurs
 » est une ressource inépuisable chez un peuple qui
 » a de l'honneur, & plutôt à dieu que la Pologne
 » eût l'espoir d'épuiser cette ressource. O heureuse
 » la nation qui ne trouvera plus de distinctions
 » possibles pour la vertu » !

Cette ressource qui sembloit à Rousseau inépuisable, ne l'avons-nous pas tarie, non par l'emploi, mais par l'abus que nous en avons fait? S'il m'étoit permis de révéler ma pensée sur ce sujet, combien je serois loin de ceux qui voudroient anéantir toutes les distinctions, toutes les dignités, toutes les décorations. Je voudrois, au contraire, leur rendre tout l'éclat qu'elles ont perdu, & voici le moyen que j'indiquerois.

Je créerois un nouveau tribunal que j'appellerois *le tribunal des honneurs*. Il seroit composé de membres dont les récompenses auroient été déferées par le suffrage public. J'obligerois tous les

citoyens qui portent des décorations extérieures de comparoître devant ce tribunal auguste & de les déposer ; ils déclareroient ensuite le titre , l'action pour lesquels ils les auroient obtenues , & elles leur seroient restituées , si elles paroïssoient n'avoir été qu'une distinction proportionnée à leurs services. Cette croix qui est le témoignage du courage militaire , seroit conservée à tous les officiers qui auroient donné à la patrie le tems fixé pour la mériter , ou qui l'auroient conquise par la valeur. De ce moment, elle n'induiroit plus en erreur celui qui l'aperçoit attachée au vêtement d'un commis, d'un inspecteur de police, d'un intrigant qui n'a servi que les plaisirs d'un ministre. Ce cordon si discrédité depuis que d'autres plus éclatans ont paré la bravoure ou la naissance , subiroit la même censure, & ne seroit restitué qu'à ceux qui se sont véritablement distingués dans les arts ou dans les professions utiles.

J'anéantirois toutes les distinctions qui ne désignoient que la noblesse , par la raison que si elles devoient s'accorder seulement à l'origine, tous ceux qui étoient gentilshommes y avoient le même droit.

Loin que nos braves guerriers eussent à redouter un semblable tribunal , ils formeroient tous , dans leur cœur , des vœux pour qu'il se perpétuât. Qui oseroit retirer à un d'*Estaing*, à un *Bouillé*, s'il n'eut terni sa gloire , à un *la Motte Piquet*, à un vieux

général qui s'est signalé dans nos guerres, des honneurs qu'ils ont si bien mérités ? Qui balanceroit à rendre à un simple officier couvert de blessures, ou blanchi au service, le dédommagement de la fortune qu'il a dédaigné d'acquérir dans une profession moins périlleuse ?

Le trésor des honneurs seroit tout-à-coup grossi par la restitution qu'en feroient ceux qui les ont usurpés, & la patrie ne seroit plus embarrassée de récompenser ses véritables serviteurs.

Payons le financier, le commis avec de l'argent, réservons les marques honorables pour le courage & pour les talens. Il faut opter entre la gloire & les richesses, entre la considération & l'opulence. Homme de boue, si tu ne fais cas que de l'or, gagne de l'or, amasses-en, que tes coffres en soient remplis, que tes habits en soient surchargés, que tous les ustensiles dont tu te fers soient de ce métal si précieux à tes regards, mais ne crois pas pouvoir acheter avec lui nos respects, nos hommages; tu resteras toujours dans la foule, parce qu'elle ne s'ouvrira que pour laisser passer l'homme qui a de véritables droits à ses égards. Si, dans un lieu public, où l'on n'est admis qu'avec de l'argent, tu occupes les premières places, elles cesseront d'être les premières aux yeux de la multitude; elles ne seront que celles de l'opulence; tu seras reconnu pour être un des riches de l'état, mais rien de plus : Il arrivera un
temps

tems où tu rougiras de ce qui t'enfle d'orgueil ; tu commenceras par t'ensevelir dans la foule pour en sortir ensuite par des actions nobles & généreuses.

« Rousseau recommande de préférer les impôts
» réels aux impôts personnels, d'éviter ceux dont
» la perception est difficile & coûteuse, sur-tout ceux
» qu'on élude par la contrebande, & qui remplissent
» l'état de brigands & de fraudeurs ; il faut, dit-il,
» que l'imposition soit si bien proportionnée,
» que l'embarras de la fraude en surpasse le profit ;
» ainsi jamais d'impôt sur ce qui peut aisément se
» cacher, comme l'or & les dentelles : il vaut
» mieux défendre de les porter que de les entrer ».

L'impôt, le meilleur à son avis, le plus naturel, est une taxe proportionnelle sur toutes les terres, sans exception, & il penche pour la lever en nature, & l'affermir à l'enchère, comme on affermoit la dîme.

Ce système qui se rapporte à celui de *Vauban* & de l'*abbé de Saint-Pierre*, est très-praticable en Pologne où la grande richesse consiste en terres, & où le défaut de crédit national n'a pas permis à la république de contracter des engagemens immenses avec l'étranger ; mais en France, où des capitalistes sans nombre ont un fonds productif dans leur portefeuille, où des bâtimens ne produisent rien en nature, & forment dans les villes un revenu égal à celui des terres, l'impôt territorial ne pourroit

atteindre qu'une foible partie des riches ; & la levée de l'imposition en nature ne feroit praticable que dans les campagnes. Voilà les considérations qui dérangent les meilleurs systèmes ; en vain, répétera-t-on, que le consommateur des villes finit toujours par payer l'impôt mis sur les terres : je répondrai que le simple artisan qui ne se nourrit que de pain, payera plus l'impôt mis sur le blé, que le riche qui en consomme moins.

Si l'on m'objecte que le salaire du journalier augmentera avec le prix de la denrée, je répliquerai que ce fera tout le contraire ; car le journalier étant encore plus pressé de travailler pour vivre, que le riche de l'employer, celui-ci abusera de son besoin & du nombre des concurrens pour tenir le salaire à bas prix, tandis que celui du blé augmentera.

C'est-là une de ces vérités si claires, si incontestables, que je ne fais pas comment des hommes estimables par leurs lumières, par leurs intentions, s'obstinent à la combattre. Commencez donc, qui que vous foyez, à assurer de l'ouvrage aux mercénaires dans toutes les saisons, dans toutes les révolutions, avant de faire dépendre leur existence des variations dans le prix d'une denrée de première nécessité ; fournissez-leur un moyen de se passer de pain, ou ne les exposez pas à en manquer, lorsqu'ils n'auront

ni argent, ni crédit pour s'en procurer; songez que la faim est au-dessus de la loi; que le père de famille entouré d'enfans qui lui crient la faim, n'a plus rien à faire que sortir de son grenier, comme un furieux; & de se précipiter sur le premier qui se présente à sa vue pour lui arracher de quoi sauver de la mort les malheureux qui l'attendent; songez que le crime de cet homme est celui de la nature, ou plutôt qu'il est le vôtre, vous qui avez calculé de sang-froid que ses facultés pécuniaires devoient s'élever avec le prix du bled.

On n'attendoit pas d'un philosophe; étranger aux armes; un système militaire bien combiné: rien n'est étranger à la raison & au génie. Rappelons-nous que le grand Condé assistant à une pièce dans laquelle Corneille développoit toutes les connoissances de l'art de la guerre, s'écria avec étonnement : *où a-t-il donc appris tout cela?*

Il n'auroit peut-être pas moins été surpris, s'il eût entendu Rousseau tracer aux Polonois le plan de défense le plus convenable à leur pays & à leurs mœurs.

« Les troupes réglées, dit-il, peste & dépopulation de l'europe; ne sont bonnes qu'à deux fins, ou pour attaquer & conquérir les voisins; ou pour enchaîner & asservir les citoyens. L'état ne doit pas rester sans défenseurs, je le fais, mais

3. A Suite de l'Analyse des Considér. de Rousseau

» les vrais défenseurs sont les membres. Tout
» citoyen doit être soldat par devoir, nul ne doit
» l'être par métier. Dans un état tel que la Po-
» logne, on peut tirer de ses provinces de quoi
» remplacer aisément l'armée de la couronne par
» un nombre de milice toujours sur pied, mais
» qui, changeant au moins tous les ans, & prise,
» par petits détachemens, sur tous les corps,
» seroit peu onéreuse aux particuliers, dont le
» tour viendrait à peine de douze à quinze ans
» une fois.

» Pourquoi l'ordre équestre ne suivroit-il pas
» lui-même un plan pareil à celui que je propose
» pour l'infanterie? Etablissez dans tous les palati-
» nats des corps de cavalerie, où toute la noblesse
» soit inscrite, & qui ait ses officiers, son état ma-
» jor, ses étendards, ses quartiers assignés en cas
» d'alarmes, ses tems marqués pour s'y rassembler
» tous les ans; que cette brave noblesse s'exerce à
» escadronner, à faire toutes sortes de mouve-
» mens, d'évolutions, à mettre de l'ordre & de la
» précision dans ses manœuvres, à connoître la
» subordination militaire. Je ne voudrois pas
» qu'elle imitât servilement la tactique des autres
» nations, je voudrois qu'elle s'en fît une qui lui
» fût propre, qui développât & perfectionnât ses
» dispositions naturelles & nationales; qu'elle
» s'exercât sur-tout à la vitesse & à la légèreté, à se

» rompre , à s'éparpiller , à se rassembler sans
 » peine & sans confusion ; qu'elle excellât dans ce
 » qu'on appelle la petite guerre, dans toutes les
 » manœuvres qui conviennent à des troupes lé-
 » gères, dans l'art d'inonder un pays comme un
 » torrent, d'atteindre par-tout, & de n'être ja-
 » mais atteinte, d'agir toujours de concert, quoi-
 » que séparée, de couper les communications,
 » d'intercepter les convois, de charger des arrières-
 » gardes, d'enlever des gardes avancées, de sur-
 » prendre des détachemens, de harceler de grands
 » corps qui marchent & campent réunis ; qu'elle
 » prît la manière des anciens Parthes, comme elle
 » en a la valeur ; qu'elle apprît comme eux à
 » vaincre & détruire les armées les mieux disci-
 » plinées, sans jamais livrer de bataille, & sans
 » leur laisser le moment de respirer ».

Jamais les *Follards* & tous nos meilleurs tacti-
 tiens n'ont rien écrit de comparable à ce morceau.
 20 Rousseau ne conseille pas aux Polonois d'avoir
 des places fortes, il les appelle *des nids à tyrans* ;
 « les placés que vous fortifierez, dit-il, contre les
 » Russes, vous les fortifierez pour eux, & elles
 » deviendront des entraves dont vous ne vous dé-
 » livrerez plus ; négligez les avantages des postes,
 » & ne vous ruinez pas en artillerie : ce n'est pas
 » tout cela qu'il vous faut ; vous ne ferez jamais en
 » sorte qu'il soit difficile à vos voisins d'entrer chez

» vous, mais vous pouvez faire en sorte qu'il leur
 » soit difficile d'en sortir impunément, & c'est
 » à quoi vous devez mettre tous vos soins ».

Quel dommage que des avis si sages aient été infructueux pour la Pologne ! Si elle les eût suivis, ses ambitieux voisins n'eussent pas tenté d'asservir des provinces étroitement unies au corps de l'état, aisées à subjuguer, mais difficiles à conserver. La nation indignée seroit venu fondre sur leurs usurpateurs ; & , secondée par de généreux efforts, elle auroit rompu un joug supporté avec l'impatience de la liberté.

Je touche au développement d'un projet qui dut paroître bien bizarre aux nations, si vaines de leurs institutions, si disposées à dédaigner tout ce qui peut rappeler un peuple à des principes de vertu, & changer la route des honneurs.

Ce projet avoit pour but d'assujettir à une marche graduelle tous les membres du gouvernement. Rousseau partage en trois classes tous les citoyens actifs qui ont part à l'administration ; & à la place de ces rubans, de ces bijoux qui caractérisent les ordres de chevalerie, & qui, suivant lui, *ont un air de colifichet & de parure féminine*, il propose des plaques de divers métaux, dont le prix matériel seroit en raison inverse du grade de ceux qui les porteroient.

« Le premier pas, dans les affaires publiques

» seroit précédé d'une épreuve pour la jeunesse
» dans les places d'avocats, d'assesseurs, de juges
» même dans les tribunaux subalternes, de ré-
» gisseurs de quelque portion de deniers publics,
» en général dans tous les postes inférieurs qui
» donnent à ceux qui les remplissent occasion
» de montrer leur mérite, leur capacité, leur
» exactitude & sur-tout leur intégrité.

» Cet état d'épreuve dureroit au moins trois
» ans, au bout desquels, munis des certificats de
» leurs supérieurs & du témoignage de la voix
» publique, ils se présenteroient à la diétine de
» leur province, où, après un examen sévère de
» leur conduite, on honorera ceux qui en seront
» jugés dignes, d'une plaque d'or portant leur
» nom, celui de leur province, la date de leur
» réception, & au-dessous cette inscription en
» plus gros caractère *spes patria*. Ceux qui au-
» ront reçu cette plaque, la porteront toujours
» attachée à leur bras droit, ou sur leur cœur,
» & prendront le titre de *servans d'état*.

» Jamais dans l'ordre équestre il n'y aura que
» des *servans d'état* qui puissent être élus nonces
» à la diète, députés au tribunal, ou chargés
» d'aucune fonction publique qui appartienne à
» la souveraineté. Pour arriver au second grade
» il sera nécessaire d'avoir été trois fois *nonce* à
» la diète, & d'avoir obtenu chaque fois aux

312 *Suite de l'Analyse des Considér. de Rousseau*

» diétines de relation , l'approbation de ses conf-
 » tituans. Sur les trois certificats présentés à la
 » diète, le *servant d'état* qui les aura obtenus ,
 » sera honoré de la seconde plaque qui sera d'*ar-*
 » *gent*, de même forme que la précédente , &
 » sur laquelle seront gravés ces deux mots *civis*
 » *electus* ; ceux qui la porteront seront appelés
 » *citoyens de choix*, ou simplement *élus*. Ils ne
 » pourront plus être nonces , ils seront candidats
 » pour les places de sénateurs, qui ne pourront
 » être élevés à cette dignité, sans avoir passé par
 » les deux premiers grades.

» Tout sénateur qui l'aura été trois fois avec
 » approbation , montera au troisième grade le
 » plus élevé dans l'état, & la marque lui en sera
 » conférée par le roi, sur la nomination de la
 » diète. Cette marque sera une plaque d'*acier*
 » *bleu*, semblable aux précédentes, & portera
 » pour inscription *custos legum*. Ceux qui l'au-
 » ront reçue la porteront tout le reste de leur
 » vie, à quelque poste éminent qu'ils parvien-
 » nent, même sur le trône s'il leur arrive d'y
 » monter ».

Les palatins , les grands castellans ne pourroient
 être tirés que du corps des *gardiens des loix*.

Rousseau qui a toujours, & avec raison, atta-
 ché une grande importance à la place d'institu-
 teur, choisit parmi les élus, c'est-à-dire, parmi les

citoyens du second grade, les principaux des collèges & les inspecteurs de l'éducation des enfans. C'est aussi de leur corps qu'il tire les membres qui doivent, sous la présidence d'un gardien des loix, former ce comité *censorial* dont j'ai parlé dans le discours précédent, & dont l'existence auroit pour principal objet l'affranchissement des payfans & la distribution des fonds de bienfaisance en raison des besoins & des mœurs des indigens.

Tel est le moyen que Rousseau indique aux Polonois pour épurer toute l'administration de la république, pour y faire germer & entretenir la vertu dans tous les emplois. Cette idée neuve & digne des plus grands législateurs de l'antiquité, ne sera long-temps qu'une belle chimère, peut-être ne se réalisera-t-elle jamais dans aucun état; mais si une de nos générations a un jour le courage de l'adopter, ce sera un grand pas qu'elle aura fait vers la perfection.

Nous avons vu que, pour arriver aux places de palatins & de grands castellans, il faut, suivant le plan de Rousseau, avoir été sénateur, & par conséquent mérité le troisième grade.

Cette progression le conduit & le guide dans l'élection du roi de Pologne; il fait remarquer aux Polonois qu'un de leurs grands torts est d'avoir été chercher des étrangers pour leur donner la couronne; il leur prouve par leur histoire qu'ils

n'ont jamais été mieux gouvernés que par des princes nés en Pologne. Pour éviter le nombre des concurrens, il réduit les éligibles, pour la couronne, à la seule classe des *palatins*, & fait concourir le sort & le choix à cette grande élection. « Aussi-tôt après la mort du roi, dit-
 » la diète d'élection sera solennellement convoquée; les noms de tous les palatins seront
 » mis en concurrence, & il en sera tiré trois
 » sort avec toutes les précautions possibles, pour
 » qu'aucune fraude n'altère cette opération. Ces
 » trois noms seront à haute voix déclarés à l'assemblée, qui, dans la même séance & à la
 » pluralité des voix, choisira celui qu'elle préférera, & il sera proclamé roi dès le même jour.

Il faut l'avouer, en adoptant la voix de l'élection pour donner la couronne, on ne peut suivre une marche plus sage; l'intrigue est écartée par le sort, le sort ne peut favoriser qu'un bon citoyen, & si ce n'est pas le plus digne d'être roi que le sort indique, la diète a du moins la faculté de choisir parmi les trois dont les noms sont sortis, celui d'entr'eux qu'elle croit le plus capable de soutenir la gloire de la république (1).

Rousseau ne laisse pas la vertu s'arrêter & s'en-

(1) Malgré ces sages conseils la diète n'en vient pas moins de désigner pour successeur à son roi l'électeur de Saxe, & de rendre la couronne héréditaire dans cette maison.

dormir sur le trône. Si le desir d'y parvenir a fait franchir à l'hypocrisie tous les grades, il veut qu'elle conserve son masque jusqu'à la mort.

« Il fut, dit-il, un usage antique qui n'a ja-
» mais été pratiqué que chez un seul peuple ;
» mais dont il est étonnant que le succès n'en ait
» tenté aucun autre de l'imiter. Il est vrai qu'il n'est
» guères propre qu'à un royaume électif, quoi-
» qu'inventé & pratiqué dans un royaume héréditaire. Je parle du jugement des rois d'Egypte
» après leur mort, & de l'arrêt par lequel la sépulture & les honneurs royaux leur étoient
» accordés ou refusés, suivant qu'ils avoient bien
» ou mal gouverné l'état durant leur vie. Cet
» usage, j'ose proposer aux Polonois de le rétablir. Je voudrois donc qu'après la mort de chaque roi, son corps fût déposé jusqu'à ce qu'il
» eût été prononcé sur sa mémoire ; que le tribunai qui doit en décider & décerner la sépulture, fût assemblé le plutôt qu'il seroit possible, que là sa vie & son règne fussent examinés
» sévèrement, qu'après des informations dans lesquelles tout citoyen seroit admis à l'accuser
» & à le défendre, le procès bien instruit fût suivi
» d'un arrêt porté avec toute la solennité possible.
» En conséquence de cet arrêt, s'il étoit favorable, le feu roi seroit déclaré *bon & juste prince*,
» son nom inscrit avec honneur dans la liste des

» rois de Pologne, son corps mis avec pompe
 » dans leur sépulture, l'épithète de *glorieuse*
 » *mémoire*, ajoutée à son nom dans tous les actes
 » & discours publics, un donaire assigné à sa
 » veuve, & ses enfans déclarés princes royaux,
 » feroient honorés de tous les avantages attachés
 » à ce titre.

» Si au contraire il étoit trouvé coupable d'in-
 » justice, de malversation, sur-tout d'avoir at-
 » tenté à la liberté publique, sa mémoire seroit
 » condamnée & flétrie, son corps privé de la
 » sépulture royale seroit enterré sans honneur,
 » son nom effacé de la liste des rois, ses enfans
 » rentreroient dans la classe des simples citoyens,
 » sans aucune distinction honorable ni flétrissure ».

Ainsi, par la crainte d'un jugement, Rousseau
 attache les rois à la justice & au respect pour les
 loix. Il donne à l'état deux cautions pour le prince
 qu'il élève sur le trône, sa conduite passée & la
 terreur de l'avenir.

Ce sage législateur accusé de ne prendre de
 conseils que de l'enthousiasme, & d'immoler toutes
 convenances à ses projets de réforme, montre
 cependant beaucoup de circonspection dans la
 manière de faire exécuter son plan. « Je serois
 » dit-il, d'avis de n'en pas commencer brusque-
 » ment l'exécution, de laisser en place la plupart
 » de ceux qui y sont, de ne conférer les emplois,

» selon la nouvelle réforme, qu'à mesure qu'ils
» viendroient à vaquer. *N'ébranlez jamais trop*
» *brusquement la machine.* Je ne doute pas qu'un
» bon plan une fois adopté, ne change même
» l'esprit de ceux qui auront eu part au gouver-
» nement, sous un autre : ne pouvant créer tout
» d'un coup de nouveaux citoyens, il faut com-
» mencer par tirer parti de ceux qui existent, &
» offrir une route nouvelle à leur ambition, c'est
» le moyen de les disposer à la suivre ».

J'ai fait connoître complètement ce plan de constitution demandé au nom d'une nation, au simple citoyen d'une petite république. Je ne dois pas laisser ignorer qu'un François a partagé avec lui le même honneur. L'abbé de *Mahli*, sollicité également d'exercer ses talens en législation sur le même sujet, a répondu à une invitation aussi flatteuse. Nous examinerons son travail dans le discours suivant ; nous verrons auquel des deux rivaux la raison doit donner la palme.

Ne pourrions-nous pas, dès-à-présent, nous livrer à un sentiment d'orgueil, & nous dire que c'est au sein de la France que la Pologne est venu chercher ses deux législateurs ? Rousseau a composé ses plus beaux ouvrages parmi nous, c'est au milieu de nos savans que ses talens se sont fortifiés ; électrisé par notre goût & nos suffrages, son génie a brillé des plus belles clartés ; malgré

§10 *Analyse de l'Ouvrage de l'abbé de Mably*

lettres, ont dédaigné les honneurs littéraires, & ne les ont point obtenus; tous deux se sont comparés du monde qui leur offroit ses attraits; on les a vus avec une philosophie, j'allois dire avec une misanthropie presque égale, s'enfoncer dans la solitude, & y murmurer contre la frivolité de leur siècle; tous deux ont excité le ressentiment de l'homme de génie le plus universel; le républicain a conservé l'attitude d'un sage devant l'adversaire qui se dégradoit en l'attaquant: le publiciste François lui a répondu avec la morosité d'un écrivain atrabilaire; en voulant s'en venger, il a cessé d'être juste.

La mort qui ne respecte ni les plus sublimes vertus, ni les plus grands talens, a précipité dans la tombe ces illustres rivaux; mais sa faux ne peut détruire des ouvrages que la sagesse garantit de ses atteintes.

Nous avons suivi dans les deux précédens discours les idées de Rousseau sur la constitution qu'il a cru le plus convenir à la situation de la Pologne. Je n'ai rien omis de ce qui entre dans la composition de son système. Je vais tâcher de faire connoître celui de l'abbé de Mably, en prévenant qu'on ne doit pas s'attendre à y voir briller ces pensées neuves, fières & originales qui caractérisent les productions du philosophe républicain.

Je dois commencer par rappeler que l'ouvrage

que

que nous allons analyser, a été achevé au mois de Juillet 1771; que tandis que son auteur examinoit froidement & avec sécurité, ce que la Pologne devoit faire pour se délivrer de ses maux intérieurs, & de ceux dont elle étoit menacée, cette malheureuse république étoit plongée dans les horreurs d'une guerre civile; son chef vacilloit sur son trône; les Russes y exerçoient le pouvoir exécutif le plus outrageant; deux puissances redoutables avoient déjà conçu & arrêté ce plan de partage qui fut exécuté l'année suivante, & dont l'abbé de Mabli pouvoit d'autant moins se douter que nos ministres ni leurs agens n'en avoient pas même le soupçon.

Cette observation est importante à faire pour concilier les avis de cet écrivain avec les événemens qui les ont suivis.

L'abbé de Mabli commence par faire sentir que tous les maux dont la république étoit affligée, venoient de l'anéantissement de la puissance législative soumise au caprice d'un nonce qui prononce le *veto*. Il observe « que la ruine de la » puissance législative entraîne nécessairement la » ruine de la puissance exécutrice. Comment, » dit-il, vos magistrats, chargés de l'exécution des » loix, n'auroient-ils pas abusé de leur crédit & de » leur pouvoir, pour ne consulter & ne servir

» que leur passion, puisqu'il n'y avoit plus une
 » puissance supérieure qui éclairât leur conduite,
 » qui pût les réprimer & les punir? Tout Polonois
 » fut donc opprimé ou oppresseur, suivant qu'il
 » étoit foible ou fort. Voulez-vous sortir de cet
 » état déplorable, unir par un même intérêt les ci-
 » toyens divisés, & vous faire respecter de vos
 » voisins? commencez par établir une puissance
 » législative, & donnez-lui une force à laquelle
 » rien ne puisse résister; sans cela les Polonois
 » éternellement en proie aux mêmes désordres,
 » se laisseront de défendre une ombre de république
 » qui est funeste à tous les citoyens, & qui ne
 » produit que des despotes & des esclaves.

» Votre petite noblesse n'a rien à perdre par la
 » révolution qui la feroit passer sous l'obéissance
 » d'une puissance étrangère: peut-être pourroit-elle
 » espérer d'y jouir d'un sort moins malheureux;
 » les grands doivent conserver la république qui
 » fait leur grandeur; mais, en la déchirant par
 » leurs divisions, & en n'obéissant à aucune
 » loi, peuvent-ils se flatter de la voir long-tems
 » subsister »?

Voilà des idées saines. Ce n'est pas assez que
 d'avoir dans un état des mandataires occupés, au
 nom de la nation qu'ils représentent, d'établir de
 bons réglemens; il faut que ces réglemens ac-

quièrent force de loi, & que ces loix soient respectées par tous les sujets de la souveraineté; si elles sont enfreintes impunément par l'esprit d'insurrection, l'anarchie prend la place du pouvoir exécutif; il n'y a plus que désordre où il devroit y avoir soumission & tranquillité. Les bons citoyens s'alarment à la vue d'un trouble qui leur semble durable; & s'ils n'ont pas un grand intérêt à exister au milieu des injustices, ils tournent leurs regards vers une autre patrie, ou forment des vœux pour que la leur soit subjuguée par une puissance qui y ramenera le calme après la terreur: c'est-là le dernier excès du malheur.

Il n'a pas tenu à beaucoup de mauvais citoyens que cette affreuse calamité n'affligeât la France; nous en avons vu s'efforcer de la dépeupler, en affichant des terrains à défricher dans les Etats-Unis d'Amérique, d'autres exciter des puissances étrangères à profiter de nos divisions pour nous déclarer la guerre, & ramener d'illustres fugitifs précédés de soldats sanguinaires: heureusement ces projets enfantés par la frénésie & un orgueil indomptable, s'évanouiront comme les exhalaisons d'une rage impuissante. Nos cultivateurs n'abandonneront point leur patrie, dans le moment où elle leur offre les terres les plus productives? les états qui nous environnent & observent tous nos mouve-

mens, étonnés de la vigueur d'un corps qui s'est ranimé, ne seront pas assez imprudens pour l'attaquer au moment d'un réveil qui le rend plus terrible que jamais.

L'abbé de Mably, pour donner au pouvoir législatif & au pouvoir exécutif toute la force nécessaire au maintien de l'ordre public, veut les rendre très-distincts & très-séparés. Il exige que la diète, dans laquelle doit résider le premier, n'ait rien de commun avec le roi & le sénat. Pendant qu'elle s'occupe de créer les nouvelles loix, de modifier les anciennes, rien, suivant lui, ne doit contrarier son autorité. Le lieu & le tems où il est nécessaire qu'elle soit convoquée, ne doivent être fixés que par elle, à moins que des circonstances imprévues, des périls imminens n'exigent une convocation extraordinaire.

Il élève la personne de chaque membre du corps législatif, au-dessus de toute autre puissance que celle dont il fait partie. « Du moment qu'un » nonce, dit-il, est nommé, jusqu'à celui où il » rendra compte à sa diétine, il seroit peut-être » utile qu'il eût une marque distinctive qui le fit » reconnoître; pendant tout ce tems, *sa personne* » *doit être sacrée & inviolable*; s'il est accusé de » quelque délit indigne de lui, la plainte n'en sera » portée qu'à la diète même; elle l'absoudra, s'il est

» innocent ; s'il est coupable , elle le renverra dans
» son palatinat , comme déchu du droit de le re-
» présenter ; s'il commet quelque violence ou quel-
» qu'injustice qui mérite une peine plus grave , il
» ne doit être arrêté que pour être remis entre
» les mains du maréchal de la diète , qui répondra
» de sa personne ; si ses pairs le jugent coupable
» ils le dégraderont , le dépouilleront des marques
» de sa dignité , & le renverront aux tribunaux
» ordinaires , pour y être jugé & puni suivant les
» loix ».

Une partie de ces idées a été adoptée par nos représentans : peut-être auroit-il été de leur prudence , dans des circonstances aussi orageuses que celles où ils se sont trouvés , d'autoriser leurs membres à porter une marque distinctive , pendant la durée de leur mission , pour les mettre à l'abri de toute insulte ; par-là on rendroit inexcusable celui qui les auroit offensés sans les connoître ; aucun étranger n'oseroit alors se mêler parmi eux , & n'obscurciroit le moyen expéditif employé pour s'assurer de la majorité des suffrages.

L'abbé de Mabli insiste pour « que tout homme
» chargé des fonctions de nonce soit irréprocha-
» ble , n'ait été flétri par aucun acte de justice ; il
» veut qu'il soit exclu de l'honneur de représen-
» ter sa province , s'il avoit jamais désobéi aux
» décrets des tribunaux ».

de resserrer leur alliance avec le Turc, la Suède & la France. Il auroit ajouté & avec la Prusse, s'il eût prévu la situation politique des puissances du Nord.

La Turquie est devenue trop incapable de se défendre elle-même, pour être d'un grand secours à la Pologne; celle-ci a trop peu de numéraire pour fournir à la Suède les subsides nécessaires à un peuple guerrier, mais qui ne peut pas soutenir long-tems le poids d'une nombreuse armée; la France est trop éloignée pour donner des troupes à la Pologne; il n'y a donc que la Prusse qui puisse véritablement contenir les forces de la maison d'Autriche, & empêcher qu'en se réunissant à celle de la Russie, elles n'accablent cette république. Heureuse la nation assez prudente pour se dispenser de contracter des alliances, qui sont autant de germes de guerre! Cet équilibre de puissance, si vanté par nos grands politiques, ne se dérange que par l'importance qu'on y attache; c'est en contrariant sans cesse les démarches, les tentatives des autres empires, que l'on compromet la sûreté du sien. Si les foibles états ne peuvent se soutenir par leurs propres forces, qu'ils s'incorporent à d'autres, comme l'ont fait la plupart des provinces de la France, alors ils auront droit à une protection particulière. S'ils veulent être in-

dépendans, qu'ils consolident leur liberté par leur courage ou leur industrie, comme la Suisse ou la Hollande.

L'abbé de Mabli s'élève avec raison contre toutes les loix secrètes, & blâme un usage qu'on lui a dit exister en Pologne, & dont nul auteur avant lui n'avoit parlé : on signe, suivant le rapport qu'on lui a fait, « dans certaines occasions, » une ordonnance ou règlement, *à porte-cloûe*, » on s'engage, sous la foi publique & le sceau » du serment, de ne point révéler ce qu'il contient; » on le dépose dans les archives de la république, » & en l'indiquant dans le code des loix, on dit » seulement : *suivant l'écrit déposé dans les archives* ».

Si cet usage, dont nous doutons encore, existoit réellement en Pologne, ce seroit la honte de la diète. Des loix secrètes, des loix qui ne sont pas publiées à la face du ciel & des hommes, sont les arsenaux de la tyrannie la plus odieuse. Nos parlemens ont eu aussi des registres secrets où l'enregistrement de certains édits étoit dressé avec d'autres clauses que dans les registres publics, & c'est-là un des justes reproches qu'on pouvoit faire à ces cours qui ne devoient avoir ni loix, ni arrêts particuliers. Il étoit de leur devoir d'enregistrer hautement & publiquement

332 *Analyse de l'Ouvrage de l'abbé de Mably*

un plan de gouvernement à un peuple chez lequel il n'est pas tems de réclamer les premiers privilèges de l'homme? de faire d'un bourgeois un citoyen; du cultivateur un être libre, de lui accorder la faculté de demander justice dans un autre tribunal que celui de son oppresseur? Si la noblesse Polonoise, si les confédérés ne pouvoient pas entendre, en 1771, des vérités si simples, si naturelles, ils n'étoient pas dignes de recevoir les conseils de deux sages législateurs, il falloit les abandonner aux Russes, & leur laisser sans pitié subir la loi du plus fort.

L'abbé de Mably loue beaucoup l'usage établi en Pologne, de nommer tous les ans de nouveaux juges pour tenir les cours de justice : » s'il arrivoit, » dit-il, que, sous prétexte d'avoir des juges plus » éclairés, & trompés par ce qui se passe dans » quelque province de l'europe, on proposât de » rendre perpétuelles les magistratures de vos » cours supérieures, il faudroit rejeter cet établis- » sement comme pernicieux, & contraire au bien » public. Dans la forme actuelle, si les juges sont » pervers ou mal intentionnés, l'inconvénient est » court & passager; & on se console du mal présent, en espérant d'avoir bientôt des juges plus » instruits & plus justes; la corruption ne se perpétue pas dans ces tribunaux toujours renouvelés

» comme dans ceux où les mêmes juges exercent
» leur magistrature pendant toute leur vie : on ne
» s'y fera point une jurisprudence de routine qui
» n'est propre qu'à ruiner l'autorité des loix ».

Je pense avec l'abbé de Mabli, que l'esprit de corps est un des grands inconvéniens qui puissent s'introduire dans les états, parce qu'il forme des classes de citoyens qui s'isolent, qui se fortifient, & abusent de la réunion de leurs facultés, pour s'investir d'une autorité souvent supérieure aux loix, & s'arrogent des privilèges destructeurs de l'égalité; mais aussi, l'esprit de justice, celui de générosité, celui de courage animent & électrifient ces mêmes corps à un degré plus puissant que les individus épars dans la société: nous avons vu des compagnies adopter des partis héroïques & magnanimes qui ont étonné les autres citoyens, précisément parce qu'elles avoient une réputation de corps à soutenir; il en est quelquefois, dans l'intérieur de l'état, de certaines associations, comme à l'armée, de quelques-uns de nos régimens qui se feroient détruire depuis le colonel jusqu'au dernier soldat, plutôt que de ternir une ancienne renommée; ce n'est peut-être pas tant le corps qu'il faudroit changer que son esprit, lorsqu'il n'est pas bon.

Quoiqu'il semble à l'abbé de Mabli qu'on doive

336 *Analyse de l'Ouvrage de l'abbé de Mably*

» toute leur peine est perdue. On ne peut , ajoute-
» t-il agir trop ouvertement , si l'on ne veut ni
» tromper ni être trompé ».

En conséquence il veut que le conseil des affaires étrangères ne donne aucune instruction , ni aucun ordre aux agens de la république , sans en avoir fait le rapport au Sénat. Tous les traités , suivant lui , doivent être conclus par le roi & le sénat , & ratifiés par la diète générale : sans cette ratification , ils n'auront point le caractère d'engagement , ni force de loi.

L'abbé de Mably fait de justes reproches aux Polonois sur leur défaut de police , sur la négligence de la république à entretenir les chemins , sur l'indifférence avec laquelle ils exposent les voyageurs à ne trouver dans leur route , pour asyle , que le *repair d'un juif* , ou la masure d'un paysan ; ce qui oblige les grands seigneurs à voyager à grands frais , & avec une escorte nombreuse. Il exhorte les Polonois à établir la sûreté sur les routes , à y faire construire des auberges , à renoncer à un *droit de gîte* que s'est arrogé la petite noblesse ; enfin à étendre la police du grand maréchal , qui se borne à trois lieues au-delà de *Varsovie*.

L'abbé de Mably ne nous paroît indiquer aux Polonois que de foibles & de petits moyens pour remonter

remonter chez eux la force militaire; il leur propose d'appeler à leur service des officiers étrangers, de prendre à leur solde des régimens Suisses pour compléter le nombre de leurs troupes: il ne s'aperçoit pas qu'il tombe en contradiction avec lui-même, lorsqu'il dit ensuite: « Je suis persuadé que, malgré les établissemens les plus sages pour affermir l'empire des loix & s'opposer à la naissance du pouvoir arbitraire, un peuple finira toujours par être esclave, si chaque citoyen ne se croit pas destiné à être soldat. On fait quel a été le sort de toutes les nations lâches, paresseuses ou inconfidérées, qui, pour se débarrasser des fatigues ou des périls de la guerre, ont confié à des mercénaires le soin de les défendre. Au lieu, continue-t-il, de l'ordre militaire qui règne en Suisse, supposez des corps toujours subsistans de soldats mercénaires, & vous en verrez fuir la liberté, le calme & le bonheur ».

Il est vrai que ces conseils d'attirer d'abord des officiers & d'enrôler des régimens étrangers, ne sont que des conseils provisoires, & que l'abbé de Mabli annonce un tems où l'on pourroit ordonner « qu'un gentilhomme ne seroit susceptible des honneurs, des dignités, des charges & des récompenses de la république, qu'après avoir

338 *Analyse de l'ouvrage de l'abbé de Mably*

» servi un certain nombre d'années, & qu'il se
» seroit fait un point d'honneur d'obéir à la dis-
» cipline qui l'effraye aujourd'hui ».

L'opinion de l'abbé de Mably, sur les moyens de réparer les désordres des finances, demande d'être développée, par la raison qu'elle peut s'appliquer à la situation actuelle des nôtres.

« Quelles que puissent être, dit-il, les dispositions des Polonois pour la réforme de leur gouvernement, je ne fais s'il seroit sage, quand on la fera, d'établir les nouveaux impôts dont la république peut avoir besoin pour consolider ses opérations. Loin de laisser aucun prétexte de se plaindre, tout le monde, au contraire, doit se trouver plus à son aise par l'établissement des nouvelles loix.

» Mais, me dira-t-on, que fera la république, qui a des besoins & qui manque de fonds ? Je répondrai qu'elle apprenne patiemment à s'en passer. La nécessité est un grand maître ; elle ouvre des ressources inconnues : si votre république ne fait agir qu'en répandant de l'argent, elle fera bientôt épuisée. N'avez-vous pas remarqué que ce qu'on appelle le crédit public, & que la politique regarde comme un grand bien, a toujours multiplié les besoins de l'état, rendu les passions plus imprudentes, & jeté le gouver-

» *nement dans la plus extrême foiblesse ? J'aime*
» *assez qu'une nation qui se forme soit exposée à*
» *des épreuves fâcheuses ; elles élèveront son*
» *caractère.*

» Les Polonois seront trop heureux si l'em-
» barras de pourvoir à leurs besoins accoutume
» le gouvernement à la plus grande économie : la
» loi doit ordonner au grand trésorier ou à son
» conseil, de moins s'appliquer à l'art d'amé-
» liorer les finances qu'à celui de s'en passer ».

Si un pareil conseil pouvoit, dans ce moment-ci, être donné & suivi ; s'il étoit possible d'aider les administrateurs de nos finances à trouver l'art *de s'en passer*, on les soulageroit d'un pesant fardeau, & nos représentans marcheroient, sans obstacle, & au milieu de la sécurité publique, vers le grand but de leurs travaux.

« Qu'on voye, continue l'abbé de Mabli, dans
» l'histoire, ce que des nations pauvres ont fait
» de grand : qu'on examine si celles qui ont re-
» gardé l'argent comme le nerf de la guerre,
» n'ont pas été foibles, languissantes & malheu-
» reuses ; on tirera de cette étude des lumières
» bien favorables à la doctrine bizarre que je pré-
» sente. En un mot, si l'on ne s'étudie pas à faire
» beaucoup de choses avec peu d'argent, il est
» démontré qu'avec beaucoup d'argent, on ne
» fera bientôt que peu de choses, ou rien ».

Ces leçons ne nous sont pas inutiles : dans ce moment-ci la France devient une nation nouvelle, elle a eu un grand crédit ; ce crédit a mis le désordre dans ses finances ; elle ne l'a plus, mais c'est à sa perte qu'elle doit de s'être arrêtée sur le bord de l'abîme où elle alloit se précipiter : elle deviendra plus riche de ses économies qu'elle ne l'étoit de ses ressources. Tant que les administrateurs ont vu le numéraire venir à grands flots de l'étranger, ils ont négligé de faire des retranchemens sur les dépenses publiques ; ils ont été prodigues, parce que les capitaux abondoient dans le trésor ; & lorsque ces capitaux ont été dissipés, la vue des intérêts immenses dont l'état se trouvoit surchargé, les a épouvantés : ils n'avoient plus d'argent, & il falloit restituer en détail celui qu'ils avoient surpris en masse à la bonne foi ; ils avoient habitué les hommes de la cour à vivre de générosités ; ils ne pouvoient pas même être justes envers les créanciers les plus légitimes. Leur terreur s'est communiquée à toute la nation ; l'emportement a fait place à la crainte de tout perdre, & bientôt l'honneur a pris la dette publique sous sa sauve-garde : mais pour remplir cet engagement de l'honneur, il faut régénérer la finance, l'approprier à un nouveau système : on pourroit dire d'elle qu'elle étoit en France un beau parc qui offroit des arbres d'une belle venue, qui étoit percé de

grandes allées, où l'on voyoit des repos agréables ; des animaux d'une forme légère y vivoient heureux & tranquilles , pour le plaisir du maître ; il faut aujourd'hui l'abattre, le convertir en plusieurs champs productifs, labourer le terrain, l'ensemencer, écarter ces animaux qui en dévoreroient les fruits, & attendre avec patience la récolte qui doit naître & faire succéder l'abondance à une beauté stérile ; alors on tirera un parti avantageux de ces arbres abattus, que l'on ne vendroit, dans ce moment, qu'à vil prix : ce qui ne donnoit que de l'ombre, produira du numéraire ; ce qui pompoit les suc de la terre, aidera à la cultiver ; & ce qui n'étoit que le luxe onéreux de l'état, en deviendra la richesse.

« La perception des deniers publics , continue l'abbé de Mably, doit se faire de la manière la plus simple & sans le secours *des traitans*, parce que de la finance qui ne doit être qu'une manutention économique & fidelle , ils en feroient bientôt un art difficile & mystérieux, où eux seuls comprendroient quelque chose ; ils ne manqueroient pas de profiter de l'ignorance publique pour tromper les citoyens ; & en augmentant les besoins du gouvernement, ils se rendroient les maîtres de ses opérations » ;

Voilà, en peu de mots, le secret des financiers dévoilé ; ils ne s'enrichissent jamais plus que

privilege précieux, qu'elles se gardent d'en abuser ! qu'elles en fassent précéder l'usage d'une instruction publique pour tous les habitans ; qu'elles obtiennent le consentement presque unanime de tous les contribuables avant d'en rien exiger ; qu'elles leur rendent un compte bien exact de l'emploi de leurs deniers ; qu'elles ne s'écartent pas de la plus sévère économie, qu'elles n'accordent la conduite de ces ouvrages publics qu'à des hommes irréprochables, & qu'elles les surveillent encore. Le peuple a été si souvent victime des abus, des préférences injustes, qu'il croit toujours voir les déprédations, les infidélités, les vols où ils n'existent pas. C'est à force de franchise qu'on bannira enfin ses soupçons, & qu'on l'obligera à honorer l'autorité qu'il est si disposé à noircir & à calomnier.

Je m'arrête ici, je ne crois pas devoir suivre l'abbé de Mably dans la défense de son système ; je l'ai exposé dans tous ses points, je me suis étendu de préférence sur ceux qui ont quelques rapports avec la situation actuelle de la France, parce que c'étoit le seul moyen de prolonger l'attention sur un sujet que nous avons épuisé. J'ai tâché de mettre à même de comparer les talens & les idées des deux législateurs consultés par la Pologne. S'il m'est permis d'exposer mon opinion sur leur système, je dirai qu'en rendant à l'abbé

de Mably toute la justice qui est due à sa sagesse , à son amour du bien , à ses vues profondes en politique , à ses connoissances du caractère des nations , je suis bien éloigné de croire son plan de gouvernement comparable à celui de Rousseau. Y a-t-il rien de plus ingénieux , je dirois presque de plus magique , que l'art avec lequel Rousseau fait sortir tous les payfans Polonois des fers de l'esclavage , & les rend à la liberté ? Comme il fait condescendre à la foiblesse d'un peuple vain qui place tout son orgueil dans une chimère ! Il trouve le moyen d'étendre insensiblement sur toutes les villes le lustre de la noblesse , afin de leur ouvrir l'entrée aux diètes & de les faire participer au gouvernement , sans briser un préjugé trop difficile à rompre.

Mais ce qui est au-dessus de tout éloge , c'est cette idée d'élever , des plus modestes emplois de la république , le mérite & la vertu ; de les faire passer successivement de grade en grade , de dignité en dignité , de décoration en décoration , & de leur montrer pour perspectives l'éclat du diadème , comme pouvant être la récompense du patriotisme & des talens.

Tout autre que Rousseau se seroit arrêté , & n'auroit rien vu au-delà à proposer à la constance dans le bien ou à l'ambition de régner. Ce n'est

pas assez pour son génie ! il va chercher dans l'antiquité la plus reculée, une institution détruite, anéantie ; il la ressuscite pour contenir jusques sur le trône le prince qu'il y a placé, & dont la personne est sacrée ; il lui montre d'un côté sa mémoire honorée, sa veuve entretenue par la république, ses enfans décorés d'un titre auguste, s'il continue d'être équitable. De l'autre son nom flétri, sa dépouille privée de la sépulture royale, sa compagne délaissée, ses enfans plongés dans l'obscurité, s'il a le malheur de terminer sa gloire par des actions injustes, & de donner à son peuple le regret de l'avoir eu pour roi.

Je dois pourtant faire à ce sujet une réflexion. Rousseau prétend que cette institution solennelle de jugemens rendus après la mort des souverains, n'a existé qu'en Egypte & n'a été suivie par aucun peuple de la terre. Nous en voyons cependant des traces dans l'histoire moderne. A la mort de *Guillaume le conquérant* qui revint terminer sa carrière dans le sein de cette province, d'où il étoit parti pour aller se placer sur le trône d'Angleterre, comme on se disposoit à enlever son corps pour le déposer avec honneur dans le lieu de sa sépulture, un simple gentilhomme étendit la main sur son cercueil, s'écria : *Je m'oppose à ce qu'on ensevelisse Guillaume.* De quoi

l'accusez-vous, lui demanda le cortège étonné ? Je l'accuse, répliqua cet homme, d'avoir pris mon terrain pour y fonder une abbaye. On suspendit à l'instant la cérémonie funèbre, le fait fut vérifié, le champ fut restitué au propriétaire, & alors le corps de Guillaume descendit sans réclamation dans le tombeau ouvert pour le recevoir.

Ce trait historique étoit peut-être ignoré de Rousseau, peut-être aussi lui parut-il trop isolé pour croire qu'il tînt à l'institution des Egyptiens. Quoi qu'il en soit, ce jugement solennel, rendu après la mort des rois, pourroit encore trouver sa place dans notre constitution; il éprouveroit d'autant moins de contradictions qu'il n'auroit rien de redoutable pour le prince qui ne régnera pas sur la France autant que le desiront ses fidèles sujets; & dans ce jour qui sera un jour de deuil pour toute la monarchie, si les moines; si le clergé osoient environner son cercueil & s'opposer à ce qu'on le réunît à ceux de ses augustes ayeux, en s'écriant : « *Il a souffert que sous son* » *règne, on nous dépouillât de nos biens* », la nation indignée vengeroit sa mémoire d'une pareille injure, elle lui élèveroit un magnifique monument sur lequel on graverait ces mots en lettres d'or : *A Louis XVI, pour avoir fait restituer*

348 *Analyse de l'Ouvrage de l'abbé de Mabl*
aux véritables propriétaires les richesses que la
superstition & le fanatisme leur avoient enlevées.

O B S E R V A T I O N.

D'APRÈS les changemens inattendus que vient d'opérer la diète actuelle, j'avois d'abord résolu de supprimer de cette nouvelle édition les discours que j'ai publiés sur la Pologne : de quel intérêt soit aujourd'hui les conseils du philosophe de Genève, de Mabl & les réflexions que j'ai osé ajouter aux leurs ?

La couronne qui sera transférée sur la tête de la maison de Saxe, va devenir héréditaire dans cette famille, adoptée par la république pour être la source de ses rois.

Les villes condamnées depuis des siècles à ne produire que des habitans étrangers à l'administration & à l'ordre de la noblesse, vont concourir au pouvoir suprême ; elles enverront des députés aux diètes. Trente citadins seront successivement agrégés tous les ans au corps qui les dédaignoit ; la carrière militaire s'ouvre devant eux & leur offre ses grades & ses lauriers.

La loi qui vouloit qu'aucun noble ne pût être arrêté, sans être reconnu coupable, va couvrir de sa protection la liberté de tous les Polonois.

La noblesse dont le faux éclat se ternissoit dans des professions utiles, pourra, sans se voir éclipée, s'adonner aux arts & au commerce. Les terres fertiles de la Pologne ne seront plus cultivées par les mains de la servitude.

Quelle divinité est donc descendue sur cette contrée & y a opéré de si grands prodiges! Par quel heureux accord une semblable révolution s'est-elle effectuée sans trouble, sans effusion de sang? Quel exemple pour nous! Combien notre ancienne noblesse, notre clergé doivent se repentir d'avoir opposé une si aveugle résistance au mouvement général de la nation françoise, aux conseils de la sagesse! Que de tumulte, que de sédition, que d'injustices, que de crimes ils eussent épargné à leur patrie s'ils lui eussent été plus attachés qu'à leurs vaines distinctions! Ils ont voulu la détruire & périr sous ses ruines, plutôt que de lui faire le sacrifice qu'elle exigeoit. La patrie subsistera, & il n'y aura qu'eux d'immolés.

Je développerai un jour la constitution actuelle de la Pologne; ce que j'en ai dit suffit pour faire chérir à jamais le prince qui a contribué de tout son pouvoir, de toutes les forces de son éloquence douce & persuasive à briser les fers de l'esclavage, à tirer sa nation de l'abîme de honte où l'aristocratie des nobles l'avoit plongée.

C'est maintenant qu'il est vraiment roi, que ses

de Suède, remonter dans les premiers siècles de la monarchie, examiner ce qu'elle a été, & par quelle succession de choses elle est devenue ce qu'elle est aujourd'hui.

Pour ne pas nous perdre dans des tems trop reculés, & risquer de nous enfoncer dans un abîme d'erreurs, nous diviserons nos recherches historiques en trois périodes; nous rapprocherons la première de la révolution qui a placé *Gustave Vasa* sur le trône. Nous étendrons la seconde depuis le règne de cet illustre souverain jusqu'à la mort de Charles XII, & la troisième se prolongera depuis la fin de ce conquérant jusqu'à la dernière révolution de 1772, qui a produit la constitution actuelle de la Suède.

Dans le douzième siècle, lorsque les nations qui fleurissent dans l'Europe, gémissaient sous le règne féodal, ou sous une aristocratie oppressive, la liberté sembloit s'être réfugiée aux extrémités du Nord; mais elle y existoit au milieu de ses orages les plus violens; elle faisoit payer cher son séjour à des habitans qui, au lieu de goûter paisiblement ses faveurs, se les disputoient avec férocité & mouroient victimes de leurs fureurs.

Dès-lors quatre ordres composoient toute la force du gouvernement, réunissoient en eux la souveraineté. Le dernier de ces ordres, celui des payfans, le moins éclairé de tous, étoit le plus redoutable.

redoutable. Guidé par l'instinct qui le dirigeoit toujours vers l'indépendance, ceux qui ont voulu attenter à la liberté publique, ont éprouvé plus d'une fois l'effet de sa puissance.

Si les oppresseurs avoient eu une politique plus éclairée, au lieu d'essayer d'accabler ce quatrième ordre avec les trois autres, ils auroient suivi une conduite toute opposée, leur usurpation eût du moins reposé sur la force & sur le bonheur de la multitude.

Par une fatalité singulière, ceux qui ont projeté de détruire la liberté, ont toujours négligé d'adopter le moyen le plus sûr d'y réussir; & les hommes qui étoient les plus capables de la maintenir, n'ont jamais su la conserver pour eux. Les rois de Suède & l'ordre des payfans étoient réciproquement dans une telle défiance les uns des autres, qu'à, parmi leurs anciennes coutumes, on en trouve une d'une espèce singulière. *Toutes les fois que le monarque passoit d'une province dans une autre, les habitans qui, pour la plupart, n'étoient que des payfans, car il y avoit très-peu de villes alors, exigeoient de lui qu'il leur donnât des orages pour sûreté de leurs privilèges, & il en recevoit deux pour la sécurité de sa personne.* Lorsque des sujets soupçonnent toujours dans leur prince des intentions hostiles, & que lui, de son côté, craint qu'ils ne recèlent des idées régicides,

il ne peut plus y avoir entr'eux de rapport de justice & d'affection; l'un les voit comme des ennemis qu'il faut dompter, les autres l'envisagent comme un tyran qu'il est prudent d'enchaîner.

Une question qu'il est naturel de faire, parce qu'elle se présente d'elle-même à l'esprit, est celle-ci : pourquoi les paysans ont-ils été en Suède les premiers & les seuls qui aient fait un ordre particulier, & qui soyent entrés dans la composition des états ?

La nature du sol & du climat n'en est pas la seule cause; M. *Shéridan* nous en indique une autre qui est moins vague & plus satisfaisante.

« Après la destruction de l'empire romain, par
» l'invasion des barbares, ceux-ci, dit-il, s'étant
» établis sur ses ruines, & ayant pris possession des
» pays qu'ils avoient subjugués s'associèrent les
» anciens habitans, au lieu de les exterminer, &
» partagèrent même, dans certaines proportions,
» les terres avec eux ».

» Mais les pays situés au nord, où étoient nés
» ces barbares, étoient encore habités par leurs
» compatriotes, sans mélange d'aucun autre peuple; & ceux-ci moins entreprenans que ceux
» d'entr'eux qui allèrent chercher de nouveaux
» établissemens, gardèrent leurs anciennes coutumes, & se maintinrent dans une sorte d'égalité ».

Le même auteur nous semble avoir rencontré la véritable cause de la dégradation de l'état de paysan dans les parties plus méridionales.

« Les nations du nord, continue-t-il, qui
» avoient acquis de nouvelles possessions, dans
» lesquelles les anciens habitans continuèrent de
» résider, furent dans la nécessité de trouver quel-
» qu'expédient pour se garantir contre les sur-
» prises des légitimes propriétaires. C'est de-là
» que prit naissance le système féodal que nous
» voyons établi par ces hardis usurpateurs ».

« Si nous considérons que l'esprit d'usurpation
» est inséparable de la possession du pouvoir, &
» qu'il y avoit d'un côté un corps d'hommes né-
» cessairement sans défense, tandis que de l'autre,
» leurs fiers conquérans étoient toujours armés &
» préparés à combattre; si nous envisageons le
» mépris attaché, durant ces tems belliqueux, à
» la condition de tout homme qui n'étoit pas sol-
» dat, au point que, parmi les anciens Germains
» qui dédaignoient toute autre profession que
» celle des armes, l'agriculture étoit totalement
» abandonnée à leurs esclaves, il ne nous paroî-
» tra pas extraordinaire qu'ils aient bientôt re-
» gardé & traité comme tels ceux qui cultivoient
» la terre ».

La conséquence qui résulte de cette opinion très-vraisemblable, c'est que la culture n'a

dégradée où l'usurpation n'a pas pris la place de la propriété; que là, au contraire, où la propriété a été obligée de partager sa possession avec l'usurpation, elle s'est vu avilie par celui qu'elle nourrissoit de son sol & de son travail. D'où il suit que le conquérant a dit à l'homme dont il ravissoit le bien : « Je prends ce qui est à toi ; je te méprise ,
» parce tu n'as pas su le défendre ; je t'abandonne le soin de le cultiver , parce que je ne
» veux pas quitter les armes avec lesquelles je t'ai subjugué ».

» Comme je trouve plus mon compte à partager avec toi les fruits qui naissent de ton travail
» & de ton industrie, qu'à user du stérile pouvoir que j'aurois de te détruire, je te laisse la vie ,
» mais à la condition que tu demeureras attaché à cette terre, qui , dès ce moment, cessera
» d'être la tienne.

» Tu m'honoreras comme ton maître ; tous mes compagnons d'armes auront aussi droit à tes hommages ; tu te garderas bien de vouloir partager nos nobles fonctions ; je ne peux pas empêcher que tu ne fies un homme comme moi ; cependant je ne te regarderai pas pour cela comme mon semblable ; mes compagnons & moi, nous tracerons entre toi & tes pareils une ligne qui nous séparera bien visiblement ,
» & qui fera que tu seras dans l'état comme si tu n'y étois pas ».

Il faut avouer que si c'est-là l'origine du dédain que nous avons eu si long-tems pour l'ordre des cultivateurs, ceux-ci, aux yeux de la justice, auroient eu plus de titres pour se croire supérieurs à ceux qui les méprisoient, & refusoient de les reconnoître pour citoyens.

Je ne dois pas néanmoins dissimuler que l'esclavage a été autrefois connu en Suède; mais les esclaves y ont toujours été en petit nombre. Cette misérable classe étoit formée des ennemis pris dans des batailles, de ceux qui avoient commis certains crimes, ou qui s'étoient vendus eux-mêmes, ce qui n'étoit pas très-rare; car chez les peuples les plus attachés à la liberté, il y a toujours eu des hommes assez imprévoyans pour en faire le sacrifice à quelques besoins passagers (1).

Cette abnégation du premier droit naturel, toujours suivie du repentir, excita tant de défordres & d'injustices en Suède, que, par une loi du trezième siècle, il fut défendu à tous Suédois de se vendre, & l'esclavage fut totalement aboli sous le règne de *Magnus Ladulas*, qui, le premier, fut donner quelque éclat au trône où sa naissance & le choix de ses sujets l'avoient fait monter.

Ce prince dominoit sur une nation si peu in-

(1) Cela se voit encore à Malte où de malheureux débiteurs se condamnent volontairement à l'état de galériens pour un tems limité.

duftrieufe, qu'elle ne favoit pas même forger le fer qu'elle tiroit de fes mines : fon commerce étoit abandonné à des étrangers ; elle étoit partagée en chaffeurs ou mineurs turbulens, en bourgeois oififs & timides, en clergé avide & ambitieux, en nobles pauvres, ignorans & jaloux de l'autorité fuprême.

Magnus eut le talent de maîtrifer ces caractères oppofés, de les intéreffer à la gloire de fa couronne, & d'élever fon pouvoir fur les ruines de leurs prérogatives. Au lieu de faire la guerre à fes fujets comme fes prédéceffeurs, pour en tirer des fubfides, il commença par fe faire accorder les mines de la Suède & de *Gothl*, le produit des quatre grands lacs, & les fruits de tous les fiefs aliénés de la couronne, à l'expiration des baux.

Après s'être ainfi formé un revenu qui le rendoit indépendant de fes fujets, qui le mettoit à
 • même de verfer fur eux fes libéralités, & de fe concilier leurs affections, il s'occupa des moyens d'étendre fon autorité, & de diminuer celle des nobles.

Il s'étoit aperçu que, malgré que la nomination à la dignité de *fénateur* & aux grandes charges du royaume, fût partie de la prérogative royale, elle avoit peu contribué à augmenter le pouvoir de fes prédéceffeurs, parce que les fénateurs & les grands officiers, une fois nommés par lui, ne pouvoient plus être déposés que par le fénat, ce qui étoit

en eux toute reconnoissance, & les déterminoit à se montrer très-zélés contre le monarque, lorsqu'il vouloit attenter aux privilèges d'un corps duquel dépendoit leur conservation.

Magnus conçut un projet hardi, ce fut de conférer à des étrangers quelques grandes charges de l'état, & même d'en introduire dans le sénat, sous le prétexte qu'ayant épousé la fille du duc de Holstein, il étoit important de resserrer les nœuds de la puissance avec laquelle il s'étoit allié.

Les nobles murmurèrent d'abord contre une pareille infraction à leurs privilèges; mais ne se sentant pas assez forts pour lutter ouvertement contre la volonté d'un monarque, aimé de trois autres ordres de l'état, ils formèrent une de ces résolutions lâches que la foiblesse suggère aux méchans.

La reine étant allée dans le *Gohtland*, au-devant de son père, accompagnée de ces étrangers devenus si odieux aux nobles Suédois, ils se placèrent en ambuscade sur le chemin de la reine, fondirent sur ceux qui l'escortoient, & n'épargnèrent qu'elle & le duc, son père. Une action si atroce méritoit la justice la plus prompte & la plus éclatante; *Magnus* sut dissimuler sa colère, & cacher sa vengeance; il laissa les coupables dans une parfaite sécurité; mais à la première diète, il dénonça comme coupables de haute trahison les principaux auteurs du crime, fit prononcer leur condam-

nation ; ils furent conduits & exécutés à *Stockholm*.

Ce grand exemple de sévérité imprima une telle terreur aux autres membres de la noblesse & du sénat, qu'ils eurent pour leur souverain un respect & une soumission dont ils n'osèrent s'écarter pendant toute la durée de son règne.

Ce que la Suède perdit de sa liberté sous la domination de ce prince, elle le gagna en calme & en bonheur. Si l'on pouvoit jamais pardonner à un prince d'étendre sa domination, c'est lorsqu'il usurpe les privilèges de ses sujets, à l'aide de leur amour ; c'est lorsqu'il ne les asservit que pour les rendre plus heureux par sa volonté que par la leur.

Malheureusement *Magnus* mourut à la fleur de son âge, laissant des enfans dont l'aîné étoit trop jeune pour avoir une autorité éclairée.

Ce nouveau roi souilla son règne par la mort de deux de ses frères, se rendit si odieux à ses sujets par ses vexations, qu'ils le déposèrent. *Magnus*, petit-fils de *Ladulas*, éprouva deux fois le même sort, & fit naître dans l'ame de ses sujets une résolution qui ne peut être produite que par le désespoir ; ce fut d'aller chercher un prince étranger, qui, à l'aide de ses forces, les délivrât de leur oppresseur, & montât sur son trône.

Le choix des Suédois ne répondit pas à leurs espérances ; il étoit tombé sur *Albert*, second fils

du duc de *Mecklembourg*, qui, d'abord proclamé par les mécontents, s'empara de *Stockholm*, & fut ensuite reconnu roi par toute la nation.

Il sembleroit qu'un prince étranger, qui reçoit une couronne à laquelle il n'avoit aucun droit, ne devroit éprouver d'autre sentiment que celui de la reconnoissance, d'autre desir que celui de rendre heureux le peuple qui lui défère librement la royauté. Albert se montra le plus ingrat, le plus avide des souverains; il n'accorda les places, les dignités du sénat qu'à des Allemands; il entretint une armée d'étrangers mercénaires, à l'aide des taxes les plus oppressives; il poussa l'injustice & la cupidité jusqu'à exiger le tiers de tous les revenus, tant ecclésiastiques que civils.

Quelle idée un roi a-t-il donc de son pouvoir & de son existence? Quoi! parce qu'il est élevé à la place de chef de la nation, il faut qu'il coûte, qu'il consume à lui seul, le tiers du bien de tous ses sujets! Mais, par quels moyens pourroit-il donc les dédommager d'un impôt aussi accablant? quels services pourroit-il leur rendre, pour s'acquitter envers eux d'un sacrifice aussi immense?

Cependant, lorsque des prétentions aussi exagérées, sont soutenues par la force; lorsque des légions de mercénaires menacent de leur glaive étincelant ceux qui oseroient résister à de semblables demandes, que reste-t-il à faire? Le peuple

se trouve placé entre la nécessité de s'exposer à la mort, ou d'abandonner ses propriétés.

Les Suédois se repentirent alors d'avoir appelé un étranger sur le trône; mais il y étoit si solidement assis, que pour l'en expulser, il falloit le proposer à un autre étranger plus puissant que lui. Ils offrirent la couronne de Suède à *Marguerite*, reine de Danemarck, qui la première fut appelée la *Sémiramis du nord*. Cette reine sentant le besoin que les Suédois avoient de ses secours, n'accepta leur couronne qu'à des conditions très-avantageuses pour elle & ses successeurs; ce fut-là l'époque du fameux traité de *Calmar*.

En vain par ce traité, qui sembloit devoir réunir deux peuples toujours ennemis, toujours en guerre, les Suédois stipulèrent-ils qu'ils garderoient leurs loix, leurs privilèges; que les sujets du Danemarck & de la *Norvège* ne seroient point admis en Suède aux postes honorables & lucratifs; pas une seule de ces conditions ne fut exécutée par les successeurs de *Marguerite*, qui, en réunissant trois couronnes sur leurs têtes, ne s'occupèrent que d'humilier les nobles en Suède, de les éloigner de toutes les affaires, d'asservir le peuple, en l'accablant sous le poids des impôts les plus arbitraires, & de lier le clergé, par son intérêt, à leur tyrannique domination.

Ce malheureux peuple qui se trouvoit dépossédé

de tout, se divisoit, dans sa fureur, en différens partis, & affoiblissoit ses forces par des guerres intestines, qui le mettoient hors d'état de se relever de sa servitude.

Égaré par les persécutions qu'il éprouvoit, il étoit dans un délire continuel. Il avoit cessé de reconnoître le roi de Danemarck pour son souverain; après avoir donné la couronne au grand maréchal, il la lui avoit reprise & rendue, & il alloit encore la lui ôter, lorsqu'il mourut sur un trône dont les marches étoient ensanglantées par le fanatisme, par la tyrannie & les fureurs de la liberté.

En 1520, un crime plus atroce que tous ceux qui avoient encore été commis au milieu de tant d'oppressions & de calamités, jeta l'horreur & l'épouvante dans le sein de cette nation désolée.

Christiern II, & son infâme ministre, l'archevêque d'*Upsal*, conçurent le projet de se venger de l'opposition qu'ils avoient trouvée dans le sénat. Les troubles étoient calmés, mais leur haine, cachée sous le voile de la paix & de la religion, n'en étoit que plus violente. Ces deux monstres, dignes d'être associés à l'opprobre des *Nérons*, avoient juré sur l'hostie d'oublier le passé. Le roi avoit invité à souper, dans son palais, deux évêques, tout le sénat, quatre-vingt-quatorze seigneurs. Les tables étoient servies; on étoit dans la plus grande sécurité, lorsque Christiern & l'archevêque sortirent. Ils

rentrent un moment après, mais suivis de satellites & de bourreaux. L'archevêque, une bulle à la main, fit massacrer tous les convives; on fendit le ventre au *grand prieur de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem*, & on lui arracha le cœur.

Ces deux scélérats, non contents d'une exécution si épouvantable, firent immoler, dans le même jour, six cents citoyens.

Heureusement pour la Suède, le jeune Gustave Vasa ne fut pas une des victimes de cette affreuse boucherie. Tant de princes moins coupables que Christiern, ont péri du dernier supplice; tant de ministres, moins criminels que l'archevêque *Troll*, ont expié sur l'échafaud leurs abominables conseils, qu'il eût été digne de la justice divine de les dévouer à une mort infâme. Cependant, Christiern en fut quitte pour descendre paisiblement du trône qu'il avoit souillé de ses forfaits, & *Troll* mourut comme un héros, des blessures qu'il reçut dans un combat.

Avant d'entrer dans la nouvelle période que nous avons à parcourir, arrêtons-nous un moment pour considérer celle que nous venons de traverser.

Nous avons vu un peuple, situé à l'extrémité du nord, qui avoit conservé longtems ses privilèges; ses rois étoient élus par tous les ordres; un sénat étoit le dépositaire des loix & les faisoit

exécuter; le prince avoit ses domaines & ne devoit jamais exiger d'impôts, sans le concours & la volonté de ses sujets; ses revenus étoient si modiques, qu'il sembloit n'avoir aucun moyen d'usurper une autorité absolue; les sénateurs & les grands officiers une fois élus par lui, ne pouvoient être destitués que par le sénat, & n'avoient par conséquent point d'intérêt à favoriser l'usurpation. Ajoutez à ces vérités qu'en Suède on ne connoissoit, ni droit d'aînesse, ni substitution, & que toutes les successions étant partagées également, il étoit impossible d'arriver à une fortune qui établît de grandes distances parmi les citoyens, & en mît quelques-uns d'entr'eux en état de seconder les vues d'un oppresseur. Cependant au milieu de toutes ces entraves à la tyrannie, elle n'a été nulle part plus odieuse, plus intolérable, plus successive qu'en Suède. Jusqu'au milieu du quinzième siècle, avant *Magnus Ladulas*, plusieurs rois avoient trouvé le moyen de lever des impôts, sans y être autorisés, d'attaquer les propriétés de leurs sujets, sans être repoussés : la plupart d'entr'eux avoient porté la peine de leurs injustices; mais leur exemple ne corrigeoit point leurs successeurs, & on les voyoit s'exposer aux mêmes dangers, en suivant la même route. *Magnus*, lui-même, n'eut pas plutôt laissé le trône vacant, que son fils & son petit-fils, méc

du revenu attaché à la couronne, réduisirent les Suédois à la dure nécessité de les détrôner, malgré le respect qu'ils conservoient pour la mémoire de l'aïeul, & de revêtir de l'autorité royale un étranger qui prit, avec la couronne de Suède, les vices qui sembloient y être adhérens, pour se communiquer à celui qui la portoit.

Ce malheureux peuple, également victime de l'hérédité & de l'élection de la royauté, la confère à une grande puissance, par un traité qui paroît devoir désarmer deux nations rivales, & ne plus faire, *du Danemarck, de la Norvège & de la Suède*, qu'un même peuple; une illustre princesse consent, aux conditions qu'elle prescrit à délivrer les Suédois de l'ingrat oppresseur qui n'a pas eu honte d'exiger qu'ils lui payassent le tiers de leurs revenus. A peine Albert est-il expulsé de leurs états, qu'une foule d'étrangers, au mépris de ce traité, occupe le sénat, remplir les charges du royaume, & sert la tyrannie dans tous ses excès. Il faut pourtant qu'il y ait eu des causes à tant d'injustices. Notre devoir est de les chercher, afin de découvrir ce qui arrête l'effet des constitutions les mieux ordonnées.

Nous avons remarqué qu'en Suède, la noblesse y étoit pauvre, que le souverain, après avoir conféré à quelques-uns de ses protégés des dignités, ne pouvoit plus leur faire ni bien ni mal, puis-

qu'il n'avoit pas le droit de leur retirer ce qu'il leur avoit accordé; que loin de les conserver, comme affidés à ses intérêts, il les voyoit s'unir contre lui aux autres membres du sénat, auquel leur existence étoit attachée.

Nous avons observé que les premiers rois, pour récompenser leurs courtisans & se les attacher, avoient été dans la nécessité, faute de pouvoir leur donner des places, de se démettre, en leur faveur, d'une portion de leurs domaines, & s'étoient, par ce moyen, appauvris; que pour continuer d'être généreux & entretenir le zèle toujours intéressé de leurs favoris, sans offenser les nobles & les sénateurs, ils avoient surchargé le peuple d'impôts, d'autant plus difficiles à supporter, que le sol étoit peu favorable à l'agriculture & que la classe des bourgeois étoit sans industrie. Rappelons-nous que *Magnus Ladulas* n'avoit trouvé le moyen de se concilier l'affection de ses peuples & de satisfaire sa prodigalité, qu'en affectant à la représentation royale le revenu des mines, le produit de quatre principaux lacs, & les fruits des domaines aliénés, à l'expiration des baux passés par ses prédécesseurs.

N'oublions pas qu'en Suède, les enfans partageoient également la succession de leur père: à la mort de *Magnus*, ses trois enfans ayant un droit égal sur les revenus qu'il avoit laissés, l'aîné,

qui eut la couronne , se trouva n'avoir plus que le tiers de ce qui suffisoit aux dépenses de son prédécesseur , & comme la splendeur du trône avoit alors acquis plus d'éclat , ce nouveau roi se trouva réduit à la nécessité de réformer les dépenses de sa maison , ou d'exiger des impôts dont ses sujets avoient été affranchis sous son père.

Il lui restoit bien une ressource , mais elle avoit son danger ; la noblesse n'avait rien , & elle lui demandoit ; l'ordre des payfans , composé de mineurs , de chasseurs , de cultivateurs , avoit peu de chose , & il ne vouloit pas qu'on le lui enlevât ; le clergé seul , dont les biens s'étoient grossis de siècle en siècle , avoit beaucoup , & ne contribuoit pour rien. En mettant une taxe modérée sur ses richesses , pour s'attacher les nobles & ne point inquiéter les deux autres ordres , c'étoit courir le risque d'être qualifié d'impie , de sacrilège ; mais enfin , ces injures se sont alliées quelquefois au titre de souverain , à celui de grand roi , & ne renversent pas du trône le prince qui a la nation pour lui.

Le fils & le petits-fils de *Magnus* , ne sachant ni être économes , ni braver les murmures du clergé , livrèrent la guerre à la portion la plus nombreuse , la plus turbulente de leurs sujets ; en exigeant des impôts , de la misère , ils amenèrent sur la Suède tous les orages , tous les malheurs

lieux qui provinrent de l'arrivée d'Albert au trône, & du traité de Calmar.

On voit dans ce rapprochement toutes les causes des malheurs de la Suède, malgré une constitution très-sage en apparence; tant il est vrai que ce n'est pas assez pour le bonheur d'un peuple qu'une bonne constitution; si elle est faite pour lui, il faut aussi qu'il soit fait pour elle.

Les Suédois avoient le droit d'élire leur roi; mais ils choisissoient presque toujours le plus proche héritier de celui qui venoit de descendre du trône; ce prince devoit donc respecter les conditions auxquelles on lui accordoit la couronne. Le sénat étoit composé de nobles élus par le prince; il étoit d'une grande sagesse, pour que le roi ne devînt pas le maître du corps législatif, que ses membres ne pussent pas être destitués par lui.

La représentation royale exigeoit des dépenses; il falloit, ou que le peuple consentît à ce que le prince levât un impôt sur les propriétés, ou qu'il lui assignât un revenu suffisant pour soutenir cette représentation.

Si à sa mort ses enfans se partageoient ce revenu, il diminueoit nécessairement à chaque génération; cette division très-équitable pour les autres familles, ne devoit par conséquent pas avoir lieu dans la famille royale.

L'ordre des payfans n'avoit que son travail pour

exister ; enlever à cet ordre tumultueux , irascible , une partie de son salaire , c'étoit pousser l'indigence au désespoir ; il auroit été , par cette raison , d'une bonne politique d'accroître ce salaire au lieu de l'altérer , afin de maintenir toujours cette nombreuse partie de la nation dans le calme & dans le respect pour la constitution.

L'ordre des bourgeois ne subsistoit que par une foible industrie ; pour fortifier cet ordre & affoiblir insensiblement celui des payfans , il auroit été prudent d'étendre l'industrie , de lui fournir des moyens de se développer. Étoit-ce en surchargeant le marchand de taxes , qu'on auroit attiré dans les villes & dans les professions mercantiles les payfans qui se réfugioient dans les mines & dans les forêts à l'approche des taxateurs ?

Les nobles s'étoient réservé les emplois , les dignités : il falloit attacher beaucoup d'honneur à ces emplois , à ces dignités ; mais y attribuer encore de l'argent & des exemptions , c'étoit augmenter le regret du peuple & lui faire payer son humiliation.

Le clergé s'enrichissant par des propriétés qui augmentoient de valeur & qui étoient affranchies d'impôts , devoit finir par devenir l'ordre le plus opulent & le plus onéreux de l'état ; il étoit d'une équité évidente de le faire contribuer en raison de son accroissement de richesses , aux charges

publiques ; s'il eût murmuré, il falloit lever l'impôt au milieu de ses murmures ; s'il eût lancé des excommunications, il falloit faire entendre au peuple qu'il excommunioit, parce qu'on ne vouloit pas souffrir que celui qui n'avoit presque rien fût tenu de donner beaucoup, & que celui qui avoit beaucoup ne donnât rien. Le peuple, quelque grossier, quelqu'ignorant qu'il fût, auroit compris que c'étoit-là une injustice du clergé, & son excommunication n'ayant pas de succès, il auroit payé & il n'eût plus excommunié.

Albert, avec ses troupes, se fût peut-être maintenu sur le trône, s'il n'eût fait porter son effroyable impôt que sur les terres du clergé de Suède ; mais il eut la maladresse de l'étendre sur toutes les propriétés sans exception, la révolte devint générale, il intéressa au sort de l'ordre le plus riche les ordres les plus pauvres, il falloit, ou qu'il exterminât toute sa nation ou qu'il fût expulsé du trône.

La reine Marguerite se rendit le clergé favorable en le réintégrant dans ses premières franchises ; les rois de *Danemarck* se concilièrent aussi sa protection par les mêmes privilèges ; mais ils aliénèrent contr'eux les nobles, en introduisant des étrangers dans les emplois & dignités réservés à la noblesse Suédoise.

Ils se rendirent odieux aux deux ordres de bourgeois & de payfans , en rejetant sur eux le poids des impôts. Christiern II crut qu'en égorgeant tous les nobles Suédois , il régneroit paisiblement ; un prince capable d'une semblable atrocité , ne l'est pas de rendre les autres ordres de l'état heureux , aussi finit-il par perdre & la couronne de Suède & celle de Danemarck ; il se refugia honteusement , après avoir entendu l'arrêt qui le déposoit , dans les états de Charles-Quint , son beau-frère , qui ne put le rétablir sur le trône & le laissa mourir en prison.

Il résulte de ce que nous venons de voir , que ni les premiers rois de Suède , ni les princes étrangers qui furent appelés pour régner à leur place , n'éprouvèrent , pour la plupart , une fin tragique , que parce que la constitution Suédoise ne leur avoit pas assigné un revenu suffisant & inaltérable , & parce qu'aveugles dans leur cupidité ils ne furent pas ménager la misère des ordres nombreux , & diriger leurs demandes vers le seul ordre en état de satisfaire leurs desirs : nous allons passer à la seconde période de la Suède.

Les Suédois , fatigués de la domination des Danois , avoient porté sur le trône le maréchal de *Catnufon* , qui ne sachant , ni être roi , ni être sujet , reçut & perdit trois fois la couronne. L'exis-

tence de Gustave Vasa , son neveu , inquiétoit *Christiern* , qui étoit fourbe lorsqu'il ne pouvoit être cruel ; ce tyran feignant de vouloir conférer avec l'administrateur , dans *Stockholm* , demanda qu'on lui amenât sur sa flotte , qui étoit à la rade , le jeune Gustave & six ôtages , du nombre desquels étoient sa mère & sa sœur. A peine *Christiern* fut-il maître de ces captifs qu'ils furent chargés de chaînes par ses ordres , & qu'il fit voile en Danemarck.

Ce fut pendant la captivité de ce jeune prince , que le féroce Danois revint en Suède , y commit tous ses crimes , en se faisant précéder d'excommunications contre ceux qui ne reconnoïtroient pas son autorité.

Gustave eut le bonheur de s'échapper de sa prison , & de rentrer dans sa patrie ; il se réfugia dans les montagnes de la *Dalécarlie* , déguisé en payfan , & fut réduit à travailler aux mines , soit pour subsister , soit pour demeurer plus inconnu. Quel genre de vie pour un prince qui devoit un jour délivrer la Suède de ses tyrans , & devenir l'allié de François I^{er} !

Cependant il ne tarda pas à se faire reconnoître de ses compagnons de travail ; il leur peignit les malheurs de leurs compatriotes , les anima contre leurs oppresseurs , & n'eut pas de peine à les dé-

terminer à la vengeance & à marcher sous ses ordres.

Pour les mettre en état de combattre contre les armes des Danois, il leur procura des fusils, des munitions, & les familiarisa avec l'usage de la poudre.

Ces hommes féroces & courageux triomphèrent des Danois, des oppositions du clergé, & aidèrent Gustave à monter sur le trône. Toute la nation le reconnut pour son souverain, & Frédéric, successeur de Christiern, qui craignoit le retour du tyran détrôné, au lieu de renouveler ses prétentions à la couronne de Suède, se fortifia de l'alliance de Gustave.

Ce nouveau roi n'ayant plus rien à craindre du Danemarck, n'ayant point à lutter contre la noblesse de son pays, qui avoit été pour la plus grande partie exterminée, ou dispersée par la férocité de Christiern, se trouva plus puissant qu'aucun de ses prédécesseurs. Le clergé devenu odieux pour s'être toujours montré favorable aux rois de Danemarck, dont il eut la lâcheté de féconder les oppressions sanguinaires, avoit perdu son ascendant sur les deux autres ordres, qui embrasèrent avec zèle la religion réformée.

Ainsi, les plus grandes iniquités amenèrent une heureuse révolution dans cet état si long-temps

ensanglanté par ses guerres civiles. Le clergé, pour n'avoir pas voulu être citoyen, perdit la religion qui étoit la source de ses prospérités. Le Danemarck perdit sa puissance, en ne se contentant pas d'être souverain, & en voulant encoré être le tyran de la Suède.

Le peuple fatigué de ses malheurs, consentit à abandonner à son roi le soin de le rendre heureux; il renonça au droit d'élire ses monarques; en faveur de la postérité de Gustave.

Ce prince ne rencontra d'obstacles dans ses projets de réforme que de la part des *Dalécarliens*, de ces mêmes hommes qui l'avoient porté sur le trône, & qui, animés par quelques fanatiques, vinrent tumultueusement requérir que le souverain de Suède n'adoptât point le costume françois, & qu'il fit condamner à la mort celui de ses sujets qui oseroit *manger de la viande les jours de jeûne*. Gustave traita avec bonté des sujets dont l'ignorance devoit plus exciter sa pitié que sa colère.

Voici le portrait que *Shéridan* fait de ce peuple qui mérite d'être connu.

« Les Dalécarliens, dit-il, habitent la partie
» la plus stérile & la plus montagneuse de la
» Suède; des neiges éternelles couvrent le sommet de leurs montagnes; & de longs & rudes
» hivers blanchissent leurs vallées, même la plus

» grande partie de l'année. Loin d'offrir aucune
» des douceurs de la vie, leur intraitable climat
» ne fournit pas seulement aux besoins que les
» peuples d'europe, plus voisins du midi, re-
» gardent comme de première nécessité. A défaut
» de bled, ils font du pain avec l'écorce de cer-
» tains arbres, & ce rude aliment est toute leur
» nourriture. Chaque Dalécartien se fait à lui-
» même, grossièrement & à sa mode, toutes les
» choses de nécessité qui sont ailleurs l'objet du
» travail de différens métiers, & fabrique tout ce
» qu'il lui faut pour son habillement, dont le
» goût répond à la pauvreté de son régime.

» Ils ignorent tous les arts du second ordre ;
» destinés à fournir aux commodités de la vie ; &
» la nature de leur sol excluant l'agriculture, ils
» s'adonnent principalement aux pénibles travaux
» des mines. Endurcis, dès leur enfance, à toutes
» sortes de fatigues, ils forment peut-être la race
» d'hommes la plus robuste & la plus hardie qu'il
» y ait en Suède. Jamais ils ne se sont écartés de
» la primitive simplicité de leurs mœurs. Hum-
» bles, mais braves, ils supportent patiemment
» le travail & non l'oppression. Soumis quand ils
» croient l'autorité légitime, intraitables lors-
» qu'ils la croient usurpée ; généreux & roma-
» nesques dans leurs notions de l'honneur, &

» remplis de cette ardeur à entreprendre , qui
» s'unit ordinairement avec la grandeur du cou-
» rage , ils se sont toujours portés volontairement
» à redresser des torts qui leur étoient étrangers.
» En sûreté dans leurs montagnes , on les lais-
» soit jouir de leurs coutumes grossières. Hors de
» la portée des tyrans , ils ne sentoient pas le joug ,
» qui , en certain tems , avoit accablé les autres
» habitans de la Suède. Mais quand ceux-ci man-
» quèrent de courage pour s'opposer à la tyran-
» nie , les *Dalécarliens* s'en chargèrent pour eux .
» On les a vus s'élancer impétueusement de leurs
» rochers & de leurs forêts , répandre leur sang
» pour la défense d'un *Sture* , & conquérir sous
» les bannières de Gustave ».

J'ai cru que l'on me sauroit gré de présenter ce tableau , fait de main de maître , & qui nous offre l'image d'un peuple dont nous n'avons pas l'idée.

Lorsqu'on pense que ce sont de pareils hommes qui ont été les sauveurs , les gardiens de la liberté en Suède , on sent que la pauvreté & l'ignorance ne sont pas aussi méprisables qu'elles le paroissent , & que la grossièreté des *Dalécarliens* étoit plus précieuse aux Suédois , que ne le furent toutes les lumières du clergé , toujours disposé à se ranger du côté des tyrans , pourvu qu'ils respectassent

ses immunités , & agrandissent les possessions.

N'aurions-nous pas eu aussi nos *Dalécarliens* ? Étoient-ce ceux qui souffroient le plus de la déprédation de nos finances , dont on menaçoit le plus les propriétés , qui ont montré tant d'énergie dans nos troubles , & se sont exposés les premiers au danger d'une attaque courageuse ?

Malheureusement ce peuple ignorant & impétueux dans ses séditions , est par-tout le même. Il devient l'appui du premier qui s'en empare ; le fanatisme , la tyrannie , lorsqu'ils ont l'art de le séduire , en font un instrument terrible de vengeance & d'oppression. Gustave Vasa parvint à l'attacher à sa gloire comme il l'avoit intéressé à ses malheurs ; il finit par lui faire approuver toutes ses réformes , & consolida son autorité au point qu'aucun prince ne fut plus aimé & plus absolu qu'il ne l'a été jusqu'à sa mort.

Le traité de *Calmar* étoit anéanti , l'hérédité de la couronne étoit assurée en Suède. Ce règlement qui devoit préserver l'état des troubles qui accompagnent les élections des rois , plaça par une cruelle fatalité un insensé sur le trône. Eric , fils aîné de Gustave , n'avoit aucune des qualités de son père ; il étoit sujet à des accès de délire , plus épouvantables que ceux qu'avoit éprouvé Charles VI. Un trait que nous ne rapportons qu'avec deux

leur, prouve combien, depuis Gustave, la noblesse Suédoise étoit devenue souple & respectueuse pour ses rois.

Nilus Sture avoit été long-tems l'objet de la jalousie & des mauvais traitemens d'Eric, quoiqu'il n'eût jamais donné à ce prince de sujets de mécontentement. Enfin le roi s'emporta jusqu'à le poignarder de sa propre main. *Sture* tira le poignard de son sein, le baïsa, & le présenta à Eric, qui eut la férocité d'ordonner à ses gardes de l'achever, & ses gardes lui obéirent.... Que de réflexions ne fait pas naître un acte si tragique & accompagné de circonstances si affligeantes ! Un roi assez cruel pour poignarder lui-même un sujet fidèle ! cette victime du délire, assez respectueuse pour baisser le fer sanglant & l'offrir à son meurtrier ! des gardes assez lâches pour se transformer en bourreaux ! Voilà, sans doute de ces traits qui feroient prendre en horreur & la royauté & son cortège, si heureusement ils ne s'offroient pas très-rarement dans les fastes de la souveraineté, & si l'égarement de la raison n'étendoit pas sur eux le voile de la pitié.

Ce prince insensé commit une autre action qui n'est pas moins atroce, & qui prouve encore le degré d'autorité auquel s'étoit élevé, à cette époque, le monarque Suédois. Il fit massacrer

vingt-six nobles sur de simples soupçons ; & les états étoient si dégradés , qu'au lieu de déposer l'auteur d'un ordre aussi tyrannique , & de punir ceux qui l'avoient exécuté , ils condamnèrent la mémoire des vingt-six nobles qu'on n'avoit pas osé traduire en justice de leur vivant.

Cet indigne fils de Gustave Vasa alloit se souiller du sang de ses frères , lorsque le duc Jean qui avoit déjà été condamné à mort , s'échappa de sa prison. Les deux frères se réunirent , dessillèrent les yeux de la noblesse & des états , & parvinrent à faire déposer & renfermer celui qui menaçoit leurs jours.

Le duc Jean reçut le sceptre qui venoit d'être arraché des mains d'Eric ; il épousa ensuite la fille de Sigismond , roi de Pologne , & monta sur le trône de cette république , ce qui fit perdre à son fils la couronne de Suède , & la plaça sur la tête de Charles , second frère d'Eric , qui fut se concilier l'amour des Suédois , en se montrant opposé aux desseins du roi de Pologne , qui vouloit ramener la religion catholique dans un pays d'où Gustave l'avoit bannie.

Ce fut à cette époque que les Suédois reconquirent une partie de la souveraineté que les deux monarques précédens leur avoient fait perdre : si la raison d'Eric n'eût point été troublée , & si , mar-

Chant sur les traces de Gustave, il se fût montré l'héritier de sa sagesse, comme il l'avoit été de son pouvoir, il eût transmis à ses descendans une autorité absolue, & c'en étoit fait pour jamais de la puissance des états, tant il est vrai que les égaremens des rois finissent presque toujours par tourner à l'avantage du peuple, dont les privilégiés s'enfouissent sous une heureuse administration.

Sous le règne de Charles IX, le sénat de Suède reprit son ascendant, parce que le prince plus jaloux de transmettre sa couronne à son fils, que d'accroître son autorité, ménagea ce corps duquel il tenoit celle qui avoit été ravie successivement à ses deux frères, & qui pouvoit retomber dans les mains du fils du roi de Pologne.

La conduite de Charles IX fut très-adroite; il repoussa toutes les attaques de son frère, se concilia l'amour du sénat & celui des ordres, & Gustave Adolphe monta sur le trône de Suède à la mort de son père, fortifié par le suffrage de toute la nation.

Elle ne fut point trompée dans son attente: jamais prince ne réunit de plus grandes qualités que Gustave Adolphe; il se montra le plus généreux défenseur des libertés de l'Allemagne, le plus éloigné de toutes atteintes aux privilèges de son peuple;

il le conduisit à la gloire sous ses étendards, & lui acquit une prépondérance dans l'europe, qu'il n'avoit jamais eue depuis l'origine de la monarchie. Toutes les forces de l'empire ne purent résister au héros du nord, qui perdit la vie au sein de la victoire.

Le coup qui frappa Gustave, ébranla toute la Suède, & auroit pu renverser sa constitution, en changeant l'esprit de la nation devenue toute guerrière sous un roi guerrier.

Ce n'est pas au milieu des faits d'armes, & lorsque tous les individus n'ambitionnent que des lauriers, qu'un peuple s'occupe de ses privilèges, & cherche à mettre des bornes à l'autorité d'un roi triomphant. Les compagnons de sa gloire, habitués à le voir applanir tous les obstacles, se font honneur de l'aider à les surmonter.

Gustave Adolphe ne laissant d'autre héritier que Christine, la Suède courut le risque de tomber sous le pouvoir de l'aristocratie qui s'accrut dans le sénat, pendant la minorité de la jeune princesse. Le ministre *Oxentiern* proposa aux états assemblés une forme de gouvernement qu'il disoit avoir été projetée par Gustave, & qui fut acceptée & ratifiée par la diète.

Un des articles de ce règlement auroit dû suffire

pour le faire rejeter, & prouver à la nation qu'il étoit l'ouvrage de quelques membres du sénat ; cet article privoit les états du droit de faire ou de proposer une loi, *même de délibérer sur aucune matière que le roi ou la régence n'auroit pas communiquée par écrit au sénat*. Les nobles qui avoient seuls le droit d'entrer au sénat, ne furent point alarmés de l'extension de son pouvoir ; mais les trois autres ordres en devinrent bientôt jaloux, & il en résulta des divisions si tumultueuses, que l'aristocratie s'affoiblit, & fit place à une autorité absolue sous la reine Christine.

Ainsi cette nation tournoit sans cesse dans un cercle vicieux. Tantôt ses rois abusant de leur pouvoir, appeloient la sédition & l'anarchie ; elle n'avoit pas plutôt échappé, par ses dissensions & ses guerres intestines, au joug de la tyrannie, qu'elle passoit sous l'aristocratie, qui, ne sachant pas plus que le despotisme ; mettre des bornes à son autorité, & ménager tous les ordres, finissoit par se rendre intolérable à la nation ; celle-ci préféroit alors le pouvoir arbitraire de son roi à celui d'un corps dans lequel elle ne voyoit que d'ambitieux & d'injustes rivaux.

Nous nous arrêterons à cette époque, & nous recueillerons les idées qui naissent de la seconde période de la monarchie suédoise. Nous y voyons

la couronne devenue héréditaire , se placer tout à coup sur la tête d'un insensé , comme pour déconcerter la raison humaine , & lui prouver que ses meilleurs réglemens ne sont point à l'abri des malheurs & des injustices attachés à ses institutions. Nous y voyons deux frères rivaux se disputer le trône de leur père : l'un aidé des forces de la Pologne , dont il est devenu le chef ; l'autre soutenu par le vœu de son peuple qui craint de voir revenir dans son sein une religion qu'il a le malheur de regarder comme la cause de toutes ses anciennes calamités.

A l'aide de cette erreur, Gustave Adolphe reçoit le sceptre que la loi du sang donnoit au fils du roi de Pologne ; ce sceptre , dans les mains de ce prince guerrier , se convertit en un bâton de commandement ; il s'en sert pour diriger les Suédois contre un empereur qui veut ramener l'intolérance dans les états de l'Allemagne. Tout à coup une nation presqu'ensevelie dans ses glaçons , se montre à l'europe étonnée , & prend part au fameux traité de Westphalie , dont elle dicte les articles favorables aux princes de l'empire.

Adolphe qui meurt de la mort des héros , ne laisse qu'une fille pour héritière de son trône & de sa gloire ; ses sujets qui respectent la loi de l'hérédité établie par *Gustave Vasa* , n'hésitent point à
placer

placer la couronne sur la tête du seul rejeton d'une maison que deux grands souverains ont illustrée.

Tandis que cette reine, encore enfant, croît, & se rend digne de succéder au héros dont elle a reçu le jour, d'ambitieux sénateurs jettent en Suède le germe d'une aristocratie bientôt étouffée, mais que nous verrons renaître pour y être détruite ensuite sous le prince qui règne aujourd'hui.

Si l'histoire des peuples de la terre est le livre que la sagesse des législateurs doit toujours avoir devant les yeux pour le consulter, c'est peut-être dans l'histoire de Suède qu'ils découvriront le plus de vérités. Une, entr'autres, les frappera à chaque page : c'est que, pour affermir une constitution, il faut que, depuis le prince jusqu'au dernier de ses sujets, tous les membres de l'état y trouvent la justice & le bonheur; que si elle pèse trop sur le peuple, elle enfante les séditions; elle bannit l'amour & la confiance qui doivent unir la famille à son chef; que si elle dégrade le prince, elle nourrit en lui le desir de se relever, & d'opprimer à son tour la puissance qui a voulu l'accabler; que si elle favorise une classe de citoyens aux dépens des autres, elle rend cette classe odieuse à celles qui ne jouissent pas des mêmes privilèges; que comme il est impossible de perpétuer l'empire de la

§ 86 *De la Constitution de la Suède.*

trainte, toute constitution à laquelle on ne fera
soumis que par ce sentiment, fera nécessairement
détruite avec le tems ; enfin que le seul moyen d'en
rendre une durable, c'est d'y attacher l'émulation,
l'affection & la prospérité publiques.

XIII^e DISCOURS.

SUITE de la Constitution de la Suède.

Nous venons de parcourir toutes les révolutions que la Suède a éprouvées dans son gouvernement, depuis l'origine connue de sa monarchie jusqu'au règne de Christine, que nous avons laissée se disposant à faire briller sur le trône les qualités aimables qu'elle avoit reçues de la nature. Nous avons vu l'autorité acquise par le sénat, d'après le plan de constitution que le ministre *Oxenstiern* présenta à la diète comme l'ouvrage de Gustave Adolphe, devenir une source de divisions entre l'ordre de la noblesse & ceux de la bourgeoisie & des payfans; il résulta de ces rivalités un tel affoiblissement dans la souveraineté nationale, que la puissance royale n'eut pas de peine à la surmonter, & que Christine arriva à une autorité absolue.

Cette princesse à laquelle une éducation soignée avoit donné le goût des sciences & des beaux arts, qui communiquoit avec tous les hommes célèbres de l'europe, en leur écrivant dans leur langue, qui appela à sa cour Descartes, & eut la gloire de procurer à ce philosophe une retraite que la France

lui refusoit ; cette princesse étoit faire pour régner sur un autre peuple que celui de la Suède ; les muses sembloient se refuser à habiter ce dur climat ; les guerres dans lesquelles *Gustave Adolphe* avoir entraîné la nation , l'avoient rendue plus farouche ; elle ne respiroit que conquêtes, elle comptoit pour rien l'exercice de la raison , & dédaignoit ces aimables délassemens de l'esprit, qui répandent tant de charmes sur la vie.

Christine, du haut de son trône , jetoit ses regards sur l'Italie , & voyoit avec envie cette belle contrée devenue la souveraine des arts , après avoir été celle de l'univers. Ses sujets auxquels elle ne pouvoit communiquer ses pensées & ses affections , lui parurent des barbares , & elle forma la résolution de les abandonner à leur ignorance , & de vivre pour elle. M. de Voltaire prétend qu'elle *nourrit pendant sept ans ce dessein courageux avant de l'exécuter.*

Tout monarque qui aime assez peu son peuple pour desirer de s'en séparer , & préférer l'obscurité d'un sujet à l'éclat de la souveraineté , ne doit pas en être regretté ; cependant lorsque Christine annonça aux états son projet d'abdiquer, elle éprouva de leur part une honorable résistance à ses desirs ; elle persista ; & Charles X monta sur le trône d'où Christine voulut descendre.

Ce prince guerrier avoit un caractère bien plus

analogue à celui des Suédois; on le vit bientôt après son élévation conduire une armée victorieuse en Pologne, & en faire la conquête.

Forcé de se replier dans ses états par l'irruption des Danois, il étonna ses ennemis par une marche qui n'avoit point encore eu d'exemple. Profitant de la saison la plus rigoureuse, il se fraya un chemin sur les mers glacées, & arriva, suivi d'une armée de terre, d'île en île, jusqu'à *Copenhague*. Cette entreprise hardie rendit à la Suède la *Scanie* qu'elle avoit perdue depuis trois siècles.

Avant de passer au règne de Charles X, j'aurois peut-être dû m'arrêter sur deux circonstances relatives à la reine *Christine*.

M. de Voltaire semble lui faire un mérite d'avoir abdicqué la couronne à vingt-sept ans : c'est, dit-il, *le plus grand exemple de la supériorité réelle des arts, de la politesse & de la société perfectionnée sur la grandeur qui n'est que grandeur.*

Nous oserons n'être pas de l'avis de cet écrivain; une princesse qui étoit capable de porter la couronne, devoit faire consister la véritable grandeur à remplir sa sublime mission; quel qu'attrait qu'eussent pour elle les beaux arts, il eût été plus digne de la fille de Gustave de s'occuper jusqu'à la mort, du bonheur de son peuple, que d'aller s'éclipser en Italie pour y admirer des chefs-d'œuvres, ou de venir s'exposer en France, à la curiosité & à la

frivole censure des femmes de la cour de Louis XIV.

L'abdication n'est permise à un souverain, que lorsqu'affoibli par les années, il sent ses mains trop débiles pour soutenir le poids d'un sceptre, & tenir les rênes d'un gouvernement; l'abdication alors n'est pas seulement une belle action, elle est un devoir, elle termine glorieusement un beau règne; mais descendre du trône avec la faculté d'y faire le bien, c'est se rendre responsable de toutes les fautes de son successeur, c'est ravir à ses sujets toutes les vertus qu'on auroit pu faire briller pour eux; enfin, c'est s'isoler dans son bonheur, & n'exister que pour soi, lorsqu'on doit exister pour tout un peuple.

Christine écrivoit au prince de Condé: « s'il » arrive que vous condamnerez cette action, je vous » dirai pour toute excuse que je n'aurois pas quitté » les biens que la fortune m'a donnés, si je les » eusse cru nécessaires à ma félicité, & que j'aurois » prétendu à l'empire du monde, si j'eusse » été aussi assurée d'y réussir ou de mourir, que le » feroit le grand Condé ».

C'étoit-là s'exprimer comme peut le faire une grande reine vis-à-vis d'un héros; mais il n'y avoit rien de juste dans ces paroles; étoit-ce donc seulement de sa félicité dont elle devoit s'occuper? comptoit-elle pour rien celle des Suédois? étoit-elle sûre de les rendre plus heureux en quittant ces

biens qu'elle disoit tenir de la fortune ? Pourquoi prétendre à l'empire du monde quand on seroit assuré d'y réussir ? N'est-ce pas assez que de prétendre à bien gouverner l'état dont on est le chef ; & n'est-ce pas s'exposer au risque certain de mal gouverner le monde, que d'ambitionner sa conquête ?

En nous permettant de blâmer Voltaire sur les éloges qu'il donne à Christine pour s'être élevée suivant lui, au-dessus de la grandeur du trône, nous nous rapprochons bien vite de son avis, lorsqu'il dit avec l'impartialité qui caractérise un historien, » que cette princesse souilla toute sa gloire par le » meurtre de *Monaldeschy*, son écuyer, assassiné » par son ordre à Fontainebleau ».

» Nul, dit M. de Voltaire, ne doit être mis à » mort que par les loix ; Christine, en Suède, » n'auroit eu le droit de faire assassiner personne, » & certes, ce qui eût été un crime à *Stockholm*, » n'étoit pas permis à Fontainebleau ; ceux qui » ont justifié cette action, méritent de servir de » pareils maîtres ».

C'est dans ces réflexions qu'on retrouve le philosophe, l'ami des loix, & le protecteur de l'humanité.

Revenons à la Suède. Depuis le règne de *Gustave Vasa*, l'ordre des bourgeois & celui des payfans avoient perdu cette énergie, cette turbulence qui

forment la sauve-garde de la constitution; ce pendant, à la mort de Charles X, les états firent un acte de souveraineté, qui annonçoit le sentiment qu'ils avoient de leur puissance; ils orèrent au duc *Adolphe*, frère de Charles, la tutelle du jeune roi, quoique cette tutelle, & la régence du royaume lui eussent été donnés par le testament du feu roi. Ils alléguèrent pour raison qu'ils n'avoient point eu connoissance du testament qui nommoit *Adolphe* à cet office, & que de pareilles dispositions, relatives au gouvernement du royaume, ne pouvoient être valides sans le consentement des états.

Lorsque *Charles XI* prit ensuite les rênes du gouvernement, ils exigèrent de lui un serment qui nous apprend comment les Suédois desiroient d'être gouvernés, quoique suivant la remarque de *M. Shéridan*, ils ignorassent les moyens de contenir leur monarque dans les bornes qu'ils vouloient lui prescrire. Ce serment étoit conçu en ces termes :

» Nous maintiendrons & observerons également tout ce que les loix de Suède exigent de nous, par rapport aux états en général & en particulier. Nous nous conduirons de la même manière à l'égard de tous nos sujets & de chaque individu dans ce qui concerne leurs droits, leurs privilèges & leurs propriétés légitimement

» acquises, voulant satisfaire la nation autant qu'il
» dépendra de nous; & dans le cas où il seroit né-
» cessaire de faire quelques changemens relatifs à
» la défense, à la sûreté, à la prospérité & au be-
» soin du royaume, nous ne ferons ni ne souffri-
» rons qu'il se fasse rien sans l'avis du sénat, ou
» sans la participation & le concours des états ».

Si les rois qui ont le despotisme dans le cœur, comptoient pour quelque chose ces sermens qu'ils profèrent avant de monter sur le trône, jamais la Suède n'eût été plus assurée de jouir des avantages d'une autorité équitable & éclairée que sous Charles XI. Cependant ses privilèges ne furent jamais plus violés; jamais la justice ne fut plus enfreinte, jamais le pouvoir des états & du sénat ne fut plus dégradé que sous le règne de ce prince. Ah! ne nous fions point aux sermens des monarques; plaçons plutôt notre confiance dans la bonté de leur cœur, lorsqu'il nous sera connu! voilà le véritable garant de leur administration; nous l'avons, dans ce moment, ce garant certain d'une autorité douce & bienfaisante; je crois plus aux vertus d'un prince qui s'est refusé à toute la pompe de la représentation royale, lorsqu'elle pouvoit être onéreuse à ses sujets; dont les goûts, dont les plaisirs ont été aussi simples & a les affections de son ame; qui primé avec franchise, qui n'a

erreurs de son inexpérience , & nous a fait regretter que des ministres eussent trop souvent égaré son autorité , en nous laissant voir combien il eût été docile à de sages avis , si on ne lui en eût jamais donné d'autres. Oui , je crois plus à ces qualités si précieuses , qu'à tous les sermens dont se jouent les despotes.

« Charles XI, dit M. de Voltaire, guerrier
» comme tous ses ancêtres, fut plus absolu qu'eux;
» il abolit l'autorité du sénat, qui fut déclaré le
» sénat du roi, & non du royaume; il étoit frugal,
» vigilant, laborieux, tel qu'on l'eût aimé si son
» despotisme n'eût réduit les sentimens de ses sujets
» jers pour lui à celui de la crainte ».

Voilà ce qu'un historien qui n'écrit que les faits avec la rapidité d'un style animé, se contente de dire; mais, lorsqu'on veut remonter à la véritable cause des changemens survenus dans une constitution, il faut approfondir l'histoire; c'est-là qu'on découvre infailliblement l'objet de ses recherches.

La régence avoit plongé la Suède dans une guerre dispendieuse & inutile. Pour acquitter les dettes que l'état avoit contractées, il avoit fallu mettre des taxes très-pesantes sur le peuple; le sénat, composé de nobles, avoit épargné le corps de la noblesse, & par-là excité ces murmures, ces réclamations qui grossissent de jour en jour, & produisent les jalousies, les haines & les divisions. Les

ordres des payfans & des bourgeois, avenglés par leur ressentiment, crurent qu'il leur seroit plus aisé de ravalier les nobles jusqu'à eux, que de s'élever à leur hauteur, qu'il ne s'agissoit pour cela que d'agrandir l'autorité royale aux dépens de celle du sénat. Ils accordèrent d'abord à Charles un décret, en vertu duquel il lui étoit permis de réunir à la couronne toutes les terres qui en avoient été détachées depuis 1609.

Ce décret exercé avec une rigidité extrême, commença par plonger une grande partie de la noblesse dans l'indigence; on avoit, à la vérité, accordé à ces propriétaires dépouillés un revenu d'environ quinze cents livres; mais à la diète suivante, on leur enleva ce foible dédommagement; ce fut à raison de ce retranchement qu'une multitude de nobles, d'orphelins, errans dans les rues de *Stockholm*, venoient à la porte du palais pousser des gémissemens que la reine appaisoit de toutes ses facultés. Cette généreuse & sensible princesse, pour secourir tant de malheureux, épuisa son trésor, & vendit ses pierreries, ses meubles, & jusqu'à ses habits. Quand elle n'eut plus rien à leur donner, dit M. de Voltaire, elle se jeta en larmes aux pieds de son mari, pour le prier d'avoir compassion de ses sujets. *Madame*, lui répondit l'impitoyable Charles, *nous vous avons prise pour nous donner des enfans, & non pour nous donner*

des avis. Il n'y a plus rien de bon à espérer d'un prince capable de faire une semblable réponse; il n'est digne d'être ni roi ni époux, dès qu'il se dérobe au plus doux des ascendans, à celui de la bienfaisance. Ses sujets doivent s'attendre à gémir sous un sceptre de fer, s'ils n'ont pas le courage de le lui arracher. La nation étoit bien loin d'être dans cette résolution, puisque n'ayant d'autre objet, d'autre desir que celui d'assouvir son animosité contre la noblesse & le sénat, elle rendit un décret conçu en ces termes :

« Les états ont décidé que toutes les formes de
» gouvernement, avec leurs additions, ne se-
» roient plus considérées *comme liant le roi* ; mais
» qu'il feroit le maître de les changer, selon sa
» volonté & son bon plaisir, & qu'il sera néces-
» faire, pour le bien du royaume ; qu'il ne soit
» obligé de suivre aucune forme de gouverne-
» ment, pourvu qu'il s'astreigne à gouverner
» selon les loix & statuts du royaume ; que s'il gou-
» verne avec le consentement du sénat, il ne sera
» censé le faire que comme volontairement, & en
» vertu de son bon & juste discernement ; de sorte
» que sa majesté, en qualité de roi, revêtu du su-
» prême pouvoir de gouverner son royaume, con-
» formément aux loix & aux statuts, comme
» d'un héritage qu'il tient de dieu, n'est respon-
» sable de ses actions qu'à dieu seul ».

Que ne mérite pas, s'écrie M. Shéridan, de

souffrir de la tyrannie une nation capable de forger ainsi ses propres chaînes , & d'établir le despotisme par ses loix !

« Les deux souverains du nord, continue le
» même auteur, en parlant de la Suède & du
» Danemarck, dont l'autorité avoit été la plus li-
» mitée, devinrent alors les monarques les plus
» absolus del'europe; mais les moyens qui les con-
» duisirent à ce degré de pouvoir, quoique suivis
» des mêmes effets, furent directement opposés
» à ceux qui servirent à augmenter l'autorité des
» princes dans les autres pays; là, c'étoit le mo-
» narque qui tâchoit d'élever le peuple pour ba-
» lancer le pouvoir des nobles; en Suède, & en
» Danemarck, c'étoit le peuple qui s'efforçoit
» d'abaisser les nobles, pour les réduire à son ni-
» veau; chez les premiers, le peuple & la cou-
» ronne gagnèrent ce que perdit la noblesse,
» chez les derniers, le roi gagna seul, & la con-
» dition du peuple resta la même ».

Ces idées, qui sont d'une grande sagesse; nous démontrent le danger que court un peuple toutes les fois qu'il se laisse emporter par ses fureurs & ses jalousies; il arrive un moment où le despotisme abusant des haines, des passions, & profitant du trouble & de la foiblesse de l'état, s'élève au-dessus de toutes les loix, brise avec ses pieds d'airain toutes les constitutions, foule ses

sermens, & voit tous ses sujets écrasés, dispersés par la terreur, ne plus oser parler de ses privilèges, & n'attendre plus rien que de la volonté d'un maître.

Combien seroit plus sage la nation qui, au lieu de s'énervér par des prétentions vaines & injustes, se fortifieroit en se réunissant à un centre de puissance, qui seroit l'amour du bien, le respect pour toutes les propriétés, le desir de faire régner l'ordre, & de ne rien accorder qu'à la justice & aux loix.

Charles XI mourut après avoir consolidé son autorité par un règne de trente-sept ans; il laissa à son fils, âgé de quinze ans, un trône affermi & respecté au-dehors, des sujets pauvres, mais belliqueux & soumis, avec des finances en bon ordre, ménagées par des ministres habiles.

Il voulut s'élever au-dessus des loix jusqu'après sa mort; celles de Suède fixent la majorité des rois à quinze ans, Charles XI retarda celle de son fils jusqu'à dix-huit. M. de Voltaire dit *que ce fut pour favoriser les vues ambitieuses de sa mère*. On pourroit lui supposer un autre motif, plus adapté à son caractère farouche. Ce prince insensible aux cris de l'indigence, aux larmes d'une épouse compatissante, n'étoit pas capable de condescendre aux desirs d'une mère ambitieuse; il laissoit à son successeur une autorité sans bornes; le sénat qui étoit autrefois le sénat de la nation, n'étoit plus que le tribunal

du roi & l'arbitre de ses décisions : pouvoit-il avoir assez de confiance dans les lumières & l'expérience d'un prince âgé de quinze ans , pour espérer qu'il maintiendrait un pouvoir aussi absolu ? Il crut qu'en ne lui confiant les rênes du gouvernement qu'à dix-huit ans , il les prendroit d'une main plus sûre.

Charles XII étoit né avec des passions trop violentes , pour qu'elles ne se développassent pas avant l'âge ordinaire de leur explosion ; aussi , à peine alloit-il entrer dans sa seizième année , qu'il manifesta le desir qu'il avoit de commander , & fit tomber la régence des mains de son aïeule , par l'intervention des états.

Je ne m'arrêterai point sur ce règne si connu. Un historien qui s'est rendu l'émule de *Quint-Curce* , nous a peint sous les couleurs les plus brillantes , un prince auquel il ne manquoit que la prudence d'Alexandre , pour en acquérir toute la célébrité.

Charles XII fut moins le monarque que le général des Suédois ; ses ordres se réduisirent à demander des hommes & de l'argent , mais il forma ses demandes d'une manière si impérieuse , il excita une admiration si insensée pour toutes ses entreprises , que ses sujets sembloient être devenus les adorateurs d'un dieu foudroyant ; la liberté se fût pour jamais anéantie en Suède , si l'excès des malheurs n'eût éclairé ses habitans.

Inaccessible à tout sentiment tendre ; Charles XII mourut sans postérité ; la perte de plusieurs provinces, l'épuisement de l'état, apprirent à cette nation guerrière qu'un prince qui ne respiroit que pour les combats, qui mettoit toute sa gloire à dominer sur les autres peuples, à enlever & à donner des couronnes, étoit un véritable fléau pour ses sujets.

J'ai dit que nul peuple de la terre n'éprouva autant de révolutions dans son gouvernement que la Suède. Nous venons de la voir, pendant deux règnes, sous le despotisme le plus outrageant ; cette nation si avilie, si dégradée, va remonter à la liberté, & ses états vont déployer toute leur souveraineté.

Charles XII avoit eu deux sœurs ; l'aînée mariée au duc de *Holstein* ; la cadette, qui se nommoit *Ulrique Eléonore*, avoit épousé Frédéric, prince héréditaire de Hesse-cassel. Les états ne voulurent point déférer la couronne au fils de la duchesse de Holstein, dans la crainte qu'il ne crût la tenir à titre d'hérédité, & ne prétendît au même pouvoir que les deux derniers souverains. Avant d'offrir cette couronne à la sœur cadette de Charles XII, ils exigèrent qu'elle reconnût qu'elle n'y avoit aucun droit, conformément à une loi de l'état, qui portoit que pour qu'une princesse succédât au trône, il falloit qu'elle ne fût pas mariée. *Ulrique* l'étoit ;

l'étoit ; ainsi comme épouse & comme cadette, elle avoit deux titres d'exclusion.

Aussi ne fit-elle aucune difficulté de publier une déclaration, par laquelle « elle renonçoit, » pour elle & pour sa postérité, à tout pouvoir » absolu, ainsi qu'à toutes les prérogatives de la » couronne, qui seroient incompatibles avec les » libertés de la nation ».

Les états profitèrent de cette circonstance pour étendre leur domination & réduire dans des limites très-étroites l'autorité royale, qui fut remise à Frédéric.

Ils arrêterent, entr'autres articles, « que si le » roi ou le sénat négligeoit de les assembler tous » les trois ans, ou pour le jour pris à la dernière » diète, ils auroient le droit de s'assembler eux- » mêmes, & que tout ce que le roi ou le sénat » auroit fait dans l'intervalle seroit regardé comme » nul :

» Que pendant la tenue de l'assemblée l'autorité du roi & du sénat demeureroit suspendue, » qu'ils n'auroient part à ce qui se passeroit à la » diète que pour apposer leur sceau & mettre leur » signature aux décisions, soit qu'elles leur agréassent, ou non :

» Que les états posséderoient seuls le pouvoir » de déclarer la guerre ou de faire la paix, de » changer le titre de la monnoie ; que toutes les

» fois qu'une place de sénateur viendrait à va-
» quer , les états présenteroient trois sujets au
» roi , parmi lesquels sa majesté seroit obligée
» d'en choisir un ; de sorte que si un sénateur mou-
» roit dans l'intervalle de deux diètes , sa place
» ne pourroit être remplie qu'à l'assemblée sui-
» vante des états : enfin , qu'ils seroient les maî-
» tres de démettre tout membre du sénat dont
» ils désapprouveroient la conduite , ou de lui
» accorder sa retraite , s'il la demandoit ».

Pour mettre le comble à l'autorité des états , la diète commença par établir un *comité secret* , composé de membres de la noblesse , du clergé & de la bourgeoisie ; le nombre étoit au choix de l'assemblée , & devoit néanmoins être formé de manière qu'il y eût toujours deux nobles contre un d'un autre ordre.

Le comité qui réunissoit le pouvoir judiciaire & exécutif , étoit d'autant plus redoutable , que se réservant le jugement de tous les crimes qu'il lui plaisoit de qualifier de haute trahison , il étoit , dans ces sortes d'affaires , juge & partie.

Il n'étoit pas possible aux états de s'élever à une plus haute souveraineté , & comme la diète avoit seule le droit de se dissoudre , il ne tenoit qu'à elle , en se prolongeant , d'annuler le pouvoir royal , & de tenir à perpétuité les rênes du gouvernement.

Nous venons de voir l'étendue de l'autorité que les états s'étoient attribuée dans cette révolution ; jetons maintenant les yeux sur celle qui étoit réservée à la couronne.

L'office de roi étoit héréditaire.

Il avoit la prééminence avec toute la pompe extérieure & les décorations de la majesté.

Sa personne étoit sacrée, de manière que quiconque lui manquoit de respect, par écrit ou de vive voix, encourroit la peine de mort.

Il étoit l'unique source visible des honneurs ; c'est-à-dire, que lui seul pouvoit créer des comtes, des barons, ou introduire de nouveaux membres dans la chambre des nobles, néanmoins avec beaucoup de restriction.

Seul il pouvoit faire grace à un criminel, après que sa sentence avoit été prononcée ; cependant le sénat étoit autorisé à le dissuader de faire usage de sa prérogative, & cette autorisation suffisoit pour infirmer les résolutions de sa majesté.

Enfin, le roi, dans l'intervalle des diètes, partageoit avec le sénat la puissance exécutive ; il avoit, par-dessus les autres sénateurs, la faculté de donner deux voix & de faire prévaloir son opinion à égalité de suffrages.

Telles furent les conditions auxquelles Ulrique Eléonore consentit à recevoir la couronne, & à la partager avec son époux.

Jamais la royauté ne tomba du pouvoir le plus excessif à une autorité plus limitée, que par cette nouvelle constitution. Les Suédois en furent-ils plus heureux ? Les états furent-ils faire tourner à la prospérité de leur patrie cette souveraineté que la nation venoit de recouvrer ? C'est ce que la suite des événemens va nous apprendre.

Les auteurs de la nouvelle forme de gouvernement suivirent d'abord un plan de conduite assez sage ; ils s'étoient convaincus que les maux qu'avoient entraînés les guerres de Charles XII rendoient la paix indispensable, que les armées Russes n'étoient plus composées comme au tems où vingt mille soldats se rendirent à discrétion à huit mille Suédois, apres la bataille de *Narwa*. Ils entretinrent en conséquence, avec la Russie, une étroite correspondance, se concilièrent son amitié, & parurent faire le sacrifice de toutes les pertes que la Suède avoit essuyées en Allemagne, afin de ne point donner d'ombrage à ses voisins.

Ils eurent le bon esprit de résister à toutes les insinuations de la France, qui vouloit (on ne fait d'après quelles idées politiques) se l'attacher & y entretenir un foyer de guerre contre les autres puissances du nord : ce plan de conduite fut exactement suivi jusqu'en 1738, tems auquel les Suédois changèrent entièrement de système. Dans la diète qui fut convoquée à cette épo-

que, le cabinet de Versailles acquit une grande influence sur plusieurs membres des états, & se forma, à l'aide de l'argent qu'il répandit, un parti considérable, que l'on désigna sous le nom de *chapeaux*, tandis qu'on donnoit au parti opposé la qualification de *bonnets*. Ces deux partis jouèrent si longtems un rôle principal sous ces titres bizarres, que l'histoire est obligée de les adopter, malgré la dignité de son style.

La première & la plus énorme faute que firent les *chapeaux*, fut d'entraîner la Suède dans une guerre contre la Russie, & de choisir, pour une entreprise si téméraire, le tems où cette formidable puissance étoit en paix avec le Turc, & pouvoit développer toutes ses forces contre les Suédois; aussi cette guerre eut-elle les suites les plus malheureuses; l'armée Suédoise fut détruite en Finlande; les états se virent réduits à la honte de solliciter la paix, aux conditions qu'il plairoit à la Russie d'imposer.

Ulrique-Eléonore étant morte, sans enfans, les états nommèrent, pour son successeur, *Frédéric Adolphe*, qui accepta le titre de roi, en consentant à en laisser l'autorité dans les mains qui lui donnoient la couronne.

Ce ne seroit pas sans doute un spectacle affligeant que la vue d'un roi borné, dans ses états, à la seule représentation royale, si sous ce fan-

tôté auguste un corps puissant, éclairé, régissoit avec sagesse l'intérêt public & opéroit le bien général.

S'il est né, dit-on, avec une ame bien-faisante, il est témoin de la prospérité de son peuple, il ne voit que des heureux; que lui faudroit-il de plus pour qu'il le soit! Mais comment se défendre d'un intérêt pénible, d'un sentiment douloureux, lorsqu'on voit le chef d'une nation exposé à recevoir journellement des offenses de ceux qui lui ont juré respect & fidélité; réduit à l'impuissance de secourir son peuple, de l'éclairer de ses conseils, d'étendre sur lui une autorité salutaire? Il semble alors qu'on ne l'ait élevé plus haut que pour rendre ses humiliations plus visibles, & pour qu'il découvre de plus loin les calamités répandues sur une immense famille qui doit être chère à son cœur.

Telle fut la situation de Frédéric second, père du prince aujourd'hui régnant. Pour faire connoître jusqu'à quel point la diète avoit pris d'ascendant sur lui, il faut entrer dans des détails qui semblent minutieux, mais que l'auteur de l'histoire de la dernière révolution de Suède n'a pas cru devoir omettre.

Frédéric Adolphe avoit épousé une sœur du feu roi de Prusse. Qui pourroit croire que les diamans dont son frère l'avoit enrichie furent le

sujet d'une querelle très-grave entre les états & le monarque ? Dans le cours de la diète de 56, les états soupçonnant qu'une partie de ces diamans avoit été mise en gage à Hambourg, & craignant que l'argent ne servît à corrompre quelques députés, pour fortifier le parti de la cour, imaginèrent, pour enlever au roi & à la reine ce moyen de séduction, de faire valoir le droit qu'ils prétendoient avoir, d'après une ordonnance de 1723, d'examiner en quoi consistoient les diamans & les meubles appartenans à la couronne.

La reine opposa d'abord une grande dignité à une prétention dont elle se sentoit offensée; elle refusa de soumettre les diamans qu'elle tenoit de la générosité de son frère, à l'examen des commissaires, & déclara que *son intention étoit de les séparer de ceux de la couronne, qu'elle se croiroit dès-lors humiliée de porter.*

Les états insistèrent auprès du roi, pour obtenir justice du refus de la reine, ainsi que des termes dans lesquels il étoit conçu, & il fallut que la dignité cédât à cette inquisition indécente. Depuis ce moment ce ne fut que contradictions, que mortifications pour la cour, de la part des états; ils pénétroient dans son intérieur & y exerçoient un despotisme révoltant; ils exigèrent le renvoi d'un sous-gouverneur des enfans du roi, sous le prétexte que c'étoit un emploi superflu;

ils démièrent de son office un précepteur de son altesse royale, & lui interdirent tout commerce avec ce jeune prince sans alléguer de motif.

Voulant réduire l'autorité du roi à une nullité absolue, & n'en faire qu'un fantôme sous les vêtemens d'un monarque, ils demandèrent qu'il fût remis entre les mains des sénateurs une *estampille*, pour tenir lieu désormais de la signature du roi, dans certaines occasions où jusques-là elle avoit été requise.

Il est bon d'observer que toutes ces demandes étoient précédées des témoignages du respect le plus dérisoire, que les requêtes étoient adressées *au très-grand & au très-puissant roi*, qu'on représentoit toujours *avec soumission à sa majesté*, que les états *supplioient très-humblement*.

Jamais l'orgueil & le despotisme n'exercèrent un empire plus absolu envers le chef d'une nation; sous les dehors d'une plus hypocrite vénération.

Ce roi bon & sensible ne put sauver du supplice le comte de *Brach* & le baron de *Horn*, soupçonnés d'avoir voulu lui rendre l'autorité qu'il avoit sous la première forme de gouvernement; sur ces seuls soupçons, ils furent décapités avec six prétendus complices. Inutilement le roi & la reine s'abaissèrent jusqu'à demander qu'on commuât seulement la peine de mort prononcée par

la commission; les états n'écouterent, ni le vœu de l'amitié, ni la demande du monarque, qui avoit le droit de faire grace.

C'étoit malheureusement à la France que la Suède étoit redevable de la dégradation de son roi & de la puissance aristocratique qui s'y fortifioit de plus en plus. C'étoit un spectacle vraiment pitoyable que la vue des intrigues, des menées sourdes, des moyens de corruption qu'employoient les cours de Russie, de France & d'Angleterre, pour se rendre maîtresses des diètes, & contrarier réciproquement leurs projets.

La France, en entraînant la Suède dans des guerres, tantôt contre la Russie, tantôt contre la Prusse, l'exposoit à des défaites & à un fardeau d'engagemens dont les misérables subside qu'elle lui accordoit ne pouvoient l'aider à supporter le poids. A mesure qu'une diète devoit s'ouvrir, les agens des trois cours travailloient à y introduire plus ou moins de membres affidés à leurs partis.

La France menaçoit de ne plus fournir les arrérages qu'elle devoit, si l'on concluoit un traité avec l'Angleterre & la Russie. La Suède auroit sans doute plus gagné à faire le sacrifice de ces sommes, qui s'élevoient à dix ou onze millions; mais dans un pays où le numéraire est si rare, cette somme paroissoit immense, & le parti

opposé à la France craignoit d'attirer sur lui toute la colère du peuple, s'il l'exposoit à une perte aussi énorme.

Après dix ans d'intrigues & de ressorts politiques mis en jeu, le parti de la France, triomphant depuis la diète de 1756, eut le dessous, & ne put s'opposer à ce que la Suède fit, avec l'Angleterre & la Russie, un traité, dont le principal article portoit : *que les sujets de chaque nation jouiroient réciproquement, dans leurs royaumes respectifs, ports & havres, de tous les avantages & immunités accordés aux nations les plus favorisées.*

On imagine peut-être que la France, mécontente de ce traité, va en profiter pour renoncer à un projet de domination infructueuse, & s'affranchir des subsides qu'elle avoit promis.

Le duc de Choiseul, alors ministre des affaires étrangères, vouloit, à quelque prix que ce fût, donner la loi en Suède; ayant échoué dans son dessein, sous les derniers états, il tenta de régner sous le nom même de *Frédéric Adolphe* : il conçut le plan le plus hardi, ce fut de rendre au roi toute l'autorité que la couronne avoit perdue, & de détruire le sénat que le parti favorable aux cours de Russie & d'Angleterre avoit composé de membres contraires aux intérêts de la France.

Pour effectuer un pareil dessein , il falloit une nouvelle diète ; les sénateurs , jaloux de se maintenir dans leurs places , se seroient opposés à une convocation qui pouvoit amener leur destitution ; le roi n'étoit pas assez puissant pour assembler les états , malgré le vœu du sénat , il étoit donc nécessaire de faire naître une circonstance assez grave , assez importante , pour contraindre le sénat de convoquer une diète extraordinaire.

On va voir quelles étoient les ressources de la politique du ministre de France , & juger de son ascendant à la cour de Suède. Il détermina le roi à notifier au sénat , « que touché des taxes » pesantes dont ses peuples étoient surchargés , » son intention étoit que les états fussent convoqués , & que si le sénat refusoit cette convocation , il se démettoit de la royauté , & défendoit qu'il fût fait usage de son nom dans les résolutions du sénat ».

Une déclaration aussi inattendue déconcerta les sénateurs ; ils connoissoient l'attachement du peuple pour le roi. Ils essayèrent d'abord de le faire changer de résolution , mais il insista pour avoir une réponse décisive dans les vingt-quatre heures.

Le surlendemain le roi se transporta au sénat & demanda une réponse décisive : on lui objecta l'impossibilité d'examiner , en si peu de tems , toutes les raisons pour & contre la convocation d'une

diète extraordinaire ; le roi déclara qu'il prenoit cette réponse pour un refus , se leva & sortit du sénat.

De retour dans son appartement , sa majesté envoya le prince royal , accompagné de plusieurs officiers , au collège de la chancellerie , demander formellement l'estampille dont on se servoit pour suppléer à la signature du roi.

La chancellerie ayant refusé de satisfaire à cette demande , le prince se rendit aux autres collèges , déclara que sa majesté s'étoit démise du gouvernement , & donna un exposé imprimé des raisons de son abdication.

Le sénat fit , par une espèce de proclamation , la tentative de continuer son administration , pendant les dix-huit mois qui devoient s'écouler jusqu'au terme ordinaire de la convocation des états ; mais les principaux collèges répondirent , que par les loix fondamentales de la Suède , ne pouvant pas plus gouverner sans roi que sans sénat , ils resteroient dans l'inaction jusqu'à ce que les états fussent convoqués.

Par cette réponse , le pouvoir exécutif demeurait suspendu ; le sénat sentant alors qu'il ne lui étoit plus possible de gouverner l'état , se détermina à convoquer la diète. Ce qu'avoient prévu les sénateurs , arriva , ils furent tous déposés , & ceux qui les avoient précédés furent rappelés.

La France triompha, le roi de Suède reprit son autorité, & les deux partis élevés, abaissés tour-à-tour, suivirent les impulsions étrangères qu'ils reçurent.

La Suède étoit comme un champ de bataille, où la France combattoit contre la Russie & l'Angleterre; cette guerre étoit faite de ministres à ministres; on n'y versoit pas de sang, mais on y répandoit beaucoup d'argent: si la cour de Londres & de Pétersbourg en eussent été aussi prodigues que celle de Versailles, il eût été d'une très-bonne politique pour la Suède de laisser longtemps les combattans aux prises, parce que l'état s'engraissoit de leurs rivalités: mais la Russie & l'Angleterre ne vouloient que procurer des avantages de commerce & d'alliance; la France seule faisoit briller l'or & le distribuoit à ses fidèles *chapeaux*, qui étoient déjà trop corrompus pour ne pas céder encore à ce puissant moyen de corruption.

Cependant le duc de Choiseul, qui avoit pour objet de lier la Suède au Turc & de faire faire une invasion dans la Russie pendant que cette puissance menaçoit la Porte, ne put réussir, ni dans le projet de faire concéder au roi & au sénat, pendant l'absence des états, le droit de faire la guerre; & de former ou de rompre des alliances conséquent dans le plan de faire avancer la Suédoise sur les terres de la czarine.

Ainsi, le fruit qu'il retira de toutes les sommes qu'il fit écouler en Suède, se réduisit à avoir destitué le sénat favorable aux deux cours rivales de la France, & d'arrêter l'effet du traité de commerce signé en 1746.

En 1771, tandis que le prince, aujourd'hui régnant, étoit en France, où il vint pour faire effectuer les promesses de la cour, on lui apporta la nouvelle de la mort du roi son pere.

Louis XV en fut informé par le comte de *Scheffer*, député par le sénat, pour complimenter le jeune roi sur son avènement au trône. Ce Suédois étant entré au milieu de la nuit, & après quelques résistances, dans l'appartement de Louis XV, pour lui faire part de cet événement, profita si adroitement de la surprise où le jetèrent cette visite inattendue & la mort d'un prince son allié; il lui fit une peinture si touchante de l'état déplorable où se trouvoit la Suède, par la privation des subsides qui lui avoient été promis, que le roi, dans son émotion, lui promit de donner, le lendemain, des ordres à ses ministres pour faire acquitter les engagements de la France.

La Suède en perdant Frédéric Adolphe, avoit à regretter un prince doué de toutes les vertus privées, exempt de cette ambition qui est altérée de pouvoir; il n'avoit point le desir de changer la constitution du peuple sur lequel il régnoit; il ne

fut point heureux, parce que la diète & le sénat abusèrent de l'ascendant qu'ils avoient obtenu sur lui pour dégrader la couronne, pour contrarier la famille royale jusque dans l'intérieur de son palais; & parce qu'en lui enlevant les rênes du gouvernement, ils livrèrent son peuple aux calamités d'une administration vile & corrompue. Que de réflexions ne font pas naître ces faits sur lesquels j'ai cru devoir m'étendre, parce qu'ils sont d'une nature différente de tous ceux que nous présente l'histoire!

Nous avons vu la puissance royale en Suède, s'élever depuis la reine Christine jusqu'à la mort de Charles XII, au sommet de la souveraineté; nous l'avons vue sous le règne d'*Ulrique* & de *Frédéric Adolphe*, retomber dans une foiblesse extrême, & la nation reconquérir sur la royauté tous les droits qu'elle avoit perdus depuis Gustave Vasa. Tout-à-coup une autre puissance s'est développée pendant la tenue des états, & s'est transmise dans un ordre de sénateurs. Le peuple en a-t-il été plus heureux? Non: l'aristocratie a été aussi funeste à la Suède que la monarchie la plus absolue. Ce qu'il y eut de plus humiliant pour les Suédois, c'est qu'après avoir acquis le droit de faire la guerre ou la paix, de rompre ou de former des alliances, ce ne furent point eux qui déclarèrent la guerre, qui firent des traités, ce fut une

puissance étrangère qui exerça chez eux ces actes de souveraineté, en maîtrisant les dépositaires de leur autorité. Ainsi, sous l'aristocratie, la Suède n'eut point l'éclat que lui avoient communiqué la valeur de Gustave Adolphe, l'impétuosité de Charles X, & l'héroïsme de Charles XII; elle n'eut que la honte de ses défaites & l'avilissement de la corruption.

Elle domina, à la vérité, sur son roi; mais il fut le seul auquel elle donna des loix; elle en reçut des autres puissances. Cette époque ne fait pas l'éloge de la domination aristocratique; mais ce n'est pas seulement à cette idée que nous devons nous arrêter, il en est une autre qui mérite encore davantage notre attention, parce qu'elle nous est personnelle; de quoi nous a servi cette politique si louée, si exaltée sous un ministre qui n'est plus? Pendant plus de quinze années, le cabinet de Versailles a tourné toute son attention vers le nord, & y a dirigé son influence.

Qu'en est-il résulté? qu'il a engagé la Suède dans une guerre contre la Russie, qui lui a été funeste; qu'il a tiré le Turc de son sommeil, & l'a excité à deployer ses forces contre la czarine qui en a triomphé; qu'il a retardé en faveur de l'Angleterre un traité d'alliance qui existe aujourd'hui.

Que de maux, que de calamités, se sont
ensuivis

ensuivis de cette politique abominable, de cette fureur de dominer dans un royaume étranger ? La Suède divisée en deux factions qui se sont combattues, & n'ont fait que le malheur du peuple, au lieu de s'occuper à réparer les pertes de l'état, & à remettre l'ordre dans les finances ; un bon prince qui ne demandoit qu'à exister paisiblement, tourmenté, agité sur son trône, & prêt à en descendre pour complaire à son allié ; des torrens de sang répandus, pour se disputer des déserts ou l'empire sur des brigands ; la puissance de la Russie devenue plus redoutable par ses succès.

Qu'a-t-elle empêché cette grande influence dans le nord, dont notre ministère étoit si vain ? A-t-elle prévenu le partage de la Pologne & l'agrandissement de trois états rivaux ? Elle n'a servi qu'à les accélérer. Cependant que de millions ne nous a-t-elle pas coûté ! Que de momens précieux n'a-t-elle pas enlevés aux soins intérieurs de notre empire ! Les sommes immenses que nous versions en Suède, en Turquie, si nous les eussions employées à faire défricher les terres incultes du royaume, à creuser des canaux, à améliorer le sort de nos soldats, à fortifier nos frontières, à perfectionner nos manufactures, n'eussent-elles pas produit un intérêt plus certain pour la France, que ce numéraire perdu chez l'étranger ? Nous eussions été plus riches, & la Suède eût été plus heureuse,

418 *De la Constitution de la Suède.*

si nous ne nous fussions jamais mêlé de son gouvernement. Les subsides qu'elle a reçus de nous, ne l'ont pas dédommagée de ses pertes d'hommes, de vaisseaux & d'argent, que nos funestes conseils lui ont occasionnées. Nous ne savions pas nous gouverner, & nous voulions gouverner les autres! Nous donnions notre argent aux sénateurs de Suède, n'aurait-il pas été plus sage d'en exiger de ceux qui, sous ce titre, s'exemptoient de payer l'impôt? Au lieu de corrompre les dépositaires de l'autorité qui régissoit la Suède, n'aurions-nous pas mieux fait de purifier ceux qui exerçoient la justice dans nos provinces? Au lieu de multiplier nos pensionnaires chez l'étranger, n'eût-il pas été plus prudent de limiter le nombre de ceux qui se propageoient dans notre patrie?

Il faut l'espérer, elle va être bannie pour jamais cette politique meurtrière qui fait naître la guerre où devrait régner la paix; qui épuise les citoyens pour soudoyer les sujets d'un autre souverain; qui transformoit les représentans de nos rois en agens de la fraude, de la perfidie & de la séduction. Hélas! c'est par une suite de ces erreurs politiques, que nous avons grossi cette dette immense qui a creusé devant la monarchie le gouffre profond dans lequel il faut aujourd'hui ensevelir tant de richesses pour le combler!

XIV^e DISCOURS.

DE la Révolution de Suède en 1772.

DE toutes les révolutions que la Suède a éprouvées dans sa constitution, la plus extraordinaire, & qui mérite le plus notre attention, c'est celle que nous allons observer dans son plan, dans son exécution & dans ses conséquences.

On n'a point oublié ce que j'ai exposé de la situation de cette monarchie, depuis la mort de Charles XII; on se rappelle que la nation, après avoir baissé un front humilié sous la puissance de deux despotes, avoit relevé sa souveraineté du sein des malheurs, & donné la couronne à deux princes étrangers qui consentirent à la porter, à la condition de ne régner que sous l'empire des loix & d'une diète, dont la présence seule suspendoit leurs pouvoirs.

On a vu le père du roi régnant, forcé de condescendre à toutes les demandes, à toutes les prétentions des états, & son autorité paternelle fléchir devant celle de l'aristocratie la plus oppressive.

Combien ces états si absolus dans leur volonté, étoient loin de penser que le jeune prince auquel

ils enlevoient un *sous-gouverneur*, sous le prétexte que son emploi étoit superflu, à qui ils interdissoient toute communication avec un précepteur, deviendrait le souverain absolu de la Suède, & anéantiroit leur puissance! C'est pourtant ce qui est arrivé en 1772, sans combat, sans effusion de sang.

Un pareil évènement qui étoit hors de toute vraisemblance, peut nous fournir une grande leçon, & apprendre aux nations qu'elles ne doivent pas se reposer sur la force de leurs constitutions, & s'endormir dans une funeste sécurité : ce n'est pas tout que de limiter l'autorité des rois, il faut étendre le bonheur public, il faut prévoir l'inconstance humaine, & calculer que, si elle se lasse même du bien, elle est encore plus disposée à changer de malheurs.

A son retour de France, dans ses états, le roi de Suède passa par la Prusse, & alla voir son oncle à *Posdam*. On pourroit croire, & même il se répandit assez généralement, que le héros du nord, le plus absolu des rois, engagea ce jeune prince à briser le joug sous lequel sa tête royale alloit être asservie; il est cependant très-vrai que, loin de lui donner un conseil aussi dangereux, il applaudit à la résolution que Gustave III lui fit paroître de gouverner suivant les loix de Suède, sans aspirer à la moindre augmentation de pouvoir : ainsi c

marque si rusé, fut la dupe de l'air de franchise d'un jeune prince qui alloit monter sur le trône. Celui qui savoit déjà tromper le roi de Prusse, & surprendre son suffrage, devoit avoir l'art de dérouter de vieux sénateurs & des bourgeois confians.

Voici le portrait qu'en fait Shéridan : « il avoit
 » environ vingt-cinq ans, lorsqu'il fut proclamé
 » roi ; les talens qu'il reçut de la nature, capables
 » d'illustrer quelque rang que ce fût, semblèrent
 » s'adapter plus particulièrement à celui qu'il de-
 » voit occuper. La douceur & la force de son
 » éloquence, ses manières engageantes, & une
 » adresse insinuante lui gagnoient les cœurs de
 » ceux qui ne le voyoient qu'en public. L'étendue
 » de ses connoissances & la profondeur de son
 » jugement captivoient l'admiration de ceux qui
 » avoient l'occasion de le voir de plus près ; mais
 » ni les uns ni les autres ne soupçonnoient encore
 » ce génie pour la politique, cet esprit courageux
 » & entreprenant qui l'ont distingué depuis. On
 » s'attendoit encore moins que ce prince, en em-
 » ployant ce génie au soutien de ses intérêts par-
 » ticuliers, ne perdrait jamais de vue le bonheur
 » de son peuple.

» Indifférent pour les plaisirs, sans en être l'en-
 » nemi, on le voyoit goûter les amusemens d'une
 » cour sans en être dis-
 » lieu de l'applicati-
 » ver, au mi-
 » e.

» l'aisance & les graces qui font briller dans un
» cercle ».

» Sous l'apparence du patriotisme le plus dé-
» sintéressé, il cachoit une ambition aussi grande
» que ses talens ; & le zèle pour le bien de ses
» sujets, couvroit si bien ses projets contre la
» liberté, qu'ils devoient échapper à la pénétra-
» tion la plus habile ».

Il faut l'avouer ; si ce portrait est fidèle , nous ne devons pas nous étonner que Gustave III soit parvenu à l'emporter sur le sénat de Suède , dans une lutte de la monarchie contre l'aristocratie.

Cependant que d'obstacles n'eut-il pas à vaincre ! de combien de fausses apparences n'eut-il pas à se couvrir pour arriver à son but !

Une nouvelle diète étoit convoquée ; les deux partis qui avoient divisé la dernière , reparoissoient avec les mêmes affections. M. de Vergennes , sous le titre d'ambassadeur , étoit venu faire tête aux ministres de Russie & d'Angleterre ; il étoit fortifié par l'arrivée d'un ministre de Madrid ; l'ordre de la noblesse étoit pour la cour , mais il n'étoit pas assez puissant pour renverser la constitution , & il n'étoit pas sûr qu'il en eût le desir.

L'ordre de la bourgeoisie étoit irrité contre le sénat qui avoit posé pour maxime , que tous les grands offices de l'état ne pouvoient être possédés que par des nobles.

Le roi avoit le plus grand intérêt à ce que le sénat qui avoit été recréé par son père, subsistât ; s'il se montrait ouvertement pour ce corps , il excitoit la défiance de la bourgeoisie ; s'il paroissoit favoriser les prétentions de l'ordre de la noblesse , il tournoit contre lui les partis opposés. Dans cette situation embarrassante , il tâcha de conserver les dehors d'une parfaite neutralité ; au lieu d'accélérer le travail de la diète , il en retarda les opérations , en nourrissant les rivalités , & en se réservant le rôle de conciliateur ; de sorte que le mal sembloit toujours naître des autres , & le bien de lui seul.

Il alla jusqu'à proposer aux ministres des cours étrangères de l'aider à concilier ces intérêts opposés ; souvent il affecta de les rassembler à sa cour pour un objet auquel il paroissoit attacher une grande importance ; il savoit , par ce moyen , faire illusion & à ses sujets , & à ceux qui les divisoient.

Le grand point de difficulté qui partageoit la diète , étoit de savoir si l'on ajouteroit quelques articles aux engagements qu'avoit signé Frédéric en 1752. Trois ordres prétendoient qu'il y avoit eu depuis ce tems plusieurs loix nouvelles , & qu'il étoit nécessaire de les rappeler dans la formule qu'on exigeroit de sa majesté
nement ; la noblesse seule insista

fit aucun changement; & elle soutenoit que c'étoit là un des points qui exigeoient le consentement unanime des quatre ordres de l'état.

Le roi, au lieu d'applanir ces difficultés, représentoit avec la contenance du regret, combien il en étoit affligé. « Si mes intentions, disoit-il, » étoient moins pures, moins innocentes; si mon » cœur n'étoit rempli du plus tendre amour pour » mon pays, pour son indépendance, sa liberté » & sa gloire, je pourrois épier tranquillement » l'occasion de tirer avantage, comme quelques- » uns de mes prédécesseurs, de la désunion de » mes sujets, aux dépens de leur liberté & de » leurs loix ». Ce qu'il disoit pouvoir faire, il le faisoit réellement.

Mais, ce qu'il y a de plus étonnant, & ce qui est digne de remarque, c'est que rien ne contribua plus à l'élévation du roi, que le renversement du parti qui lui étoit favorable; tant il est vrai qu'en politique, il ne faut pas arrêter son opinion sur les circonstances du moment, ni calculer l'avenir sur le présent. Le talent de prévoir les ressources qui doivent naître du malheur même, est ce qui caractérise les négociateurs habiles & les véritables hommes d'état.

Le peuple paroissoit de jour en jour plus mécontent de ce que la diète se prolongeoit sans rien terminer, & il commençoit à prendre en haine une

forme de gouvernement qui mettoit tant d'entraves à la conclusion des affaires.

Le parti triomphant voulut juger les opérations du sénat; il déclara qu'il avoit abusé de la confiance des états, & il en cassa tous les membres, sans distinction, contre l'avis des ministres de Russie & d'Angleterre, qui vouloient que l'on fit une exception en faveur de ceux qui leur étoient affidés.

Ainsi, à peine Gustave III étoit-il monté sur le trône, qu'il vit ce sénat qui avoit coûté tant d'intrigues, tant d'argent à la France; pour la composition duquel Frédéric II avoit exposé sa couronne, s'écrouler sous ses yeux.

Tous ces sénateurs indignement expulsés, se présentèrent au roi qui, en paroissant les plaindre & gémir de l'impuissance où il étoit de les protéger, se les attachoit davantage; ceux dont l'affection s'étoit partagée entre le monarque & la constitution, la tournèrent alors toute entière pour Gustave. Cependant ce prince jouissoit intérieurement de la haine que son parti portoit à l'autre, & du délire de celui qui lui étoit opposé.

Dans cet intervalle, il assembla un corps d'environ cent cinquante officiers, sous de
les exercer à des manœuvres n
le fait, pour les attacher à se
leurs dispositions; son affab

tion, & les remplit de zèle pour sa cause. Un incident vint favoriser les projets du prince ; il y eut dans le royaume une cherté accidentelle de grains, qui réduisit les habitans à la plus grande détresse. On répandit parmi le peuple que la disette étoit l'effet de la négligence des états, qui auroient pu la prévenir en introduisant des grains étrangers.

Le royaume retentit des plaintes de toutes les provinces. Si l'on en croit M. Shéridan, les états n'avoient point de reproches à se faire ; ils avoient donné des ordres pour qu'on distribuât des blés dans tous les départemens ; mais ces ordres avoient été contrariés & suspendus par des ordres de la cour.

Une accusation si grave ne peut être adoptée sans preuve, quel que soit le mérite de l'écrivain qui la présente. Quoi qu'il en soit, les ennemis des états s'étendoient & se propageoient de provinces en provinces, tandis que les partisans d'une nouvelle administration grossissoient autour du roi, qui avoit l'art d'entretenir dans une sécurité parfaite ceux qui l'observoient de plus près.

Ses deux frères étoient alors dans les provinces de *Scanie* & d'*Ostrogothie*, où ils résidoient sous divers prétextes. Leur but réel étoit de gagner la confiance des officiers & des soldats.

Le moment d'opérer la révolution devenoit d'un instant à l'autre plus pressant ; l'intention du roi,

quelque secrète qu'elle fût, commençoit à être pénétrée; les ministres des deux cours rivales de la France, plus habiles par état dans l'art d'épier les desseins des princes que les membres de la diète, les en avoient avertis; mais ils étoient encore si enivrés de leurs succès, ils se croyoient si sûrs de leurs lumières, qu'ils daignoient à peine faire quelque attention aux avis que des étrangers leur donnoient.

Comme l'évènement projeté ne pouvoit pas être conduit à sa fin, sans mettre dans la confidence quelques sujets capables d'en favoriser l'exécution, le roi, après s'être assuré des dispositions d'un capitaine qui avoit le commandement de la forteresse de *Christianstadt*, lui fit part de son dessein. Il fut convenu qu'après avoir excité les troupes qu'il commandoit à la révolte, il feroit fermer les portes de la forteresse, & se prépareroit à la défendre; qu'un officier qui auroit l'air de s'être échappé, iroit avertir le prince Charles, & lui feroit connoître l'importance de rassembler les troupes sur le champ, pour aller étouffer la révolte naissante.

Ce plan fut parfaitement suivi; les régimens obéirent volontairement au frère du roi, qui, dans toute autre circonstance, n'auroit pas eu le droit de les faire marcher. Bientôt la nouvelle de la rébellion du commandant de *Christianstadt* arriva à

Stockholm ; le roi en parut très-affecté, il se mit à la tête de la cavalerie bourgeoise, qui avoit ordre de faire la patrouille dans les rues ; il montra le plus grand zèle à tous les citoyens, se concilia l'amour de tous les habitans dont il partageoit le service ; il n'y avoit pas un officier qui, s'offrant à sa rencontre, ne reçût des témoignages de son affabilité.

Le 19 Août 1772, fut le jour où Gustave III se détermina à reconquérir ouvertement la souveraineté : tous ceux qui étoient attachés à sa cause, furent avertis de se rendre le matin à son palais. Avant dix heures, le roi monta à cheval, passa en revue le régiment d'artillerie. A son retour, le détachement qui devoit monter la garde ce jour-là, s'étant mis sous les armes, sa majesté fit entrer tous les officiers dans la salle des gardes, & leur adressa la parole avec cette éloquence qui émeut. Il leur peignit de la manière la plus vive, le malheureux état du royaume, les entraves dans lesquelles le tenoit l'or des puissances étrangères, les dissensions & les troubles qui en étoient résulté, & qui avoient déchiré la diète pendant quatorze mois ; il les assura que son unique but étoit de mettre fin à ces désordres, de bannir la corruption, de rétablir la vraie liberté ; il leur protesta, dans les termes les plus forts, qu'il renonçoit à tout pouvoir absolu, ou à ce que les Suédois appellent *sou-*

vérité ; il finit par ces paroles : « Je suis obligé
 » de défendre ma propre liberté & celle du
 » royaume contre l'aristocratie qui règne ; voulez-
 » vous m'être fidèles comme vos ancêtres l'ont été
 » à Gustave Vasa & à Gustave Adolphe ? alors je
 » risquerai ma vie pour votre bien & celui de mon
 » pays ».

Les officiers, qui pour la plupart étoient entrés dans le parti du roi, s'empresèrent de jurer de lui être fidèles. L'un d'eux, cependant, nommé *Cederstron*, alléqua, pour s'en dispenser, qu'il avoit depuis peu de tems prêté serment de fidélité aux états, & qu'il ne pouvoit par conséquent prêter à sa majesté celui qu'elle exigeoit. Le roi le regardant d'un œil sévère, lui dit : *songez à ce que vous allez faire*. *Cederstron* répliqua : « j'y
 » songe, & ce que je pense aujourd'hui, je le
 » penserai demain ; si j'étois capable de violer le
 » serment par lequel je me suis engagé envers les
 » états, je serois également capable de manquer
 » à celui qu'exige de moi votre majesté ».

Le roi lui enjoignit de remettre son épée, & lui ordonna les arrêts ; mais bientôt après, craignant l'impression que pouvoit faire sur les officiers la conduite ferme & résolue de *Cederstron*, il radoucissait sa voix, & lui dit « que pour preuve de sa con-
 » fiance & de la bonne opinion qu'il avoit de lui,
 » il lui rendoit son épée sans insister ».

» ment, & qu'il le prioit seulement de le suivre
» ce jour-là ».

Céderstron conservant sa fermeté héroïque, répondit à sa majesté qu'elle ne pouvoit mettre sa confiance en lui, & qu'il la supplioit de le dispenser du service.

J'ai cru devoir ne pas omettre ce trait historique, parce que l'antiquité ne nous offre rien de plus imposant; & si un jour la dernière révolution de la Suède faisoit le sujet d'une action dramatique, une des plus belles scènes qui pourroit être exposée au théâtre, seroit cette noble résistance d'un simple gentilhomme, qui seul se montre attaché à son serment, & ne se laisse intimider ni par la menace de son roi, ni séduire par son air d'affection & de confiance.

Cependant, ce n'étoit pas assez que d'avoir gagné les officiers, il falloit s'assurer des soldats. Le roi s'avança vers eux, leur tint à peu près le même discours qu'il venoit de prononcer; les soldats lui répondirent par de grandes acclamations; une seule voix s'écria *non*, mais elle fut perdue dans le bruit général.

Quelques émissaires avoient répandu dans la ville que sa majesté étoit arrêtée; cette fausse nouvelle avoit attiré le peuple en foule vers le palais. En voyant le roi, ce peuple exprima sa joie par des acclamations réitérées. Cette disposition devint le pronostic d'un plein succès.

Ou s'assura dans l'instant même des sénateurs; ils avoient vu, des fenêtres de la chambre du conseil, ce qui se passoit à la parade devant le palais, & curieux de la cause de ces acclamations, ils descendoient pour s'en éclaircir, lorsque trente grenadiers, la bayonnette au bout du fusil, leur notifièrent *que le bon plaisir de sa majesté étoit qu'ils demeurassent où ils étoient*; ils se plaignirent hautement, mais on ne leur répondit qu'en fermant la porte sur eux.

Lorsque le comité secret eut appris que le sénat étoit arrêté, il se sépara de lui-même, chacun de ses membres chercha à pourvoir à sa propre sûreté. Alors le roi monta à cheval, & suivi de ses officiers, d'un gros corps de soldats & d'un grand nombre d'habitans, se rendit aux autres quartiers de la ville où étoient postées les troupes qu'il avoit ordonné de rassembler; il les trouva routes également disposées à embrasser sa cause, & reçut leur serment de fidélité. A mesure qu'il s'avançoit, il annonçoit au peuple qu'il n'avoit d'autre but que celui de le défendre, de sauver son pays, & que s'il ne vouloit pas lui donner sa confiance, il quitteroit le sceptre & abdiqueroit la royauté. Il étoit tellement chéri des habitans, qu'ils le conjuroient les larmes aux yeux, & quelques-uns même à genoux, de ne les point abandonner.

Je n'ai pas besoin d'ajouter que sa majesté étoit

très-disposée à se rendre à des prières si vives. En moins d'une heure, elle fut maîtresse de toutes les forces militaires de *Stockholm*. On distribua de la poudre & des balles aux soldats; on tira de l'arsenal plusieurs pièces de canon, qui furent placées au palais, sur les ponts, & dans d'autres endroits de la ville, mais particulièrement à toutes les avenues qui y conduisoient. Des soldats y étoient postés avec leurs mèches allumées; toute communication au-dehors fut fermée, & il ne fut permis à personne de sortir de la ville, sans un passe-port.

On afficha dans toutes les rues une déclaration du roi, par laquelle sa majesté exhortoit tous ses fidèles sujets & habitans à demeurer tranquilles spectateurs de toutes les mesures qu'exigeoit la sûreté publique, & leur enjoignoit de rester dans leurs maisons, & d'en tenir les portes fermées.

On dépêcha un officier, portant ordre au régiment *Dupland* & à celui de *Sudermanie*, qui n'étoient qu'à quelques heures de marche de *Stockholm*, de retourner dans leur quartier, & à l'officier-commandant, qui étoit le plus attaché au sénat, de se rendre sur le champ à *Stockholm*. Ces ordres furent exécutés avec d'autant plus de docilité, que le roi ayant eu l'attention de ne laisser sortir personne de la ville, ces troupes ignoroient ce qui venoit de s'y passer, & que les ordres don-
nés

nés dans cette occasion , étoient contre-signés du secrétaire d'état.

Outre les sénateurs qu'on avoit retenus dans des appartemens séparés du palais, le général *Rudbeck*, & plusieurs du parti opposé au roi, furent mis aux arrêts, aucun d'eux n'opposa la moindre résistance.

Les partisans du roi devinrent si nombreux, que tout ce qu'on rencontroit portoit, noué à son bras, un mouchoir blanc, à l'imitation de sa majesté, qui, au commencement de l'entreprise, avoit donné cet exemple.

La nuit suivante, le roi la passa à faire la ronde dans la ville, où les troupes restèrent sous les armes. Le lendemain, plusieurs milliers d'habitans s'assemblèrent pour prononcer le serment qu'avoient fait la veille les officiers & soldats.

Lorsque le roi arriva, il se fit un profond silence; il étoit à cheval, & avoit l'épée à la main. Il s'avança au-devant du peuple, déclara que son unique but étoit de rendre la tranquillité à sa patrie, d'abolir la forme *aristocratique* du gouvernement, de faire revivre l'ancienne liberté suédoise. « Je renonce, ajouta-t-il, à toute idée d'un despotisme abhorré, à ce qu'on appelle souveraineté, » faisant consister ma plus grande gloire à être le » premier citoyen d'un peuple vraiment libre »

Le peuple, qui depuis Charles XII n'avoit mais entendu son roi parler suédois, l'écouta

l'admiration que devoit lui inspirer une démarche aussi nouvelle. Le roi fut souvent interrompu par des acclamations ; il lut ensuite le serment qu'il faisoit au peuple , & celui que le peuple devoit lui prêter. Les héraults se rendirent ensuite dans tous les quartiers de la ville, pour y proclamer une assemblée des états pour le jour suivant , avec menace contre tout membre qui oseroit s'absenter, d'être regardé & puni comme traître à la patrie.

Le lendemain, un détachement de gardes reçut ordre d'occuper la chambre où s'assembloient les nobles ; le palais fut investi de tout côté par des troupes ; des canons furent braqués dans la cour qui fait face à la salle où les états se réunissent. On ne permit point aux différens ordres de se rendre dans leurs chambres, & de marcher précédés de leurs orateurs , comme c'est l'usage.

Le roi assis sur son trône, environné de ses gardes & d'une troupe nombreuse d'officiers, adressa aux états une harangue, dans laquelle il peignit des plus vives couleurs les excès, les désordres & les malheurs dans lesquels avoit été plongée la nation, par les divisions des partis ; il leur rappela les peines qu'il s'étoit données pour les accorder, & l'ingratitude dont ils l'avoient payé ; il insista sur l'infamie dont ils s'étoient couverts par leur vénalité publique , par la bassesse qu'ils avoient eue de sacrifier à l'or étranger les

intérêts les plus chers de la patrie, & s'élevant tout-à-coup au milieu de son discours, il s'écria : *Si quelqu'un de vous peut nier ce que j'ai avancé, qu'il se lève & qu'il parle.*

Personne n'osa répondre, & quand bien même l'assemblée n'eût pas été retenue par la crainte, il y avoit tant de vérités dans ces reproches, qu'il eût été difficile d'en nier la justesse.

Sa majesté ordonna alors à un secrétaire de lire la nouvelle forme de gouvernement qu'elle proposoit : elle contient cinquante-sept articles.

Dans son histoire de la révolution, M. Shéridan n'en rapporte que quatre, qu'il dit suffire pour faire connoître tous les autres, & donner une idée de la constitution actuelle de Suède ; cependant on seroit induit en erreur, si l'on en jugeoit d'après l'analyse qu'il donne de ces quatre articles.

Il est bien vrai que par l'article 38, le roi a seul le droit de convoquer les états ; mais il ne peut pas, comme le dit M. Shéridan, *les séparer à volonté*, puisque l'article 46 porte, qu'ils dureront trois mois au plus, & qu'au bout de ce terme le roi pourra les dissoudre ; en vain, pour justifier cette assertion, diroit-on qu'en 1778, le roi se permit de les séparer par sa seule volonté : distinguer le droit d'avec le fait, & ne pas l'un par l'autre.

Il n'est pas vrai non plus *que le roi soit*

de prolonger les impositions qu'il aura établies de sa seule autorité, parce que « ces impositions nouvelles ne peuvent, suivant l'art. 45, être exigées » que dans le cas où le royaume se trouveroit » attaqué, & qu'aussi-tôt que la guerre sera finie, » les états doivent s'assembler, & les impôts établis, pour raison de la guerre, cesser sur le » champ ».

Par l'article 48, le roi ne peut point déclarer ni faire la guerre sans le consentement & l'approbation des états.

Sa majesté Suédoise ne s'est pas piquée d'une grande exactitude sur cet article; car la guerre dans laquelle elle est aujourd'hui engagée, avec la Russie, a été déclarée sans le consentement des états, & plusieurs membres du sénat ont été depuis privés de leur liberté & de leurs dignités, pour avoir réclamé contre cette première infraction à la constitution.

Lorsque les articles de la nouvelle forme de gouvernement eurent été lus, le roi demanda aux états s'ils l'approuvoient. Il ne faut pas oublier que dans le moment où le monarque faisoit cette question, il étoit entouré de gardes armés, que des canons chargés étoient pointés sur la porte des états, que la salle étoit environnée de soldats, qui venoient de jurer fidélité à Gustave; aussi tous les ordres lui répondirent-ils par des accla-

mations. Un seul membre de la noblesse se leva ; pour proposer de limiter les contributions à un certain nombre d'années ; le maréchal de la diète refusa de mettre cette motion en délibération sans le consentement du roi , qui témoigna le desir qu'il avoit que les nobles eussent , dans ses soins paternels , la même confiance que les autres ordres , qui n'avoient point proposé cette limitation.

Le maréchal de la diète & les orateurs des trois ordres , qui suivent la noblesse , signèrent la forme de gouvernement dont ils venoient d'entendre la lecture , & les états prêtèrent au roi le serment que sa majesté leur dicta.

Aurai-je le courage d'ajouter ce qui termina cette scène extraordinaire ? Ne dégraderai-je pas un monarque qui , depuis trois jours , s'étoit montré sous des traits héroïques à toute sa capitale ? Mais observons que les Suédois sont très-superstitieux , qu'un roi législateur qui veut se concilier le respect & la soumission de tous ses sujets , ne doit point négliger les plus petits moyens de captiver les esprits , & ne nous étonnons plus , après cela , que Gustave III , qui la veille s'étoit avancé au-devant des habitans de Stockholm , monté sur un cheval & l'épée nue à la main , pour recevoir leurs sermens , tira , le jour où il déployoit , au milieu des représentans de sa nation , toute l'autorité royale , *un livre de prières* , ôta sa couronne

& entonna un *te deum*, qui fut très-dévoirement chanté par toute l'assemblée.

Ainsi se termina la fameuse & dernière révolution de Suède, qui fut accueillie dans toutes les provinces.

Les sénateurs qui avoient été arrêtés prêtèrent le serment de fidélité, & furent à l'instant mis en liberté. Le roi récompensa au-delà de leurs espérances tous ceux qui avoient secondé son projet, mais il se montra noble & généreux envers ceux qui lui avoient été le plus opposés; il conserva même à plusieurs d'entr'eux des emplois très-importans.

Une lecture assez curieuse pour les philosophes qui veulent approfondir le caractère des hommes, c'est celle des discours que prononcèrent le maréchal de la diète, qui fait fonction d'orateur pour la noblesse, & ceux des trois autres ordres, lorsque le roi, en congédiant les états, les flatta de l'espérance de les convoquer dans six ans.

Ces députés qui, trois jours avant, faisoient la loi à leur monarque, qui l'auroient arrêté & déposé, s'ils eussent connu ses projets, qui donnoient exclusivement des ordres aux régimens, qui accorderoient les grades, les honneurs, qui fixoient les impôts; qui pouvoient se perpétuer, se rassembler à leur gré, qui destituoient les sénateurs lorsqu'ils leur déplaisoient, qui se faisoient solliciter par trois puissances rivales, pour accorder ou refu-

fer un traité d'alliance, & qui, le 21 Août, se virent contraints de se réunir dans une même salle, sans honneurs, sans cortège, pour y entendre les vérités les plus dures, pour y souscrire un plan de constitution tout rédigé, qui les dépouilloit de leur autorité, qui les obligeoit de s'en retourner chacun dans le lieu de leur résidence comme de simples sujets, adressèrent au roi, devenu souverain, les témoignages du respect & de la reconnoissance.

L'orateur du clergé s'écrioit : « heureux le peuple Suédois de voir dans votre majesté l'instrument employé par le ciel pour affranchir la liberté suédoise de tout ce qui pouvoit l'avilir & la dégrader ! Heureux les états de Suède de pouvoir, malgré ce changement, prendre congé du roi avec autant d'assurance & de liberté qu'ils en ont eues la première fois qu'ils l'ont vu » !

L'orateur de l'ordre des bourgeois disoit au roi : « cette assemblée des états a vu arriver le moment d'où le bonheur & l'indépendance de la Suède dateront désormais & formeront une époque nouvelle : depuis l'avènement de votre majesté à la couronne, elle a continuellement raffermi les fondemens du gouvernement »

L'orateur des payfans, dont le discours n'avoit au moins une idée, s'exprima ainsi

» clôture d'une diète aussi longue qu'heureuse
» dans sa conclusion, l'ordre des paysans ne s'ap-
» proche du trône qu'en se rappelant, avec la
» plus profonde vénération, que le royaume,
» tout près de sa destruction, doit uniquement
» son salut au zèle & aux tendres soins de votre
» majesté; que par eux il s'est établi *une balance*
» *de pouvoir qui manquoit jusqu'à présent au gou-*
» *vernement* ».

Je ne parle pas du discours prononcé par le maréchal au nom de la noblesse, parce qu'il ne contient que des assurances de vénération, que des protestations de fidélité.

J'ai donné ces extraits, pour faire voir que les hommes sont par-tout sujets aux mêmes affections; que dans la prospérité ils s'encouragent par leurs succès, qu'ils sont fiers, indépendans, jaloux d'une autorité sans limite, qu'ils se plaisent à exercer le pouvoir, à annuler, à anéantir tout ce qui n'émane pas de leur création; mais que lorsqu'une force supérieure s'élève tout-à-coup & les intimide, ils deviennent souples & rampans, & se dégradent jusqu'à louer ce qui excite intérieurement leur dépit. Je ne trouve, dans l'histoire de cette révolution, que deux grands hommes, Gustave III, qui, au risque de sa couronne & de sa vie, reprend son autorité sur des états qui s'étoient avilis devant l'or des étrangers, &

le brave *Cederstron*, qui a le courage de refuser au roi de lui prêter un serment contraire à celui que les états ont reçu de lui, & qui, après avoir bravé la colère du prince, résiste à sa confiance & à l'invitation généreuse qu'il lui fait de le suivre : j'ignore si Gustave a conservé dans son emploi ce noble guerrier, mais il étoit de la grandeur du monarque d'honorer une vertu si rare.

J'examinerai dans le discours suivant les articles de cette constitution établie par la force, souscrite par la terreur, approuvée d'avance par le délire : bornons-nous dans ce moment à recueillir toutes les réflexions que présente l'évènement que je viens de décrire.

Nous avons vu un roi dans les liens de la plus étroite dépendance, compté pour rien par la diète, par les ministres étrangers, hors d'état de protéger ses sujets les plus affidés, placé entre deux partis qu'il ne pouvoit ni défendre, ni concilier, s'élever tout-à-coup à une autorité suprême, & mettre à ses pieds cette puissance orgueilleuse qui dominoit sur lui & sur toute la nation ; qui réunissoit dans sa main les pouvoirs législatifs & exécutifs, & la force militaire. Comment cette révolution inattendue s'est-elle opérée ? Trois jours ont suffi pour sa conclusion ; mais par combien de moyens s'est-elle préparée ? Il a fallu d'abord que Gustave III fût né avec une ame ambitieuse, qu'il fût cacher le desir qu'il nourrissoit

de devenir un véritable souverain, qu'il eût l'art de gagner l'affection de ses sujets par un extérieur affable, par des dehors communicatifs, par une apparence d'intérêt pour les misères du peuple.

Ce n'étoit pas encore assez de se montrer agréable aux Suédois, pour les disposer à adopter une nouvelle forme de gouvernement, il étoit nécessaire de les dégoûter de celle qui subsistoit depuis deux règnes. Gustave y parvint en prolongeant les divisions qui existoient entre deux factions puissantes; il attacha davantage à ses intérêts celle des deux qui fut opprimée par l'autre; plus le parti triomphant se montra injuste envers ses adversaires, plus le mécontentement de ceux-ci donna d'ennemis à la faction dominante.

Le peuple, & sur-tout celui des campagnes, pouvoit encore rester neutre au milieu de ces querelles d'ambition, de vanité; il fallut trouver un moyen de l'y intéresser, de le faire sortir de son calme; ce moyen n'est malheureusement que trop connu, que trop usité, ce fut de lui faire sentir le besoin de l'aliment de première nécessité. A l'aide de cet art abominable, on est sûr de le mettre en fureur, de l'aveugler dans son ressentiment, dans sa vengeance; malheur alors à tous ceux qui ont part à l'autorité, il les accuse, il les poursuit tous, sans examen, sans distinction, il les rend responsables des accidens de la nature. « Votre premier soin, votre principal devoir,

» dit-il aux administrateurs, est de faire en sorte que
» nous vivions, nous mourons de faim, donc
» vous êtes coupables; » ce raisonnement qui
paroît vague n'est pas sans vérité.

La Suède éprouvant une disette, ce que les états pouvoient faire de mieux c'étoit d'acheter des blés, d'en faire distribuer dans toutes les provinces; mais si on arrête, par des intrigues secrètes, ces envois, si on en contrarie l'égale répartition, alors les états perdent le fruit de leur prévoyance, & le soulèvement a toujours son effet; moins le roi a d'autorité dans le gouvernement, plus il est à l'abri de tous murmures, de tous reproches, & plus la haine retombe de tout son poids sur ceux qui ont la puissance. Pour peu alors que le prince montre de sensibilité, que ses émissaires parlent de regrets qu'il a de n'être pas à même de soulager son peuple chéri, on s'anime du desir de le revêtir d'une autorité dont il auroit mieux usé.

Ce n'est pas tout que d'avoir donné des ennemis aux dépositaires de la puissance publique, d'avoir excité contr'eux le ressentiment du peuple, il existe une force armée, qui a juré fidélité aux ordres des états, qui reçoit d'eux sa solde, qui ne s'élève en grade que sous son influence; il faut se l'attacher, lui faire fausser ses sermens. Comment ver à un point si important? Le prince n'y parra qu'en se conciliant l'affection des officiers, se montrant aux soldats, qu'en marchant

quefois à leur tête, qu'en leur faisant voir dans leur roi un général, qu'en leur donnant des encouragemens ; mais s'il n'y a pas de guerre au-dehors, il n'est pas aisé de les rassembler, d'exciter leur zèle ; il faudra donc recourir à une nouvelle ruse, feindre un trouble intérieur, une sédition, créer au moins l'apparence d'un danger qui fournisse le prétexte dont on a besoin ? A qui confier le rôle d'un révolté ? Où trouver un chef, un commandant qui veuille s'exposer à périr sur l'échafaud, pour servir l'ambition d'un roi sans autorité, qui ne pourra pas même sauver les jours du coupable, s'il ne réussit pas dans ses desseins ? Comment espérer de rencontrer des généraux qui, sous l'apparence d'aller arrêter la révolte, s'empareront de l'esprit du soldat, & le retiendront dans l'inaction ? Il faut pour cela découvrir le commandant d'un fort ou d'une citadelle, mécontent du gouvernement, & dont l'orgueil irrité nourrisse le projet de la vengeance ; il faut avoir des frères ou des parens très-proches, qui ayent intérêt à vous élever à une grande puissance. C'est ce concours de moyens que fut employer Gustave III, & à l'aide desquels il parvint à rendre le sénat odieux, la diète méprisable, à animer le peuple en sa faveur, & à s'emparer de la force militaire.

Détournons maintenant nos regards de la Suède, & arrêtons-les pour un moment sur notre patrie, pour juger du degré de possibilité ou d'impossibi-

lité d'opérer en France une révolution semblable à celle que nous venons de voir.

Nous ne pouvons pas nous dissimuler qu'une multitude d'ouvriers, d'artisans ne souffrent que le commerce ne languisse, que le numéraire ne soit rare; mais ces souffrances, cette langueur, cette rareté, ayant pour première cause une administration passée, & la nécessité d'en substituer une plus équitable, il n'est pas presumable que la partie éclairée du peuple impute à ses représentans actuels son infortune présente. Les habitans des provinces, qui éprouvent déjà un soulagement d'impôts, & qui se complaisent dans l'idée de recueillir de nouveaux bienfaits de la constitution, feroient bien éloignés de seconder le projet d'en arrêter l'achèvement & l'effet.

Le soldat dont on avoit flétri l'ame par des châtimens honteux, auquel on avoit interdit cet espoir de s'élever aux premiers grades par son courage, espoir qu'il auroit fallu toujours faire luire à ses yeux, quand ce devroit n'être qu'une chimère, ne s'armera point contre une puissance législative, à laquelle il doit de l'adoucissement dans ses punitions, un accroissement de solde, & une perspective qui soutient sa valeur.

Le bourgeois aisé ou industriel, dont les propriétés vont passer sous la sauve-garde d'une loi immuable, en sera le plus zélé défenseur. L'homme assez téméraire pour tenter par la force le rétablif-

sement du pouvoir arbitraire, placeroit donc son espoir dans le mécontentement de la noblesse & du clergé? Mais cet espoir seroit encore mal fondé.

Une grande partie de la noblesse n'avoit ni droits féodaux, ni vastes possessions territoriales; ce que la constitution lui fait perdre de privilèges, est bien compensé par la suppression de l'inégalité des partages: si, d'un côté, elle voit le simple citoyen s'en rapprocher, elle voit de l'autre l'homme titré redescendre jusqu'à elle, & ne plus absorber ses récompenses.

A l'égard du clergé, il présente encore moins de ressources au projet dont il s'agit; cette milice du culte religieux étoit placée dans une hiérarchie oppressive & injuste pour le plus grand nombre.

La multitude active & laborieuse, en cultivant le champ abandonné à ses soins, n'y recueilloit que des peines, que des humiliations, tandis que des observateurs dédaigneux le traversoient pour gourmander les ouvriers, & en enlever la récolte.

Une partie de cette milice offroit la véritable image des serfs. Le régime féodal y subsistoit dans toute sa force; certainement il n'y a jamais eu plus de distance entre un suzerain & le dernier de ses vassaux, qu'il n'y en avoit entre une éminence & un moine mendiant.

Par la constitution qui vient de détruire cet ordre superbe, cette corporation si puissante, une grande partie de ses membres se trouve affranchie;

une autre, en recouvrant la liberté, échappe encore à la honte de la mendicité : si le riche perd le superflu, le pauvre acquiert le nécessaire qu'il n'avoit pas.

Si donc, d'après ces faits rapprochés, & ces vérités incontestables, le nombre des mécontents dans le clergé est de beaucoup inférieur à celui que favorise la constitution, il n'y point de secours à attendre de ce corps expirant.

Seroit-ce de ce qui constituoit la magistrature, que l'on pourroit en espérer ? Le besoin qu'on avoit d'elle n'existe plus ; c'étoit une digue opposée à un torrent qui est converti en un filet d'eau, qui baigne à peine le sable sur lequel il coule tranquillement.

Que l'on compare maintenant cette foiblesse individuelle à la force défensive, à cet esprit national, à cet amour de liberté, à cet enthousiasme guerrier qui anime toutes les têtes, qui échauffe tous les cœurs, & l'on sentira que le comble du délire seroit de tenter une révolution dans le moment présent ; que le comble de la déraison est de la craindre.

Mais ce qui ne peut arriver sous un règne, peut arriver sous un autre. Nous en avons vu deux s'écouler paisiblement en Suède, sous la précédente forme de gouvernement, nous venons de voir ce qui a occasionné la nouvelle. Profitons des fautes des autres peuples, pour ne pas être exposés à des suites semblables.

La disette est un des grands moyens de révolution; encourageons l'agriculture, & que des magasins toujours approvisionnés dans chaque département, nous mettent à l'abri de cette calamité.

Le journalier, l'artisan, qui n'ont ni avances, ni propriétés, ni économie, passent rapidement du nécessaire à l'extrême indigence; que des ateliers de charité les garantissent toujours du désespoir, & les enlèvent aux conspirateurs; que les nationaux soient toujours employés de préférence à l'étranger, parce que la patrie doit nourrir ses enfans avant d'adopter ceux des autres; que le port d'armes soit interdit à tout individu qui ne peut pas donner une caution à la loi, ou qui n'est pas enrôlé sous l'étendart national; que le corps législatif veille sans cesse à l'exécution de ses réglemens, & ne les modifie que pour leur perfection; que tout citoyen voye toujours la justice comme une divinité accessible, & disposée à l'entendre; que le pouvoir exécutif soit suffisamment armé pour protéger, & jamais assez pour opprimer. Enfin, je ne me laisserai pas de le répéter, que depuis le chef de la nation jusqu'au dernier des citoyens, tous ceux qui vivent sous l'empire de la constitution y trouvent une existence plus heureuse que sous l'arbitraire, & alors, je réponds qu'aucun partisan de l'ancien gouvernement ne tentera en France ce qu'a exécuté si rapidement Gustave III dans ses états.

DISCOURS

XV^e DISCOURS.

*SUITE de la Révolution de Suède en 1772 ;
de sa Constitution , de celle de Danemarck
& de quelques Etats du Nord.*

JE ne rapporterai point les cinquante-sept articles contenus dans le plan de gouvernement présenté par le roi, & souscrit par les états. Je me contenterai d'en faire l'analyse.

Il est convenu par cette nouvelle charte , par ce pacte des Suédois avec le chef de la nation , « que
» la religion à laquelle la Suède rendra un culte
» public , sera celle qui a été expliquée dans la
» confession d'Ausbourg , ainsi qu'il a été statué
» au concile d'*Upsal* ;

» Qu'aucun citoyen ne sera puni dans son honneur , dans sa fortune , ou de la perte de sa vie ;
» sans un jugement préalable , conforme à la loi ;
» Que l'ordre de succession à la couronne ;
» sera suivi conformément à la convention d'hérédité approuvée en 1743 ;

» Qu'après la puissance royale , la plus haute dignité résidera dans le sénat , dont le nombre des membres sera de dix-sept , y compris les

» grandes charges du royaume, & le gouver-
 » neur général de la *Poméranie*; que les sénateurs
 » seront choisis par le roi seul, parmi les fujets
 » nobles, nés en Suède, attachés au royaume
 » par les liens de foi, de fidélité & d'hommage;
 » Que ce sera au roi à gouverner, à maintenir,
 » à protéger les places fortes, les provinces, ses
 » droits & ceux de sa couronne;
 » Qu'il mettra les négociations de paix, d'ar-
 » mistice, ou d'alliance en délibération dans le
 » sénat; que si l'opinion des sénateurs étoit una-
 » niment contraire à celle du roi, sa majesté
 » s'en tiendra à l'avis du sénat; mais si leurs avis
 » sont partagés, sa majesté prendra l'avis qu'elle
 » croira le meilleur ».

Je n'ai pas besoin de faire observer que par cet article, l'unanimité étant exigée pour arrêter la volonté du roi sur des objets si importants, il en devient le maître absolu. Et en effet, il ne lui est pas bien difficile, sur dix-sept sénateurs choisis par lui, d'en amener au moins un à son avis, & de rompre ainsi l'unanimité du sénat.

» Si le roi est étranger, il ne pourra sortir du
 » royaume sans le consentement des états; s'il est
 » Suédois, il suffira qu'il communique son des-
 » sein au sénat; & à moins que l'unanimité ne
 » s'y oppose, il pourra encore suivre sa volonté.

» Dans les affaires qui sont soumises aux tribu-

» naux de justice, aux conseils de guerre , & dont
» la décision suprême appartient à la révision de
» justice, laquelle sera composée de sept sénateurs
» qui auront fait fonctions de juges. Sa majesté
» assistera à ce tribunal , n'aura que deux voix ,
» & sa voix sera décisive lorsque les opinions
» seront également partagées.

L'article IX porte « qu'il appartient à sa ma-
» jesté seule de faire grace , de rendre l'honneur ,
» les biens & la vie dans tous les crimes qui ne
» blessent pas ouvertement *la parole claire de*
» *Dieu* ».

Suivant la lettre de cet article, le roi ne pourroit
faire grace ni à un homicide , ni à un voleur , ni
même à un enfant qui auroit manqué de respect
à son père ; mais on verra bientôt que ce n'est
pas là l'esprit de la loi.

« Tous les emplois supérieurs , depuis celui de
» lieutenant-colonel jusqu'à celui de *feld-maré-*
» *chal* , & toutes les autres places ou grades cor-
» respondans dans l'état ecclésiastique & dans
» l'état civil , seront à la nomination du roi , sur
» une liste que présenteront les sénateurs , & qui
» contiendra les noms de tous les aspirans.

» Quant aux autres emplois , il y fera nommé
» par les collèges , par les colonels, sans égard à
» la faveur, à la naissance.

» Le roi pourra élever à la dignité de noble

» ceux qu'il jugera avoir mérité cette distinction ;
 » mais en considérant que le corps de la noblesse
 » est déjà fort nombreux, il borne à cent cin-
 » quante le nombre des familles qu'il ennoblira.

» Les établissemens connus sous le nom de *col-
 » lèges*, continueront de veiller sur l'administra-
 » tion des provinces, & rendront compte au roi
 » seul, des affaires qui sont sous leurs inspections,
 » ou qui leur sont confiées.

» Les trois parlemens qui sont les tribunaux du
 » roi les plus élevés, où les affaires criminelles
 » des nobles peuvent être exclusivement portées,
 » résideront toujours à *Stokholm*, à *Norkioping*,
 » & à *Abo* ; le premier pour ce qu'on appelle le
 » royaume de Suède, le second pour le royaume
 » de *Gothie*, le troisième pour la grande princi-
 »auté de *Finlande*.

» Toutes commissions avec droit de juger ;
 » tous tribunaux extraordinaires, sont abolis
 » pour l'avenir, comme des moyens qui ne peu-
 » vent que favoriser le despotisme & la tyran-
 » nie ».

Il faut que ce soit-là une grande vérité, puis-
 qu'elle échappe même à ceux qui aspirent le plus
 à une autorité absolue.

« S'il arrivoit qu'une personne d'une très-haute
 » naissance, un sénateur ou un collègue entier se
 » portât à quelque crime contre le roi, le royaume

» ou la majesté de la couronne, & que les cou-
» pables ne pussent être jugés ni par les parlemens,
» ni par le sénat; dans ce cas, on établira un tri-
» bunal du royaume, auquel présidera le roi lui-
» même, ou en sa place le prince royal, ou le
» premier prince héréditaire, ou aussi le plus an-
» cien des sénateurs; & ce tribunal sera composé
» de tous les sénateurs, du feld-maréchal, de
» tous les présidens des collèges royaux, des
» quatre anciens conseillers des parlemens, d'un
» général, des deux plus anciens lieutenans-géné-
» raux, du plus ancien amiral, & des deux plus
» anciens vice-amiraux, du chancelier de cour,
» & des trois secrétaires d'état.

» Le chancelier de justice sera toujours accusa-
» teur; le plus ancien secrétaire d'état fera fonc-
» tion de greffier.

» L'instruction du procès étant faite, ce tribu-
» nal prononcera l'arrêt, à portes ouvertes; après
» quoi, personne ne pourra changer le jugement,
» bien moins encore ajouter à sa rigueur, sauf le
» droit de sa majesté de faire grace ».

Un tribunal composé avec cet appareil, ne peut
pas être comparé à ces commissions ténébreuses,
qui immolent des victimes au desir d'un despote.

« Les princes héréditaires & les princes du
sang, ne peuvent avoir ni apanage, ni gouver-
nement général; ils doivent se contenter d'un

» revenu en argent, qui pour les princes héréditaires ne pourra être moindre de cent mille daller, dont ils jouiront, à compter du jour où ils auront été déclarés majeurs, ce qui doit être à l'âge de vingt-un ans.

» Les princes du sang auront aussi un revenu proportionné à leur naissance, & pourront être décorés des titres des duchés & principautés, sans avoir, pour cela, aucun droit sur les provinces dont ils porteront le nom.

» Le prince royal a entrée au sénat à dix-huit ans.

» Si un prince du sang ou prince héréditaire se marie sans le consentement du roi, ses enfans seront inhabiles à succéder.

» Personne, autre que le roi, n'a le droit de convoquer les états en diète générale, à moins que pendant sa minorité, son tuteur n'exerce ce droit.

» Ces états assemblés sont tenus de respecter & de défendre tout ce qui constitue les prérogatives & l'autorité royale ».

Un article essentiel de la constitution, porte que le roi ne peut faire de nouvelles loix, ni abroger les anciennes, *sans la participation des états.*

Sans doute que Gustave III n'a pas pensé que c'étoit faire participer les états à la création ou à l'abrogation d'une loi, que de les assembler à un

de sa Const., de celle de Danemarsk, Sec. 458

jour fixe, dans une salle, de les environner de gardes, de les y investir de canons, & de leur proposer, sous ces dehors menaçans, de délibérer sur le vœu du monarque.

» Les états ne peuvent, suivant la dernière constitution, annuler aucune loi ancienne, ni en faire de nouvelles, sans l'approbation ni le consentement du roi ».

C'est encore là un de ces réglemens qui ne subsistent qu'autant que le roi domine, par la force ou par la crainte, sur une nation qui a le pouvoir incontestable & imprescriptible de réformer les loix qui nuisent à son bonheur, & d'en créer de plus sages & de plus conformes à son vœu.

» Suivant la constitution actuelle, dans aucun tems le roi ne pourra faire baisser ou hausser la monnoie, sans le consentement des états.

En relevant quelques inexactitudes de M. Sheridan, j'ai observé que le roi n'avoit pas la faculté de mettre de nouveaux impôts sans la connoissance & la volonté des états, à moins que le royaume ne fût attaqué par des ennemis, & que dans ce cas, ces impositions ne seront que provisoires, & cesseront avec la guerre.

» Qu'il devoit avoir le consentement des états avant de déclarer la guerre ».

Un des reproches faits au roi, est d'avoir lui-même enfreint cette loi, en déclarant la guerre à

la Russie, sans avoir eu le consentement des états: S'il a été véritablement agresseur, comme on l'a prétendu, il a prouvé combien les rois ont de peine à se soumettre aux loix, puisqu'ils ne respectent pas même celles qui sont émanées de leur propre volonté. Mais après les succès qu'il a obtenus, après la gloire dont il s'est couvert, en montrant autant de courage que d'activité, la nation peut-elle lui reprocher d'avoir amené la Russie à conclure un traité honorable pour la Suède, & à ne plus dédaigner un peuple dont elle avoit oublié les victoires?

Gustave III a limité le pouvoir des états par l'article qui suit: « nuls autres protocoles ou registres que ceux qui regardent les affaires sur lesquels sa majesté aura délibéré avec les états, ne leur seront communiqués, & ne pourront être demandés par eux ».

Cependant, par un article suivant, il est dit: « que la situation des finances sera mise sous les yeux du comité des états, afin qu'ils puissent s'assurer que les deniers publics ont été employés pour le bien & l'utilité du royaume ».

Il résulte de ces deux articles, que lorsqu'il plaira au roi de convoquer les états en diète générale, elle ne pourra délibérer que sur les articles que leur proposera sa majesté, & qu'elle n'aura pas le droit de faire dans les départemens les recherches

qui pourroient l'éclairer sur l'administration des départemens étrangers à la finance.

Le roi, en restreignant la puissance de la diète, a cru peut-être la dédommager de la perte de ses facultés par la protection particulière qu'il accorderoit à ses membres. Un des articles de la constitution porte " que si un membre de la diète, *sans* " *y avoir donné lieu*, étoit insulté ou maltraité de " paroles, ou de voies de fait, soit pendant la " diète, soit en s'y rendant, soit en s'en retournant, & qu'il eût fait connoître sa qualité, alors " celui qui l'aura insulté, subira la peine portée " contre la violation de la paix du roi ".

Cette disposition de la loi est bien vague; être maltraité de paroles ou de voies de fait sont deux choses très-différentes, cependant la punition est la même.

Ces mots, *sans y avoir donné lieu*, jeteront encore de l'incertitude dans l'esprit des juges.

Qui définira ce qui peut donner lieu à des injures & même à des voies de fait?

C'est avec des expressions si ambiguës & dont le sens est si peu déterminé, qu'on soumet les hommes à l'arbitraire.

Cette observation me conduit à l'éclaircissement d'une difficulté qui s'élève de toute part, & des circonstances malheureuses rendent plus portante dans ce moment.

J'exposerai mon opinion, sans entendre la présenter comme une décision.

Tous nos députés sont, dans ce moment, les mandataires de la nation, leur réunion forme un tribunal supérieur à tous les tribunaux. Ils sont, lorsqu'ils se rassemblent en corps, au-dessus de la loi, comme le principe est au-dessus du résultat, mais individuellement ils sont soumis à la loi existante ; par conséquent quoiqu'un député soit bien connu pour l'un des représentans de la nation, s'il commet hors de l'assemblée un délit, comme il n'est alors qu'un membre de la société, il est sujet aux loix communes à tous les membres de cette société.

Mais par la raison que ses fonctions l'exposent quelquefois au ressentiment, à la vengeance des tribunaux où il veut porter la réforme, il ne faut pas que ces mêmes tribunaux aient sur lui l'avantage de le réduire à l'inaction & au silence, lorsqu'il sera de leur intérêt de le faire. Pour arrêter d'un côté l'excès où pourroit conduire l'assurance de l'impunité, & de l'autre, empêcher l'effet de la haine, de la jalousie des tribunaux, contre les membres d'une autorité qui leur est supérieure, voici l'interprétation raisonnable que l'on peut donner à l'article qui concerne l'inviolabilité des députés : lorsqu'un membre de l'Assemblée nationale est accusé d'un crime quelconque, pendant

la durée de sa mission, le juge peut recevoir la plainte, entendre des témoins, mais il ne peut pas lancer un décret, & par ce moyen enlever à l'assemblée législative un de ses membres, sans auparavant lui avoir dénoncé l'accusé, sans lui avoir communiqué l'information; alors si l'assemblée trouve la plainte grave, l'information concluante, c'est à elle à ordonner à l'accusé de sortir de son sein, à autoriser la justice à s'en saisir; de ce moment le député cesse d'appartenir au corps législatif, il n'est plus qu'un simple citoyen, & doit être puni suivant la rigueur de la loi, s'il ne détruit pas l'accusation intentée contre lui.

En observant cette forme, la loi de l'inviolabilité n'est point enfreinte, puisque la justice ne s'empare de la personne du député qu'au moment où l'assemblée elle-même a suspendu ses pouvoirs, & les tribunaux ne peuvent satisfaire leurs haines personnelles contre les législateurs suprêmes, par des décrets légèrement lancés, puisque le corps législatif est le juge des motifs sur lesquels ils sont appuyés (1). Je revins à la constitution de la Suède.

(1) Cette opinion exposée devant une nom-
blée qui y a applaudi, & imprimée dans
été depuis adoptée par l'Assemblée nationale
puisse être favorable aux vrais coupables, je per-

Sa majesté s'est obligée de maintenir tous les états du royaume dans leurs anciens & légitimes privilèges, prérogatives, droits & liberté, *aucun nouveau privilège en faveur d'un ordre ne pouvant être donné & accordé sans le consentement de tous les quatre réunis.* C'est encore là un des abus que les hommes savent faire des mots. Que veut dire cette promesse de maintenir les états du royaume dans leurs anciens & légitimes privilèges, dans leurs droits & liberté, lorsque ces états qui devoient s'assembler tous les trois ans, s'ils n'étoient pas convoqués, ne le peuvent plus, à moins que le roi ne leur ordonne de se réunir ?

Quelle liberté leur reste-t-il lorsqu'ils ne doi-

qu'elle doit leur ôter tout espoir d'impunité, sur-tout si l'on fait précéder le rapport de l'impression de la procédure.

Le public devient juge alors; & si des témoins irréprochables s'accordent sur un même fait, & ne sont point démentis par d'autres, quels que soient le rang & les talens de l'accusé, un corps nombreux n'osera pas se déshonorer en mettant à l'abri de la vengeance des loix celui de ses membres qui sera évidemment coupable. En vain objecteroit-on que s'il faut des preuves pour condamner, il ne faut que des présomptions pour décréter, je répondrai que les éclaircissmens donnés par l'accusé avant le décret, peuvent dissiper ces présomptions, & sauver les témoins téméraires ou subornés, puisque ceux-ci ont, suivant la loi, la faculté de se rétracter au récolement qui n'a lieu qu'après l'interrogatoire de l'accusé.

de sa Const., de celle de Danemarck, &c. 461
vent délibérer que sur les objets que le monarque
leur soumet ?

En voilà assez pour faire connoître la constitution de la Suède depuis 1772. Sera-t-elle la dernière ! La nation la maintiendra-t-elle ? C'est ce qu'il est difficile d'affirmer. L'intention de la Russie étoit bien de la changer ; elle se proposoit de réintégrer les états dans leurs anciens pouvoirs, de rendre au sénat l'autorité qu'il avoit sous les deux précédens règnes, de ramener Gustave sous le joug qu'il a brisé ; mais pour réussir dans ce projet, il falloit triompher de la ligue qui s'étoit formée contr'elle entre le Turc, la Suède, la Pologne & la Prusse ; il falloit que ses armées fixassent la victoire *en Finlande*, que ses escadres détruisissent celles qui lui ont disputé l'empire de la mer Baltique.

En 1778, le roi de Suède convoqua une diète, pour satisfaire à la parole qu'il avoit donnée, en 1772, de rassembler les états ; mais l'ordre de la noblesse lui ayant présenté un mémoire qui tenoit à détruire la constitution, & qui devoit être lu dans la prochaine assemblée, Gustave III, pour en prévenir l'effet, réunir les ordres dans son palais, & leur déclara que sachant que des personnes mal intentionnées se proposoient de faire naître de la mésintelligence entre lui & les états, il avoit pris le parti de les dissoudre.

Ils ont été convoqués en 1789, & le roi en a obtenu un acquiescement à tous ses projets, & la faculté de continuer la guerre qu'il vient de terminer si glorieusement, ce qui ajoute encore à sa puissance.

Je ne dirai plus qu'un mot de ces états qui ont tant perdu de leur ancienne souveraineté. Ce qui compose l'ordre de la noblesse pourroit être de douze cents membres, par la raison qu'on évalue à ce nombre celui des familles nobles, & que le chef de chaque famille a le droit de venir la représenter aux états ; mais à peine six cents gentilshommes se déterminent-ils à user de leurs privilèges, à moins qu'un grand intérêt ne les y appelle.

Les représentans de l'ordre du clergé ne s'élèvent pas au-delà de quatre-vingt ; ils sont composés de quatorze évêques qui existent en Suède, & des ecclésiastiques élus par les possesseurs de bénéfice ; le roi adresse la lettre de convocation à la cour ecclésiastique, qui la fait parvenir à chaque archidiacre, lequel en donne connoissance à tous les ecclésiastiques de ses paroisses.

Les évêques sont chargés de leur dépense pendant la durée de la diète, les autres députés sont remboursés par leurs commettans, ce qui ne laisse pas de diminuer le nombre des élus.

La même raison influe sur la représentation de la bourgeoisie. Quoique la Suède renferme cent

quatre villes qui ayent droit de députer, que chaque ville de commerce puisse envoyer deux représentans, que les principales ayent la faculté d'en avoir trois, & que *Stockholm* en ait dix, le nombre des représentans de cet ordre ne passe jamais deux cents.

L'ordre des payfans n'est encore, par la même raison, représenté que par environ cent députés; ainsi les états offrent ordinairement la réunion de neuf cents ou mille individus.

L'auteur du dictionnaire économique & politique observe : que l'ordre des payfans est mal représenté en Suède, parce que les possesseurs de terre, vivant noblement, n'y sont pas admis, & que pour être éligibles, il faut être fermier ou cultiver sous la redevance d'une cense; d'où il résulte que les cultivateurs propriétaires, & qui forment la portion la plus noble & la plus éclairée des agriculteurs, n'ont aucune part à la législation, & semblent n'être comptés pour rien dans la souveraineté nationale.

La Suède est le pays où la vieillesse se prolonge le plus. D'après les calculs du célèbre *Wargentin*, membre d'une commission établie à *Stockholm*, pour tenir un registre exact des naissances & des morts de tout le royaume, on comptoit, sur une population de deux millions quatre cent mille habitans, deux mille trente-six hom-

mes, & trois mille cinq cents quarante femmes; au-dessus de l'âge de quatre-vingt-dix ans, parmi lesquels il y avoit, dans la même proportion, plusieurs centenaires qui avoient vu cent onze & cent vingt ans s'écouler sur leurs têtes. Malgré cet avantage, si c'en est un que de languir tant d'années sur le globe, beaucoup de Suédois, au risque d'abrégier le cours de leur vie, vont se répandre dans les différens états de l'Europe, pour y exercer leur industrie & y jouir d'un climat plus doux que le leur, car il n'y a presque point de milieu entre un hiver dont le froid est très-âpre, dont la durée est de neuf mois, & un été dont la chaleur est étouffante.

Le soleil, dans sa plus grande élévation, est de dix-huit heures & demie sur l'horison de *Stockholm*; mais cet astre si prodigue de sa lumière pendant deux mois, en est bien avare en hiver; puisqu'il n'éclaire les habitans de la Suède que cinq heures & demie, & ne les dédommage de sa clarté que par la foible lueur que réfléchit l'astre de la nuit qui reçoit ses rayons.

Il ne faut pas s'étonner, d'après cela, que la même quantité d'hommes, de jours de travail, & d'avances ne donne, dans cette région, que le tiers des productions qu'on obtient dans des contrées plus heureuses.

Lorsqu'on se rappelle le peu de numéraire qui circuloit

circuloit en Suède avant la dernière révolution, lorsqu'on considère qu'à cette époque son revenu ne montoit, tout au plus, qu'à dix-sept millions; que le capital de ses dettes étoit de quatre-vingt-dix millions, dont elle payoit les intérêts à l'étranger; que malgré cette détresse elle a fait honneur à ses engagements, remonté sa marine, équipé ses escadres, approvisionné ses armées, & a tenu tête à la Russie pendant deux campagnes, on a peine à concevoir comment des politiques peuvent avoir des craintes sur l'existence d'un grand empire, qui a dix fois plus de numéraire & de population, avec un sol plus fécond.

Gustave III a fait sans doute des fautes; une de ses plus capitales en administration, c'est celle de s'être réservé le privilège exclusif de la distillation de l'eau-de-vie, sur lequel il a, dit-on, perdu plus de dix millions, & qu'il a fini par abandonner *en Finlande*, moyennant une taxe légère.

Peut-être une autre faute en politique, c'est sa déclaration de guerre à la Russie, qui l'a jeté dans des frais dont l'or de la Porte ne le dédommagera pas. Malgré ces erreurs, pardonnables à un jeune prince qui pouvoit n'être pas encore très-versé dans la science de l'économie politique, & qui ne devoit pas voir, sans une indignation secrète, le ministre de la Russie chercher à repren-

dre de l'ascendant dans le sénat de Suède, on ne peut disconvenir que ce roi ne soit un des hommes les plus dignes du trône, & un des monarques qui figureront avec le plus d'éclat dans les annales de la Suède.

S'il a fait perdre à la diète & au sénat une grande portion du pouvoir qu'ils s'étoient attribué, sous les deux derniers règnes, il a délivré ses sujets d'une aristocratie qui n'a pas su profiter de son autorité pour accroître les revenus du royaume, pour éteindre ses dettes, pour s'affranchir du joug des puissances étrangères, pour vivifier son commerce & tirer de la mer, qu'elle doit cultiver & qui lui offre d'abondantes moissons, un produit que son sol ingrat lui refuse.

Je voudrois, avant de m'éloigner des états du Nord, jeter un coup d'œil sur leurs constitutions, mais je n'y vois que commandement & soumission; la volonté du prince y est tout. Surmontons, s'il est possible, le dégoût qu'on éprouve à contempler l'espèce humaine si dégradée, convertie en un troupeau servile qui suit le caprice d'un maître, qui marche à la mort lorsqu'il en reçoit l'ordre, qui doit captiver sa pensée dans la crainte qu'elle ne blesse la puissance qui domine sur lui, pour lequel le mot de liberté n'a plus de sens, dont la vie est moins sa propriété que celle du souverain auquel il appartient.

Commençons par le Danemarck. Il avoit autrefois des états composés de trois ordres ; l'autorité du roi étoit limitée par le serment qu'il prêtoit à son sacre, sa couronne étoit élective.

La noblesse abusa si indignement de la juridiction qu'elle avoit sur ses vassaux ; le clergé se trouva si opprimé par un ordre qui s'arrogeoit à lui seul les droits qui appartenoient également aux deux autres, que la nation abdiqua, en 1660, sa souveraineté en faveur de Frédéric III, le dispensa du serment, déclara la couronne héréditaire sur la tête de ses descendans mâles & femelles, & autorisa le roi à publier la fameuse loi royale, qui n'a été imprimée qu'en 1709, sous Frédéric IV ; elle contient quarante articles, tous plus effrayans les uns que les autres ; « par le » second article, le roi de Danemarck & de Nor- » wège sera désormais réputé indépendant sur la » terre ; *il sera au-dessus de toutes les loix huma-* » *nes*, ne reconnoissant de puissance au-dessus de » la sienne que celle de Dieu.

» Par le cinquième, il a la puissance de faire » la paix & la guerre, de contracter des alliances » & d'imposer des taxes ;

» Par cette loi, le roi de Danemarck jouira » de l'autorité de faire, d'échanger, de révo- » quer les loix, comme il le jugera convenable.

quitte cette terre à laquelle la servitude l'attache ; il est poursuivi comme transfuge.

La noblesse jouit des droits de chasse, de pêche, de patronage, en vertu duquel elle perçoit les revenus ecclésiastiques. Dans les affaires où il s'agit de leur honneur ou de leur vie, les gentilshommes ne peuvent être cités qu'au tribunal suprême du roi ; mais lorsqu'il s'agit de saisir leurs biens pour dette, le juge provincial instruit ces sortes de causes.

Tous les roturiers qui ont un rang ou une dignité, jouissent de la noblesse personnelle.

Le roi Christian V introduisit, le premier, les titres de comte & de baron féodal ; le principal manoir du baron dont dépendent cent arpens, & celui du comte qui en réunit trois cents, sont exempts de toute contribution, excepté de celle qu'on appelle *taille des princeffes*.

Les baronnies & les comtés ne peuvent être hypothéqués pour dettes, & leur possesseur n'a point le droit de les aliéner, sans le consentement de l'héritier présomptif, & la permission du roi. La confiscation de ces terres n'a lieu que pour crime de lèse-majesté, & même en ce cas elles retombent à la ligne la plus prochaine.

Les comtes ont la propriété des mines trouvées dans leur terre, ils jouissent du droit de juridic-

ou écrivent sur l'autorité légitime des rois, dans ce moment, d'être loin de ce séjour de la tyrannie ! ils seroient bientôt condamnés à un éternel silence.

A quel excès de malheurs ou de stupidité étoit donc réduite cette lâche nation, pour souscrire à une pareille loi ; pour accorder à Frédéric III une autorité plus étendue que celle d'aucun sultan ? Si l'injustice des nobles qui avoient autrefois droit de vie & de mort sur leurs vassaux, qui ne payoient pas d'impôts, a pu faire prendre, aux Danois, assez en haine l'ancienne forme de gouvernement, pour qu'ils lui préférassent le despotisme le plus absolu ; combien l'ordre de la noblesse doit rougir de ses ancêtres !

Heureusement pour l'espèce humaine, le despote qui règne sur cette contrée n'y peut pas compter plus de deux millions de sujets. Malgré une si foible population, on estime que les deux armées de Danemarck & de Norwége, montent à soixante-quinze mille hommes, & que son roi peut mettre en mer une escadre de quarante vaisseaux, en tems de guerre.

Le paysan est obligé de se faire enrôler depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à quarante. Aucun soldat n'ose s'établir ni prendre une ferme dans une autre terre que celle où il est inscrit ; s'il

le meilleur de l'europe? Il ne forme qu'un seul volume in-4°. toutes les dispositions en sont si claires, si positives, qu'il n'y a pas un homme qui ne puisse être juge dans sa propre cause, aussi y a-t-il très-peu de praticien en Danemarck, c'est du moins un adoucissement pour la misère du peuple.

On évalue à vingt-trois millions les revenus de l'état, sur lesquels il faut retrancher environ quatre millions pour acquitter la dette publique, qui monte à soixante-dix millions de capital.

Un des principaux revenus du Danemarck est le péage du *Sund*, qui est un détroit fameux, entre l'île de *Séland* & la terre-ferme de *Schouen*, qui appartient à la Suède. Tous les vaisseaux qui font le commerce de la Baltique, passent & repassent devant ce détroit, & sont assujettis à un péage, qui tire son origine des *fanoux* & des feux qu'on allume pour guider les navigateurs, & les préserver des écueils qui garnissent la côte. La Suède qui auroit eu le même titre pour prétendre à un droit semblable, en étoit d'abord affranchi; mais loin de le réclamer, elle s'y est elle-même assujettie par un traité conclu en 1720.

M. de Montesquieu, après avoir remarqué que dans toutes les guerres du Danemarck contre la Suède, les armées de celle-ci ont tou-

» jours en l'avantage sur celles de sa rivale », dit qu'il faut bien qu'une supériorité si constante ait une cause cachée dans les gouvernemens. Cette cause existe bien dans les gouvernemens, mais elle n'est pas cachée. Les payfans qui forment la force des armées nationales, ont toujours été serfs en Danemarck; ils n'ont jamais eu qu'un pays, & jamais une patrie. L'ordre des payfans en Suède, au contraire, a toujours fait partie de la nation comme citoyens: des citoyens qui se battent contre des esclaves, doivent toujours avoir l'avantage. C'est par la même raison que toute la force militaire de Pologne consiste dans sa cavalerie, composée de gentilshommes, & que cette république ne peut compter sur son infanterie, qui n'est formée que de malheureux, attachés pour quelques instans à une terre qu'ils cultivent sous le joug de la servitude.

Je fais bien, & la Prusse en est un exemple, qu'il ne faut pas être libre pour être bon soldat; mais il faut alors qu'une discipline longue & sévère fasse du simple sujet une machine meurtrière, qui n'ose reculer devant le feu de l'ennemi, parce que la mort est derrière lui, s'il fuit celle qui se présente en face. Mais, que résulte-t-il de cette vérité? Qu'il faut vaincre la nature chez l'esclave, & qu'il ne faut que la laisser aller chez le citoyen;

qu'en trois mois, on peut avoir une bonne armée de patriotes, dont il sera nécessaire de contenir l'ardeur, tandis que trois ans seront à peine suffisans, avec de fréquentes manœuvres, pour faire d'un Russe, d'un Prussien, un homme de guerre.

Ces réflexions nous conduisent en Prusse, où nous ne nous arrêterons pas plus long-tems qu'en Danemarck.

La Prusse ne fut long-tems qu'un fief de la Pologne; elle avoit été sous la domination de l'ordre teutonique, dont le grand maître devint le souverain, sous le titre de duc héréditaire; elle a été depuis unie à l'électorat de Brandebourg. En 1657, elle fut affranchie du lien féodal envers la Pologne, elle étendit son territoire sous *Frédéric Guillaume*, surnommé *le grand Électeur*, dont le fils prit le titre de roi, en se couronnant lui-même, & en plaçant, de sa main, la couronne sur la tête de son épouse à Konisberg, le 18 Janvier 1701. C'est le petit-fils de ce premier roi, qui, à l'aide des trésors amassés par son père, & des excellentes troupes qu'il avoit recrutées dans toute l'Europe, établit dans ses états cette force militaire qui l'a depuis rendu le plus puissant monarque du nord.

Ce prince, souverain, absolu, s'est montré conquérant & législateur; il a donné une nouvelle

forme à ses finances, a substitué neuf collèges de justice aux anciens grands bailliages, a établi dix conseils provinciaux, & enfin a donné un recueil de loix, connu sous le titre de *Code-Frédéric*.

Un des articles de ce code, qui fait le plus d'honneur à son auteur, c'est celui par lequel il déclare « que dans les procès où il sera intéressé, » s'il y a du doute, il aime mieux souffrir quelque perte, que de fatiguer ses sujets par des procès onéreux ». Dans le livre qui traite de l'état des personnes, on remarque un article assez singulier, c'est celui qui est relatif aux hermaphrodites.

« Les personnes de cette espèce, dit le législateur (qui n'étoit pas obligé d'être un grand anatomiste), dans lesquels aucun des sexes ne prévaut, peuvent choisir celui que bon leur semble; mais leur choix étant fait, elles ne peuvent varier : ainsi, un homme qui aura épousé une femme, ne pourra plus épouser un homme ».

Ce code donne à la puissance du père la faculté d'enfermer ses enfans dans sa propre maison, de les châtier modérément; mais lui interdit le droit de les renfermer dans une maison de correction, sans l'intervention de la justice.

Les époux peuvent dissoudre leur mariage, d'un

commun accord, après néanmoins en avoir fait la demande à la justice, qui, pendant un an, essayera de les réunir. L'adultère est pour les deux époux une cause de divorce.

Le législateur pousse la sévérité bien loin, en permettant au mari de demander le divorce, toutes les fois qu'il surprend un billet *doux*, écrit de la main de sa femme. Une pareille loi ne fait que rendre la femme plus réservée dans son style; il en est peut-être plus d'une, qui, par des injures & des menaces, a plus satisfait celui auquel elle écrivait, que si elle lui eût adressé les expressions les plus tendres; il aura vu l'amour sous le voile de la prudence.

Une cause de divorce en Prusse, est cette maladie qui empoisonne les douceurs du mariage, & en flétrit les fruits. La difficulté de connoître le coupable, a jusqu'à présent empêché nos législateurs de prononcer sur une pareille accusation.

L'état de fureur habituelle, ou d'une imbécillité constante, est aussi en Prusse, un moyen de divorce, & ç'en-devrait être un dans tous les pays policés: unir par des liens indissolubles, la douceur à un emportement insensé, la raison à la démence, c'est prescrire dans l'état du mariage, un supplice égal à celui de *mélangence*.

Suivant le même code, les bârards peuvent être

de sa Const., de celle de Danemarck, &c. 477.

légitimés par le mariage, & la belle loi de l'adoption reprend toute la force qu'elle avoit chez les Romains.

Dans la partie qui est relative à l'ordre judiciaire, les rapports y doivent être expédiés en huit ou quinze jours, à moins qu'il n'y ait eu une nécessité indispensable de le prolonger.

Tout procès doit être terminé en trois degrés de juridiction, dans l'espace d'une année. Les avocats seuls sont chargés de faire la procédure, qui est très-simplifiée, & le ministère des procureurs est supprimé.

Tel est en substance l'esprit de ce fameux *code Frédéric*, qui est encore susceptible de perfection : il faut espérer que nos législateurs y puiseront ce qu'il renferme de sage, d'utile au peuple; & qu'en modifiant ce qui s'y rencontre de trop impérieux, de trop uniforme, ils offriront aux nations un code de sagesse & de justice qui devindra un jour celui de l'Europe.

On évalue à cinq millions d'habitans la population de la Prusse; il paroît d'abord étonnant qu'un état qui ne renferme pas plus d'individus, puisse soutenir d'aussi grandes armées; mais Frédéric II a su accroître la population de son royaume avec ce qui la diminue dans les autres états.

Premièrement, la moitié des deux cent mille

combattans qu'il a toujours prêts à marcher, est composée de fils de payfans, de journaliers & de cultivateurs enrôlés, qui, dans le mois d'Avril & de Mai, se rendent à leurs régimens, pour y être exercés dans les évolutions militaires, & qui retournent ensuite dans leurs campagnes pour labourer la terre; l'autre moitié est formée d'étrangers engagés, pour ménager la population nationale. Ces soldats, qui ne sont assujettis que deux fois la semaine au service militaire, peuvent travailler dans les villes, où résident leurs garnisons, à des métiers qui leur procurent de l'argent. Loin de leur interdire le mariage, on le leur permet, on les y encourage tellement, qu'il n'y a pas de régiment qui n'ait plus de femmes & d'enfans que de combattans. On entretient à *Potsdam* une maison de cinq mille enfans de soldats, dont on envoie une grande partie à la campagne, lorsqu'ils sont parvenus à l'âge de huit ans, chez les payfans auxquels on donne treize écus par an, pour les élever: ce qui en fait d'abord de bons agriculteurs & ensuite de bons soldats, lorsqu'ils ont la taille nécessaire.

Nous n'aurons pas de peine, d'après ces faits, à conclure avec *M. de Herztberg*, « que l'armée » prussienne, quelque nombreuse qu'elle soit,

» n'est pas disproportionnée à la population de
» l'état, & qu'elle augmente plutôt qu'elle ne
» diminue cette population ».

L'agriculture a été si sagement encouragée par Frédéric II dans ses états, que la Prusse recueille non - seulement assez de blé pour nourrir ses habitans dans les années d'une récolte commune; mais qu'il lui est encore possible de faire une exportation du produit de six millions. D'ailleurs, comme l'observe encore M. de Herzberg, « elle » peut se livrer d'autant plus à ce commerce » d'exportation, qu'elle a derrière elle les pays » fertiles de la Pologne, de la Bohême & de » la Saxe, qui ne peuvent rien exporter par mer » que par les états prussiens, où ils trouvent, » au moyen de l'*Élbe*, de l'*Oder*, de la *Vistule*, » une exportation facile & lucrative ».

Nous ne savons pas au juste à quoi montent les revenus du roi de Prusse; mais ce qui est digne d'admiration, c'est que Frédéric II, sans augmenter les anciennes taxes de ses sujets, a trouvé le moyen d'entretenir & de renouveler des armées formidables, de faire tête, pendant le cours d'une guerre de sept ans, aux trois plus grandes puissances de l'europe, d'étendre son empire, de rendre son pavillon naissant respectable, de faire bâtir environ six cents villages, où il a recueilli des

familles étrangères, de distribuer, depuis 1763 jusqu'en 85, à-peu-près deux millions d'écus chaque année, en gratifications, en bienfaits, en encouragemens.

Il faut en convenir, une autorité aussi bien administrée, une domination aussi éclatante, doivent faire pardonner au feu roi de Prusse, d'avoir méconnu les privilèges de la nation qu'il gouvernoit, & d'avoir seulement vu des sujets dans les hommes réunis sous son empire.

Il n'est pas tems encore de prononcer sur le gouvernement de la Russie. Eh! que dirions-nous de cet immense empire, que l'on peut comparer à un bloc de marbre sur lequel différens artistes ont successivement essayé leurs talens? Il a été dégrossi par *Pierre Legrand*; les traits de cette figure colossale ont été adoucis par *Élisabeth*; elle a reçu une forme plus humaine de la main habile de *Catherine II*, qui, par ses instructions, à la commission chargée de dresser le projet d'un nouveau code de loix, a prouvé qu'elle étoit digne de gouverner un grand empire. Elle a plus fait pour la Russie, par son équité, par ses qualités bienfaisantes, que tous ses généraux par leurs vertus guerrières. C'est peu de choses pour une si vaste domination que d'en reculer les bornes; ce qui lui importe véritablement, c'est d'en favoriser
la

de ja Const., de celle de Danemarck, &c, 481

la population par de sages réglemens, d'y encourager l'industrie, d'en accroître les richesses par le commerce, d'y faire fleurir les arts en les reconciliant avec un sol ingrat & qui leur semble étranger, c'est d'adoucir les mœurs d'une noblesse encore sauvage, & de communiquer de la sensibilité à des corps que l'âpreté du climat a rendu plus impénétrables aux douces affections & aux vertus sociales; voilà le grand œuvre qui a déjà honoré le beau règne de Catherine & qui donnera un grand prix à sa mémoire.

Nous allons quitter le séjour de la royauté, pour pénétrer dans le sein d'une république; mais ce n'est pas encore-là l'heureux asyle de la liberté; nous la chercherons de contrées en contrées, jusqu'à ce que nous éprouvions le charme qu'on ressent à son aspect. Si nous ne l'atteignons pas dans une autre république qui, par son courage, s'est élevée au-dessus de la tyrannie, par son industrie, au-dessus de l'Océan, peut-être s'offrira-t-elle à nous dans une île où elle s'étoit réfugiée, pour être plus à même de braver l'oppression; cependant si par une suite de l'inconstance qui lui est naturelle elle s'étoit dérobée à ses adorateurs, & les avoit trompés en leur laissant à sa place la licence nous traverserions la vaste étendue des mers pour voir si elle n'auroit pas été s'établir chû

Tome I.

482 *Suite de la Révolution de Suède en 1772, &c.*

ple plus digne, par ses mœurs, de lui rendre le culte qui lui plaît.

Là, du moins, nous contemplerons sa fidelle image, & nous la reconnoîtrons mieux si, à notre retour, nous la trouvons dans notre patrie, triomphante des obstacles qu'on lui oppose, dégagée des noirs soucis dont on obscurcit son passage, & se balançant au milieu du calme public, comme l'astre qui, dans un beau jour, semble flotter au milieu d'un océan de lumières.

Fin du Tome premier.

T A B L E

*DES Discours contenus dans le premier
Volume.*

<i>A</i> VERTISSEMENT,	pages j
<i>Discours préliminaire,</i>	iv
I ^{er} DISCOURS.	
<i>Des Gouvernemens, suivant Aristote,</i>	1
II ^e DISCOURS.	
<i>Des Gouvernemens d'Athènes & des Loix de Solon,</i>	33
III ^e DISCOURS.	
<i>De la Constitution des Romains, des Opinions de Cicéron sur les Loix & les Augures,</i>	59
IV ^e DISCOURS.	
<i>Constitution Germanique,</i>	89
V ^e DISCOURS.	
<i>Suite de la Constitution Germanique,</i>	121
VI ^e DISCOURS.	
<i>De l'Empereur, de son Couronnement, de l'Origine des Électeurs, & des Forces de l'Empire,</i>	153
VII ^e DISCOURS.	
<i>De la Constitution de la Pologne,</i>	181